



PREMIER QUADRIMESTRE 2010

Military Review

ÉDITION FRANÇAISE

PREMIER QUADRIMESTRE 2010

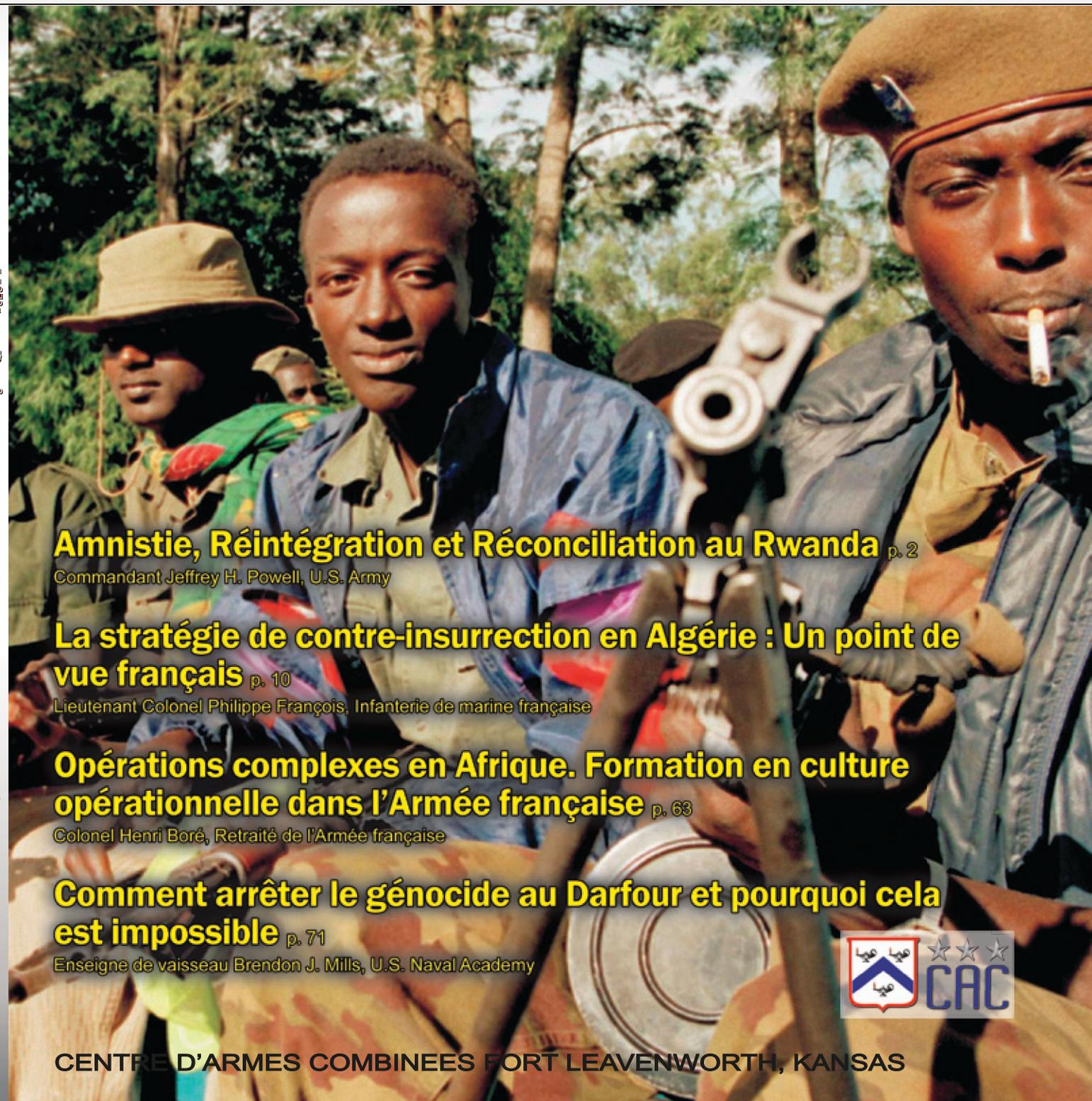
<http://militaryreview.army.mil>



Recrues de l'armée irakienne de la 39e Brigade, 10e Division, en train de nettoyer leurs armes au Centre de formation régional du Camp Ur, à Dhi Qar, en Irak, le 16 mai 2009. (Sergent Brendan Stephens de l'U.S. Army)

Military Review

ÉDITION FRANÇAISE



Amnistie, Réintégration et Réconciliation au Rwanda p. 2

Commandant Jeffrey H. Powell, U.S. Army

La stratégie de contre-insurrection en Algérie : Un point de vue français p. 10

Lieutenant Colonel Philippe François, Infanterie de marine française

Opérations complexes en Afrique. Formation en culture opérationnelle dans l'Armée française p. 63

Colonel Henri Boré, Retraité de l'Armée française

Comment arrêter le génocide au Darfour et pourquoi cela est impossible p. 71

Enseigne de vaisseau Brendon J. Mills, U.S. Naval Academy



CENTRE D'ARMES COMBINEES FORT LEAVENWORTH, KANSAS

PB-100-10-1/2/3
Headquarters, Department of the Army
PIN: 100157-000
Approved for public release; distribution is unlimited



Military Review

Général de Corps d'armée
Robert L. Caslen, Jr.
Commandant, USACAC
(Centre interarmes de l'« U.S. ARMY »)
Commandant, CGSC

Col. John J. Smith
Directeur et Éditeur en chef

LCL Gary Dangerfield
Directeur adjoint

RÉDACTION

Marlys Cook, LCL, USA (Retraite)
Rédactrice en chef

Maj Sharon Russ
Responsable et Directrice du marketing et de la production

Miguel Severo
Directeur et Éditeur en chef,
Édition en langues étrangères

ADMINISTRATION

Linda Darnell
Assistante administrative

ÉDITION EN LANGUES ÉTRANGÈRES

Paula Keller Severo
Assistante à la traduction

Michael Serravo
Spécialiste de l'information visuelle,
Webmestre

ÉDITEURS CONSEIL

Colonel Jean-Claude Bréjot
Armée française, Édition française

Colonel Cristian E. Chateau
Armée chilienne, Édition hispano-américaine

Colonel Sergio Luiz Goulart Duarte
Armée brésilienne, édition brésilienne



2 Amnistie, Réintégration et Réconciliation au Rwanda

Commandant Jeffrey H. Powell, U.S. Army

Imaginez que chaque homme, femme et enfant d'une ville américaine de 781.000 habitants soit brutalement assassiné en quatre mois, les victimes étant pour la plupart tués avec des machettes.



10 La stratégie de contre-insurrection en Algérie: Un point de vue français

Lieutenant Colonel Philippe François, Infanterie de marine française

L'une des périodes qui se caractérise par le plus de dissensions internes dans l'histoire française récente a été celle de la guerre menée par la France (1954-1962) pour conserver le contrôle de ce qui était alors appelé l'Algérie française.



26 La stratégie de la guerre populaire prolongée: Ouganda

Général Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda

L'origine de ma visite remonte à quelques mois. J'étais venu ici pour assister à la remise de diplômes de mon fils, qui était étudiant ici. Le lieutenant général Caldwell m'invita à déjeuner.



38 La vérité triomphera : comment répondre aux opérations de désinformation et de manipulation des insurgés

Cori E. Dauber

L'Opération Valhalla fut un engagement tout à fait ordinaire, représentatif du type d'opérations auxquelles les Forces spéciales des États-Unis ont participé tout au long de la guerre en Irak.



53 La Création d'un Leader: Dwight D. Eisenhower

Colonel Robert C. Carroll, retraité de l'Armée des États-Unis

L'histoire de la vie de Dwight David Eisenhower comme général et président est bien connue. Moins connue est l'histoire de la façon dont Ike, en tant que jeune officier, fut affecté à des postes dégradants que beaucoup pourraient considérer comme des "culs de sac" de carrière mais qui plus tard lui rapportèrent beaucoup d'honneurs.



La Military Review est une revue spécialisée servant de cadre à des dialogues et à des débats sur des idées originales ayant trait à l'art et la science de la conduite des opérations terrestres et à d'autres questions présentant un intérêt actuel pour l'« U.S. ARMY » et pour le Département de la Défense. Military Review appuie aussi l'éducation, l'entraînement, la mise au point de doctrines et les missions d'intégration du Centre interarmes, Fort Leavenworth, Kansas.



63 Opérations complexes en Afrique Formation à la culture opérationnelle dans l'Armée française

Colonel Henri Boré, Retraité de l'Armée française

Un expert de l'armée française relate comment l'expertise culturelle de l'armée française fut un atout opérationnel crucial qui muna en succès des récentes opérations françaises de contra insurgencia.



71 Comment arrêter le génocide au Darfour et pourquoi cela est impossible

Enseigne de vaisseau Brendon J. Mills, U.S. Naval Academy

Le 25 avril 2003, deux groupes rebelles, l'Armée de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité, ont attaqué l'aéroport d'El Fasher au Darfour, au Soudan, tuant 75 soldats du gouvernement soudanais et détruisant sept avions du gouvernement.



80 Intentions «malavisées» : la résistance à AFRICOM

Capitaine Moussa Diop Mboup, Armée sénégalaise,

Michael Mihalka, Ph.D. et

Commandant Douglas Lathrop, U.S. Army, en retraite

L'importance de l'Afrique a nettement augmenté au cours de la présidence de George W. Bush. Le Président Bush a indiqué ce changement stratégique en termes dénués de toute ambiguïté : «L'Afrique est de plus en plus cruciale pour nos intérêts stratégiques.»



88 Comment tirer le meilleur parti possible de la liminalité pour réformer le secteur de la sécurité après un conflit

Commandant Louis P. Melancon, U.S. Army

A la suite de n'importe quel conflit, il est vraisemblable que le besoin de réforme du secteur de la sécurité sera prioritaire dans le cadre général de la stabilité, de la sécurité, de la transition et de la reconstruction. Il est fort probable que cependant, certains aspects du secteur de la sécurité ne soient plus appropriés dans le contexte désiré après la fin du conflit.



95 Terroristes: ni soldats, ni criminels

Amitai Etzioni

Les hostilités en cours en Irak, en Afghanistan, dans certaines régions du Pakistan ainsi qu'ailleurs, depuis la Colombie jusqu'à la Corne de l'Afrique, des acteurs indépendants des États – en particulier, des terroristes et des insurgés qui agissent comme des terroristes – jouent un rôle beaucoup plus important que dans les conflits passés tels que la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre de Corée.

George W. Casey, Jr.
Général, Chef d'Etat-major, « U.S. Army »

Fonctionnaire:

JOYCE E. MORROW

Assistante administrative du Secrétaire de l'armée

Military Review présente des informations professionnelles, mais les idées exprimées ici n'engagent que les auteurs, et non le Département de la Défense ou les agences qui en dépendent. Le contenu ne reflète pas nécessairement la position officielle de l'« U.S. Army » et ne change ni ne remplace toute information, quelle qu'elle soit, traitée dans d'autres publications officielles de l'« U.S. Army ». Les auteurs sont responsables de l'authenticité du matériel et de la documentation de la source qu'ils fournissent. Military Review se réserve le droit d'éditer le texte. La distribution officielle de la revue est basée sur un journal pour dix officiers occupant des postes au sein de grands commandements, de corps, de divisions, d'agences d'état major, de commandements de garnisons, d'écoles militaires, de commandements de Réserve et d'organisation de commandements de Cadets. La diffusion est d'un journal pour 25 officiers au sein de commandements médicaux, d'hôpitaux et d'unités médicales. Les brigades et les bataillons en service actif ou de réserve reçoivent un numéro pour cinq officiers, selon l'effectif d'officiers supérieurs affectés. Military Review est accessible en ligne sur le site <http://militaryreview.army.mil>.

Military Review (French) first published in January 2010 is published quarterly by Military Review at 294 Grant Ave. Bldg #77, Fort Leavenworth, KS 66027-1254. Application to mail at Periodicals postage rates is pending at Leavenworth, KS and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Military Review, 294 Grant Ave., Fort Leavenworth, KS 66027-1254.

Amnistie, Réintégration et Réconciliation au Rwanda

Commandant Jeffrey H. Powell, U.S. Army



Photo prise après le génocide rwandais, en 2001, durant la visite du représentant américain Frank Wolf. La légende d'origine est la suivante : Les coupures profondes délivrées par les tueurs sont visibles dans les crânes qui remplissent une pièce à l'école de Murambi. (DOD)

IMAGINEZ QUE CHAQUE homme, femme et enfant d'une ville américaine de 781000 habitants soit brutalement assassiné en quatre mois, les victimes étant pour la plupart tués avec des machettes. En 1994, le Rwanda, qui se trouve au centre de la Région des Grands Lacs de l'Afrique Centrale, a expérimenté des tueries à cette échelle — une furie génocidaire. La réflexion ci-après examine les conditions qui ont pu déclencher un massacre aussi horrible et la manière dont le pays a tenté de se remettre de cette calamité.

Jusqu'au 6 avril 1994, peu de personnes sur le globe connaissaient le Rwanda ou son histoire riche. Même durant le massacre, le monde savait peu de choses sur cet événement ou ne savait pas que les principaux acteurs de l'holocauste destructeur du Rwanda vivaient bien au-delà des frontières rwandaises. Les colonisateurs du pays, la Belgique et l'Allemagne, et des puissances mondiales telles que les États-Unis et la France

ont contribué à créer les conditions favorables au génocide, au même titre que les Hutus et les Tutsis eux-mêmes.

Un héritage de haine

Le Rwanda est né du colonialisme européen. Les politiques calculées de la Belgique, de l'Allemagne et de la France ont divisé le Rwanda contre lui-même afin d'en faciliter la direction coloniale. Ces politiques du 19^{ème} siècle eurent un effet prolongé et constituent actuellement les principales sources d'obstacles à la réconciliation et à la stabilité au 21^{ème} siècle.

Différentes théories suggèrent des origines pour les traditions qui divisent les Hutus et les Tutsis, mais des faits discernables prouvent que les Hutus et les Tutsis sont identiques sur les plans ethniques et anthropologiques. Ils ont toujours partagé la même langue, les mêmes territoires, les mêmes traditions et les mêmes tabous. En outre, les Hutus pouvaient (et peuvent toujours) devenir Tutsis par mariage ou par démonstration de leur richesse. L'identité arbitraire de Tutsi ou de Hutu pouvait changer en fonction du nombre de bétail qu'une personne possédait. Traditionnellement, les Hutus ont toujours été des fermiers et les Tutsis des pâtres, une division aussi ancienne que l'histoire de Caïn et d'Abel.¹

Cette division sociétale Hutu/Tutsi a évolué en un système de caste colonial basé sur du folklore et perpétré par le suivi de politiques spécifiques.² Chaque pays européen responsable de la direction coloniale du Rwanda a exploité la soi-disant « anthropologie » de l'hutuisme et du tutsisme pour des raisons économiques. Les Belges, par exemple, sous leur pouvoir,

Le Commandant Jeffrey H. Powell, U.S. Army, est actuellement Chef des Plans, G3/5, 25^{ème} Division d'infanterie, Schofield Barracks. Il a été diplômé en 2008 de la SAMS (School of Advanced Military Studies), à Fort Leavenworth. Le

Commandant Powell a reçu un Bachelor of Science de United States Military Academy et un Masters of Arts de Gonzaga University. Il a été déployé en Jordanie, au Koweït, en Bosnie et a participé à l'opération Libération de l'Iraq (Iraqi Freedom).

désignèrent les Tutsis comme les administrateurs et les Hutus comme les travailleurs.³ Deux autres facteurs ont accentué cette distinction artificielle : l'obligation imposée par les Belges que les Hutus et les Tutsis portent des cartes d'identité indiquant leur ethnie et la « Théorie Hamitique » mise en avant par les Hutus lorsqu'ils prirent ensuite le pouvoir en 1959.⁴

Ces distinctions sociétales ont conduit à une bigoterie officielle et officieuse avant et après l'indépendance du Rwanda. Avant l'indépendance, les départements coloniaux gouvernaient par l'intermédiaire d'une hiérarchie Tutsi. Après l'indépendance en 1959, le soutien international a été transféré aux Hutus. Durant toute la période de la gouvernance hutu, les Tutsis devinrent les boucs émissaires pour toutes les politiques ayant échouées et subirent une diminution des opportunités en matière d'éducation, une ségrégation au niveau des positions gouvernementales, un retrait des postes d'influence tels que les enseignants et les juges et un massacre de la part des Forces armées rwandaises (FAR).⁵

La rancœur née de la division sociétale a toujours menacé d'instabilité l'environnement sécuritaire du Rwanda. D'un point de vue politique, le décalage a mené à la perception d'un népotisme au niveau des positions gouvernementales, de partis pris au niveau de l'adjudication de la justice et d'attitudes divisionnaires au niveau de la rééducation gouvernementale des Hutus et des Tutsis. Ces conditions ont sapé les efforts de toute tribu ou tout parti ayant été au pouvoir. La guerre et le génocide cataclysmique ont ensuite eu des conséquences dévastatrices sur l'économie rwandaise, détruisant totalement les secteurs de base, les services civils et les infrastructures du pays.

L'unique solution pour que le Rwanda devienne un pays fonctionnel et stable est de vaincre la ségrégation et ses effets humiliants. Le progrès nécessitera une sécurité interne et externe provenant d'un gouvernement fonctionnel n'étant pas basé sur un système de castes. La remise en état nécessitera également la revitalisation d'une économie intégrée par le biais d'une coopération et d'un financement internationaux. Le gouvernement rwandais devra développer des politiques encourageant

un renouveau économique pour les Hutus et les Tutsis ainsi qu'un appareil sécuritaire assurant le succès de telles décisions. Une réconciliation totale ne sera pas possible sans ces mesures.

Aujourd'hui, le Rwanda se reconstruit à cette fin, établissant de nouveaux appareils de soutien civil et essayant de réconcilier des populations qui se considéraient davantage Hutus et Tutsis que Rwandais. Comme avec les études de cas de résolutions de conflit décrites dans d'autres articles de *Military Review* dans cette série, les fondations d'un changement progressif reposent sur le cadre sociétal : les politiques en matière de sécurité, d'économie et de politique forgées par le pays en transition.

Dans le cas du Rwanda, le processus en trois parties d'amnistie, de réintégration et de réconciliation (AR2) — développé comme une rubrique pour cette série d'articles — ne fournit qu'une vague explication de ce qui a transpiré jusqu'à ce jour. Il n'existe par exemple aujourd'hui aucune amnistie au Rwanda, uniquement une « justice du vainqueur ». En théorie, le pays doit disposer d'une certaine forme d'amnistie pour pouvoir parvenir à une réconciliation. Comme le suggérait le modèle AR2, le manque d'amnistie a conduit à une forme de justice rétributive qui empêche la réintégration et au bout du compte la réconciliation. Pire encore, la réconciliation dans ce cas — pas seulement le pardon, mais également la conviction que tous les Rwandais peuvent contribuer à la réussite du Rwanda, quelle que soit leur origine sociale ou leur caste



AP Photo, Jean-Marc Bouju

Une camionnette sur une route proche de Rugende, à environ 8 kilomètres à l'est de Kigali, transporte des rebelles du Front Patriotique Rwandais (FPR) vers les premières lignes, plus proches de Kigali, la capitale rwandaise, 14 mai 1994.

— reviendra à surmonter des centaines d'années de peur et d'ignorance créés par une ségrégation forcée, supportée par la politique, les mythes et le folklore. De telles conditions représentent un immense défi au modèle AR2. Et sans AR2, le futur du Rwanda pourrait comprendre des pages noires, y compris une autre guerre civile.

Guerre, assassinats et génocide

La guerre civile au Rwanda qui a duré de 1990 à août 1993 est née de l'incapacité des Tutsis et des Hutus à former une société mutuellement bénéficiaire qui serait profitable à tous les Rwandais. Les Forces Armées Rwandaises (FAR), représentant les Hutus, qui dominent politiquement et socialement, et le Front Patriotique Rwandais (FPR) (essentiellement composé de rebelles Tutsis en exil) se sont affrontés au cours d'une guerre de 4 ans. Le Rwanda était sur le point de se réconcilier de cet affrontement avec les Accords d'Arusha lorsque le pays a sombré dans les dernières convulsions de la guerre civile et le génocide en avril 1994.

En août 1993, alors que les acteurs régionaux et internationaux élaboraient les négociations de paix détaillées devant être appliquées par la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR), un effort de réconciliation organisé par des tierces parties débuta. D'octobre 1993 à avril 1994, il y eu peu d'avancée vers la paix et la réconciliation ou l'application des Accords d'Arusha. Les défaillances du gouvernement, dirigé par les Hutus, du Président Juvenal Habyarimana aussi bien que du FPR firent déraiser le plan de paix complet.⁶ Le Secrétaire Général des Nations Unies, ainsi que les dirigeants des pays voisins du Rwanda (en particulier la Tanzanie), firent un effort concerté pour faire redémarrer l'initiative de paix.

Au cours de cet effort, le Président rwandais, Juvenal Habyarimana, prit l'avion pour Dar-es-Salaam, au Burundi, afin de rencontrer d'autres signataires des accords. Durant son vol de retour, des extrémistes hutus de la Garde Présidentielle abattirent son avion pendant sa phase d'atterrissage à Kigali, la capitale du Rwanda.⁷ Cet assassinat donna le jour à l'un des pires génocides de l'Histoire.

Le Secrétaire Général du Ministère de la Défense, le Colonel Theoneste Bagosora, prit le pouvoir. Bien que Bagosora ne soit pas parvenu à la présidence du Rwanda, ses machinations ont conduit au meurtre du Premier Ministre Agathe Uwilingiyimana. Dans les premières heures après que l'avion de Habyarimana a été abattu, Bagosora a commencé à consolider le pouvoir des extrémistes hutus en condamnant des dirigeants tutsis importants et des dirigeants hutus modérés. En 48 heures, Bagosora remplaça l'intégralité du gouvernement.⁸ Bagosora fut capable de développer chez les FAR et les milices locales, appelées *interahamwe*, le désir violent de vouloir procéder à l'extermination massive de tous les Tutsis.

Presque immédiatement, le Général-Major Paul Kagame de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), le bras armé des FPR, lança une offensive pour arrêter les attaques meurtrières des FAR contre la population civile. Kagame a clairement indiqué ses intentions en restant en contact constant avec le Commandant des forces de la MINUAR, le Général canadien Roméo Dallaire. L'APR de Kagame prévoyait de capturer Kigali

WANTED FOR GENOCIDE

FELICIEN KABUGA AUGUSTIN BIZIMANA JEAN-BAPTISTE GATETE AUGUSTIN BIZIMUNGU THARCISSE RENZAO

ARRESTED ARRESTED ARRESTED

DELPHONSE HATEGEKIMANA AUGUSTIN NDIRABATURIRE DELPHONSE NIZEYIMANA PROTAIS MURANYA CALLIXTE NZABONIMANA

YUSUF JOHN MUNYAKAZI RYANDIKAYO CHARLES SIKUBWABO ALOYS NDIMBATI

INDICTED

Rewards of up to U.S. \$5,000,000 are offered for information that leads to the arrest of persons indicted by the International Criminal Tribunal for Rwanda for serious violations of international humanitarian law and their transfer to Tribunal custody. If you have information about any of the above persons, please contact Rewards for Justice through the telephone number or email below.

CALL NOW - Kinshasa (243)98367160 or (243)8608308 | In the eastern Congo: (00250) 08574066
Nairobi (254)722-298483 or (254)733-250208

WRITE NOW - Kinshasa: JusticeRewards@yahoo.com | Nairobi: Rewards@state.gov
ALL CONTACTS WILL BE KEPT CONFIDENTIAL | www.rewardsforjustice.net

UP TO U.S. \$5,000,000 REWARD

Affiche présentant des fugitifs recherchés en relation avec le génocide rwandais, réalisée par le gouvernement américain pour le programme Récompenses pour la Justice afin d'aider le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, 20 février 2003.

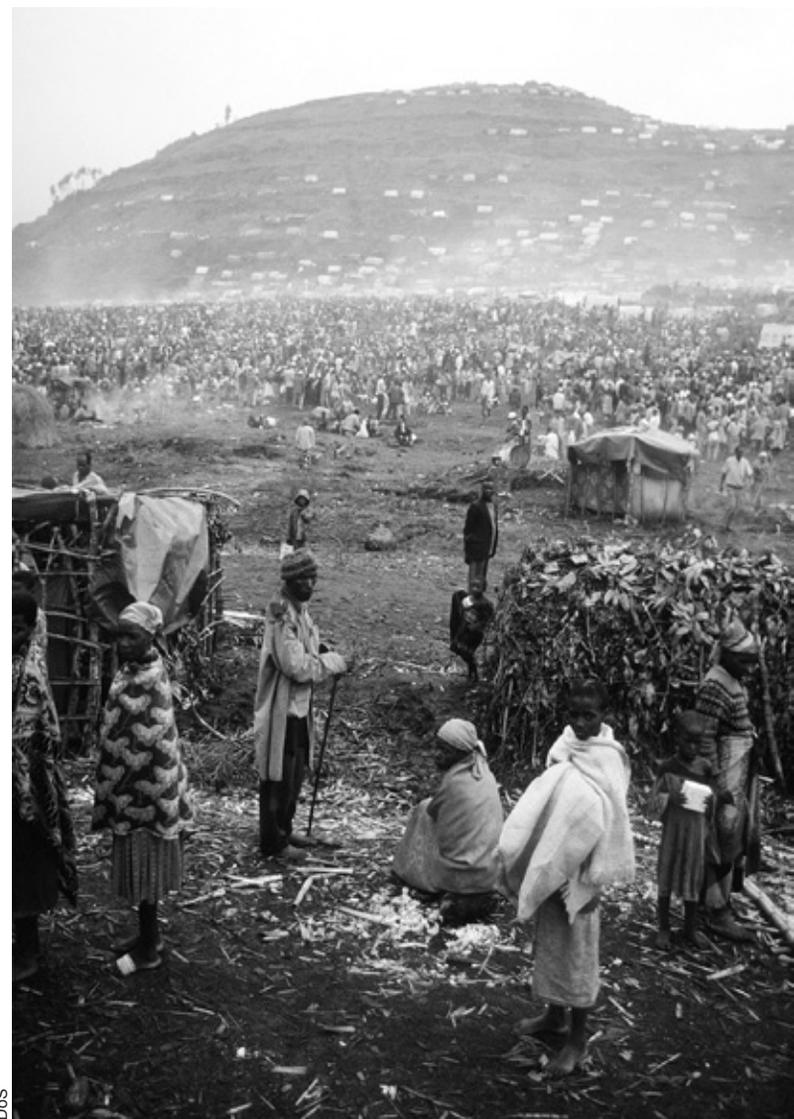
et de mettre un terme au massacre des Tutsis. L'APR fut responsable à lui seul de la fin du génocide rwandais. De leur offensive le 8 avril 1994 jusqu'à la chute de Kigali le 4 juillet 1994, les forces de Kagame ont vaincu avec facilité les FAR qui se trouvaient en supériorité numérique.⁹

Toutefois, au cours de ces quatre mois, les extrémistes hutus ont massacré près d'un million de Tutsis et de Hutus modérés, avec une intervention très limitée de la communauté internationale. La force de la MINUAR était militairement incapable d'arrêter les FAR déchainées. Il manquait à cette force un mandat des Nations Unies lui permettant d'agir comme un réconciliateur armé, ainsi que la structure d'une force militaire lui permettant d'accomplir une tâche aussi difficile. En outre, le 21 avril 1994, le Conseil de Sécurité de l'ONU (CSONU) a étonnamment voté pour réduire le mandat de la MINUAR et la structure de la force, réduisant de ce fait encore davantage sa capacité à stopper le génocide. En mai 1994, le CSONU est revenu sur sa position, accroissant le mandat de l'ONU et augmentant le nombre de soldats à 5500 afin d'aider à ramener la paix, mais il était déjà trop tard.¹⁰ Le génocide s'est arrêté seulement lorsque l'APR est parvenue à créer une paix fragile avec la chute de Kigali et le repli du reste des FAR au Zaïre en juillet 1994.

Même avec la victoire de l'APR, le Rwanda fut confronté à de complexes problèmes de sécurité internes, externes et régionaux. La réintégration et la réconciliation nécessitaient un degré de sécurité qui n'existait alors pas au Rwanda. En effet le conflit entre Hutus et Tutsis déborda dans la République Démocratique du Congo et au Burundi. Les défis posés par la sécurisation du Rwanda commencèrent donc immédiatement après la chute de Kigali en juillet 1994. Des centaines de milliers de Rwandais hutus fuirent au Zaïre voisin, maintenant République Démocratique du Congo. Mélangé aux civils qui fuyaient se trouvaient les Interahamwe, la milice hutu qui avait perpétré la majeure partie du génocide. L'exode comprenait également des dirigeants clés des FAR, ainsi que 20 000 soldats des FAR emportant avec eux 62 véhicules armés et de nombreuses armes lourdes.¹¹

D'autres extrémistes hutus s'enfuirent dans une zone de sécurité créée au cours

de l'Opération Turquoise. En juin 1994, le gouvernement français déclara qu'il voulait établir une « zone sûre » dans le sud-ouest du Rwanda. Le 20 juin, la France introduisit une proposition de résolution devant le CSONU, qui autorisait le déploiement de cette force dirigée par les Français avec un mandat de deux mois. Après deux jours de consultations et l'approbation personnelle du Secrétaire Général de l'ONU, le Conseil de Sécurité adopta la proposition en tant que Résolution 929 du CSONU. L'Opération Turquoise débuta le 23 juin 1994, lorsqu'une force de 2550 soldats Français et environ 500 soldats africains en



Une vue du camp de réfugiés de Kibumba. On estime qu'1,2 millions de réfugiés rwandais ont fui au Zaïre après que la guerre civile a éclaté dans leur pays, août 1994.

provenance du Sénégal, de Guinée-Bissau, de Mauritanie, du Tchad, d'Égypte, du Niger et de la République du Congo entrèrent au Rwanda. Ils établirent une zone sûre (appelée Zone Turquoise) qui comprenait un cinquième du pays. Cette action stoppa en grande partie les tueries à grande échelle, cependant les opérations hutus à plus petite échelle visant à tuer des Tutsis continuèrent dans la zone. La force de l'ONU quitta le pays à la fin de son mandat, le 21 août.

Pendant les deux années suivantes environ, les forces hutus lancèrent des attaques au Rwanda contre l'ARP. Finalement, l'ARP s'allia avec l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) et lança une contre-attaque au Zaïre, déclenchant la colère de la communauté internationale, mais sécurisant de manière efficace la frontière ouest du Rwanda. L'incursion de l'ARP conduisit également à la chute du gouvernement zaïrois et à la mise en place d'une mission de l'ONU qui sécurisa la frontière zaïro-rwandanaise.¹²

La poursuite du conflit au Zaïre eut un poids très lourd sur l'ARP. Déjà réduite par les victimes de quatre années de luttes et par la campagne lancée pour reprendre Kigali ainsi que les opérations de sécurisation de la frontière ouest du Rwanda, l'ARP dut prendre le rôle de la police au Rwanda, sécuriser les personnes déplacées à l'intérieur du pays et garder les prisons surpeuplées. Coincés avec des volontaires et des expatriés qui ne sont pas formés et ne disposant plus de la force bien entraînée et disciplinée qui était parvenue à vaincre les FAR, l'ARP commença à chercher à se venger du génocide.¹³

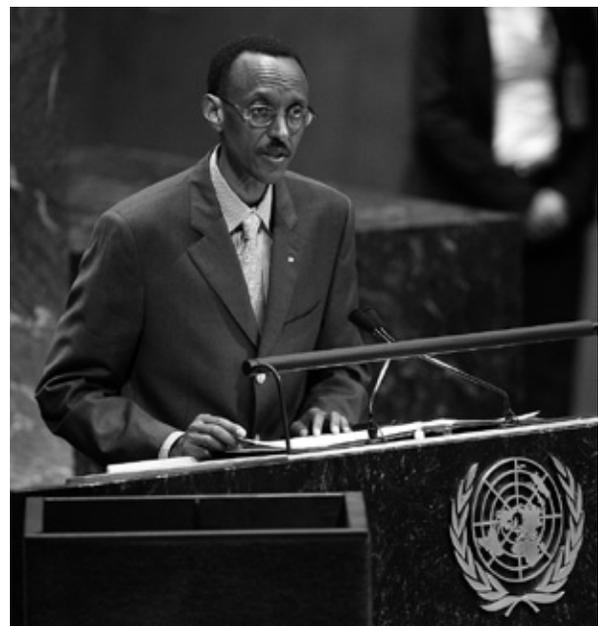
L'incursion de l'ARP au Zaïre avait attiré les pays de la Région des Grands Lacs dans les combats, mais tout sembla se terminer avec l'Accord de Cessez-le-feu de Lusaka, le 10 juillet 1999. La RDC, le Rwanda, l'Angola, la Namibie, l'Uganda et le Zimbabwe acceptèrent de mettre un terme au conflit.¹⁴ Cependant, l'Accord de Lusaka échoua dans les mois suivant sa mise en place et les combats reprirent. La crise s'arrêta seulement plus tard, en 2002, avec la signature de l'Accord de Pretoria.¹⁵

La haine entre Hutus et Tutsis s'était alors accrue, ayant été nourrie par les 12

années de conflits armés. L'idée d'amnistie et de réconciliation était impensable. Les Rwandais continuaient de subir des attaques transfrontalières d'insurgés hutus malgré la présence de la plus grande mission durable de maintien de la paix ayant jamais existée, la Mission des Nations Unies dans la RDC. Confrontés à des menaces constantes envers leur sécurité, les Tutsis ne ressentaient aucune compassion envers les Hutus déplacés en dehors des frontières du Rwanda ni envers les citoyens hutus au Rwanda. Le manque d'empathie et l'incapacité à pardonner à leurs ennemis les génocides persistèrent après l'Accord de Pretoria. Et bien que le Rwanda ait atteint un cessez-le-feu, les divisions sociales entre Hutus et Tutsis continuèrent de rendre toute possibilité d'amnistie impossible.

Obstacles politiques à la réconciliation

Après 12 ans de conflit armé et de tentatives de gagner une reconnaissance internationale, le Rwanda applique finalement des politiques permettant la réconciliation. Le Front Patriotique Rwandais a placé un grand nombre de ses dirigeants militaires dans des positions élevées dans le gouvernement afin de stabiliser



Paul Kagame, Président de la République Rwandaise, intervient lors du débat général de la 62^{ème} session de l'Assemblée Générale au siège de l'ONU à New York, le 27 septembre 2007.

UN Photo, Marco Castro

le pays, de restaurer les infrastructures et d'amener devant la justice les responsables du génocide.

Le Rwanda est ostensiblement une démocratie avec le FPR au gouvernement. (Le Rwanda est passé d'un régime autoritaire à un régime semi-autoritaire après la tenue des élections de 2003.) Tout comme les précédents régimes hutus, le FPR tua ses adversaires ou les envoya en exil. Actuellement, les partis politiques présentant des opinions contraires au FPR, tels que le Mouvement Démocratique Républicain, sont considérés comme ayant une « idéologie génocidaire » ou sont vus comme des menaces à la sécurité de l'État et sont dissous. Les Tutsis, et une poignée de Hutus modérés qui souscrivent aux croyances politiques et idéologiques des Tutsis, composent le régime actuel dirigé par le Président Paul Kagame.¹⁶ La voie autoritaire/semi-autoritaire offre au gouvernement une grande marge de manœuvre pour mettre en place deux politiques principales pour la réconciliation et la réintégration — les tribunaux *gacacas* (traditionnels) et les camps *ingandos*. Ces institutions ont remplacé la tentative initiale de la communauté internationale d'appliquer la justice pour le génocide rwandais.

Tribunaux gacacas. La réconciliation rwandaise commença peut-être en novembre 1994 avec la Résolution 955 du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui mit en place le Tribunal International pour le Rwanda afin de juger les crimes du génocide.¹⁷ Le tribunal était censé amener devant la justice les interahamwe. Cependant, lorsqu'un grand nombre des accusés jugés coupables durent être exécutés, la justice rétributive des tribunaux élargit encore davantage la division sociétale du Rwanda. En outre, étant donné le grand nombre de personnes accusées de crimes, les experts estimèrent que le processus du tribunal international ne se terminerait qu'après presque un siècle d'adjudications. En conséquence, le gouvernement rwandais introduit des tribunaux de justice tribale, les *gacacas*, pour accélérer le processus et fournir une justice restauratrice.¹⁸

Le système judiciaire des *gacacas* plaçait le pouvoir de réconciliation entre les mains du peuple. Les populations locales élistaient les juges des tribunaux. Après une courte période de

formation, durant laquelle les juges recevaient un enseignement sur les différents types de crimes génocidaires, les peines et la manière d'interpréter la législation, les communautés locales pouvaient commencer à mettre en place leurs tribunaux *gacacas*. La législation sur le génocide établie en 1996 définit quatre degrés d'interahamwe :

- Les planificateurs, organisateurs et dirigeants du génocide.
- Les personnes coupables d'homicides volontaires.
- Les personnes ayant commis des actes violents sans intention de tuer.
- Les personnes ayant commis des crimes contre des biens.
- Les tribunaux *gacacas* pouvaient émettre des jugements concernant tous les degrés d'interahamwe sauf le plus élevé.¹⁹

Les tribunaux *gacacas* allégèrent la tâche du système judiciaire traditionnel du Rwanda et commencèrent une sorte de réconciliation à faible niveau au sein des communautés rwandaises en établissant des peines allant de travaux d'intérêt général à l'emprisonnement à perpétuité.

Bien qu'innovateur, le système *gacaca* présentait des inconvénients. Lorsque les accusés confessaient qu'ils avaient commis des actes de génocide, ils devaient remplir trois critères pour pouvoir retrouver leur liberté. Premièrement, ils devaient fournir au tribunal tous les détails concernant le crime en question. Deuxièmement, ils devaient s'excuser auprès de ceux contre qui ils avaient commis le crime. Troisièmement, ils devaient dénoncer leurs complices. Cette dernière condition créait des possibilités de fausses accusations et d'actes de revanche susceptibles de ralentir le processus de réconciliation. Malgré cela, le système *gacaca* demeure le meilleur moyen de parvenir à une réconciliation sans creuser davantage le fossé sociétal qui divise depuis longtemps le peuple rwandais.

Camps ingandos. Une autre politique gouvernementale destinée à combler le fossé existant dans la société rwandaise est la politique des camps *ingandos*, des camps de solidarité destinés à éclairer les Rwandais sur leur histoire, les rapprochant en un peuple, et les endoctrinant avec

Économie et réconciliation

La plus grande aide internationale apportée au Rwanda a été sous forme d'assistance économique. Au centre de l'aide internationale se trouve la Banque Mondiale, qui finance le Programme Multi-pays de Démobilisation et de Réintégration (MDRP):

Le MDRP complète les initiatives de paix nationales et régionales, fournissant ainsi un soutien vital à la réintégration sociale et économique des ex-combattants. Il offre un soutien complet à la démobilisation et la réintégration en favorisant l'établissement d'approches

normalisées à travers toute la région, en coordonnant des initiatives partenaires et en apportant une assistance financière et technique à la démobilisation, la réinsertion et la réintégration des ex-combattants.²¹

Le MDRP est essentiel à la réintégration et la réconciliation rwandaises. Il fournit un soutien financier nécessaire pour des programmes cruciaux qui permettront au Rwanda de se réconcilier avec les 12 ans de conflit qu'il a connus.

Le MDRP a quatre objectifs au Rwanda:

- Démobiliser un nombre estimé de 36000 ex-combattants du FPR et d'autres groupes armés et faciliter leur transition à la vie civile.

- Soutenir le rapatriement des anciennes FAR dans l'esprit de l'Accord d'Arusha.

- Soutenir la réintégration sociale et économique de tous les ex-combattants démobilisés qui demeurent vulnérable d'un point de vue socio-économique.

- Faciliter la réaffectation des dépenses gouvernementales du secteur de la défense aux secteurs social et économique.²²

Fondé en 2002 par la Banque Mondiale, le MDRP coordonne le financement, mais les fonds proviennent de sources multiples. Il fournit également une expertise afin d'aider à la reconstruction du gouvernement rwandais et de l'infrastructure économique du pays.



Secrétariat du MDRP, Harald Hinkel

Démobilisation de combattants des FDLR (Forces Démocratique de la Libération du Rwanda), 2005.

les principes et les idéologies du Front Patriotique Rwandais. Le programme ingando est destiné à tous les membres de la société rwandaise, des anciens soldats du régime hutu jusqu'aux prostituées en passant par les juges gacaca. Son objectif est de permettre que les Rwandais s'identifient en tant que Rwandais et non pas en tant que Hutus ou Tutsis. Le programme essaye d'effacer le système de castes hutu/tutsi dans la société rwandaise. Le système éducatif rwandais enseigne les principes ingandos à tous les niveaux scolaires. Bien que basé sur de bonnes intentions, le programme ingando présente plusieurs défauts. Il ne reconnaît pas l'intégralité de l'histoire du Rwanda, il identifie le colonialisme comme l'origine de la division sociale du Rwanda et il comprend des caractéristiques qui poussent certains à le comparer au système d'endoctrinement marxiste-léniniste.²⁰

Le but des camps ingandos est de s'assurer que tous les membres de la société rwandaise ont la possibilité de progresser et que des étiquettes attribuées en fonction d'un système de caste ne limitent pas leurs aspirations. Si le programme atteint son objectif, il pourrait changer le futur du pays. En permettant à tous les membres de la société d'entrer en compétition égale, quelle que soit la caste sociale qui leur avait précédemment été assignée ou dont ils avaient hérité, le Rwanda pourra se développer et entrer en concurrence économique avec d'autres pays du continent africain.

En intégrant 10 programmes différents de l'ONU, du Programme Alimentaire Mondial, de l'Organisation Internationale du Travail, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine et de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, le MDRP aide le Rwanda à résoudre ses nombreux problèmes économiques avec une expertise rivalisant avec celles des pays avancés.²³

Le MDRP amène donc des changements au Rwanda. En réconciliant et en réintégrant les ex-combattants — qui comprennent la plupart des hommes du Rwanda — le MDRP aide à la construction d'un pays qui respecte la primauté de la loi, qui contribue économiquement à la région et qui respecte ses voisins. Avec le progrès économique, le Rwanda pourrait devenir une pierre d'angle de la stabilité dans la région des Grands Lacs.

Construction d'un nouveau Rwanda

L'amnistie, la réintégration et la réconciliation sont des outils conceptuels destinés à effacer des siècles de débris moraux du paysage sociétal rwandais. L'un des échecs du FPR a été son incapacité à pardonner aux Hutus et à leur accorder une amnistie. En raison de la férocité du génocide et de la guerre civile qui y a fait suite, le FPR a dû entamer la réconciliation en 2002 sans accorder d'amnistie. Le FPR n'a pas non plus reconnu certains faits en rapport avec des actions illégales de certains membres de l'APR durant le conflit ni le possible besoin de leur accorder également une amnistie.

L'absence d'une amnistie a sapé le processus de réconciliation. Malgré les tribunaux internationaux, les tribunaux gacacas et les camps ingandos, un sentiment sous-jacent de haine existe toujours entre Hutus et Tutsis. Cette haine, associée à la présence d'un régime semi-autoritaire, pourrait provoquer une nouvelle crise humanitaire au Rwanda. Les politiques du régime actuel n'incluent pas les Hutus et ne leur pardonnent pas. Elles ne reconnaissent pas que les deux côtés ont commis des atrocités les uns envers les autres tout au long de la guerre civile et une des manières de surmonter la répétition cyclique de ces crimes est de pardonner à leurs auteurs et de leur accorder l'amnistie. Les

Rwandais ont fait de grandes avancées au cours des cinq dernières années, mais il leur reste un long chemin à parcourir pour atteindre une réintégration et une réconciliation totales.

À travers toute son histoire, le Rwanda a été divisé. Seul un véritable processus AR2 peut le faire sortir d'une spirale descendante et le transformer en un membre viable de la communauté internationale. Pour que cela se produise, le Rwanda doit disposer d'une amnistie acceptée par tous les membres de la société. La mise au point d'une politique gouvernementale ne représente que la moitié de la solution. Le peuple rwandais doit adhérer à cette politique. À partir de l'amnistie, les racines de la réconciliation et de la réintégration peuvent se développer, commençant ainsi la stabilisation du Rwanda pour les générations futures.**MR**

NOTES

1. Alain Destexhe, *Rwanda and Genocide* (New York: New York University Press, 1995), 36-37.

2. Aimable Twagilimana, *The Debris of Ham: Ethnicity, Regionalism, and the 1994 Rwandan Genocide* (Lanham: University Press of America, 2003), 36-38.

3. Alison Des Forges, *Leave None to Tell the Story: Genocide in Rwanda* (New York: Human Rights Watch, 1999), 34-38.

4. Arthur J. Klinghoffer, *The International Dimension of Genocide in Rwanda* (New York: University Press, 1998) 6-7; Destexhe, 40-42. Au Rwanda, selon l'hypothèse hamitique, les Tutsis, supposément « hamitiques » (un terme d'origine biblique) étaient supérieurs aux Hutus car ils ressemblaient davantage aux peuples blancs, de par leurs caractéristiques faciales, et étaient donc destinés à diriger les Hutus. En raison du tribalisme et de la croyance implantée parmi les Tutsis selon laquelle ils étaient supérieurs aux Hutus, ces derniers commencèrent à considérer les Tutsis comme des envahisseurs extérieurs de leur terre. Le concept de différence hamitique raciale ou linguistique a été discrédité.

5. Destexhe, 41-47.

6. J. Matthew Vaccaro, *The Politics of Genocide: Peacekeeping and Disaster Relief in Rwanda* in William J. Durch, ed., *UN Peacekeeping, American Policy, and the Uncivil Wars of the 1990s* (New York: St. Martin's Press, 1996), 367-69.

7. Bruce Jones, *Peacemaking in Rwanda: The Dynamics of Failure*. (Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers, Inc. 2001), 117-19.

8. Scott Strauss, *The Order of Genocide: Race, Power, and War in Rwanda* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 2006), 46-48.

9. Colin M. Waugh, *Paul Kagame and Rwanda: Power, Genocide and the Rwandan Patriotic Front* (London: McFarland and Company, Inc. 2004), 64-71.

10. Vaccaro, 376-78.

11. Waugh, 100-1.

12. Jones, 144-50.

13. Waugh, 125.

14. <www.un.org/Depts/dpko/missions/monuc/background.html>.

15. <www.mdrp.org/PDFs/MDRP_RWA_FS_0507.pdf>.

16. Chi Mgbako, « Ingando Solidarity Camps: Reconciliation and Political Indoctrination in Post-Genocide Rwanda », *Harvard Human Rights Journal* 18 (2005): 201-24.

17. United Nations, *The United Nations and Rwanda: 1993-1996* (New York: United Nations Department of Public Information, 1996), 387-94.

18. Eugenia Zorbas, « Reconciliation in post-genocide Rwanda », *African Journal of Legal Studies* 1 (2005): 34-37.

19. Nelson Alusala. « Disarmament as Part of Reconciliation in Rwanda », *Institute of Security Studies* 108 (juin 2005): 4.

20. Mgbako, 201-224.

21. <www.mdrp.org/about_us.htm>.

22. <www.mdrp.org/PDFs/MDRP_RWA_FS_0507.pdf>.

23. <www.mdrp.org/partners.htm>.

La stratégie de contre-insurrection en Algérie : un point de vue français

Lieutenant Colonel Philippe François, Infanterie de marine française



Les troupes françaises encerclent la tristement célèbre Casbah d'Alger, un quartier arabe surpeuplé vieux de 400 ans, le 27 mai 1956, en Algérie, avant un raid surprise de 18 heures qui leur permis de trouver un butin militaire important. Les 7 500 hommes qui prirent part à ce raid, dont 1 500 policiers des forces spéciales, interpellèrent 4 480 Arabes, dont 522 furent mis en détention comme « super suspects ».

Le FLN (Front de Libération Nationale) estimait en 1962, au bout de près de huit ans de révolution, que 300 000 personnes étaient mortes de causes associées à la guerre. Plus tard, les sources algériennes ont modifié ce chiffre et ont annoncé approximativement 1,5 million de morts, alors que les responsables français estimaient que 350 000 personnes étaient décédées du fait de la guerre. Les autorités militaires françaises annoncèrent près de 18 000 soldats tués (6 000 décès ayant été sans rapport

direct avec les combats) et 65 000 blessés. Il y eut plus de 10 000 victimes civiles européennes (dont 3 000 morts), conséquence de 42 000 actes terroristes enregistrés officiellement. Selon les chiffres des autorités françaises, les forces de sécurité tuèrent 141 000 combattants rebelles, et plus de 12 000 Algériens trouvèrent la mort lors de purges internes au FLN pendant la guerre. En plus de cela, 5 000 personnes furent tuées lors des « guerres des cafés » en France entre le FLN et des groupements algériens rivaux. Les sources françaises estimèrent également que 70 000 civils musulmans furent tués, ou kidnappés et probablement assassinés, par le FLN.¹

—Library of Congress, Étude de pays sur l'Algérie

L'UNE DES PÉRIODES caractérisées par le plus de dissensions internes pendant l'histoire française récente a été celle de la guerre menée par la France (1954-1962) pour conserver le contrôle de ce qui était alors appelé l'Algérie française. La guerre d'Algérie offre une étude de cas d'une richesse exceptionnelle en ce qui concerne une insurrection. Elle contient des leçons de grande valeur sur la dynamique de contre-insurrection ainsi que sur les conflits internationaux causés par un mécontentement idéologique, politique ou culturel.

L'établissement de comparaisons entre la guerre d'Algérie et le conflit irakien est tentant du point de vue de la contre-insurrection, mais il convient de faire preuve d'une grande prudence. La conduite d'une campagne contre une insurrection n'est pas comme la cuisine ; les leçons tirées d'un conflit ne se traduisent pas automatiquement en recettes pour résoudre un autre conflit. De nombreux analystes au sein

Le Lieutenant-colonel Philippe François dirige le Service d'application des leçons apprises du Centre français de doctrine et d'application des leçons apprises. Il est diplômé

de l'École militaire de Saint-Cyr et de l'École supérieure de Guerre. Il a pris part à de nombreuses opérations des troupes de marines françaises.

des forces armées françaises considèrent la guerre d'Algérie comme un succès opérationnel et tactique – et comme un échec stratégique et politique, parlant même d'une débâcle qui a eu des conséquences immédiates dévastatrices pour la France et des effets néfastes à long terme pour l'armée française.

Historique et contexte de la guerre

Il est difficile de décrire de façon adéquate la profondeur des sentiments que les Français avaient jadis envers l'Algérie coloniale. La relation de la France avec l'Algérie en tant que colonie était unique. Située juste de l'autre côté de la Méditerranée par rapport à la France, l'Algérie était la partie non continentale de l'Empire français qui était la plus proche de la métropole. Les communications et les déplacements étaient beaucoup plus faciles et beaucoup plus nombreux qu'avec les autres avant-postes coloniaux. La France et l'Algérie était plus interdépendantes sur le plan économique, et certains secteurs de la société algérienne s'identifiaient eux-mêmes avec la France sur les plans culturel et politique. L'Algérie était plus qu'une simple colonie pour les Français. L'Algérie faisait partie intégrante du territoire français ; l'exploitation économique du territoire n'était pas le seul enjeu pour la France. Environ un million de citoyens français d'origine européenne vivaient en Algérie. Un Algérien sur neuf était un descendant de colons français et considérait l'Algérie comme une partie de la France – et comme le pays de ses ancêtres. La plupart des Français vivant en Algérie voyaient l'Algérie de la façon dont les citoyens américains habitant des endroits tels que Porto Rico ou Guam (ou en Alaska et à Hawaii avant que ces territoires ne deviennent des États de l'Union) voyaient ces endroits – des territoires faisant légitimement partie de la mère patrie.

Avant l'arrivée des Français, il n'existait pas de pays correspondant à l'Algérie en Afrique du Nord. Les Français créèrent l'Algérie en incorporant une collection de cités-États indépendants, de ports commerciaux autonomes et de zones tribales afin de former une seule entité politique et économique. En fait, c'est la Guerre

d'Algérie qui unifia ces populations éparses pour former la nation algérienne, de la même façon que la Guerre d'indépendance des colonies américaines de l'Angleterre donna naissance aux États-Unis d'Amérique.

L'origine de l'Algérie et la nature de ses relations avec la France ont rendu ce conflit, qui dura de 1954 à 1962 particulièrement déchirant pour la conscience collective française. La Guerre d'Algérie a opposé des populations autochtones nord-africaines rebelles qui voulaient obtenir l'indépendance à des Français d'Algérie jusqu'au-boutistes qui étaient déterminés à saboter tous les efforts visant à leur accorder l'indépendance. Les Français quittèrent l'Algérie dans des circonstances que l'armée estima humiliantes et dégradantes – et sans que, selon elle, un tel retrait ait vraiment été nécessaire.

La guerre provoqua des divisions nationales et des troubles civils en France, et l'issue du conflit cause toujours des tensions jusqu'à aujourd'hui de temps en temps. Il existe encore un certain ressentiment pour ce que certains Français considèrent comme une perte d'une partie légitime du territoire français qui aurait pu être évitée, et le conflit continue à influencer les relations entre la France et l'Algérie.

De nombreux analystes au sein des forces armées françaises considèrent la guerre d'Algérie comme un succès opérationnel et tactique – et comme un échec stratégique et politique...

Cette histoire tragique est en partie la conséquence de la façon dont l'armée française décida de lutter contre l'insurrection algérienne. Estimant qu'elle n'avait pas d'autre choix, l'armée prit des mesures draconiennes – dont certaines, avec le recul, semblent avoir été d'une brutalité qui n'était pas nécessaire. En outre, des

officiers de haut niveau de l'armée française se révoltèrent ouvertement contre les dirigeants civils élus de la République, déshonorant ainsi l'armée française.

Le défi lancé par l'armée aux autorités civiles françaises est intervenu après une longue période de conflit acharné en Algérie, alors que de nombreux officiers étaient persuadés que la France avait gagné la guerre malgré nombreuses pertes. Ils furent choqués, dégoûtés et outragés d'apprendre que la France avait décidé d'accorder à l'Algérie son indépendance en dépit du fait que l'armée française était parvenue à mater les rebelles algériens. Certains d'entre eux considérèrent cette décision comme une trahison. Cette décision eut des conséquences terribles pour les citoyens français qui avaient eu confiance jusque là dans le Gouvernement et dans l'armée. Plus d'un million de réfugiés franco-algériens furent forcés de quitter la terre où ils étaient nés et de se réfugier en France après les accords d'indépendance de l'Algérie.

Le mécontentement engendré par ces développements causa une tentative d'assassinat d'un Président français et deux tentatives de putsch contre un Gouvernement que beaucoup au sein de l'armée considéraient comme anti-français et illégitime. Ironiquement, les dirigeants civils et militaires français auraient pu tirer beaucoup de leçons utiles du conflit, mais ils ne le firent pas. De façon lamentable, bien que cela puisse se comprendre, l'armée française choisit d'entrer dans une phase d'amnésie collective de 40 ans au sujet des événements d'Algérie, et le nombre des personnes étudiant le rôle de la France en Algérie déclina très vite.

Beaucoup plus tard, le besoin d'appliquer des techniques efficaces dans la lutte contre des insurrections en Irak et en Afghanistan, en Afrique, en Asie centrale et en Extrême-Orient entraîna un regain d'intérêt pour les leçons des insurrections du passé. Des spécialistes des administrations américaines concernées ont étudié et analysé la guerre d'Algérie, mais le nombre extrêmement réduit de commentaires français à ce sujet continue à entraver les efforts de compréhension des leçons pouvant être tirées de cette expérience.

La France en Afrique du Nord. Après la destruction de Carthage par Rome en 146

avant notre ère, les Romains furent parmi les premiers Européens à entrer en contact avec les Berbères qui habitaient ce qui est maintenant l'Algérie. Les Romains refoulèrent les Berbères vers l'intérieur des terres afin de faire de la place pour la colonisation romaine du littoral nord-africain. La Chrétienté arriva dans cette région au deuxième siècle de notre ère, et à la fin du quatrième siècle la plupart des Berbères s'y étaient convertis. Au cinquième siècle, les Vandales conquièrent et colonisèrent la même région littorale. L'influence chrétienne sur les Berbères ne fut pas de très longue durée. Des expéditions militaires arabes balayèrent toute la région au septième siècle, introduisant l'Islam et la langue arabe. Cette région allait être appelée plus tard les États barbaresques. La population habitait dans des centres de commerce urbains, dans les zones tribales de l'arrière-pays et dans des enclaves contrôlées par des pirates ou des corsaires dont le gagne-pain consistait à faire des raids sur des navires marchands naviguant au large, en Méditerranée.

Les frontières modernes de l'Algérie commencèrent à prendre forme en 1830, lorsque le Gouvernement français entreprit d'exercer un contrôle politique sur les avant-postes militaires et commerciaux, et sur une région croissante colonisée par des *pieds noirs* (ainsi nommés parce qu'ils portaient des chaussures noires) européens, essentiellement français, qui y prospérèrent grâce à leurs compétences agricoles et leur expérience commerciale. Pour y soutenir la croissance de l'agriculture et du commerce, la France organisa la région en « départements d'outre-mer » au sein de la République française. La région septentrionale de l'Algérie fut même largement représentée dans l'Assemblée nationale française.

En 1848, la France avait réussi à placer presque tout le nord de l'Algérie sous son contrôle politique et économique. La Deuxième République (dont le Président était Louis-Napoléon Bonaparte) déclara alors que les régions colonisées feraient désormais partie intégrante de la France. À la suite de cette déclaration, Alger, Oran et Constantine devinrent des territoires civils français et des unités administratives sous le contrôle d'un gouvernement civil. À la suite de cette décision, les chefs autochtones de la

région furent soit marginalisés, soit éliminés, et le système éducatif existant fut supprimé.

L'administration française de la Deuxième République affirma que les Musulmans et les Juifs qui constituaient la population indigène de l'Algérie étaient des ressortissants, mais pas des citoyens, français. Pendant la période du Second Empire français, les Juifs résidant en Algérie, qui s'étaient montrés plus favorables à la colonisation française, reçurent le statut de citoyens français, avec tous les droits que ce statut conférait. En 1865, Napoléon III offrit aussi la citoyenneté française aux habitants de confession musulmane – à condition qu'ils renoncent à l'application de la sharia (le Droit musulman). Étant donné que la plupart des 8,4 millions de Berbères et d'Arabes musulmans qui vivaient sur le territoire considéraient qu'une telle action serait équivalente à un acte d'apostasie, peu d'entre eux sollicitèrent le bénéfice de la citoyenneté.

La conséquence pratique de ces actions allait être un mécontentement qui finit par se généraliser au sein de la population musulmane quant à ce que la majorité de cette population considérait comme une occupation française illégitime. Ironiquement, une telle désaffection se généralisa en conséquence de l'exposition à la culture et à l'éducation françaises, qui popularisa les idéaux d'égalité entre les hommes et de droit inaliénable à la liberté. Parallèlement à l'humiliation ressentie quotidiennement qui accompagnait l'absence de droits civiques, cette période fut caractérisée par une expansion économique considérable, le développement de l'infrastructure et la formation de nouvelles classes sociales musulmanes partiellement conséquence de la dissémination des idées françaises faisant la promotion des droits de l'homme universels et de l'indépendance politique. Cette dissonance contribua à créer une identité nationale algérienne distincte.

Pendant les premières décennies du 20^e siècle, l'administration française répondit aux protestations politiques de la population musulmane et au sentiment nationaliste algérien qui commençait à apparaître en promulguant des lois limitant le droit de protestation et la liberté d'expression. Cette réaction alla à l'encontre du but recherché et eut même exactement l'effet

opposé à ce que les Français voulaient accomplir. Néanmoins, quand la Deuxième Guerre mondiale commença, de nombreux Musulmans algériens se rallièrent à la République française.

En mars 1943, le dirigeant musulman Ferhat Abbas utilisa l'argument de la loyauté des Musulmans en temps de guerre pour demander à la France de leur accorder des droits politiques. Son « Manifeste du peuple algérien » réclamait qu'une Constitution algérienne garantisse aux Musulmans l'égalité face à la loi ainsi que le droit de participer aux élections en Algérie.

Le Gouvernement français répondit à ce manifeste en 1944 en proposant lui-même une réforme qui garantirait la nationalité française avec tous les droits y afférents à certains Musulmans sur la base d'un système d'évaluation en fonction du mérite. La communauté musulmane rejeta avec mépris cette offre de réforme pour plusieurs raisons : l'une des plus importantes étant le fait qu'elle ne permettrait qu'à un nombre relativement faible de Musulmans d'avoir immédiatement droit à la citoyenneté. Le 8 mai 1945, quand une manifestation en faveur de l'indépendance tourna à la violence, l'armée et la police françaises réagirent avec une force extrême pour rétablir l'ordre. Elle arrêta les dirigeants du mouvement de protestation et ferma les centres utilisés pour organiser des protestations. Pendant les actions qui s'ensuivirent, une centaine d'Européens et 15 000 Algériens de confession musulmane trouvèrent la mort.

La répression sanglante de la protestation produisit une accalmie précaire de neuf ans, suspendant provisoirement les manifestations publiques d'hostilité au Gouvernement, mais elle marqua également un tournant important dans les attitudes de nombreux activistes musulmans. Ceux-ci cessèrent de croire que des manifestations ou protestations pacifiques pourraient avoir un impact sur les autorités et produire un changement des politiques françaises. De plus, les Français ne firent rien pour changer le statut civique des Musulmans algériens.

Le Gouvernement français compliqua encore davantage le problème en axant ses politiques sur la reconstruction de la métropole après la dévastation et les perturbations de la Deuxième

Guerre mondiale, en entamant un processus de modernisation qui avait été remis à plus tard pendant plusieurs décennies. La Quatrième République française, un régime politique instable, lança avec succès divers projets de modernisation mais il se montra incapable de gérer efficacement des situations urgentes comme les crises coloniales. La faiblesse du Gouvernement fut compliquée par le retour en France de ses soldats qui avaient fait la guerre en Indochine et y avaient connu la défaite. Conscients du fait qu'ils avaient abandonné un grand nombre de loyalistes vietnamiens, les condamnant ainsi à des punitions graves, ou même à la mort, aux mains des membres du Vietminh, les soldats français considéraient le retrait du Vietnam comme une tache sur leur honneur. Pleins d'amertume, de nombreux officiers aussi bien que simples soldats de l'armée française proclamèrent qu'aucune expérience de ce type ne se produirait plus jamais dans l'empire colonial français de leur vivant.

Toutefois, le peuple français dans son ensemble ne partageait pas cette résolution profonde. La Deuxième Guerre mondiale et la guerre d'Indochine avaient rendu la majorité des Français indifférents à la situation en Algérie. L'envoi de conscrits à la bataille et à la mort dans ce que la plupart des gens considéraient être une autre guerre étrangère sans issue allait se montrer une politique très impopulaire. Le manque de soutien de la population pour la conduite d'opérations militaires dans le but de conserver des colonies lointaines reflétait d'ailleurs le retournement de l'opinion internationale ; la colonisation n'avait plus la cote dans le reste du monde. La communauté internationale était unifiée dans la pression qu'elle exerçait contre les pays qui s'efforçaient encore de conserver leurs dernières colonies. Les deux principales grandes puissances qui avaient fait leur apparition sur la scène mondiale après la Deuxième Guerre mondiale – les États-Unis et l'Union soviétique – s'étaient toutes les deux posées en champions de la décolonisation et des mouvements indépendantistes, même si c'était pour des raisons stratégiques tout à fait différentes.

La souveraineté française sur l'Algérie devint encore plus problématique lorsque les

deux pays voisins de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, devinrent indépendants. L'exemple de voisins très proches qui venaient d'obtenir leur indépendance fournit une raison de plus pour motiver les Algériens à rechercher leur propre indépendance par tous les moyens nécessaires, y compris l'organisation d'une insurrection armée et le terrorisme. En 1954, un million de Français d'Algérie d'origine européenne vivaient en Algérie au milieu de 8,4 millions de « semi-citoyens », qui acceptaient mal cette situation. Cet ensemble de circonstances fournit un terrain propice pour la guerre ouverte qui allait faire éruption.

Le Front de Libération Nationale et l'Armée de Libération Nationale

Plusieurs mouvements d'opposition autochtones apparurent en réaction contre l'intransigeance française et le refus de l'octroi de la citoyenneté aux Musulmans. Ils furent relativement mal organisés à l'origine, et leurs efforts ne furent guère productifs jusqu'au moment où une organisation englobant l'ensemble de ces divers mouvements qui prit le nom de Front de Libération Nationale (FLN) se constitua, le 1^{er} novembre 1954. Le FLN regroupa la plupart des groupes d'insurgés et d'activistes en une seule organisation unifiée pour protester contre les injustices sociales et politiques, la pauvreté dans laquelle vivait la majorité de la population musulmane et l'insuffisance des services sociaux, ainsi que l'ignorance délibérée du rôle de la religion comme caractéristique d'identité nationale, sinon comme source de droit pour la gouvernance du pays.²

Le FLN commença ses activités en tant qu'organisation secrète influencée par des mouvements indépendantistes anticoloniaux émergents. Malgré le fait qu'il n'ait pas été une organisation communiste à proprement parler, le FLN se montra adepte à tirer les leçons de la lutte victorieuse du Vietminh. Bien qu'il ait tiré le meilleur parti possible de l'expérience des anciens combattants algériens musulmans qui avaient servi dans l'armée française en Indochine, le FLN était avant tout un mouvement nationaliste influencé dans une large mesure

par le Président égyptien Gamal Abdel Nasser, le dirigeant politique le plus charismatique en Afrique du Nord à l'époque.

Malgré tout, le soutien du FLN dans la population musulmane algérienne était toujours très limité en raison de la brutalité avec laquelle il poursuivait son objectif. Les personnes persécutées et les pauvres qui souffraient le plus des actions terroristes menées parfois sans aucun discernement détestaient le FLN. Celui-ci avait également engagé de nombreux criminels de droit commun sur la base de leurs talents pour exécuter des actions secrètes. Leur malhonnêteté et leur brutalité portèrent ombrage à la réputation du FLN. Néanmoins, ce dernier parvint progressivement à orchestrer la plupart des activités politiques et coercitives des insurgés.

Pour diriger le mouvement, le FLN organisa un gouvernement provisoire consistant en un comité directeur de cinq membres et un organe législatif. Le FLN se fixa deux objectifs – l'indépendance de l'Algérie et l'égalité pour tous. Il divisa l'Algérie en huit *wilayas* (régions), organisa la résistance et posa les fondations pour une future administration postcoloniale. Sa principale ligne stratégique d'opération consistait à entreprendre des actions conçues pour attirer l'attention mondiale afin d'obtenir la sympathie de l'opinion

En 1954, un million de Français d'Algérie d'origine européenne vivaient en Algérie au milieu de 8,4 millions de « semi-citoyens », qui acceptaient mal cette situation.

internationale pour sa cause et pour faire pression sur le Gouvernement français. Le FLN utilisa des tracts, des articles dans les journaux, une radio libre et des opérations psychologiques pour contrôler la population ; il conduisit des activités de guérilla pour contrôler les zones rurales ; et il lança des actions terroristes pour intimider les populations afin de les forcer à coopérer et de

miner la confiance en le pouvoir des autorités françaises de contrôler la situation. Il infiltra clandestinement des partis démocratiques pour accroître son contrôle de la population. Les autorités sous-estimèrent son influence.

Le FLN établit une branche armée appelée l'Armée de Libération Nationale (ALN) pour conduire des opérations militaires et des actes de terrorisme, et il exerça un contrôle politique rigoureux sur les deux composantes de l'ALN : les unités de guérilla et les formations en uniforme. Les unités pratiquant une guerre plus conventionnelle opéraient depuis des sanctuaires dans les pays arabes voisins. Ces deux forces armées étaient équipées d'armement léger, mais leurs armes étaient moins efficaces que celles des Français.

Le FLN organisa ses sections politiques et militaires en cellules compartimentées dont les membres, à l'exception des chefs de cellules, n'étaient pas au courant des activités et de l'identité de leurs camarades. Les chefs faisaient la liaison entre deux cellules adjacentes afin d'en coordonner les activités. La cellule type de trois membres comprenait l'« homme de main », qui était responsable de la cellule chargée d'actions violentes, de distribuer des tracts et recruter des adhérents ; le « percepteur », qui dirigeait une cellule chargée de percevoir des taxes pour le soutien de la révolution, fixées par le chef ; et le chef, qui était la seule personne ayant des contacts avec les autres chefs de cellules, recevait des instructions des échelons supérieurs du mouvement et planifiait l'exécution des missions.

L'ALN organisa plus de 30 000 combattants en unités comparables aux formations des armées régulières qui étaient stationnées dans des sanctuaires au Maroc et en Tunisie. Des milliers de volontaires à temps partiel partirent rejoindre ses unités. Quand la guerre commença en 1954, les Français furent confrontés à une organisation bien préparée et prête à se battre. En 1957, l'ALN était devenu une force armée disciplinée comprenant 40 000 combattants.

Les quatre phases de la guerre. Une série d'attaques des insurgés contre des cibles du Gouvernement lors de la célébration de la Toussaint en Algérie le 1^{er} novembre 1954 marqua l'ouverture des hostilités. Le conflit allait évoluer en quatre phases :



Photo AP

Selon les estimations, 40 000 personnes manifestent avec des drapeaux français et des bannières où l'on peut lire : « Algérie française », « De Gaulle au pouvoir » et « Vive Salan et l'Armée », sur le Forum qui fait face au bâtiment du Gouvernement général à Alger, le 16 mai 1958. Le Général Raoul Salan était le Commandant des Forces françaises en Algérie.

- La Phase I (1954-55) fut caractérisée par l'expansion et la croissance du FLN.

- La Phase II (1955-58) fut caractérisée par l'ascension du FLN à un statut de gouvernement fantôme. Il eut alors beaucoup de succès en étendant son influence et son contrôle grâce à une combinaison d'actions terroristes et de tactiques de guérilla, bien que la France ait commencé à mettre le FLN sur la défensive dans le cadre d'une guerre de contre-insurrection très brutale.

- La Phase III (1958-61) fut caractérisée par la destruction presque complète de l'ALN par les forces armées françaises en Algérie. Cependant, alors même que la victoire militaire était sur le point d'être obtenue, la France entama des négociations secrètes visant à accorder l'indépendance à l'Algérie. L'ALN se replia dans ses sanctuaires à l'étranger pour attendre le résultat des négociations, tandis que le FLN s'exilait en Tunisie pour y regrouper ses opérations.

- La Phase IV (1961-62) fut caractérisée par l'obtention de l'indépendance algérienne et une guerre civile entre les forces gouvernementales soutenant le FLN et les derniers partisans de

l'Algérie française. Cette phase fut également caractérisée par un exode massif des colons, par le massacre des Algériens autochtones qui avaient lutté auparavant aux côtés de la France et le commencement d'une longue période de tension dans les relations entre les deux pays.

La série apparemment incessante d'attaques qui marqua le début de la guerre provoqua la mort de civils, détruisit des biens et causa la colère de la population. La police était incapable de réprimer à elle toute seule le soulèvement des indépendantistes parce que les terroristes conduisaient leur campagne sur une échelle beaucoup plus grande que ce que le Gouvernement français avait cru possible. Plusieurs milliers d'insurgés y participèrent, au lieu de quelques centaines que la police avait anticipé. La campagne de terrorisme du FLN n'était plus un simple problème de maintien de l'ordre. Elle était devenue une insurrection ressemblant fort à une bataille rangée.

Lignes d'opération stratégiques

Trois lignes d'opération stratégiques étaient clairement essentielles du point de vue des

leçons tirées de cette expérience de la contre-insurrection :

- Maintien de la volonté politique de soutenir le conflit.
- Maintien du contrôle de la population (le centre de gravité pour les deux adversaires).
- Destruction de la structure politique et militaire de l'ennemi à chaque stade du conflit.

Maintien de la volonté politique de soutenir le conflit. Une leçon que la guerre démontre de façon très générale est qu'un pays peut très bien gagner une guerre militairement et la perdre politiquement. La France a gagné la guerre militairement, mais elle l'a perdue politiquement. Si le but de toute guerre est d'atteindre un certain objectif politique final, et pas seulement de battre militairement un ennemi sur le terrain, l'objectif final envisagé fournit le cadre qui dictera tous les autres aspects de la guerre. Un objectif final raisonnable et clairement énoncé produit une unité de pensée et d'action qui permettra de définir les efforts logistiques, administratifs et diplomatiques qui sont nécessaires à mener la guerre à son terme. Un objectif final mal défini, manquant de clarté ou fluctuant produit de la confusion et de la discorde, ce qui ne permet généralement pas d'atteindre le succès désiré.

L'objectif final désiré par la France a changé trois fois en moins de dix ans. L'objectif initial consistait à maintenir une société à deux niveaux dominée par les Français d'origine européenne (qui était en place depuis 1848) ; puis cet objectif changea en 1958 : la France offrit alors la citoyenneté française aux Musulmans en espérant que ceci les inciterait à soutenir le maintien de l'Algérie comme territoire français ; et enfin, en 1960, elle offrit l'autodétermination aux Musulmans en 1960. Ces changements d'objectifs semèrent la discorde dans le pays et causèrent encore plus de chaos. « Comment gaspiller le bénéfice d'une victoire militaire en conséquence de l'absence d'un objectif politique final clair et stable » pourrait bien résumer l'expérience de la guerre d'Algérie dans son ensemble.

La première chose à faire si l'on veut maintenir une volonté politique est de définir un objectif politique final réaliste qui donne de l'espoir à la population et mine la légitimité des insurgés – et

il ne faut pas dévier de l'objectif ainsi fixé. Si la population n'adhère pas à ce projet politique, ce n'est pas la peine d'aller plus loin – la guerre est perdue.

L'atteinte d'un tel objectif politique final clair et stable aurait nécessité le maintien de la volonté politique du Gouvernement et du peuple français, et la prise rapide de mesures permettant de rétablir l'ordre en Algérie. En outre, il aurait fallu faire des efforts parallèles dès que possible pour cultiver l'opinion nationale et internationale favorable à cette cause.

Le conflit algérien a démontré qu'un objectif final stable ne peut pas être élaboré par une entité politique instable. L'instabilité politique paralysa la France pendant le conflit algérien. Étant donné qu'il considérait l'Algérie comme un territoire français, le Gouvernement français tenta initialement de traiter le conflit comme une question de maintien de l'ordre, mais ce qui avait commencé comme une simple opération de police se transforma rapidement en une guerre ouverte à laquelle la Quatrième République n'était pas préparée. Le conflit algérien secoua tellement la Quatrième République que le Gouvernement s'effondra.

La réponse tardive de la France au conflit aliéna une partie croissante de la population algérienne au fur et à mesure que le conflit devint plus virulent, et même les Algériens qui n'avaient pas d'opinions très prononcées finirent par se ranger dans le camp des partisans de l'indépendance. Ainsi, le Gouvernement français aliéna la partie de la population qui offrait le meilleur espoir de mettre fin au conflit avec des termes qui lui seraient favorables. Pendant ce temps, le public français ne parvenait pas à décider s'il valait mieux rendre à l'Algérie son statut d'avant-guerre, négocier un nouveau statut d'association dans le cadre d'une communauté d'intérêts ou accepter l'idée de l'indépendance complète pour l'Algérie. L'instabilité politique qui caractérisait le régime parlementaire français conduisit à un changement de régime en France métropolitaine elle-même en 1958.

L'effondrement de la Quatrième République entraîna une nouvelle transformation de l'objectif final envisagé. Le Général Charles de Gaulle revint au pouvoir en mai 1958 et mit fin à la paralysie politique qui avait fait suite à une

tentative de coup d'État par une partie de l'armée française à Alger. Engendrée par la perception d'incompétence dans la direction de l'effort de guerre, cette tentative de coup d'État visait à contraindre le Gouvernement à garder l'Algérie dans le giron de la France. Les chefs de l'armée supposaient que de Gaulle était favorable au maintien de l'Algérie française, et que l'armée avait donc un mandat implicite, quoique vague, pour préserver l'Algérie française. Ils se trompaient.

Avec le recul, nous pouvons voir que la Quatrième République s'est suicidée politiquement en donnant les pleins pouvoirs à de Gaulle. Dès qu'il obtint le contrôle de l'État, il fit rédiger une nouvelle constitution qui lui conférait des pouvoirs exécutifs très larges pour gérer le conflit, et il décida très vite que l'indépendance de l'Algérie était inévitable, en raison des tendances de l'opinion mondiale et de la force du mouvement anticolonial. Il entama des négociations avec le FLN qui aboutirent aux Accords d'Évian en mars 1962. Cependant, le processus de négociation lancé par de Gaulle dut surmonter de nombreux obstacles. Bien que les négociations aient commencé dans le plus grand secret, des éléments d'extrême-droite au sein des forces armées françaises et des colonialistes en furent vite informés, et ils réagirent avec violence. En avril 1961, plusieurs généraux français opposés aux négociations tentèrent un coup d'État militaire. Peu après la conclusion des négociations, des opposants organisèrent une campagne d'attentats à la bombe en Algérie avec l'espoir de bloquer la mise en œuvre des accords.

En bref, la France était paralysée par la situation en Algérie. Aucun des pouvoirs du Gouvernement n'était en mesure de diriger la guerre efficacement ou d'y mettre fin honorablement. Grâce à sa popularité, de Gaulle était le seul politicien ayant suffisamment d'influence publique et politique pour mettre fin à la guerre contre la volonté des militaires et des colonialistes, mais même de Gaulle a dû prendre une série de mesures pour atteindre son but.

La France devait se sortir du borborygme algérien pour pouvoir terminer la reconstruction européenne, moderniser la France et renouveler sa relation avec l'OTAN, mais apparemment

de Gaulle pensait qu'il était nécessaire que le FLN subisse une défaite retentissante avant que les négociations pour l'indépendance puissent se développer de façon favorable à la France. Lorsque la situation se transforma en une guerre ouverte, certains généraux (y compris le Général Jacques Massu) à Alger reçurent carte blanche pour lutter contre les insurgés (comme cela fut le cas pendant la Bataille d'Alger, lorsque l'armée

Les activistes communistes internationaux, qui considéraient que ce conflit était une guerre impérialiste, et les Américains, qui pensaient qu'il favorisait la montée du communisme, étaient tous opposés à la guerre.

commença à perquisitionner dans des résidences particulières et à interpellier des civils). L'urgence de la situation poussa les forces armées sous le commandement du Général Massu à exercer des fonctions de maintien de l'ordre. Comme elle n'avait reçu aucune formation pour s'acquitter de telles tâches, l'Armée employa des méthodes extrêmement brutales qui retournèrent l'opinion publique contre les Français.

Il s'avéra très difficile d'obtenir suffisamment de soutien pour le conflit. Celui-ci intéressait beaucoup plus les Français que la guerre coloniale en Indochine. Un million de citoyens français vivaient en Algérie, et nombre de ces derniers avaient des relations étroites avec des amis et des membres de leurs familles qui vivaient en France, et l'Algérie était proche. La population française était plus investie en Algérie, et elle suivait de beaucoup plus près ce qui s'y passait. C'est une armée de métier qui avait fait la guerre en Indochine, alors que deux millions de conscrits avaient combattu pendant la guerre d'Algérie. Ces facteurs entraînaient un déclin du soutien du public pour la guerre.

De plus, le Parti communiste, les mouvements d'extrême-gauche, et de nombreux journalistes et intellectuels (tels que le philosophe Jean-Paul Sartre) contestaient la légitimité de la guerre et critiquaient la façon dont elle était menée. L'utilisation indéniable de la torture fut dénoncée avec véhémence et devint l'un des principaux facteurs qui tournèrent l'opinion française contre la guerre.

Les activistes communistes internationaux, qui considéraient que ce conflit était une guerre impérialiste, et les Américains, qui pensaient qu'il favorisait la montée du communisme, étaient tous opposés à la guerre. Leurs critiques convergèrent pour éroder la confiance de l'opinion publique française et tournèrent l'opinion publique mondiale contre la guerre. La presse joua un rôle crucial dans le processus. Des photographies controversées semèrent le doute quant à la légitimité des actions françaises.

Les Français employèrent des techniques d'opérations psychologiques qui avaient été élaborées et mises au point pendant la Deuxième Guerre mondiale afin d'influencer certaines populations musulmanes essentielles. Cependant, les opérations psychologiques allaient à l'encontre de leurs propres objectifs dans le domaine des idées. Comme les personnes intellectuellement passionnées qui élaborent les méthodes des opérations psychologiques sont souvent des idéologues qui ont des a priori très prononcés, les opérations élaborées pendant des urgences chaotiques peuvent facilement, et de manière tout à fait inappropriée, affaiblir la distinction entre les activités militaires légitimes et les opérations politiques partisans.

L'emploi très faiblement supervisé de telles méthodes par les forces armées françaises eut pour effet de polariser politiquement des officiers français autrefois respectés, et il peut avoir influencé leur opposition aux dirigeants civils. Après la guerre, les opérations psychologiques furent rayées du vocabulaire des dirigeants militaires français pendant très longtemps. La leçon de tout ceci ? Les officiers supérieurs et leurs maîtres civils doivent limiter les opérations psychologiques avec la plus grande prudence et assurer le contrôle du pouvoir civil sur de telles activités.

Maintien du contrôle de la population. Les Français devaient convaincre les Musulmans d'Algérie, le principal centre de gravité du conflit, que le contrôle français de l'Algérie garantissait leur sécurité, que la modernisation politique et économiques était en cours et que des Musulmans représentant leurs intérêts ethniques et nationaux pourraient occuper des postes de direction politique. Malheureusement, les Français ne comprirent pas suffisamment l'importance de ces impératifs – jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour éviter le chaos et la guerre.

La France parvint finalement à reprendre le contrôle des Musulmans d'Algérie, bien que la force ait joué un rôle excessif dans ce processus, mais à ce moment la souveraineté française sur l'Algérie était devenue une chose du passé. Si l'on compare cette insurrection à d'autres, le rapport de forces pour la guerre d'Algérie est inhabituellement favorable aux Français. Les Musulmans n'étaient que huit fois plus nombreux que les Français vivant en Algérie, et ces citoyens français étaient déterminés à garder l'Algérie française à tout prix, au point qu'ils n'ont pas hésité à coopérer avec les Forces françaises, ou à joindre leurs rangs (les unités de Zouaves composées de colons). De plus, au début du conflit, de nombreux Musulmans étaient favorables à la poursuite de la souveraineté française en Algérie à condition qu'ils puissent devenir des citoyens français à part entière. Ce segment de la population sembla s'étendre jusqu'en 1958, puis il commença à décliner quand il devint apparent qu'un accord sur l'autodétermination allait être conclu.

Les actions des colons qui furent entreprises dans le but de ralentir la modernisation politique et économique dont aurait bénéficié la population musulmane en quête de citoyenneté réduisirent à néant tout avantage démographique que les Français auraient pu gagner s'ils avaient accordé des droits égaux aux Musulmans. Par exemple, la France n'a pas pu appliquer un ambitieux plan de modernisation élaboré en 1954 dans le but d'obtenir le soutien de la population musulmane d'Algérie en raison d'une opposition parlementaire dirigée essentiellement par des forces favorables aux intérêts des colons. De plus, le Gouvernement ne fit pratiquement rien pour mettre fin aux représailles brutales contre les

Musulmans pour se venger des actions terroristes de l'ALN – ou de poursuivre leurs auteurs en justice. L'absence de condamnations, ou même d'enquêtes, à la suite de telles représailles, persuada de nombreux Musulmans que la justice française ne serait jamais appliquée de façon équitable aux Musulmans, quel que soit leur statut civique, et que leur allégeance ne leur apporterait rien, ni socialement, ni politiquement, ni économiquement.

Pour reprendre le contrôle de la population, les Français rétablirent méthodiquement la sécurité village après village, en tentant de convaincre la population que l'insurrection allait être décimée. Ils élaborèrent un plan visant à liquider les rebelles dans tout le pays. Cet effort permit de rétablir l'ordre et la sécurité en 1958 ; les forces françaises étaient alors parvenues à chasser les cadres du FLN de leur base, et les insurgés n'exerçaient plus aucun contrôle physique ou moral des populations urbaines ou rurales. La stratégie de la France visant à étendre son influence et son contrôle nécessitait la connaissance des relations et du lieu de présence physique de virtuellement chaque personne dans le pays.

Pour atteindre ce but, les Français lancèrent un programme de protection urbaine de nature quasi-totalitaire conçu et promu par le Colonel Roger Trinquier. Ce programme identifia les relations familiales par le biais d'un recensement méthodique et exhaustif associé à une politique de maintien de la sécurité par le biais du contrôle des lieux où résidaient tous les membres de toutes les familles. En vertu de ce programme, les chefs traditionnels de chaque famille assumaient la responsabilité des déplacements et de l'adresse de tous les membres de leurs familles. Les membres des familles étaient catalogués sur la base de la famille nucléaire dans chaque logement, puis des relations familiales étendues dans le quartier, le district et la région. À chaque niveau, les Français mirent leur politique de maintien de la sécurité en œuvre en rendant les chefs de famille responsables de savoir où se trouvait chaque membre individuel de leur famille.

Les dirigeants français comprirent aussi l'importance du contrôle de la population. Étant donné que le conflit causait de la destruction et des perturbations économiques qui aggravaient la pauvreté et abaissait le niveau de vie des

populations, le FLN s'efforça d'atténuer les injustices et les souffrances des gens afin d'augmenter sa popularité auprès du public. Son gouvernement fantôme en expansion rapide parvint à fournir certains services sociaux dans les régions qui étaient de facto sous son contrôle.

Lorsque les Français commencèrent à déplacer et liquider les cadres et combattants du FLN, les problèmes sociaux s'aggravèrent. Pour tenter de les résoudre, les Français développèrent et déployèrent des Sections Administratives Spéciales (SAS), qu'ils incorporèrent aux unités territoriales à partir de 1958. Ces unités SAS quadrillèrent en secteurs les zones rurales dans lesquelles le Gouvernement avait négligé les services essentiels et aidèrent à fournir des services sociaux et de l'assistance pour combler le vide laissé après la destruction des structures du FLN. Les programmes de modernisation eurent un succès non négligeable localement, et ils contribuèrent à restaurer l'ordre et à contrôler la population, mais ils furent lancés trop tard pour changer le cours du conflit.

Les Français tirèrent des leçons importantes de cet échec, essentiellement qu'il était essentiel de :

- déterminer ce qui a incité la population locale à soutenir les insurgés (souvent de la frustration causée par une baisse du niveau de vie et le manque – ou l'administration inadéquate – de services publics) ;
- déployer des éléments tels que les SAS dès que possible après le début du conflit (pendant que la population ne soutient pas encore ouvertement l'insurrection) ;
- faire l'équilibre entre la promotion opportuniste des divisions entre divers segments de la population et la restauration de l'ordre public grâce à la réconciliation entre ces divers segments de la population autochtone.

La population musulmane de l'Algérie pouvait facilement être divisée – Berbères contre Arabes, zones urbaines contre zones rurales, classe moyenne naissante contre paysans pauvres, et fracture entre les insurgés et les collaborateurs indigènes (appelés *harkis*) qui combattaient au sein de l'Armée française. Les divisions que les Français avaient délibérément encouragées étaient tellement profondes qu'aucune réconciliation ne s'avéra possible après le début de la guerre civile en 1962. Ces divisions ont eu entre autres

conséquences un exode massif de colons vers la France et le massacre de milliers de harkis (essentiellement abandonnés par la France et considérés comme des traîtres par le FLN).

Autre leçon apprise : la responsabilisation précoce de l'élite contribue à créer un sens d'espoir pour l'avenir dans le reste de la population. Mais la France attendit trop longtemps pour inclure l'élite musulmane dans le processus politique. Elle manqua une bonne occasion de le faire en 1945, quand elle mit en détention des opposants modérés au lieu d'accepter de promouvoir un régime qui aurait donné aux Musulmans la possibilité d'acquiescer à terme la nationalité française à part entière. Lorsque la France offrit finalement le statut de citoyen aux Musulmans en 1958, il était déjà pratiquement trop tard. La plus grande partie de l'élite musulmane qui aurait été susceptible d'adopter la nationalité française à part entière avait été massacrée par le FLN ou avait rejoint ses rangs. Parce que la France ne prit pas les décisions difficiles, mais nécessaires, en temps voulu, elle créa un vide politique que le FLN et ses partisans comblèrent très vite.

Destruction de la structure politique et militaire de l'ennemi. La destruction totale des unités militaires des insurgés et la liquidation de leurs structures politiques constituaient des étapes intermédiaires essentielles pour assurer un contrôle permanent de la population. La structure organisationnelle des forces armées, la gestion du service de renseignement et un emploi rigoureux des principes de contre-insurrection enseignés par l'expérience indochinoise furent des facteurs cruciaux qui permirent de liquider la structure politique et militaire des insurgés.

Le commandement français et la structure du contrôle en Algérie à l'époque étaient tout à fait appropriés pour lutter contre l'insurrection. Ils étaient parallèles au système français existant d'administration civile, ce qui contribuait à assurer l'unité de commandement à l'appui des opérations. Les trois principaux secteurs de l'Algérie (*igamies*) correspondaient aux trois corps d'armée français, ses 15 départements aux 15 divisions de la France et ses 72 arrondissements aux 72 régiments.

Les unités militaires françaises en Algérie étaient à hauteur de 90 pour cent des unités mobiles et d'infanterie légère, des forces

capables et adaptables pour lutter contre des insurgés ne possédant que des armes légères. Une réserve de corps d'armée pouvait être appelée en renfort si besoin est au niveau opérationnels pour leur apporter de l'assistance. Des formations de troupes autochtones renforçaient chaque niveau organisationnel pour obtenir des informations et pour effectuer des opérations de recherche et de sauvetage. Certaines unités de type commando étaient composées intégralement de Musulmans. Le FLN craignait particulièrement ces unités. Après la fin de la guerre, de nombreux membres de ces unités qui étaient restés fidèles à la France furent assassinés par le FLN.

Les forces armées modernes n'ont eu d'autre choix que d'adapter leur structure à la nature de la guérilla. L'Armée de l'air tira les leçons de la guerre en Indochine. Les unités de l'Armée de terre dépendaient dans une très large mesure du concours de l'Armée de l'air pour assurer leur mobilité opérationnelle et pour fournir un appui aérien direct en cas de confrontation. Des bimoteurs à pistons furent remis en service pour assurer cet appui aérien étant donné que les avions à réaction s'étaient avérés trop rapides et trop peu maniables pour être efficaces. Certains pilotes qui avaient reçu leur formation sur des jets ont dû réapprendre comment utiliser ces appareils plus anciens. Les forces terrestres furent restructurées en unités plus petites et plus flexibles, avec une puissance de feu comparable à celle des anciens régiments.

Les deux ennemis dans cette guerre identifièrent correctement la population comme étant le centre de gravité. Une grande partie des combats eurent lieu au sein de la population, où les insurgés et les éléments terroristes se mêlaient librement et étaient difficiles à repérer. Après avoir liquidé les forces ennemies, les unités militaires françaises devaient occuper et administrer les régions habitées que l'ennemi contrôlait auparavant ; elles ne pouvaient pas se permettre de les abandonner. Les zones abandonnées retombaient très vite aux mains de l'ennemi. Quiconque avait semblé sympathiser avec les Français ou même qui était resté neutre s'exposait au courroux du FLN. Les assassinats à titre de vengeance terrorisaient le reste de la population et forçaient celle-ci à se soumettre, décourageant ainsi toute future collaboration avec les forces françaises.

Néanmoins, le contrôle du terrain était très important. La politique consistant à regrouper les populations rurales dans des hameaux stratégiques avait pour effet d'abandonner des régions entières où les rebelles avaient toute liberté d'action. Les forces françaises effectuèrent des opérations intensives de recherche et de destruction. Des commandos de harkis qui parlaient la langue locale et connaissaient à la fois la culture et le terrain y pourchassèrent les insurgés.

Pour obtenir une victoire durable, il fallait aussi liquider le gouvernement fantôme des insurgés. Après avoir liquidé les structures militaires et politiques du FLN dans un village, les Français mettaient en place des administrations villageoises pro-françaises et mettaient en œuvre des programmes visant à former des forces d'autodéfense pour aider à assurer la sécurité.

Collecte d'informations. La collecte des informations pose des problèmes spéciaux. Dans des circonstances conventionnelles, elle nécessite généralement l'interrogation d'ennemis en uniforme en vertu des Lois de la guerre telles qu'elles ont été codifiées par des traités internationaux. Cependant, les insurrections sont généralement associées à du terrorisme et à des activités criminelles. Il n'est pas facile de trouver des ennemis qui se cachent au sein de la population ou parmi des réfugiés qui ne portent pas d'uniformes. Il est encore moins facile de séparer les criminels des combattants légitimes. Le statut juridique des terroristes selon la loi est différent de celui des combattants légitimes (y compris les forces dont les membres ne portent pas d'uniforme mais sont armés au vu et au su de tout le monde sans toutefois être engagés dans des pratiques interdites). Ce statut juridique distinct a fourni une excuse pour justifier des méthodes qui seraient illégales par ailleurs.

Les Français ont utilisé deux méthodes d'interrogation pour obtenir des renseignements : la torture quand ils avaient besoin de tels renseignements rapidement, et les interrogatoires standard quand ils n'en avaient pas besoin rapidement. La police était complètement dépassée et la situation semblait incontrôlable. La pression pour obtenir des informations ponctuelles qui était créée par une campagne intensive d'attentats à la bombe par des terroristes convainquit le Général Massu de l'utilité

d'autoriser des méthodes de torture opportunes. La torture n'était pas utilisée par toutes les unités. Certaines unités refusèrent d'y recourir. Certains soldats qui avaient été torturés par la Gestapo acceptèrent la torture comme un moyen incontournable d'obtenir des informations, tandis que d'autres qui avaient subi les mêmes sévices ne l'acceptèrent pas. Les autorités politiques françaises appuyèrent discrètement la décision de recourir à la torture.

La torture produisit de bons résultats à court terme. Après les sessions de torture, une analyse approfondie et systématique permit de découvrir toutes les structures du FLN et de l'ALN cellule par cellule, et ces cellules furent systématiquement liquidées. La torture des suspects fut la clé du succès militaire à court terme et contribua à la destruction du FLN. Néanmoins, les révélations publiques de l'emploi de la torture par les forces françaises eurent des conséquences politiques catastrophiques. La Torture ne s'avéra pas efficace politiquement du point de vue de la lutte contre l'insurrection. Elle eut des effets moraux et psychologiques négatifs de longue durée pour la population impliquée, et également pour les soldats et les citoyens de la France. Dans la pratique, la torture s'est avérée tellement corrosive sur le plan moral qu'elle a eu un effet contre-productif.

En bref, la collecte d'informations en Algérie a nécessité l'emploi de techniques efficaces de contrôle de la population. Ceci impliquait :

- Un recensement précis.
- L'utilisation de membres de la population locale pour infiltrer les cellules.
- Des méthodes d'interrogation efficaces incluant la torture si nécessaire.

Cependant, les interrogations allèrent trop loin en ce que sens qu'elles s'avèrent moralement et politiquement corrosives, ce qui fut contre-productif à long terme. Néanmoins, les opérations qui furent rendues possibles par la collecte de telles informations furent couronnées de succès à court terme parce qu'elles forcèrent la population musulmane à la soumission.

Les ingénieurs des services spéciaux français parvinrent à provoquer des tueries sauvages au sein même du FLN. Ils le firent en manipulant des informations introduites par des agents qui avaient réussi à infiltrer des cellules.

La France vainquit les formations militaires du FLN en utilisant quatre lignes d'opérations tactiques, qui consistèrent à :

Les Français ont utilisé deux méthodes d'interrogation pour obtenir des renseignements : la torture quand ils avaient besoin de tels renseignements rapidement, et les interrogatoires standard quand ils n'en avaient pas besoin rapidement.

- couper le soutien externe reçu de pays voisins ;
- faire le nécessaire pour gagner le conflit dans l'environnement urbain, ce qui fit perdre au FLN le contrôle des villes ;
- faire le nécessaire pour gagner le conflit dans les zones rurales, notamment en facilitant la formation d'organisations de défense civile dans les villages isolés ;
- utiliser des techniques de recherche et de destruction efficaces dans les camps de réfugiés.

Les formations régulières de l'ALN avaient besoin de se replier en Tunisie et au Maroc pour y trouver refuge. En Tunisie, l'ALN algérienne avait aussi des bases à partir desquelles elle pouvait organiser des attaques transfrontalières et préparer des missions d'approvisionnement pour les rebelles de l'intérieur qui faisaient de la guérilla urbaine. Pour couper les voies de communication et de réapprovisionnement, les Français construisirent la Ligne Morice, une barrière longue de plus de 300 kilomètres le long de la frontière tunisienne qui combinait une clôture et des unités mobiles mécanisées de recherche et destruction soutenues par de l'artillerie et complémentées par des fouilles et contrôles aux aéroports et dans les ports pour interdire l'importation d'armes.

Ces mesures allaient aider les Français ultérieurement à recourir à des actions secrètes, si possible, contre les pays qui apportaient leur appui aux groupes de terroristes ou d'insurgés. Le secret de telles opérations contribua à minimiser les critiques d'autres pays et à réduire la pression politique. Les Français utilisèrent des opérations secrètes pour détruire des cargaisons d'armes et pour neutraliser le soutien apporté au FLN depuis l'extérieur.

En Algérie, le contrôle des zones urbaines assurait la légitimité. Pour essayer de s'assurer une telle légitimité, le FLN exerça un contrôle administratif sur les centres urbains et il sapa simultanément l'autorité du Gouvernement en perturbant les services de sécurité et d'autres services essentiels. Pour vaincre le FLN, le Gouvernement français devait saisir et contrôler ces zones urbaines, et liquider en même temps le gouvernement fantôme du FLN.

Le Général Massu fut choisi pour diriger une force de police ad hoc, *in extremis*, ainsi que les forces armées, et il reçut également des pouvoirs civils de maintien de l'ordre à l'intérieur pour assurer l'unité de commandement. Une fois constituée, cette force commença à se servir des informations qui avaient été recueillies dans le cadre du recensement pour aider à élaborer des plans d'action contre les insurgés. La Bataille d'Alger commença alors.

La Bataille d'Alger

En réponse à la menace d'une grève générale le 7 janvier 1957, le préfet d'Alger conféra aux forces du Général Massu des pouvoirs de police habituellement réservés aux autorités civiles.

Lors de la première phase de la Bataille d'Alger, les Français cassèrent la grève organisée par le FLN, lancèrent des mesures de contrôle de la population et s'engagèrent dans une lutte sur le terrain en utilisant des patrouilles, des cordons et des opérations de perquisition, ainsi que des postes de contrôle tenus par des transfuges du FLN. Parallèlement, des agents secrets détruisaient des réseaux de l'ennemi.

En l'espace de quelques semaines seulement, la France parvint à détruire les structures politiques et militaires du FLN, démantela son réseau de fabrication de bombes et tua ou neutralisa 1 827 *fellaghas* (hors-la-loi), dont



Photo AP

Des hommes et des femmes de confession musulmane portent le drapeau de leur nouveau pays lors d'une célébration dans les rues d'Oran, Algérie, le 3 juillet 1962, avec un défilé marquant la libération du pays après 132 ans d'occupation par la France.

253 meurtriers et approximativement 200 terroristes. Pendant ces actions de stabilisation, les forces françaises ne subirent que très peu de pertes (deux morts et cinq blessés) – une victoire retentissante au premier abord. Les facteurs décisifs pour ce succès militaire dans la bataille furent :

- La déclaration de l'état d'urgence, qui permit au Général Massu de recevoir des pouvoirs de police lui permettant de faire des perquisitions dans des résidences et de mettre des suspects en détention provisoire.
- L'unité et la liberté d'action des forces armées, de l'administration, de la police et de tous les services, y compris les services secrets.
- Le contrôle de la population rendu possible par le recensement.
- Une collecte efficace d'informations grâce à l'infiltration de cellules ennemies.
- La destruction de réseaux terroristes.
- L'emploi de techniques d'interrogation brutales.
- L'emploi d'un plan de quadrillage qui découpa la Casbah comme on découpe un gâteau.

Malheureusement, les succès en ce qui concerne le contrôle de la population ne durèrent guère. Le FLN reconstruisit rapidement son organisation, ce qui força la France à s'engager dans une nouvelle phase de la Bataille d'Alger afin d'éradiquer l'ennemi une fois de plus.

La seconde phase de la Bataille ressembla plus à une opération de police ; elle ne nécessita que le soutien d'un seul régiment de parachutistes. Le succès fut dans une large mesure le produit d'une campagne de désinformation conçue et promue par le Capitaine Paul-Alain Léger, dans le cadre de laquelle des agents infiltrèrent le FLN et firent courir des bruits qui eurent pour effet que les membres du FLN n'eurent plus confiance en personne. Il s'ensuivit une série d'actes de violence extrêmement destructeurs à l'intérieur des réseaux secrets du FLN. La campagne de désinformation convainquit le FLN d'exécuter un grand nombre de traîtres soupçonnés dans ses rangs.

Les Français prirent des mesures brutales pour assurer la sécurité à Alger et dans les autres grands centres urbains, mais ce succès tactique ne

fut obtenu qu'à un prix politique et moral élevé. Certaines des tactiques utilisées pour mener la lutte convertirent la victoire en un désastre moral qui eut des effets négatifs durables en matière de soutien du public.

Conclusion

L'étude de la Guerre d'Algérie est utile pour les analystes contemporains des guerres révolutionnaires et de la contre-insurrection. Son histoire révèle beaucoup des mêmes sources profondes de conflit et les mêmes complexités que celles que l'on constate dans la situation actuelle en ce qui concerne la sécurité dans le monde. Les traditions persistantes, les attentes et les politiques d'une ancienne puissance coloniale ont été la source du conflit. La guerre aurait-elle pu être gagnée si la France avait géré la situation de façon plus réaliste d'un point de vue politique ?

Une leçon importante qui ressort de ce conflit est le fait qu'un objectif politique final clair est essentiel pour façonner tous les aspects de la conduite d'une telle guerre : si l'objectif final n'est pas clair, l'emploi de la force est souvent inutile au mieux, et contre-productif au pire. De plus, le conflit a mis en évidence le besoin d'équilibrer le besoin de recours à la force avec des mesures visant à gagner la confiance de la population. La France parvint finalement à contrôler la population, mais elle n'a jamais réussi à la rallier complètement à sa cause. Les forces françaises firent beaucoup pour alléger les souffrances infligées aux populations par des opérations de recherche et destruction, mais l'emploi de méthodes brutales pour obtenir des informations (c. à d., la torture ou des menaces de violence) ne servit qu'à traumatiser la population musulmane pour la faire obéir, mais en fin de compte cette politique l'aliéna complètement à long terme. Les problèmes moraux et techniques causés par des interrogatoires brutaux généralisés affectèrent négativement la conduite de la guerre par la France et ne sont toujours pas résolus aujourd'hui à de nombreux égards.

Une dernière leçon de la guerre est le fait que dans n'importe quel environnement de contre-insurrection, il est vraisemblable que l'ordre ancien a disparu pour toujours ; le conflit représente la naissance d'un nouvel ordre des

choses – et non une opportunité de retour à l'ordre ancien ; et pour gagner la bataille il faut savoir accepter, adapter et façonner le nouvel ordre des choses, et non tenter de retourner en arrière.

Les principales leçons tirées du conflit sont à la base des principes d'opération de l'Armée française aujourd'hui. Ces principes incluent la reconnaissance des besoins suivants :

- Conférer un degré élevé d'autonomie opérationnelle aux unités évoluant dans un tel environnement.
- Exiger que les unités restent en contact étroit avec la population pour promouvoir la compréhension de leurs actions et pour éviter de s'aliéner la population et de perdre de vue l'objectif politique final.
- Former des troupes issues de la population locale pour assurer sa loyauté à la cause et pour pouvoir donner plus de liberté d'action aux forces ainsi constituées.

La France continue à appliquer les leçons tirées de la Guerre d'Algérie dans toute l'Afrique et ailleurs quatre décennies après la fin du conflit au cours duquel elles ont été apprises.

La Guerre d'Algérie a laissé derrière elle un héritage mixte au sein de l'Armée française. Elle a été caractérisée par deux tentatives de coups d'État et par des méthodes brutales de collecte d'informations, ainsi que par des malentendus entre les politiciens et certains segments de l'armée en raison de l'existence de programmes parallèles pour la poursuite de la guerre.

Enfin, étant donné que l'Algérie a obtenu son indépendance au milieu d'une guerre civile qui ne put être résolue qu'au bout de nombreuses années, ses rapports avec la France ont été très complexes et chaotiques, un mélange d'amour et de haine. La page est en train d'être tournée actuellement, ce qui est la meilleure chose qui puisse se produire pour l'avenir de la France comme de l'Algérie. **MR**

NOTES

1. Étude de pays sur l'Algérie, Library of Congress.
2. La composante islamique de l'insurrection algérienne ne doit pas être confondue avec l'intégrisme islamique qui réclame l'application du Droit islamique par les gouvernements actuels, et contre lequel le FLN moderne a également lutté avec acharnement pendant les années 1990.

La stratégie de la guerre populaire prolongée : Ouganda

Général Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda

Le discours du président Museveni a d'abord été transcrit par STRATCOM, USACAC, puis édité par Military Review.

Commentaires du général Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République d'Ouganda, aux étudiants et professeurs du Command & General Staff College, au Combined Arms Center, à Fort Leavenworth, Kansas, le 26 Septembre 2008.

L'ORIGINE DE MA visite remonte à quelques mois. J'étais venu ici pour assister à la remise de diplômes de mon fils, qui était étudiant ici. Le général de corps d'armée Caldwell m'invita à déjeuner. Au cours du déjeuner, les invités présents, — un public américain —étaient très curieux de connaître l'histoire de l'Ouganda. J'ai donc dit : « Vous savez, si vous êtes intéressés, je pourrais revenir à Leavenworth lorsque je reviendrai pour l'Assemblée Générale des Nations Unies », car normalement, quand je viens aux Nations Unies ce n'est pas toujours pour y faire beaucoup de travail constructif, mais pour faire acte de présence, pour ce que cela vaut". Étant donné que j'allais faire tout ce chemin pour ne rien faire de très constructif aux Nations Unies, j'ai dit au général que je pourrais venir passer deux heures supplémentaires ici et que je viendrais partager l'histoire de l'Ouganda avec vous.

Une autre raison qui m'a fait penser à cette visite est que les États Unis et l'Afrique ont perdu du temps dans les années 50 et 60. Durant cette période, vos dirigeants ne comprenaient pas la cause du nationalisme africain. Ceci nous a donc amené à travailler principalement,

à cette époque, avec les Russes, les Chinois et les peuples de l'Est. Nous ne sommes pas communistes, mais puisque vous ne veniez pas nous aider, nous sommes allés chercher l'aide là où elle était disponible. Voilà pourquoi nos armées et la vôtre n'ont pas vraiment collaboré pendant la majeure partie des années 50 et 60. Ce n'est que récemment, au cours des années 70 et 80, que les armées de libération, en particulier, celles qui luttaient pour la liberté, établirent les premiers contacts avec vous.

J'étais donc conscient de cela et lorsque j'ai rencontré le général, je lui ai dit : « Ce serait une bonne occasion de combler cette brèche ». Et voilà comment cette intervention a vu le jour. Elle est en partie destinée à vous permettre de comprendre ce qui se passe dans la tête d'un soldat révolutionnaire. En second lieu, elle vise à combler cette brèche. Les relations entre les États-Unis et non seulement l'Ouganda mais également de nombreux pays africains sont désormais excellentes. Cette différence d'opinion a donc été résolue, mais je ne pense pas que nous ayons synchronisé nos histoires, en particulier celle de l'armée. Voilà pourquoi cette conversation m'intéresse.

Le sujet que je vais aborder est le suivant : « La stratégie de la guerre populaire prolongée ». La guerre populaire prolongée est un instrument stratégique utilisé par les opprimés contre les oppresseurs, qu'ils soient locaux ou étrangers. Elle constitue un instrument stratégique, et vous qui étudiez la stratégie, vous savez ce que cela signifie. C'est un moyen qui peut être utilisé pour modifier complètement, de A à Z, une situation. Cependant, la guerre populaire prolongée n'est possible que sous certaines conditions. Elle ne peut avoir lieu que dans certaines conditions et je suis parvenu à établir



(DOD, Don Middleton)

Le Général Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, parlant à des étudiants et des professeurs du Command and General Staff College, à Fort Leavenworth, au Kansas, le 26 septembre 2008.

cinq conditions qui doivent être remplies afin qu'une guerre populaire prolongée puisse être menée et gagnée.

Premièrement : il doit exister une oppression extrême et généralisée, assez forte pour susciter le désespoir et le ressentiment d'une grande partie de la population. Cette oppression doit comprendre nos seulement la dénégation des droits politiques, ce qui peut être un concept relativement étranger dans les sociétés sous-développées, mais surtout l'aliénation des terres – confiscation de terres possédées par la population ; assassinats extrajudiciaires ; profanation de sites culturels ; suppression de la culture de tout un peuple, y compris la langue ; et autres mesures extrêmes du même type. Il s'agit de la condition numéro 1. Il doit exister une oppression généralisée, impliquant en particulier la confiscation de terres à des individus et l'agression de leur identité.

C'est la situation qui existait au Soudan. Vous avez certainement entendu parler du Soudan. Le Soudan est un lieu où les Africains vivent côte à côte avec les Arabes. Je suis sûr que vous

connaissez ces gens-là. Vous pouvez faire la différence entre un Arabe et un Africain. Je ne suis pas arabe. Je suis africain. Dans le cas du Soudan, les noirs vivaient avec les Arabes. Cependant, certains Arabes voulaient transformer les Africains Arabes, ce qui représentait un énorme problème. Tous les problèmes du Soudan, dont vous avez dû entendre parler, sont venus de là.

Deuxième condition : il doit être clair pour beaucoup d'individus de la communauté opprimée qu'il n'existe aucune autre solution pacifique pour les sortir de leur oppression, que la lutte armée est la seule option. Si les gens pensent qu'ils peuvent utiliser des élections, — [qu'']ils peuvent utiliser d'autres moyens pour résoudre ce problème —, proposer l'utilisation de la guerre sera une très mauvaise chose. Par conséquent, la guerre populaire prolongée doit être un moyen de dernier recours.

Troisième condition : l'autre facteur crucial est le terrain, le terrain du pays. Si vous combattez dans les zones urbaines, [il s'agit de] l'environnement politique, qui est en quelque

sorte liée avec la première condition — cela signifie que vous devez avoir soit un terrain favorable ou bien avoir un [soutien] politique écrasant en zone urbaine.

Quatrième condition : les alliés externes en faveur de la cause révolutionnaire ou contre celle-ci peuvent également agir comme des catalyseurs accélérant ou ralentissant le processus de libération. Je suis sûr que vous vous souvenez de la guerre du Vietnam. Le soutien apporté par le bloc communiste à la guerre de résistance au Vietnam a joué un rôle crucial dans la victoire du nationalisme vietnamien et la réunification du Vietnam. Le soutien apporté par les pays occidentaux aux moudjahiddines en Afghanistan a contribué à la défaite de l'occupation soviétique dans ce pays.

Les bases arrières fournies par la Tanzanie et la Zambie aux mouvements de libération en Afrique australe ont permis à nos frères et nos sœurs de vaincre les régimes blancs racistes au Mozambique, au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud. Il existe cependant quelques cas où les forces révolutionnaires ont reçu peu d'aide ou aucune aide de l'extérieur, mais ont réussi à vaincre les forces répressives. Les exemples de Cuba— ce cher Castro avec qui vous êtes en conflit non loin d'ici, —et de l'Ouganda se distinguent à cet effet. Dans ces deux situations, le soutien important n'est pas venu de l'extérieur, mais de l'intérieur. Le leadership révolutionnaire a été en mesure d'obtenir suffisamment de ressources pour faire tomber la dictature.

En Ouganda, nous avons commencé avec 27 fusils, et avons reçu de l'extérieur seulement 92 fusils et 100 mines antipersonnel entre 1981 et 1985. Nous avons reçu tout le reste de notre équipement de l'intérieur de l'Ouganda, au détriment des régimes ennemis que nous combattions. Les forces gouvernementales étaient nos fournisseurs d'armes et nos intendants - deux pierres d'un coup. Le régime importait des armes et nous les détournions. L'ennemi était donc notre agent en approvisionnement d'armes en ce qui concernait l'importation d'armes. Mais j'étais en train de parler de la question du soutien extérieur. Le soutien extérieur est essentiel, mais pas toujours nécessaire. Si les conditions sont réunies, vous pouvez poursuivre une guerre révolutionnaire, même à partir des ressources internes.

Cinquième condition : il doit exister un leadership révolutionnaire capable de réaliser deux choses : articuler clairement à quel point l'avenir sera meilleur lorsque les forces révolutionnaires gagneront et convaincre le peuple, par le biais de discours et d'actions, que la victoire est possible.

Ce leadership doit convaincre le peuple que, tout d'abord, l'avenir sera meilleur et, d'autre part, que cela est possible— et réalisable. Les gens étant initialement sceptiques, il est possible

***Initialement, à court terme,
le révolutionnaire est faible,
mais à long terme, il est fort.
Pourquoi ? Parce que sa
cause est juste.***

qu'ils se sentent opprimés, mais se demandent si cette méthode peut marcher ou non. Il appartient donc aux leaders de les convaincre qu'elle est souhaitable, faisable et réalisable.

Un leadership intellectuel est très important afin de prendre en charge ce genre de questions. Si les leaders de ce type sont médiocres, ils ne seront peut-être pas capables de gérer à la fois les questions théoriques de la lutte, et les questions pratiques. En fait, c'est le problème pour beaucoup de mouvements de résistance.

Voici les cinq conditions qui, à mon avis, doivent exister pour qu'une guerre révolutionnaire soit lancée, soutenue et achevée avec succès.

Une fois que vous êtes certains que les conditions objectives existent, qu'il existe une oppression sur le terrain, les facteurs subjectifs entrent en jeu. Les facteurs subjectifs représentent la compréhension par les gens des réalités sur le terrain, mais il est possible que le peuple ne perçoive pas cette réalité. Cela signifie qu'il y a une différence entre les conditions objectives sur le terrain et les facteurs subjectifs. Il appartient donc aux leaders de s'assurer de réveiller la population afin que les gens comprennent que la lutte est désirable et réalisable.

Si vous êtes assez âgés ou que vous les avez découverts à travers vos lectures, vous vous

souvenez peut-être que certains groupes sont apparus dans différentes parties du monde. Certains de ces groupes étaient en Europe, comme par exemple la bande à Baader, en Allemagne, ou l'Armée Rouge japonaise. Ces groupes pensaient pouvoir lancer une révolution en Europe en utilisant la violence, mais ils n'avaient pas étudié les conditions objectives en Europe. Les bonnes conditions n'existaient pas.

Nous appelons ce type de groupes des « aventuristes ». Nous appelons cela de « l'aventurisme ». Lorsque vous soutenez une cause et que vous voulez utiliser la violence, mais que les conditions existantes ne permettent pas de résoudre vos problèmes avec ce type de méthodes, nous vous appelons un aventuriste.

La stratégie de la guerre populaire prolongée s'articule autour de deux facteurs. Vous réalisez que, stratégiquement, vous êtes fort et que l'ennemi est faible, toutefois, tactiquement, vous êtes faible et l'ennemi est fort. Si vous ne réalisez pas cela, vous vous préparez à faire de très grandes erreurs.

C'est ce que Mao Tse-toung voulait dire—pour ceux d'entre vous qui ont entendu parler d'un homme du nom de Mao. Mao Tse-toung. C'est ce qu'il a établi comme l'une de ses conditions : « À long terme, tous les impérialistes sont des tigres en papier. Du point de vue stratégique, nous devons mépriser l'ennemi ; du point de vue tactique, par contre, nous devons le prendre au sérieux. » Voilà ce qu'il veut dire, à long terme, vous saurez que moi, [le révolutionnaire], je suis plus fort que ce gars parce que ma cause est juste. La majorité des gens me soutiennent, mais ils ne sont pas assez bien organisés maintenant, donc, à court terme, je suis faible. Ainsi, l'objectif de la lutte populaire prolongée est ce processus de mutation progressive de l'équilibre des forces entre les protagonistes qui composent la guerre populaire prolongée. Initialement, à court terme, le révolutionnaire est faible, mais à long terme, il est fort. Pourquoi ? Parce que sa cause est juste. Par conséquent, afin de permettre à cette évolution de se mettre en place, c'est-à-dire que le révolutionnaire passe outre sa faiblesse afin de créer votre force potentielle, vous devez concevoir vos tactiques très, très attentivement.

Au départ, évitez la collision de front avec les forces ennemies. Dominez l'ennemi, mais

préservez-vous. C'est le principe très important de cette guerre : avant tout, vous devez survivre. La survie, pour l'insurgé, pour le révolutionnaire, est en soi un succès. La simple survie est un succès en soi et fait partie des objectifs primaires des révolutionnaires. Évitez l'anéantissement. Afin d'éviter l'anéantissement, vous devez vous assurer de mener des batailles dont vous êtes absolument sûr. Sinon, évitez l'ennemi. Si vous lisez Mao Tse-toung, vous verrez que lorsque l'ennemi avance, il faut reculer ; lorsqu'il recule, il faut avancer, c'est aussi simple que cela. Par conséquent, dans les étapes initiales, le révolutionnaire doit éviter la collision de front et doit s'attaquer à des cibles faciles. J'en parlerai dans une minute.

Mais la guerre révolutionnaire comporte elle-même quatre phases. La première phase comprend l'agitation politique et les opérations clandestines. Frapper ici et là, cibler le personnel de renseignements de l'ennemi, voilà la phase numéro 1. Cette phase vise à préparer les gens et à secouer le système.

La phase deux est la guerre de guérilla. Dans la guerre de guérilla, vous formez des groupes qui attaquent les petits objectifs tels que les commissariats et les policiers en service et qui font sauter des infrastructures. Les guerres révolutionnaires africaines sont différentes des guerres révolutionnaires au Moyen Orient. Vous devez le savoir et le garder à l'esprit. C'est pour cela que nous avons gagné et que les groupes du Moyen-Orient ont mis très longtemps à atteindre leurs objectifs. Car en Afrique, souvenez-vous de l'une des conditions que j'ai mentionnées, il doit y avoir un leadership révolutionnaire. Un révolutionnaire est comme un saint homme, sauf qu'il utilise des armes à feu. Imaginez Jésus armé d'un fusil, voilà ce qu'est un révolutionnaire.

Vous ne devez jamais commettre d'erreurs. C'est pourquoi, lorsque vous sélectionnez les cibles, vous devez les sélectionner très soigneusement. Tout d'abord, vous ne devez jamais attaquer des non-combattants. Jamais, jamais, jamais ! Vous n'auriez jamais entendu dire que Museveni avait attaqué des non-combattants, ou que Mandela avait fait exploser des gens assis dans un bar. Pourquoi vous occuper de gens qui se trouvent dans un bar ? Ces gens-là ne font pas de politique, ce sont juste des fêtards. Pourquoi voulez-vous les prendre

pour cible ? Viser des personnes dans un bar est tordu. [Détourner] des avions est de la foutaise. Les commissariats, les policiers en services [sont les cibles] pas [les policiers] de repos, non. La cible doit être armée, fragile, mais armée. Pour ce qui est des infrastructures, si vous faites sauter une station radio, il n'y a aucune considération humanitaire. Vous la faites tout simplement sauter. C'est la différence entre la guerre révolutionnaire en Afrique, que nous avons menée, et ce qui se passe au Moyen-Orient. Ainsi, dans la phase de guérilla, vous visez des cibles faciles. C'est la deuxième phase.

La troisième phase est ce que vous appelez la guerre de mouvement. Elle se produit lorsque vous êtes en mesure de fonctionner comme une unité de la taille d'une brigade ou d'un bataillon et d'aller attaquer l'ennemi, principalement par l'arrière. Dans notre cas, lorsque nous avons commencé à lancer des opérations, nous les avons concentrées dans une zone baptisée le « Triangle de Luwero ». Ce Triangle de Luwero, qui était à l'origine une zone forestière, s'étend sur plus de 9300 kilomètres. C'est là que nous avons concentré toutes nos opérations. Les régimes ont ensuite rassemblé leurs soldats et les ont envoyés dans cette zone afin de nous écraser. Ce faisant, ils ont retiré des troupes de l'arrière, à un moment où nous avions gagné en force, donc nous les avons attaqués par l'arrière pour saisir leurs armes, entre autre. Il s'agit de la troisième phase.

La phase finale est la guerre conventionnelle. J'entends généralement les gens parler de la guérilla comme s'il s'agissait d'une forme de guerre parallèle. Non, la guérilla est une phase. Mais au bout du compte, pour que la cause triomphe vous devez mener une guerre conventionnelle. A moins, bien sûr, que vous affaiblissiez les forces de combat de l'autre côté par la guérilla, que l'autre côté négocie et que vous obteniez un règlement politique. Cette possibilité existe également lorsque l'autre côté décide de ne pas attendre la fin des hostilités militaires. Mais si vous souhaitez gagner, vous devez au bout du compte mener une guerre conventionnelle.

Au cours de la première phase, lorsque le révolutionnaire organise l'agitation [et mène] des opérations clandestines, la formation commence — la formation militaire. Les dirigeants sélectionnent des personnes qui sont très fiables

et commencent à les former. La population ne sait peut-être pas que la formation est en cours parce que vous sélectionnez les plus préparés, ceux qui sont les plus engagés. Et cette formation comporte quatre volets : idéologique, organisationnel, militaire et politique. Un révolutionnaire est avant tout idéologique ; militaire en second lieu. S'il est engagé, il lui sera facile d'entreprendre n'importe quelle mission. Cette formation idéologique est très importante, beaucoup plus encore que la formation militaire. Le facteur militaire est un moyen servant à appliquer la vision d'un révolutionnaire.

Pendant la majeure partie de ces phases, le révolutionnaire utilise toujours le principe du « besoin d'en savoir ». Vous ne diffusez pas d'informations à tout le monde. Vous dites seulement à quelqu'un que ce qu'il a besoin de savoir afin de faire son travail. Et vous évitez toute bureaucratie. Récemment, j'ai ri [lorsque] j'étais en Ouganda et que j'ai vu à la télé qu'il y avait un groupe en Colombie, qui s'appelle « quelque chose -quelque chose ». Ce groupe possédait des ordinateurs et conservaient des informations dans ces ordinateurs — ce sont des amateurs !. Les informations doivent se trouver dans la tête du révolutionnaire, pas un morceau de papier, surtout quand il s'agit de futurs plans. Si vous [le Révolutionnaire] attaquez et saisissez des données, à ce moment-là oui, vous pouvez les enregistrer, mais l'ennemi le sait car il sait ce qu'il a perdu. Vous pouvez enregistrer que vous avez saisi tant de munitions, ça vous pouvez l'enregistrer. Mais les plans, les plans, les plans — ne devraient jamais être sur papier, ne devraient jamais être où que ce soit. Alors, quand j'ai entendu parler de ce groupe en Colombie ; je crois que ces gens [les militaires colombiens] ont de la chance d'avoir à combattre un tel groupe.

Pendant toutes ces phases, [de] la phase de la guérilla [à] la phase de la guerre de mouvement, vous ne devez jamais attaquer l'ennemi qui est retranché, qui est dans des tranchées ou qui est préparé. Vous devez attaquer l'ennemi en mouvement. Trompez toujours l'ennemi, faites-le sortir de son camp pour venir vous chercher. C'est alors que vous l'attendez. Il est un peu plus vulnérable que lorsqu'il est dans son camp.

Précédemment, j'ai indiqué que la capacité d'un révolutionnaire à survivre représente une

forme de victoire en soi, mais ce n'est pas assez. Si vous survivez sans vous accroître, ce n'est pas une réussite. La survie doit également impliquer la croissance : croissance en termes de nombres d'individus, en termes de nombres de cellules, en termes d'équipement, en termes d'attirail. Si vous vous limitez seulement à survivre, vous n'êtes qu'un bandit. Par conséquent, [si vous] luttiez contre des révolutionnaires et que vous parvenez à l'empêcher de s'accroître, vous pouvez considérer cela comme une victoire de votre côté.

J'ai déjà parlé des cibles dans les autres phases. Attaquer des commissariats ; attaquer des policiers en service car ils ne sont pas en grand nombre ; faire sauter des infrastructures — chemins de fer, lignes électriques, aqueducs ; attaquer le personnel des services de renseignement ; effrayer les administrateurs du gouvernement — ne jamais tuer de civils ! Les civils ne doivent pas être tués s'ils ne sont pas armés — même s'ils soutiennent le gouvernement. Effrayez-les, dites-leur « Ne revenez pas ici. Si nous vous trouvons encore ici, vous allez voir ». Le pauvre gars prendra ses jambes à son cou. Vous n'avez pas besoin de le tuer. Et, soit dit en passant, cela

permet également de développer le prestige du mouvement révolutionnaire. Car l'information circule. « Ces gens ne sont pas des tueurs ! Ils auraient pu me tuer. Ils m'ont capturé. J'étais sous leur contrôle, mais ils m'ont dit de m'en aller ». C'est très important, très important — vous vous comportez maintenant comme Jésus, mais armé — vous êtes un Jésus armé. Il suffit de les faire fuir. Vous arrivez et l'arrêter. « Toi, mon gars, on t'a dit de partir ». Parce que qu'est-ce qui vous intéresse ? Vous souhaitez simplement que ces gens, les administrateurs, quittent la zone afin que le gouvernement n'y ait aucun contrôle. C'est ce qui vous intéresse. Les tuer ne vous intéresse pas. Faites-leur simplement peur.

Attaquez des véhicules de l'armée pour les forcer à se déplacer en convois — c'est absolument crucial. Vous attaquez des véhicules afin qu'ils arrêtent de se déplacer individuellement, [parce que] quand ils forment un convoi, c'est une très bonne chose car ils avancent plus lentement. Ils ne sont plus aussi rapides.

Pendant les phases deux et trois, la guérilla et la guerre de mouvement, nous menons des batailles que nous appelons des « batailles à

décisions rapides ». Il faut toujours livrer des batailles à décisions rapides. Dans une guérilla, vous ne devez pas vous battre pendant plus de 20 minutes. Lorsque vous arrivez à la phase de la guerre de mouvement, vous pouvez combattre pendant trois heures environ, selon le type d'ennemis avec qui vous avez affaire. Parce que si vous vous attardez en un endroit, l'ennemi va amener des renforts et vous serez débordé. Il faut donc attaquer, puis s'en aller rapidement. Vous [causez] des dommages, [puis] vous fuyez le danger. Par conséquent, nous parlons de mener des batailles à décisions rapides dans une guerre prolongée. La guerre est prolongée, mais les combats sont courts.



AFP, Peter Busomoke

Des partisans accueillent le Président ougandais, Yoweri Museveni dans le district de Luwero, Ouganda, 23 décembre 2005.

Pour le guerrier révolutionnaire, la guerre est un business très claire. Ne livrez pas une bataille au cours de laquelle vous utiliserez plus de munitions que vous n'en récupérez dans l'équipement saisi. C'est donc un véritable business. Le ratio de rentabilité doit être très élevé. Vous Si vous tirez 10000 coups, vous devez vous attendre à récupérer assez de munitions pour en tirer 30000 ou 40000. Si vous utilisez 10000 balles [et] que vous en saisissez 5000, c'est une perte et vous ne devriez jamais mener de telles batailles parce qu'elles vous affaiblissent. Si vous gaspillez vos ressources, vous faites une très grosse erreur.

Finalement, au cours de la guerre de mouvement, nous avons ouvert un deuxième front dans les Monts Rwenzori. Et nous avons fini par lancer une contre-offensive stratégique, qui nous a fait passer à l'étape de guerre conventionnelle.

Commandement, contrôle et communication. Durant notre combat, nous avons développé deux types de forces. Nous avons appelé le premier type les « forces de zone ». Dans cette phase de la guérilla vous ne communiquez pas beaucoup. Les leaders se réunissent et se mettent d'accord : « Nous allons faire ceci et nous allons le faire de cette manière ». Puis vous vous dispersez et chacun se rend dans sa zone. Après vous être dispersé, vous ne communiquez plus. Chaque leader attaque de la manière convenue. Mais vous ne communiquez pas, vous n'émettez pas de compte-rendu, « Vous savez aujourd'hui nous avons fait ceci ... » Non, non, non, non ! L'ennemi fera son compte-rendu sur sa radio. La BBC se chargera de présenter votre compte-rendu. Vous n'avez pas besoin d'en parler, vous n'avez qu'à agir. C'est très important. Cela évite les fuites et les interceptions par l'adversaire. Trop de trafic — radio, téléphone — est très dangereux pour le côté révolutionnaire.

Le deuxième type de forces est ce que nous appelons les « forces mobiles ». Elles sont sous le contrôle du leadership supérieur, en particulier pendant la troisième phase, et sont celles qui reçoivent les instructions centrales indiquant d'attaquer celui-ci, d'attaquer cela. Sinon, les forces de zone sont dispersées. Vous vous mettez d'accord sur les cibles, vous allez agir séparément, et puis vous pouvez vous réunir, après un an par exemple, pour voir ce qui a été réalisé et définir la voie à suivre.

Par mesure de sécurité, nous ne discutons jamais dans les maisons — nous ne nous serions jamais assis dans une maison pour discuter des plans, jamais. Discutez toujours en rase campagne. Ainsi, pour le commandement, une partie du commandement est dispersée, une partie est concentrée. La communication se fait par coursier. Vous évitez d'utiliser vos radios, téléphones, etc.

Discipline. Comme je vous l'ai déjà dit, un guerrier révolutionnaire est comme Jésus. Vous ne devez pas boire d'alcool, vous ne devez pas maltraiter les civils, vous ne devez pas prendre de libertés avec les femmes et, comme disait Mao Tse-toung : « Vous ne devez jamais vous emparer d'une seule aiguille ou d'un morceau de fil appartenant au peuple sans le payer ». Et si l'un de nos soldats commet une erreur, notamment en tuant des personnes, il doit être puni là où l'erreur a été commise, devant le peuple. Si vous l'emmenez pour le punir ailleurs, vous aurez des problèmes avec la population, en particulier les gens qui ne sont pas éduqués. Puisqu'ils ne sauront pas si vous l'avez puni ou non, ils penseront que vous l'avez juste protégé. La discipline est donc absolument essentielle au succès de la cause révolutionnaire.

Depuis la guerre du Vietnam, il y a eu énormément d'améliorations technologiques au niveau des armes — bombes guidées, meilleure observation, imagerie aérienne, imagerie thermique, moyens acoustiques d'obtenir des informations. Maintenant la question est de savoir si, suite au développement de la technologie, il est impossible qu'un côté plus faible au niveau technologique mais dont les idées sont justes puisse lancer un mouvement de résistance. Ma réponse est « non ». [Le côté le plus faible] doit modifier ses tactiques. Si, par exemple, [le côté techniquement supérieur] peut détecter la présence de personnes se cachant dans la forêt au moyen d'un dispositif à distance, le guerrier révolutionnaire peut toujours trouver une solution pour y remédier. Quelle serait la solution ? Se mêler au reste de la population — surtout pendant les autres phases. Se mêler au reste de la population de manière à ce qu'il ne soit pas facile pour [le côté ayant une supériorité technologique] de savoir qui est un insurgé et qui ne l'est pas.

En conclusion, je pense que c'est toujours la même vieille histoire. La véritable réponse à



AFP, Alexander Joe

Le Premier Ministre éthiopien Meles Zenawi, le Président tanzanien Benjamin Mkapa, le Président sud-africain Thabo Mbeki, le Président kenyan Daniel arap Moi et le Président ougandais Yoweri Museveni posent pour une photo à Arusha, où ils se sont réunis pour un sommet d'une journée sur le Burundi, 1er décembre 1999.

une guerre révolutionnaire est de procéder à une réforme politique, afin de retirer à l'autre côté les raisons d'obtenir le soutien de la population. Je pense qu'il s'agit-là de la véritable réponse stratégique à un défi révolutionnaire. Merci beaucoup.

Séance de questions/réponses

Première question : *Monsieur, vous avez récemment parlé aux Nations Unies à New York. A votre avis, quel sera le rôle futur des Nations Unies en Afrique ?*

Museveni : Les Nations Unies doivent faire preuve de sérieux. Elles ne font pas preuve de sérieux. Elles sont remplies de carriéristes. Vous savez ce qu'est un « carriériste » ? Un carriériste est quelqu'un qui « fait son travail », qui exécute son travail dans le cadre d'une carrière — comme un simple emploi. Mais au sein des Nations Unies, nous avons besoin de personnes remplies de convictions et il y a un manque terrible à ce niveau. Par conséquent, ils ne font pas du bon travail. Ils font beaucoup d'erreurs, mais ceci dit, je suis en faveur d'une réforme de l'ONU, pas de son élimination. Si elle est éliminée, il n'existera plus aucun autre forum, donc je pense que la solution est de la réformer. Mais à mon avis, les Nations Unies ne font pas un très bon travail, surtout en ce qui concerne le maintien de la paix et ce genre de sujets ; mais même en ce qui est des

questions de développement, comme lorsqu'ils parlent de ce qu'ils appellent les OMD, les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ils ont établi des indicateurs sociaux. La mortalité infantile devrait être réduite de tant, de même que la mortalité maternelle. Mais la question est, *comment* allez-vous y parvenir ? Allez-vous employer la sorcellerie ? Où allez-vous employer le développement ? L'un des plus grands problèmes de l'Afrique est l'exportation de matières premières. Nous nous attaquons désormais à ce sujet. Prenez l'Ouganda.

L'Ouganda est le quatrième plus grand exportateur de café dans le monde. Naturellement nous sommes en train de changer cela, mais dans le passé nous étions payés un dollar par kilogramme de café. Ce café est ensuite envoyé ailleurs — à un groupe appelé « Nestlé » — qui le torréfie et le moue et revend ensuite pour vingt dollars le même kilogramme pour lequel j'ai reçu un dollar. Ainsi, l'Ouganda envoie donc de l'aide financière à l'étranger. L'Ouganda donne à certains de ces pays dix-neuf dollars avec chaque kilo de café.

Non seulement nous perdons dix-neuf dollars par kilogramme de café, mais nous perdons également des emplois. Ces emplois sont pris ; ils sont exportés. Si vous ne pouvez même pas régler cela, comment voulez-vous pouvoir régler les prétendus objectifs du millénaire pour le développement ? Si quelqu'un n'a pas d'emploi, comment pouvez-vous le faire sortir de [sa] pauvreté ? Et comment les gens trouveront-ils du travail s'il n'y a pas d'industrialisation ?

Ainsi, l'ONU a de nombreuses faiblesses, mais je pense qu'on peut y remédier.

Seconde question : *Monsieur, votre pays et d'autres nations africaines s'inquiètent-ils de l'influence croissante de la Chine à travers l'Afrique ?*

Museveni : Oh, la Chine ! Oh, non, non, non ! Nous sommes très satisfaits de la Chine. On m'a

déjà posé cette question et c'est une très bonne chose que nous en parlions. Tout d'abord, jusqu'à maintenant la Chine a été une bonne influence. Ils pourraient changer dans le futur, mais jusqu'à maintenant, ils ont été une très bonne influence. Pourquoi ? Eh bien, tout d'abord, lorsque nous combattions les colonialistes, [les Chinois] nous ont donné des armes, ce qui était très bien. Lorsque nous venions aux Nations Unies — aux États-Unis — Henry Kissinger, et d'autres gens du même genre, nous donnaient la Bible : « Allez prêcher l'opprimeur ». Mais l'opprimeur n'écoutait pas les versets de la Bible, il voulait de la force. Et les Chinois nous ont donné le soutien nécessaire pour nous débarrasser des colonialistes en Afrique.

Mais aujourd'hui, les rôles importants de la Chine et de l'Inde sont les suivants : les matières premières africaines avaient perdu de leur valeur. Le prix de l'acier avait baissé. Le prix du cuivre avait baissé. Le prix de toutes les matières premières avait baissé. Pourquoi ? On nous dit qu'il y a trop d'acier dans le monde. Prenons l'exemple de l'acier. Il y a trop d'acier dans le monde, donc le prix baisse. Mais pourquoi est-ce qu'il y a eu trop d'acier ? C'était, naturellement, une aberration. C'était une mauvaise perception. Mais ils voulaient dire que, certaines personnes vivent dans l'abondance — en Amérique du Nord, aux États-Unis et au Canada, en Europe de l'Ouest et au Japon — dans des maisons confortables, conduisant des voitures, etc. Le reste du monde vit dans de très mauvaises conditions. Que se passe-t-il alors ? En raison des réformes de Deng Xiaoping en Chine et des réformes en Inde, des centaines de millions d'Indiens et de Chinois sont passés de la classe paysanne à la classe moyenne. Par conséquent, aujourd'hui ils vivent dans des maisons confortables.

Qu'est-ce que cela signifie ? Le prix de l'acier monte. Le prix du ciment monte. Les Chinois, qui se déplaçaient dans les rues de Pékin à pied ou à vélo, se déplacent désormais en voiture. Qu'est-ce que cela signifie ? Que le prix de l'essence monte. Et qui envoie l'essence ? L'Ouganda. Pas mal. Le prix de l'acier monte à cause du plus grand nombre de voitures. Le prix de la nourriture monte. C'est donc très bien. Les Chinois sont devenus un groupe très important dans l'économie mondiale. Par conséquent les prix des matières premières

ont maintenant augmenté, les prix de la nourriture ont augmenté, et je suis très heureux en Ouganda. La croissance de notre économie est très bonne — neuf pour cent par an. Pourquoi ? Parce que nous produisons beaucoup de nourriture. Nous l'avons toujours produite, mais nous n'avions pas d'endroit où la vendre car les marchés étaient bloqués par le protectionnisme. Maintenant, à cause de la faim dans le monde, la terre entière réclame de la nourriture. Les Chinois et les Indiens représentent donc une bonne influence.

Mais nous, les Africains, nous ne prenons pas de risques. Nous avons été colonisés une fois, nous ne le serons plus jamais. Nous ne voulons pas nous asseoir et nous reposer, car nous ne savons pas ce qui peut se passer. Lorsque la Chine deviendra une super puissance, imaginez que les

La véritable réponse à une guerre révolutionnaire est de procéder à une réforme politique, afin de retirer à l'autre côté les raisons d'obtenir le soutien de la population. Je pense qu'il s'agit-là de la véritable réponse stratégique à un défi révolutionnaire.

Chinois deviennent agressifs et déclarent « Nous sommes trop nombreux en Chine ». L'Afrique est un très grand continent. L'Afrique fait plus de 28 millions de kilomètres carrés. Les États-Unis, la Chine, l'Inde et l'Argentine, tous ensemble, peuvent tenir en Afrique. Imaginons maintenant que les Chinois disent « Il y a des terres inhabitées en Afrique, nous voulons y aller et y vivre », lorsqu'ils seront devenus une superpuissance. C'est pour cela que nous parlons d'intégration africaine — intégration économique et politique. Actuellement, nous travaillons même pour développer la fédération politique de l'Afrique

de l'Est. Nous voulons que l'Afrique de l'Est devienne un pays. Notre frère Muammar Gaddafi, de Libye, souhaite que l'Afrique entière devienne un seul pays. Certains d'entre nous disent « C'est un peu trop ». Mais, la carte politique de l'Afrique changera sans aucun doute.

Et pourquoi faisons-nous cela ? Nous voulons mettre en application la prière de notre Seigneur — notre Seigneur est Jésus-Christ — [pour] ceux qui ne sont pas chrétiens. La prière de notre Seigneur dit : Ne nous soumettez pas à la tentation, mais délivrez-nous du mal ». Nous ne voulons soumettre quiconque à la tentation en restant faibles. Quand vous êtes faible, vous soumettez les gens à la tentation ; ils peuvent être tentés de penser qu'ils peuvent vous contrôler. Et nous ne voulons pas que cela se passe à nouveau en Afrique.

Troisième question : Mr. Le Président, vos derniers commentaires me conduisent à poser ma question. Selon vous, quel rôle tiennent la foi et la religion dans la guerre prolongée ?

Museveni : J'ai peut-être omis de clarifier qu'une guerre révolutionnaire peut réussir seulement si elle est correcte du point de vue idéologique. Et qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'il faut se battre pour des objectifs justes. J'en ai parlé, mais indirectement. Si vous luttez pour la religion en elle-même, je ne pense pas que cette condition sera remplie, car vous vous buttez parfois à d'anciennes convictions religieuses. Dans les religions plus anciennes vous trouvez que le rôle des femmes, par exemple, est perçu différemment. En fait, dans certaines religions, les femmes sont réprimées. Si vous commencez votre lutte avec cette idéologie d'atavisme, c'est-à-dire de vouloir revenir en arrière et vivre comme les gens vivaient autrefois, je ne pense pas que vous irez loin, en particulier si vous avez à faire à des gens qui savent ce qu'ils font, car ils sauront comment mobiliser contre vous les groupes que vous négligez, et vous ne gagnerez peut-être pas. Par conséquent le sectarisme ne constitue pas, à mon avis, l'une des conditions qui peut être traitée au cours d'une guerre révolutionnaire. La guerre révolutionnaire est une guerre de libération visant à libérer les groupes les plus larges possibles de la population. Si vous ne libérez pas les femmes, alors qu'elles

représentent toujours 51 pour cent de la population dans tous les pays, qui libérez-vous ? Je pense que ces gens font partie des aventuristes. Ils font partie de ceux que je classerais comme aventuristes, ou même aventuristes réactionnaires, ou même réactionnaires.

Quatrième question : Monsieur, que pensez-vous de l'établissement de l'AFRICOM ?

Museveni : L'AFRICOM. Le Général Ward est venu me voir ; il m'en a parlé. Généralement, en Afrique, nous n'aimons pas les bases étrangères. Nous ne voulons pas de bases étrangères — quelqu'un qui apporte une base et l'établit quelque part — nous n'aimons pas cela. En fait, je pense même qu'il existe des résolutions de l'Union Africaine contre ce principe. Mais, nous travaillons normalement avec les États-Unis dans certaines situations. Comme par exemple lorsqu'il y eut un problème avec le Congo. L'Armée américaine est venue et a utilisé l'aéroport d'Entebbe. Sur une base ad hoc, nous pouvons travailler ensemble. Mais ce que nous n'accepterions pas serait de nous trouver dans une situation où une partie de notre pays serait une base d'un autre pays. Les Africains sont tout à fait contre cela et à mon avis ce n'est pas nécessaire. Par conséquent, si l'AFRICOM reste où il se trouve et vient une fois de temps en temps et que nous agissons en coordination sur une base ad hoc, je pense que ce sera tout à fait suffisant. Mais c'est une bonne chose qu'il existe un groupe — un groupe de l'Armée américaine et un commandement — qui se concentre sur les problèmes de l'Afrique. Je pense que c'est bien, car ils produisent des connaissances, ils produisent des informations. Mais l'implantation de bases en Afrique, est un sujet très très controversé. La population ne supporterait pas des bases militaires permanentes.

Cinquième question : Monsieur, après avoir gagné votre insurrection, comment avez-vous assuré la paix à long terme parmi le peuple ? Comment avez-vous réconcilié le peuple ?

Museveni : Ceux que vous appelez « insurgés », nous les appelons « terroristes » en Ouganda. Nous les appelons des terroristes car ils étaient des mandataires du Soudan. Vous savez que nous avons un problème avec le gouvernement soudanais. Comme je vous l'ai dit précédemment,

il existait ce problème entre les Africains et les Arabes au Soudan. Les Soudanais suspectaient qu'un jour nous puissions prendre le parti de nos frères noirs dans leur conflit interne. Par conséquent, ils ont voulu se débarrasser de nous, mais nous n'étions pas vraiment d'accord pour que l'on se débarrasse de nous. Alors nous avons dû nous battre. Et maintenant que le problème du Soudan est résolu, nous n'avons aucune autre raison politique en Ouganda qui pourrait causer une guerre prolongée. Mais, en second lieu, notre armée était également en croissance à cette époque-là. Ce n'était encore une armée qu'avec un seul service, l'infanterie seulement. Aujourd'hui nous avons une force possédant deux services, nous disposons de tous les moyens pour garantir la paix dans le pays et il règne une paix totale dans le pays.

Sixième question : Monsieur, j'aimerais vous poser deux questions. Ma première question concerne le fait de passer du statut d'officier militaire à celui de président. Quels sont vos points de vue envers l'insurrection, les extrémistes, la réduction de la pauvreté et la distribution équitable des richesses en Afrique comme un tout ? Ma seconde question est la suivante : l'Organisation de l'Unité africaine ayant été changée en Union africaine, quel est votre propre rôle par rapport à la Guerre globale contre le Terrorisme ?

Museveni : En ce qui concerne la distribution des richesses en Afrique, le plus grand défi en Afrique est la transformation — la transformation sociale et économique. C'est ce que j'ai dit aux Nations Unies. Vous savez, la différence entre l'Europe et l'Afrique est que, si vous remontez à 1400 environ, vous trouverez que le niveau de développement en Afrique et en Europe n'était pas si différent. Mais le problème est que depuis 1400 ou 1500, les sociétés européennes se sont métamorphosées. J'aime beaucoup employer ce mot, métamorphosé. C'est un terme biologique, qui signifie qu'un insecte évolue d'un œuf pour se transformer en chenille puis en chrysalide avant de devenir un papillon. La société européenne s'est métamorphosée de sociétés féodales — des sociétés paysannes — en sociétés de classes moyennes, et classes ouvrières qualifiées. Jusqu'à maintenant, les sociétés africaines sont toujours

paysannes, ou même féodales dans certains cas. C'est là où se trouve le défi. Le défi est la transformation, pas seulement la distribution, parce qu'après tout qu'ont-ils à distribuer ? Parfois ils ne distribuent que de la pauvreté. Mais le défi est la transformation. Et comment réalisez-vous une transformation ? Tout d'abord, l'éducation pour tous, l'éducation pour chacun. Deuxièmement, la croissance guidée par le secteur privé — le secteur privé guidant l'industrialisation de l'Afrique — voilà ce qui créera des emplois pour le peuple. Ce sont les gens que vous avez envoyés à l'école. Les emplois permettraient de percevoir plus de taxes pour le gouvernement, etc. Par conséquent je ne pense pas que le problème principal soit la distribution des richesses. Je pense que la question principale reste la transformation. Oui, la distribution des richesses pourrait favoriser le processus de transformation, mais je ne pense pas qu'elle représente la solution principale. Car même là où cela se fait, si vous n'avez pas de richesses à distribuer, vous risquez de ne pas aller bien loin.

Parlons maintenant de la Guerre globale contre le Terrorisme. L'Ouganda a soutenu le Président George Bush lorsqu'il est allé en Iraq la dernière fois, principalement en raison de notre expérience avec le terrorisme du Soudan. Nous n'aimons pas le terrorisme. Et je vous ai dit que nous avons une divergence d'opinion. A l'époque coloniale, nous appartenions au même groupe que les Arabes. Nous l'appelions le Groupe de Solidarité Afro-asiatique. Nous étions avec les Indonésiens, les Indiens, Nehru et Nasser et les Arabes. Mais j'ai parlé à certains leaders arabes — nous ne sommes vraiment pas d'accord avec leurs méthodes. J'en ai déjà parlé dans mon discours. Pourquoi détournez-vous un avion ? Vous savez, des femmes enceintes se trouvent dans un avion pour aller passer une visite prénatale — et vous détournez cet avion-là. Quel genre de révolutionnaire êtes-vous ? Nous ne soutenons pas le terrorisme. Nous ne pensons pas que le terrorisme soit le bon instrument à utiliser pour une force révolutionnaire. Je sais que les Palestiniens ont des problèmes avec les Israéliens — ils ont le droit de posséder leur terre — mais pour ce qui est des méthodes qu'ils utilisent, nous ne nous associons pas avec eux.

En ce qui concerne la Guerre globale contre

le Terrorisme, il se trouve que j'ai rencontré le Président Bush l'autre jour quand j'étais à New York, et je l'avais déjà rencontré l'an dernier. L'année dernière je lui avais suggéré l'idée de tenir un sommet États-Unis-Union africaine afin de discuter de ces problèmes. Nous avons eu un sommet avec la Chine — le sommet sino-africain de Pékin — nous avons eu un sommet avec l'Inde et nous avons eu un sommet avec l'Union européenne. Et j'ai donc proposé au Président Bush de tenir un sommet États-Unis-Union africaine afin de pouvoir parler de ces problèmes. Tant que ce sommet n'a pas eu lieu, je ne souhaite pas me prononcer davantage sur cette question car je voudrais que nous en parlions directement — discuter de la manière d'avancer. Mais, d'une manière générale, nous ne soutenons pas le terrorisme car il n'est pas nécessaire. Comme je l'ai dit ici dans mon discours, vous pouvez vous battre sans être un terroriste pour autant. Je suis un révolutionnaire ; je n'ai jamais été un terroriste. Le terrorisme ne se base pas sur une cause, il se base sur des méthodes. Quand vous visez des non-combattants, vous êtes un terroriste. Quand vous employez la violence sans distinction — et un terroriste est une personne qui emploie la violence sans distinction — vous êtes un terroriste. Et nous ne soutenons pas cela.

Dernière question : *Mr. le Président, j'ai eu le privilège d'être déployé en Ouganda d'avril 2006 à août 2006 et j'étais l'OIC — l'officier en charge — pour la formation de la Force de Défense du Peuple Ougandais (UPDF), environ 3000 soldats de l'UPDF. Leur état d'esprit — leur apprentissage actif — m'a réellement et véritablement impressionné. Quel est à votre avis le rôle futur de la Force de Défense du Peuple ougandais (UPDF) au niveau de la lutte de la Somalie pour un gouvernement fort et pour l'indépendance ?*

Museveni : Merci beaucoup d'avoir contribué à notre formation. Notre rôle en Somalie est d'essayer d'aider les Somaliens à reconstruire leur État. Et nous sommes là pour les aider. Tout d'abord, nous défendons l'aéroport et le port maritime et le siège du gouvernement, que nous défendons tout le temps. Quand les terroristes viennent nous attaquer, nous les renvoyons, tout simplement. Mais, plus important encore,

nous aimerions agir comme un catalyseur dans le développement de l'armée et de la police somaliennes en les formant. L'autre jour nous avons eu un petit entretien à New York, avec le Secrétaire adjoint Jendayi Frazier, des États-Unis, le premier ministre d'Éthiopie, et d'autres personnes. Nous avons justement discuté de cette question. Mais il faudrait également que le gouvernement somalien s'occupe de la question de la perception des impôts, car lorsque nous formons les gens et qu'ils ne sont payés, alors ils partent et finissent par entrer dans la milice. Et ce serait bien si le gouvernement somalien, ou ces merveilleuses Nations Unies pouvaient agir — si les merveilleuses Nations Unies pouvaient payer l'armée somalienne pendant, disons, un an ou un an et demi — et si entre temps le chef de l'État somalien commençait à percevoir ses propres impôts, ce serait facile de reconstruire le pays. Parce que les Somaliens sont des battants, ils sont faciles à organiser. Ils ont seulement besoin d'un leader. Mais le gouvernement somalien doit percevoir les impôts pour payer les soldats. Et notre travail est de garder ces centres stratégiques et également de former la nouvelle armée somalienne.

Je vous remercie beaucoup.

Conclusion du Général Caldwell

Pour vous tous qui ne le savez pas, lorsque le président était ici en juin pour la remise de diplôme de son fils, nous étions captivés par le fait qu'il était un leader dans le mouvement de son pays visant à ramener le pouvoir au peuple. Nous étions fascinés par ses histoires, ses souvenirs personnels, vécus, s'étalant sur de nombreuses années. Nous étions également fasciné d'entendre ce qu'il fait maintenant pour le peuple ougandais qu'il sert encore aujourd'hui en tant que président.

Monsieur, vous tenez votre parole. Vous nous aviez dit en juin que vous reviendriez, en tant que président d'une nation cette fois. Je serai très honnête, nous ne pensions pas vraiment [vous revoir] étant donné votre emploi du temps chargé ! Mais nous sommes extrêmement honorés que vous ayez pris le temps de revenir pour partager vos expériences avec nous tous ici aujourd'hui. Ce que vous nous avez dit nous a enrichis et éclairés et nous l'apprécions beaucoup. Merci monsieur. **MR**

La vérité triomphera : comment répondre aux opérations de désinformation et de manipulation des insurgés

Cori E. Dauber



(AFP, Ahmad Al-Rubaye)

Un Irakien pleure son frère décédé à l'extérieur d'un hôpital local dans le quartier déshérité de Sadr City à Bagdad, le 26 mars 2006. La légende originale pour cette photo était la suivante : « 17 personnes ont été tuées lors d'une confrontation hier dans une mosquée chiite », ce qui impliquait qu'elles avaient été attaquées alors qu'elles s'y trouvaient.

L'OPÉRATION VALHALLA FUT un engagement tout à fait ordinaire, représentatif du type d'opérations auxquelles les Forces spéciales des États-Unis ont participé tout au long de la guerre en Irak. Cependant, cette opération a constitué, sinon un tournant dans la guerre, un parfait exemple des obstacles à surmonter que le conflit irakien a présenté – et très probablement que tous les futurs conflits contre les insurrections islamistes présenteront – et qui sont de nouveaux défis qu'il

est presque impossible de relever efficacement.

Valhalla a été un engagement entre un bataillon de Forces spéciales américaines avec des Forces spéciales (FS) irakiennes dont il était en train d'assurer la formation d'un côté, et un escadron de la mort de Jaish al-Mahdi (JAM) (mieux connu sous le nom de l'Armée du Mahdi) de l'autre. L'engagement n'a vraiment rien eu de spécial : les forces américaines ont poursuivi des combattants de JAM ayant commis des meurtres particulièrement brutaux d'un certain nombre de civils et de plusieurs membres de l'armée irakienne. Lorsque les forces américaines et les forces du Gouvernement irakien atteignirent le camp retranché de JAM, un bref échange de tirs eut lieu. Cependant, quand les forces de JAM engagèrent des soldats bien entraînés et bien armés au lieu de civils sans armes, le destin leur fut tout à coup beaucoup moins favorable.

C'est ce qui s'est passé après la fin de la bataille – en fait, après que les forces américaines et les forces du Gouvernement irakien eurent quitté la scène des affrontements – qui rendit cet engagement particulier digne d'une telle étude approfondie.

Ni le bataillon du 10^e Groupe des Forces spéciales de l'U. S. Army (Aéroporté) sous le commandement de Sean Swindell, qui était alors

Cori E. Dauber est titulaire d'une Licence et d'un Doctorat de Northwestern University, et d'un Mastère de University of North Carolina. Elle est Professeure associée en Études sur les communications et Paix, Guerre et Défense, à University

of North Carolina, et elle est actuellement détachée pour faire des recherches au Strategic Studies Institute de l'U.S. Army War College.

Lieutenant Colonel (à l'époque dans le cadre de la Combined Joint Special Operations Task Force pour la Péninsule arabe [CJSOTF-AP]), ni les forces du Gouvernement irakien ne subirent de pertes pendant l'affrontement le 26 mars 2006, à l'exception d'un soldat irakien ayant souffert une blessure ne mettant pas sa vie en danger. Seize ou dix-sept combattants de JAM furent tués, une cache d'armes fut trouvée et détruite, un otage ayant souffert de graves sévices fut trouvé et libéré, et à peu près seize autres membres de JAM furent arrêtés, après quoi les forces américaines et les forces du Gouvernement irakien quittèrent les lieux.

Sur la base de ses confrontations avec Al-Qaeda en Irak (AQI) et d'autres groupes d'insurgés sunnites, le Colonel Kenneth Tovo, qui était en charge à la fois du 10^e Groupe et de CJSOTF-AP à l'époque, indique qu'un délai de 24 à 48 heures entre un événement et l'apparition de propagande sur Internet concernant cet événement était devenu standard pour les Forces spéciales en activité en Irak pendant cette période. Cependant, le 26 mars 2006, à peu près au moment où les FS et les forces irakiennes furent de retour dans leur base, environ une heure après avoir quitté le lieu de l'affrontement, quelqu'un déplaça les corps et retira les armes des combattants de JAM dans leur camp retranché de façon à faire croire que les combattants n'avaient pas été tués alors qu'ils se servaient de leurs armes. Ils donnaient désormais l'impression d'avoir été tués alors qu'ils étaient en train de faire leurs prières. Quelqu'un avait photographié les corps dans ces nouvelles poses, et les images avaient été téléchargées sur le web, en même temps qu'un communiqué de presse indiquant que des soldats américains étaient entrés dans une mosquée et avaient tué des hommes faisant paisiblement leurs prières. Tout ceci avait en fait pris approximativement 45 minutes. Comme l'a dit le Colonel Tovo, « Littéralement, ils avaient communiqué leur version de l'incident, leur propagande, à l'ensemble des médias avant même que la force d'assaut ne soit retournée à sa base, c'est-à-dire qu'[en] moins d'une heure, ils avaient raconté leur version des choses à qui voulait l'entendre dans la presse. Cela montre [à quel point] leur opération a été brillante. [Ceci] nous a réellement surpris cette première fois, parce que nous étions habitués au modèle des insurgés

sunnite et d'Al-Qaeda, qui nécessitait de 24 à 48 heures ... pour faire connaître leur version d'un incident... »¹

Il est inutile de dire que la presse américaine comme arabe retransmit presque immédiatement cette version de l'incident. Il va également sans dire que cela a entraîné une enquête qui a pris à peu près un mois, pendant lequel l'unité fut retirée du service actif, pour ne pas dire plus. Ainsi, une unité qui n'aurait jamais pu être vaincue par les forces de JAM dans le cadre d'un combat réel fut essentiellement neutralisée pendant un mois par ces mêmes forces, qui n'eurent cette fois qu'à se servir d'un téléphone portable avec appareil photo intégré.

Heureusement, les forces américaines avaient été accompagnées par des membres d'une unité de « cameramen de combat », et plusieurs soldats portaient des caméras incorporées à leurs casques. Ainsi, des images prises « avant » étaient donc disponibles pour contrer les images prises « après » que les membres de la milice avaient postées sur Internet. Ceci fit toute la différence dans l'enquête. (D'ailleurs, lors d'une interview par l'auteur, le Lieutenant Colonel Swindell déclara qu'il ne participerait plus jamais à une quelconque opération sans avoir au minimum une caméra incorporée à son casque s'il n'y avait pas de cameramen de combat disponibles pour l'accompagner, et en fait il fit savoir qu'il ne pensait pas personnellement que de quelconques opérations seraient approuvées à l'avenir si elles n'étaient pas accompagnées de plans pour enregistrer visuellement ce que ses soldats auraient fait et n'auraient pas fait dans le cadre de telles opérations.²)

Les érudits,³ les spécialistes⁴ et la presse⁵ ont accordé beaucoup plus d'attention récemment aux efforts considérables que les groupes islamistes consacrent maintenant à la production d'images à l'intention des médias (en particulier, mais pas exclusivement, sur l'Internet) dans le but de recruter, de mobiliser, d'instruire et de persuader. Cette attention est clairement justifiée. Le Lieutenant Colonel Terry Guild, un officier de l'U.S. Army spécialisé dans les opérations en rapport avec l'information l'a expliqué en termes très simples : « L'infrastructure médiatique de [l'ennemi] permet une action rapide, et elle est de nature collaborative,

elle est virtuelle, globale, technique, et elle s'améliore constamment. »⁶

Cependant, beaucoup de gens ignorent toujours un élément clé d'une grande partie de cette propagande. Bien qu'il soit certainement vrai que ces images jouent un rôle important pour les fins internes du mouvement, elles représentent aussi une capacité sophistiquée de mise en récit d'événements, permettant de produire des textes qui peuvent *servir plus d'un objectif rhétorique à la fois*.⁷ Pour beaucoup de ces groupes (mais certainement pas pour tous), le centre de gravité est l'opinion publique américaine. Ceci est vrai sans aucun doute pour les nombreux groupes qui combattent les forces de la coalition en Irak. Dans tout ce qu'ils font en matière de création de textes à des fins de persuasion, ils auront ce public possible au moins partiellement présent à l'esprit. Tous les textes à des fins de persuasion n'ont pas pour but d'influencer le public dans le monde islamique. Les forces armées américaines doivent tenir compte des ramifications que la propagande de l'ennemi a dans l'opinion publique américaine quand elles réfléchissent aux meilleurs moyens de s'y opposer.

Le public américain comme centre de gravité

De nombreux groupes d'insurgés en Irak ont réellement besoin d'infléchir l'opinion publique américaine. Pour leur permettre d'accomplir leurs objectifs, il faut que les forces armées des États-Unis se retirent d'Irak. La question est de savoir comment y parvenir. Selon eux, quel est *notre* centre de gravité ? Al-Qaeda sait que les États-Unis ont abandonné le Vietnam et ils ont interprété cet événement comme signifiant que si les États-Unis subissent des pertes atteignant un niveau inacceptable et si la pression sur les forces américaines est soutenue, les États-Unis se retireront d'autres théâtres d'opérations aussi.⁸



Photo AP, Nouvelles télévisées Associated Press

Douilles de balles vides qui auraient été retrouvées sur un plancher taché de sang dans une mosquée chiite du quartier de Sadr City à Bagdad, Irak, le 26 mars 2006. Les Chiites radicaux affirmèrent faussement que 18 personnes avaient été tuées par les forces américaines et irakiennes dans une mosquée.

Toutefois, les insurgés irakiens comprennent qu'ils ne pourront pas gagner seulement en conséquence de leurs efforts sur le champ de bataille. Le Colonel Tovo fait remarquer ceci :

Je dirais qu'au moins dans le cas de l'Irak il s'agit presque toujours d'un combat à l'intention des médias... Lorsque vous examinez les mouvements d'insurgés dans l'histoire, il ne fait aucun doute que certains [mouvements insurrectionnels] estimaient qu'ils pouvaient gagner militairement. Mais en fin de compte le centre de gravité est toujours la population. Vous luttez toujours pour gagner la confiance et la loyauté de la population, et je ne pense pas que cela a changé avec l'arrivée de l'internet et des caméras partout dans le monde. Il est simplement devenu plus facile pour les insurgés d'atteindre la population. Mais même quand vous remontez à la guerre d'Algérie, ... la presse était certainement déjà présente, mais elle était beaucoup moins omniprésente sur le champ de bataille. Les insurgés cherchaient toujours à obtenir le plus d'effet possible de chaque événement en matière d'information et de propagande... C'est toujours la même chose dans le cas de nombreux mouvements insurrectionnels de

nos jours, mais ce que je voudrais dire au sujet de l'insurrection contre laquelle nous luttons actuellement, c'est que la composante information joue un rôle de plus en plus important au détriment de la composante militaire. Par conséquent, à la différence du modèle vietnamien, dans lequel les insurgés pensaient vraiment qu'ils finiraient par nous « user » et nous vaincre sur le champ de bataille (bien qu'ils ne l'aient pas fait), je pense que les insurgés en Irak ne pensent vraiment pas qu'ils aient le moindre espoir de nous vaincre militairement. Leur combat a exclusivement pour objectif d'influencer la population [afin que] le peuple américain se fatigue du combat et influence à son tour les autres acteurs internationaux pour qu'ils cessent de soutenir la politique américaine en Irak. Je dirais donc que la composante information est devenue progressivement de plus en plus importante.⁹

Quant à l'Internet, c'est une porte qui s'ouvre des deux côtés. Pour la première fois, les insurgés peuvent désormais voir la façon dont leurs efforts sont couverts par la presse américaine – presque en temps réel – à des milliers de kilomètres de distance. Ce n'est pas seulement la première guerre caractérisée par un accès illimité au public ciblé,

« je pense que les insurgés en Irak ne pensent vraiment pas qu'ils aient le moindre espoir de nous vaincre militairement.... Je dirais donc que la composante information est devenue progressivement de plus en plus importante. »

où qu'il soit dans le monde ; c'est également la première guerre caractérisée par le fait que la presse du monde entier est maintenant en ligne. Même les petits quotidiens locaux ont une présence en ligne, et toutes les chaînes de télévision canalisent leur

couverture des événements vers leurs propres sites web, à des degrés plus ou moins importants. Les Insurgés peuvent voir la façon dont leurs actions sont présentées aux populations qu'ils espèrent influencer et adapter leurs stratégies s'ils n'aiment pas ce qu'ils voient. En même temps, ils savent que la presse occidentale examine attentivement leurs propres sites web – même s'ils sont conçus et exploités essentiellement pour recruter de nouveaux membres ou mobiliser leurs partisans. Ainsi, ils peuvent utiliser leur présence sur le web comme un conduit facile pour atteindre le public américain, grâce aux bons offices de la presse.

Il en résulte la première guerre lors de laquelle pratiquement chaque attaque est filmée par l'ennemi à des fins de propagande.¹⁰ Tellement d'attaques avec des explosifs improvisés sur des convois, d'attentats à la bombe par des kamikazes, d'exécutions d'otages et d'attaques par des tireurs embusqués sur des soldats sont filmés qu'il est souvent suggéré que ces attaques sont organisées dans une large mesure afin de fournir des matières premières *pour* des films. Comme Susan B. Glaser et Steve Coll, du quotidien *The Washington Post*, l'ont écrit au sujet de l'organisation d'Abu Musab al-Zarqawi en Irak : « [J]amais auparavant une organisation de guérilla n'est parvenue avec autant de succès à combiner sa guerre en temps réel sur le terrain avec sa jihad électronique, faisant ainsi des membres du groupe de Zarqawi des praticiens de ce que les experts disent être l'avenir des guerres insurrectionnelles, dans lesquelles toutes les actions seront enregistrées et des atrocités seront commises dans le but d'être filmées et distribuées presque instantanément en ligne. » Et ils ajoutent : « Filmer une attaque est devenue une partie intégrante de l'attaque elle-même. »¹¹

David Kilcullen, un expert en lutte contre les insurrections qui était conseiller du Général Petraeus, fait remarquer que « le côté 'information' des opérations d'al-Qaida est essentiel ; l'acte physique n'est qu'un outil qui permet d'atteindre un certain but sur le plan de la propagande. »¹² Le Lieutenant Colonel Guild ajoute : « Un soldat américain effectue une inspection avant le combat, il vérifie pour s'assurer qu'il a ses munitions, son eau et tout le reste. Eh bien, notre ennemi fait la même chose, il effectue une inspection avant le combat [mais il] n'oublie pas de s'assurer que le gars qui doit filmer est là avec sa caméra, avec les

pires, et qu'il pourra soit envoyer cette vidéo dans un refuge quelconque, soit la télécharger à un site web pour garantir que... ce message sera bien diffusé. Et tous les insurgés ont bien été endoctrinés... [Ce] serait tout à fait inhabituel s'ils partaient au combat sans quelqu'un pour les filmer. »¹³

Ces vidéos filmées par des complices camouflés ont évidemment un but interne pour ces groupes, mais nous manquerions quelque

...elle décida de diffuser la vidéo sans avoir contacté officiellement les Marines, qui auraient certainement essayé de les convaincre de ne pas le faire.

chose d'extrêmement important si nous ne les analysions que du point de vue du rôle qu'elles jouent dans le cadre d'un système de persuasion entre les Islamistes et leurs constituants. Les vidéos ont également pour raison d'être de servir de méthode de communication avec le public américain qu'elles ont pour but d'influencer. Une telle communication n'est possible que parce que les chaînes de télévision américaines, incapables d'obtenir des images régulièrement sur les combats d'une quelconque autre manière, ont téléchargé systématiquement cette propagande et l'intègrent à leurs reportages, souvent d'une façon qui n'attire pas l'attention, depuis des années.

Parfois, les segments en question sont utilisés avec des marques visuelles et orales indiquant qu'ils sont tirés d'un site de terroristes ou d'insurgés, bien que ces marques soient rarement suffisantes étant donné qu'aucun effort n'a jamais été entrepris pour expliquer clairement qu'il s'agit maintenant d'une pratique journalistique normale.¹⁴ CNN, CBS et NBC ont commencé à superposer les mots « INSURGENT VIDEO » sur au moins certaines de leurs images, ce qui est comparable aux légendes que toutes les chaînes de télévision utilisent pour montrer des images reçues du Département de la Défense (généralement quelque chose qui ressemble à « DOD FILE FOOTAGE »

[Séquence d'archive fournie par le Département de la Défense]. Cette pratique semblerait représenter une solution parfaitement acceptable si les chaînes de télévision l'appliquaient systématiquement, et tout au long du métrage acquis sur les sites des terroristes ou des insurgés, ce qui ne semble être le cas actuellement pour aucune des chaînes.¹⁵ (L'application de cette solution de façon irrégulière pourrait être pire que ne pas l'appliquer du tout, parce que les téléspectateurs pourraient penser que s'il n'y a pas de légende sur l'écran, la séquence doit par définition provenir d'une source autre que les insurgés.)

Il ne faut absolument pas s'y méprendre. Les terroristes et les insurgés ont filmé cette séquence d'attaques organisées spécialement dans le but explicite de fournir des matières premières pour leurs films de propagande. Peut-être encore plus important, les terroristes et les insurgés ont édité la séquence, même si des membres du personnel de la chaîne de télévision l'ont eux-mêmes rééditée. Il s'agit de films de propagande – pas d'actualités télévisées. Comme Ben Venzke l'explique, les « vidéos constituent une forme d'attaque psychologique complémentaire des victimes et des sociétés que le groupe a ciblées. Elles sont conçues pour amplifier les effets des attaques. »¹⁶

Les insurgés eux-mêmes représentent maintenant pour les médias la principale source primaire d'images sur les combats quand il s'agit de la question vitale des attaques sur le personnel militaire américain en Irak. Ceci signifie que le problème de l'authenticité des images a une importance cruciale, parce que ces images jouent un rôle critique pour influencer l'opinion des Américains sur la guerre.

La manipulation des événements par les insurgés

Quel que soit le caractère convaincant des vidéos camouflées, et quel que soit le caractère troublant de la façon dont les chaînes de télévision les utilisent, ces images montrent généralement des événements qui ont réellement eu lieu (bien que les téléspectateurs n'aient aucun moyen de savoir ou de confirmer que leur présentation est conforme à la réalité). Une des raisons pour lesquelles l'emploi de ces images par les chaînes de télévision est troublant est que les insurgés non seulement ont filmé eux-mêmes les événements,

mais qu'ils les ont également *édités* : il n'est pas possible de savoir ce qui s'est passé avant et après la séquence figurant sur la vidéo.

Une stratégie complètement différente est basée sur la manipulation d'événements. La proportion des faits qui ont été altérés et la relation, le cas échéant, entre le récit des insurgés et les événements réels varient d'un incident à l'autre. En fait, les chaînes de télévision ont été attrapées par un canular en raison du fait qu'elles étaient prêtes à utiliser du métrage qu'elles ne pouvaient pas valider au moment où il a été diffusé.

Dans un cas, les insurgés ont eu du succès parce qu'ils ont « accroché » leur canular à un événement réel. Le 1^{er} décembre 2005, un dispositif explosif improvisé unique a tué 10 Marines et en a blessé 11 autres. Ceci a été annoncé par toutes les chaînes le lendemain. Cependant, 24 heures plus tard, le 3 décembre, Al Jazeera, la chaîne de télévision par satellite arabe, a diffusé une séquence fournie par les insurgés qui prétendaient qu'il s'agissait

du film de cette explosion. Quelle qu'ait été la source de ces images, il n'est pas possible que ces images aient montré la même attaque parce que le dispositif improvisé avait exposé de nuit, alors que cette séquence montrait clairement quelque chose qui avait eu lieu en pleine journée.

Néanmoins, ce soir-là, NBC diffusa la vidéo d'Al Jazeera. Le lendemain matin, CBS la diffusa, en admettant que l'Armée Islamique d'Irak l'avait communiquée, qu'il était « impossible d'authentifier la vidéo » et que l'armée américaine avait démenti qu'il s'agissait d'une séquence montrant l'incident en question.¹⁷

Malgré le fait que la chaîne de télévision NBC ait parlé à quelqu'un au sein de l'armée, elle décida de diffuser la vidéo sans avoir contacté officiellement les Marines, qui auraient certainement essayé de les convaincre de ne pas le faire.¹⁸ La personne à laquelle NBC avait parlé au sein de l'armée essaya d'avertir NBC en lui donnant exactement les informations sur le contexte de l'événement



Photo AP, Al Jazeera. Nouvelles télévisées AP

Une image d'une séquence vidéo qui aurait été tournée par l'Armée islamique d'Irak, diffusée par la chaîne de télévision Al Jazeera en décembre 2005, prétendant montrer une explosion dans le cadre d'un attentat contre une patrouille américaine de soldats à pied.

que le porte-parole officiel des Marines lui aurait communiquées, en expliquant qu'il ne pouvait pas s'agir de la même attaque étant donné que la vidéo avait été filmée de jour alors que les Marines avaient été tués la nuit. Malgré tout, NBC décida quand même de diffuser la vidéo.

Il ne faut pas nier pourtant que NBC a donné plus de renseignements que CBS pour aider son public à se faire une idée de la vidéo, mais ses renseignements n'ont nullement permis de comprendre pourquoi la chaîne de télévision avait décidé de montrer cette vidéo. En fait, NBC semble avoir déterminé à juste titre que la vidéo n'était pas légitime, ce qui pose la question de savoir pourquoi cette chaîne de télévision a jugé bon de la diffuser : « Ce soir, la chaîne de télévision arabe Al Jazeera a annoncé qu'un groupe extrémiste appelé l'Armée islamique d'Irak, qui a collaboré avec Al-Qaeda ici, prétend que cette vidéo troublante montre l'attaque qui a eu lieu près de Fallujah, et il affirme également qu'il est l'auteur de cette action. Mais tard hier soir, un porte-parole de l'armée américaine a déclaré à NBC News que la vidéo ne montrait pas l'incident en question – incident qui s'était produit après la tombée de la nuit, et non en plein jour. Toutefois, le porte-parole n'a pas nié que la vidéo montrait une attaque troublante sur les forces américaines. »¹⁹

NBC ne savait probablement pas ce que montrait réellement la vidéo en sa possession, mais il est clair que ce que cette chaîne de télévision avait n'était pas un film de l'incident de Fallujah. Et elle le savait. Malgré toutes les mentions restrictives et toutes les mises en garde de son journaliste, la chaîne NBC s'était rendue complice de la dissémination de la propagande des insurgés. Le film qu'ils ont présenté montrait un groupe de soldats américains avançant dans une certaine direction, puis une grande explosion. Le segment a pris fin juste à ce moment-là.

Comme la vidéo s'arrête brusquement juste après l'explosion, il semblerait vraisemblable que l'explosion causa la mort de soldats, ou au moins les blessa grièvement, et que les chaînes de télévision coupèrent alors le film pour éviter de montrer des images excessivement troublantes à la télévision, comme elles le font toujours dans de telles situations. En fait, il n'est pas possible de savoir ce qui s'est vraiment passé. Si un autre dispositif explosif improvisé avait été assez puissant pour tuer autant de soldats,

la presse l'aurait certainement annoncé. Après tout, c'est précisément la raison pour laquelle la première explosion de nuit était tellement digne d'intérêt. Il aurait donc été étonnant qu'il y ait eu une autre explosion tout aussi puissante pendant la journée que la presse aurait simplement ignorée. La vidéo était-elle donc authentique ? Il est probable qu'il s'agissait du film d'une puissante explosion se produisant pendant que des soldats américains passaient par là. La question est de savoir s'il s'agissait bien de l'événement *dont nous parlons ici*.

L'emploi d'images pour illustrer une explosion assez puissante pour tuer dix soldats implique que *cette explosion-ci* avait été assez puissante pour tuer tous les soldats qui se trouvaient sur la scène, mais il n'existe aucune raison de supposer que cela est vrai, et il y a même une bonne raison de supposer que ce n'est pas le cas. Il existe donc une raison de douter de l'association résultant de la présentation des images tout en parlant de l'explosion connue, mais l'association se produit automatiquement, et les mentions restrictives du journaliste ne l'affaiblissent nullement. Les images sont efficaces parce que nous ne nous arrêtons généralement pas de les regarder pour analyser les présomptions et les associations tacites qu'elles produisent. CBS et NBC ont produit une puissante série d'associations, tout en présentant des mentions restrictives beaucoup trop faibles pour compenser ces associations. Il en résulte que le public estime que si le film en question ne montre pas nécessairement la première attaque avec un dispositif explosif improvisé qui a tué un grand nombre de Marines, dans ce cas il s'agit d'une *autre* attaque de ce type qui a également causé la mort d'un grand nombre de Marines. En réalité, la discussion par le journaliste des implications possibles de la vidéo conduit le téléspectateur à cette conclusion.

Ainsi, nous donnons aux insurgés plus de crédit qu'ils ne le méritent, et pour des millions de téléspectateurs les images présentées par les chaînes de télévision ont exactement l'effet que les insurgés voulaient produire et souhaitaient obtenir. Apparemment, les insurgés ne disposaient pas de vidéo montrant l'explosion qui tua dix membres des forces américaines ; ils ont donc dû improviser, et ce faisant ils ont été en mesure de faire croire qu'il y avait eu non seulement une puissante explosion mais deux puissantes explosions qui avaient tué des soldats américains, alors qu'en fait il n'existe aucune preuve que cela ait été le cas.

À la défense de NBC, bien que cela soit loin de compenser le mal que cette chaîne a fait, elle a laissé le logo des insurgés en superposition sur les images ; par conséquent la source des images ne faisait aucun doute – en supposant que le public y ait fait suffisamment attention et ait compris la signification du logo, au lieu de supposer que c'était le logo d'Al Jazeera. Ceci ne change pas le fait que NBC a disséminé de la propagande ennemie sans faire d'effort pour indiquer ou analyser le fait que la vidéo était un film de propagande – ce qui laisse la campagne d'information de l'ennemi intacte, non contestée et, par conséquent, couronnée de succès au moins dans une certaine mesure.

Le lendemain, les Marines publièrent un communiqué de presse. Il était aussi clair et direct que possible : « Une vidéo postée sur un site web terroriste et diffusée par certaines organisations médiatiques et prétendant montrer l'attentat à l'explosif improvisé qui tua 10 Marines américains le 1^{er} décembre est de la désinformation. Les circonstances de l'attentat à l'explosif improvisé près de Fallujah ne correspondent pas à celles qui figurent sur la vidéo. Bien que nous ne soyons pas en mesure de déterminer si la vidéo montrée est authentique, la déclaration selon laquelle la vidéo montre l'attentat à l'explosif improvisé du 1^{er} décembre près de Fallujah est erronée. »²⁰

Les Insurgés sont parfois allés encore plus loin, manipulant des images existantes pour créer quelque chose de nouveau et essentiellement fictif, et ils sont devenus de plus en plus sophistiqués dans leur recherche de moyens de le faire. ABC News a indiqué qu'après qu'un soldat a perdu en Irak un « journal vidéo » qu'il avait filmé pour son usage personnel, des parties de cette vidéo furent diffusées peu après sur Internet et sur Al Jazeera – mais avec la bande son originale supprimée. Elle avait été remplacée par la voix d'un autre anglophone prétendant être le soldat qui avait perdu la vidéo, expliquant à sa mère, dans le cadre d'un message envoyé pour Noël, que, entre autres choses, « Les crimes commis par nos troupes pendant des invasions de domiciles commencent à se mélanger – cambriolages, harcèlements, viols et meurtres au hasard », déclare cet homme. « Pourquoi sommes-nous même ici ? Les gens nous détestent. »²¹

Les auteurs de la vidéo sont allés trop loin quand ils ont terminé le message audio en disant que cela avait été une tragédie que ce soldat ait été tué en Irak avant de pouvoir revenir chez lui pour Noël. Malheureusement pour les insurgés, ABC fut en mesure de vérifier que nombreuses affirmations faites dans cette vidéo étaient fausses (en commençant par le fait qu'il aurait été fort improbable que le soldat ait enregistré un « message de Noël » pour sa famille alors qu'en réalité il avait quitté l'Irak six mois avant Noël).²² ABC parvint donc à présenter cette histoire comme une tentative de propagande audacieuse (mais qui n'a pas été couronnée de succès). Par conséquent, bien que cette tentative ait pu avoir les résultats attendus auprès du public arabe, elle a échoué en ce qui concerne le public américain.

En vérité, lors d'une interview par l'auteur, le Chargé des relations publiques (CRP) de la 101st Airborne Division, l'unité à laquelle appartenait ce soldat, m'a dit que le stratagème des insurgés avait en fait presque atteint son but : ABC se préparait à diffuser un reportage sur la tragédie d'un soldat opposé à la guerre qui aurait été tué en Irak, reprenant essentiellement le récit qui avait été disséminé par Al Jazeera. En dépit du grand nombre d'inexactitudes de ce récit et de la nature démesurée des affirmations de la vidéo, ce ne fut qu'en présentant à ABC News le soldat vivant en personne que le CRP a pu convaincre la chaîne de télévision américaine de ne pas diffuser cette vidéo. Rappelez-vous qu'il s'agit d'un récit basé sur un scénario rédigé par un groupe d'insurgés, l'Armée islamique d'Irak, qui a ensuite été repris avec la composante audio par Al Jazeera. Le Lieutenant Colonel Ed Loomis, le CRP de la 101st Airborne Division, déclara que la « seule chose qui a pu convaincre [ABC News] de ne pas diffuser la vidéo a été que j'ai pu présenter Tucker [le soldat en question] devant la caméra – le fait que Tucker était vivant, le fait que les insurgés s'étaient trompés de rang et le fait qu'il n'était pas crédible qu'il se serait agi d'un message de Noël de Tucker à sa famille alors qu'il avait quitté l'Irak six mois avant Noël... – mensonge après mensonge après mensonge [n'a pas suffi]. »²³

Loomis indique que bien que le scénario ait été écrit par l'Armée islamique d'Irak, « Al Jazeera a produit la bande sonore ; la lecture de la lettre a été organisée entièrement par Al Jazeera, et un de ses

représentants m'a présenté ses excuses à ce sujet par téléphone », mais il ne sait pas si Al Jazeera a diffusé un démenti sur les ondes.²⁴

« ...l'ennemi n'a pas de scrupules quand il décapite des gens, quand il torture des prisonniers, et quand il massacre délibérément des femmes et des enfants. Par conséquent il ne devrait pas être surprenant qu'il ne se gêne pas pour mentir. »

Cette vidéo a retrouvé un second souffle sur l'Internet, où elle cible les Américains pour leur démontrer la cruauté de la guerre en Irak, à la fois pour les Irakiens et pour leurs propres troupes. NBC News a signalé qu'elle est au cœur d'une stratégie explicite faisant l'objet de discussions dans les forums de discussion islamistes visant à faire en sorte que des Islamistes posent sur l'Internet en faisant semblant d'être des soldats américains blessés pendant la guerre et à utiliser cette fourberie pour tourner les Américains contre la guerre. (Ceci fut peut-être la première fois que la presse américaine a reconnu qu'il y avait une bataille psychologique en cours pour influencer l'opinion américaine, bien que, cela va de soit, les médias n'ont pas discuté leur rôle dans tout cela.²⁵)

Les groupes insurgés ont utilisé l'Internet pour leur avantage dans d'autres occasions. La capture de Marines bien entraînés n'est pas chose facile. Par contre, il est facile de poster des allégations sur l'Internet selon lesquelles vous avez capturé des Marines – et ceci vaut bien l'investissement (incroyablement faible), étant donné que le bénéfice est exactement le même – il ne dure simplement pas aussi longtemps. Le Colonel David Lapan, le CRP adjoint du Corps des Marines, explique comment cette tactique fonctionne :

Un jour, pendant que nous étions en Irak, des bruits ont couru selon lesquels cinq Marines avaient été capturés dans l'ouest de l'Irak. Notre réaction initiale a été . . . cela ressemble beaucoup à de la propagande, mais nous ne pouvons pas le dire parce que nous avons l'obligation de dire la vérité, et nous n'en sommes pas tout à fait certains. J'ai donc parlé à notre commandant sur le terrain, qui a alors ordonné de s'assurer que toutes nos unités dans toute la région étaient bien au complet et que personne ne manquait à l'appel. Nous avons ainsi pu déterminer finalement que tout le monde était présent à son poste, mais cela nous a pris huit heures pour nous en assurer. Ceci dit, quand nous réfléchissons à l'importance numérique de nos forces et à l'étendue du territoire, cette opération a été fantastiquement rapide pour compter environ 25 000 Marines et soldats répartis sur presque tout l'ouest de l'Irak, mais l'essentiel est que pendant huit heures la « vérité » (ou la perception de vérité) pour la plupart des gens avait été que cinq Marines avaient été capturés. Par conséquent, dans ce cas encore, l'ennemi a la possibilité d'annoncer ce qui lui passe par la tête en matière d'information, en prétendant que c'est la vérité, et ces « informations » sont reprises et communiquées et répétées jusqu'à ce que les représentants des autorités américaines, qui doivent toujours dire la vérité, aient fait les recherches nécessaires et puissent finalement affirmer que « [c]eci est incorrect ». Mais pendant huit heures vous avez eu une version différente de ce que les gens considéraient comme véridique. Et c'est là l'une des principales difficultés que nous devons surmonter [en tant que CRP].²⁶

Comment répondre

La différence entre les deux camps, comme l'a expliqué le Lieutenant Colonel Guild, est celle-ci : « Pour eux, les médias sont une arme de guerre. Ce n'est pas du tout le cas pour nous. Et c'est ce genre de chose que je constate depuis plusieurs années, c'est que ces gens-là sont très bons dans ce qu'ils font, et que l'information est un moyen [pour eux] d'exploiter ce qui se passe sur le champ de bataille. »²⁷

On ne saurait sous-estimer combien il est difficile pour les forces armées de trouver une stratégie efficace pour contrer les mensonges des terroristes et des insurgés. Tout comme le Colonel Lapan, l'ancien porte-parole pour II MEF-Forward, déclare que « [n]os adversaires ne jouent pas le jeu, et nous constatons cela de façon évidente dans un certain nombre de domaines beaucoup plus sérieux que la diffusion d'informations. Mais la façon de voir cela est de se rappeler que l'ennemi n'a pas de scrupules quand il décapite des gens, quand il torture des prisonniers, et quand il massacre délibérément des femmes et des enfants, toutes ces choses-là. Par conséquent il ne devrait pas être surprenant qu'il ne se gêne pas pour mentir. Et il est parfois difficile de devoir toujours dire la vérité quand votre adversaire n'est pas tenu de respecter les mêmes règles. Il peut mentir à volonté ; il n'y a pas de répercussions pour lui quand il ment, mais parce que nous avons l'obligation de dire la vérité, il est parfois difficile de contrer ses mensonges. »²⁸

Précisons d'ailleurs que le Colonel Lapan ne demande nullement la levée des restrictions qui empêchent les membres des forces armées des États-Unis de mentir. Il décrit seulement les difficultés rencontrées par ceux qui, sauf s'ils sont *certain*s de connaître la vérité, ne peuvent pas répondre à un ennemi qui peut continuellement inventer des reproches, des accusations et même des événements. Il y aura toujours une différence entre les deux côtés en matière de rapidité de production d'informations, de propagande ou de contre-propagande, et cela pour plusieurs raisons :

- En général, les forces armées des États-Unis répondent aux allégations de l'ennemi ; donc, par définition, les États-Unis sont dans la position d'avoir à réagir dans la plupart des cas. (Bien qu'il n'existe pas de raison intrinsèque pour laquelle cela devrait être le cas ; le Département de la Défense, le Haut commandement central et d'autres commandements pertinents pourraient facilement diffuser des communiqués de presse concernant les atrocités de l'ennemi – et ils devraient le faire.)

- Des récits d'événements inventés ou falsifiés peuvent être diffusés n'importe quand, chaque fois que les auteurs de ces histoires sont prêts à appuyer sur le bouton « envoyer ». Ces auteurs peuvent donc agir quand ils le veulent.

- Dans cette guerre, les forces ennemies ne sont pas organisées hiérarchiquement. Les éléments qui créent les informations auxquelles les États-Unis doivent répondre ne sont parfois pas autre chose qu'« une personne munie d'un ordinateur portable ».²⁹ Même les groupuscules les plus petits ont une branche de propagande, et même les groupes les plus grands n'ont pas une structure très hiérarchisée. Par contraste, les forces armées des États-Unis sont une grande organisation hiérarchisée qui est sous contrôle civil. Les personnes qui produisent des informations doivent les faire approuver par leur chaîne de commandement avant de pouvoir les disséminer, et l'autorité qui leur permet de publier ces informations est souvent située à plusieurs niveaux au-dessus du créateur du document d'information.

De plus, les forces armées américaines ont parfois donné l'impression de faire tout leur possible pour ralentir leur processus de réponse. Bien que l'ennemi ait battu tous les records de rapidité dans le cas de l'opération Valhalla, par exemple, les États-Unis ne se sont pas pressés particulièrement pour diffuser leur version de l'événement. Le responsable des opérations pour le 10^e Groupe, qui faisait partie de CJSOTP-AP au moment de l'opération Valhalla, le Commandant Chris Smith, a expliqué ce retard de la façon suivante :

Nous avons lancé une opération contre des insurgés connus. Lors de cette opération, nous avons libéré un otage qui était certain qu'il allait être tué et avait des marques de torture, nous avons trouvé des caches d'armes considérables... Les insurgés nous ont tiré dessus et nous avons documenté cela par des caméras, nous avons fini par tuer un bon nombre d'entre eux, et nous avons arrêté à peu près autant d'insurgés qui ne nous tiraient pas dessus – faisant preuve de beaucoup de discipline aussi en matière de contrôle de notre puissance de feu. Les Irakiens que nous encadrions ont fait de même, et nous avons eu une occasion ce soir-là de parler au ... [quotidien] *Washington Post* – nous avons également une opportunité d'aller à la télévision et de décrire ce qui s'était passé. IL nous a fallu trois jours pour nous organiser. C'est cela, l'armée. Trois jours

pour permettre à n'importe quel communiqué de presse d'être diffusé. Quand nous avons finalement donné notre réponse, elle est venue directement du Secrétaire à la Défense, dans la salle de presse que nous utilisons là-bas, au Pentagone, et tous les documents qui y ont été présentés, c'est nous-mêmes qui les avons préparés dans les heures ayant suivi la conclusion de l'opération. Il a donc fallu attendre 70 heures pour que ces mêmes [informations], celles qui étaient prêtes presque immédiatement, il a fallu trois jours pour qu'elles soient diffusées ! C'est bien de notre faute.³⁰

Nous en sommes à l'époque numérique des médias, et à l'ère numérique, la vitesse est cruciale. Notre ennemi le comprend intuitivement. Les forces armées des États-Unis, au moins dans ce cas précis, ne l'ont certainement pas compris. Donald Rumsfeld, qui était alors Secrétaire à la Défense, faisait des discours sur l'ère numérique, mais au même moment nous avons dû attendre 70 heures pour un briefing, et à notre époque 70 heures, c'est une éternité, c'est plus qu'assez de temps pour que les opinions se forment et se durcissent, tout particulièrement pour ceux qui sont enclins à croire que tout ce que nous disons manque totalement de crédibilité, spécialement si vos arguments sont à base d'images.

En fait, un retard même de 24 heures est essentiellement aussi dévastateur qu'un retard de 70 heures. Il est étonnant que l'armée n'ait pas montré à la presse ses images d'« avant » dès qu'elle a appris que les images d'« après » de l'ennemi avaient été postées sur le web, ou au moins dès qu'elles ont été approuvées en vue de diffusion comme n'affectant pas la sécurité des troupes, en supposant que la sécurité était la justification du retard (bien qu'il ne soit pas évident que ces images aient eu tellement d'importance en matière de sécurité.) Et si des considérations de sécurité étaient la raison pour le retard de diffusion de ces images, il est difficile de comprendre pourquoi un délai de 24 heures aurait été nécessaire avant de montrer ces images à la presse. Après que ces images « après » apparurent sur le web, l'obtention de l'approbation de sécurité pour la diffusion des images « avant » est devenue une tâche cruciale, en fait, une tâche vitale, en liaison avec notre mission. Il ne s'agissait pas de diffuser

ces images pour faire plaisir à la presse. Il s'agissait de contrer une propagande qui pouvait nous faire beaucoup de mal, particulièrement dans le monde arabe.

Étant donné que ce briefing a eu lieu à Washington, les journalistes qui ont posé des questions n'étaient pas ceux qui avaient couvert l'événement proprement dit. Le corps de presse du Pentagone est généralement bien informé quant aux affaires militaires, mais il n'est pas nécessairement au courant des détails de chaque histoire, en particulier si ses membres n'avaient pas été chargés de la couvrir. Un briefing au Pentagone signifiait que les journalistes présents n'étaient pas vraiment au courant des différentes allégations, et ils ne connaissaient pas les questions qui pourraient déterminer la validité des affirmations américaines maintenant que l'armée était en mesure de justifier ces affirmations avec des preuves. Les personnes qui avaient assemblé les documents présentés lors du briefing, quant à elles, étaient sur le terrain, à des milliers de kilomètres de là, et à plusieurs niveaux hiérarchiques de celles qui étaient présentes lors du briefing. Toutes les questions approchant un certain degré de détail firent dérailler le briefing et l'argument de l'armée – tout comme le fondement de sa crédibilité – fut affaibli chaque fois que la personne faisant le briefing a été contrainte de dire aux journalistes (comme cela aurait dû être totalement prévisible), « Nous n'étions pas là, mais nous serons heureux d'obtenir une réponse à votre question plus tard. »

Par exemple, l'échange suivant a eu lieu :

Q : Monsieur le Ministre, hier, quand vous avez fait un discours au War College, vous avez donné aux États-Unis une mauvaise note en ce qui concerne la performance américaine dans la guerre des idées. Et je pense que nous avons peut-être ici un exemple de situation utilisée par l'ennemi pour triompher, en transformant un événement militaire en une question de mosquée. . . . Comment décririez-vous le problème et comment y remédieriez-vous ?

RUMSFELD : Je pense que c'est une question difficile – c'est certain. Ce n'est vraiment pas facile. Quand quelque chose arrive, les gens contre lesquels nous nous battons sont vicieux, et ils mentent. Et ils ont des spécialistes pour contacter les médias,

ils planifient ce qu'ils font, ils planifient comment ils vont manipuler la presse, et ils sont rapides à cet égard. Et il n'y a pas de pénalité pour cela. En fait, il n'y a que des avantages, parce qu'un mensonge a déjà fait le tour du monde tandis que, comme on dit, « la vérité est encore en train de mettre ses chaussures ». Notre tâche est de déterminer ce qui s'est vraiment passé. Et cela signifie que nous devons sortir et parler aux gens, et cela prend du temps, cela peut prendre 24 heures, 48 heures, le temps qu'il faut. Et il se peut qu'en fin de compte – dans certains cas, il peut falloir plusieurs semaines pour comprendre ce qui s'est vraiment passé.

Et, tout simplement, c'est très difficile. Voilà où nous en sommes, au 21^e siècle, avec tous ces moyens de communication et d'information faisant la course autour du monde, et c'est donc une chose très difficile à faire.

Et il est clair que le Gouvernement des États-Unis n'en est pas encore au point où il serait aussi rapide, et habile et adroit que son ennemi qui est parfaitement capable de mentir, et qui peut afficher ses mensonges où que ce soit dans le monde, et qui n'est pas pénalisé pour ses mensonges. En réalité, il a même été récompensé, parce que beaucoup de gens ont lu ses mensonges et les ont crus. [*Sic*]

Et il faut des semaines et des semaines par la suite pour déterminer ce qui est réellement arrivé. Ce que je veux dire, c'est que je n'ai connu que ce matin les détails dont Pete vient de vous parler ici – et lui non plus n'était pas au courant d'ailleurs. Et... je ne connais pas de solution pour ce problème. . . .³¹

Et pourtant les informations qui furent utilisées lors de ce briefing avaient été disponibles depuis plusieurs jours ; s'il y avait eu du retard, c'était en conséquence de la décision d'organiser ce briefing à Washington. Il se peut qu'il ait fallu 24 ou 48 heures pour que l'information remonte jusqu'au Pentagone, mais les gens sur le terrain auraient été prêts à conduire un briefing à l'intention de la presse presque immédiatement. Pourquoi une telle attente ? Quel a été l'avantage d'organier le briefing à Washington ? Les informations présentées à ce briefing n'ont évidemment pas

été améliorées. Apparemment, elles n'ont subi absolument aucune modification. La qualité du briefing proprement dit n'a certainement pas été améliorée. Malgré leur rang élevé, les personnes qui se sont succédées au podium n'ont pas été en mesure de répondre aux questions les plus difficiles parce qu'elles ne connaissaient pas la situation sur le terrain :

Q : Général, pourriez-vous clarifier quelque chose ? Le minaret – le bâtiment avec le minaret qui était à l'intérieur de l'enceinte, est-ce que des gens ont été tués dans ce bâtiment ? Et si c'est le cas, étaient-ils armés ?

RUMSFELD : Vous avez vu les photos des armes dans ce bâtiment.

Q : Oui, je sais. Mais le général a aussi dit que les tirs venaient de l'extérieur de l'enceinte et –

PACE (Général Peter Pace, CJCS) : Il y a eu des tirs depuis l'intérieur de l'enceinte. Je ne peux pas vous dire s'il y avait réellement quelqu'un dans le minaret qui tirait ou non. Je peux vous dire que le minaret était à l'intérieur de l'enceinte, dans ce grand rectangle que vous voyez dans le coin de la photo. C'était la zone ciblée. On ne savait pas qu'il y avait un minaret là-bas, près de l'entrée ; il a été découvert une fois arrivé là-bas. Tout ce que je veux dire, c'est qu'il y avait un minaret, il y avait une salle de prière à l'intérieur de l'enceinte. Mais toutes les autres choses que je vous ai montrées étaient à l'intérieur de l'enceinte. Qu'elles aient été retirées de la salle de prière ou du minaret, il faudrait que je me renseigne à ce sujet. Je ne connais pas ces faits.

Q : Savez-vous si des gens ont été tués dans la salle de prière ?

PACE : Je ne le sais pas.

Q : Parce que cela semble être le cœur du problème.

PACE : Je ne sais pas. Nous allons nous renseigner. Je ne connais pas la réponse à cette question.

Et ensuite :

Q : Est-ce que sont les Américains, ou est-ce que ce sont seulement les Irakiens, qui ont engagé les combattants ennemis ? Savons-nous cela ?

RUMSFELD : Je pense que les gens sur le terrain ont répondu à cette question hier ; vous devriez le leur demander. Ils ont donné beaucoup d'informations utiles, selon moi.³²

Conclusion

En partie, la raison pour laquelle il est difficile de répondre à de tels incidents est que la presse a tendance à en faire état en termes de « il a dit, elle a dit ». En d'autres termes, quand il y a un désagrément en ce qui concerne ce qui s'est produit, la presse fait tout ce qu'elle peut pour éviter de prendre parti sur ce qui s'est passé ou sur ce qui pourrait s'être passé, ou même pour éviter d'avoir à dire ce qui semble avoir le plus de crédibilité à cet égard. Cependant, il s'agit de désaccords quant aux preuves, et les preuves peuvent être jaugées et évaluées afin de donner au lecteur une certaine impression en ce qui concerne quel argument semble le plus convaincant.

NBC diffusa un reportage le lendemain du jour où cette chaîne de télévision avait montré la vidéo d'Al Jazeera qui semblait se rapporter à l'attaque à l'explosif improvisé contre les Marines – par le même journaliste – sur les efforts de l'armée visant à neutraliser la propagande de l'ennemi. Voici le texte complet de ce reportage :

Eh bien, à l'approche des élections et comme le carnage ne semble pas donner de signes de ralentissement, les forces armées américaines ici doivent mener une autre guerre. IL s'agit de la guerre des médias, et, jusqu'à présent, c'est l'armée américaine qui est sur la défensive.

Des soldats américains et irakiens ont occupé Ramadi aujourd'hui, pour essayer de contrôler le reste de la province d'Al Anbar avant le vote du 15 décembre. Les premiers bulletins de vote pour les élections nationales cruciales sont arrivés, mais il y a eu aussi un regain de violence, beaucoup d'attaques étant accompagnées par ce que certains experts qualifient d'arme principale des insurgés – des vidéos, montrant souvent de puissantes images de qualité élevée qui sont diffusées sur des chaînes de télévision arabes telles qu'Al Jazeera ou sur des sites Internet sur le Web qui sont associés à des groupes tels qu'Al-Qaeda en Irak, qui est dirigé par Abu Musab al-Zarqawi.



Sean P. Houltham, TSGT U.S. Air Force.

Le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le CJCS General Peter Pace, CJCS, répondent à des questions pendant une conférence de presse au Pentagone, le 28 mars 2006.

Les salves les plus récente comprennent ces images troublantes qui ont été diffusées samedi par Al Jazeera sur ce que les insurgés qualifient d'attentat à l'explosif improvisé au bord d'une route contre une patrouille de Marines américains en dehors de Fallujah, faisant 10 victimes. Des responsables de l'armée américaine ont dit que cette allégation était fausse. Selon le Commandement américain, un reportage basé sur cette vidéo non authentifiée montrant des terroristes armés affirmant que les insurgés d'Al-Qaeda ont pris le contrôle de la ville de Ramadi est également faux.

ALSTON (Général Donald Alston, porte-parole des forces armées des États-Unis : c'est de la désinformation. C'est simplement la tactique utilisée pour intimider le peuple irakien et lui faire peur.

MACEDA : C'est juste de la propagande très adroite, déclarent les responsables de l'armée américaine, qui vise à compenser le désavantage militaire des insurgés sur

le champ de bataille. Aujourd'hui, l'armée américaine a affirmé qu'elle faisait de grands progrès contre les insurgés sur le terrain mais a admis que la guerre des médias est loin d'avoir été jouée.³³

...la presse américaine continue de diffuser des vidéos des groupes d'insurgés et de terroristes sans faire l'effort de communiquer les faits présentés par l'armée ou les raisons qu'elle peut avoir pour rejeter la propagande de l'ennemi.

Ce que ce reportage n'indique pas, c'est que l'armée américaine est « sur la défensive » parce que la presse américaine continue de diffuser des vidéos des groupes d'insurgés et de terroristes sans faire l'effort de communiquer les faits présentés par l'armée ou les raisons qu'elle peut avoir pour rejeter la propagande de l'ennemi. Le simple fait de diffuser des informations que l'armée qualifie de propagande *comme étant* de la propagande ne risque pas de convaincre le public, tout particulièrement parce que l'image est toujours plus puissante que les mots, et parce qu'aucune raison convaincante n'est donnée pour rejeter les images.

Les images sont émotionnelles, viscérales, et leur impact est instantané. Par opposition, les mots sont reçus et interprétés de façon linéaire, et nous sommes toujours beaucoup plus préparés à répondre à des mots.³⁴ Les mots n'auront jamais aucune chance face aux images.

L'armée doit s'efforcer de répondre à des images par des images dans la mesure du possible, et elle doit garder présent à l'esprit le fait que, à l'âge du numérique, tout semblant de l'ancien « cycle d'information » a été complètement oblitéré. Depuis le début de l'opération appelée « la Déferlante » [Surge] – et l'application de la

nouvelle doctrine de lutte contre l'insurrection – le soutien du public pour la guerre en Irak a commencé à rebondir. Il ne fait aucun doute que la réduction du taux des pertes explique dans une large mesure ce renversement de tendance dans l'opinion, mais les porte-paroles des forces armées ont également été plus visibles (pendant les périodes où les chaînes de télévision ont fait l'effort de couvrir la guerre), et des commandants sur le terrain, jusqu'au niveau des compagnies, et même des officiers de haut rang, sont maintenant beaucoup plus prêts qu'avant à faire des commentaires sur les événements. Comme preuve du bien-fondé des déclarations des responsables des forces armées, des produits visuels sont présentés à la presse beaucoup plus rapidement qu'avant. Il semble logique de supposer que ces changements ont pu jouer un rôle dans ce changement de l'opinion publique. Cette possibilité mérite sans aucun doute une analyse complémentaire, parce qu'en raison du coût très faible de la dissémination de mensonges pour les insurgés et de la rentabilité élevée de l'investissement, il n'y a guère de raisons de croire que nous avons vu la fin d'une telle stratégie. **MR**

NOTES

1. COL Kenneth Tovo, interview par l'auteur, Fort Carson, Colorado, 21 septembre 2006.

2. LTC Sean Swindell, interview par l'auteur, Fort Carson, Colorado, 21 septembre 2006.

3. Voir Daniel Kimmage et Kathleen Rudolfo, *Iraqi Insurgent Media: The War of Images and Ideas* (Washington, DC : un reportage spécial de Radio Free Europe/Radio Liberty, 2007).

4. Voir par exemple les recherches de Laura Mansfield, disponibles à <www.lauramansfield.com>, ou les recherches d'Evan F. Kohlmann, disponibles à <www.globalterroralert.com>.

5. Voir par exemple, « Internet Jihad: A World Wide Web of Terror », *The Economist*, 12 juillet 2007, disponible à <www.economist.com/world/display-story.cfm?story_id=9472498>, 22 juillet 2007.

6. LTC Terry Guild, interview par l'auteur, responsable d'opérations dans le domaine de l'information, MacDill AFB, Tampa, Floride, 15 août 2006.

7. Par exemple, voir le briefing du Président du MEMRI Institute, Yigal Carmon, à Capitol Hill le 19 juillet 2007, sur les sites web islamistes. Lors de cette présentation, il a déclaré que ces sites avaient deux objectifs : réponse à des besoins opérationnels, comme de la formation, et endoctrinement. Voir « The Enemy Within: Where Are the Jihadist/Islamist Websites Hosted and What Can Be Done About It? », MEMRI Inquiry and Analysis Series, N° 374, 19 juillet 2007, disponible à <<http://memri.org/bin/latestnews.cgi?ID=IA37407>> (21 juillet 2007).

8. Guild, interview par l'auteur. « L'un de leurs objectifs est de nous chasser d'Irak, et ils pensent qu'en faisant cela ils encourageraient plus de gens à s'associer à leur cause, à imposer la loi islamique dans ce pays et à étendre le Califat depuis leur base irakienne. . . ils se réfèrent toujours à l'abandon du Vietnam par les États-Unis. Et s'ils peuvent exercer suffisamment de pression sur l'opinion à l'intérieur des États-Unis et montrer ces chiffres de victimes insupportables, [ils pensent] que nous finirons par ramasser nos affaires et nous en aller. »

9. Tovo, interview par l'auteur.

10. Les Tchéchènes ont été les premiers à utiliser cette tactique, cela ne fait aucun doute, mais à une époque où l'Internet était encore jeune – et n'aurait sans aucun doute pas encore été disponible dans une région telle que la Tchétchénie. Ils produisirent des long-métrages qu'ils faisaient ensuite parvenir en Russie. IntelCenter, « The Evolution of Jihadi Video (EJV) », v. 1.0, 11 mai 2005, 4, <www.intelcenter.com>.

intelcenter.com/EJV-PUB-v1-0.pdf> (8 juin 2006). Ils avaient essentiellement une idée qui était quelque peu en avance de la technologie de l'époque. Aujourd'hui, les images d'attaques sont téléchargées sur le web en segments vidéo individuels presque immédiatement, ce qui est une proposition très différente si vous pensez à quel point cette documentation peut intéresser la presse.

11. Susan B. Glaser et Steve Coll, « The Web as Weapon: Zarqawi Intertwines Acts on Ground in Iraq with Propaganda Campaign on the Internet », *The Washington Post*, 9 août 2005, <http://web.lexis-nexis.com.libproxy.lib.unc.edu/universe/document?_m=b9d74f52e88e19e8531bae8bae901a31&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=973034f5f87f54c5c2f367909c698ccb> via Lexis/Nexis Academic, (1^{er} juin 2007).

12. David J. Kilcullen, « New Paradigms for 21st Century Conflict », *eJournal U.S.A.*, <<http://usinfo.state.gov/journals/itps/0507/ijpe/kilcullen.htm>>, (21 juin 2007).

13. Guild, Interview par l'auteur.

14. La télévision fait souvent référence à des affirmations faites par ces groupes sur des sites web islamistes, ce qui signifie que le public doit savoir que les médias visitent régulièrement ces sites, mais ce n'est pas du tout la même chose que de discuter la pratique consistant à les utiliser comme sources de produit visuel traité comme si un tel produit provenait directement des photographes de presse. Il n'y a parfois aucune indication de la provenance des images, mais le fait est que toutes les six chaînes de télévision ont téléchargé de tels segments et les ont utilisés de cette façon de façon assez habituelle.

15. L'argument selon lequel le fait de laisser en place les éléments graphiques que les groupes eux-mêmes ont pu mettre en superposition sur le métrage est suffisant ne semble pas convaincant étant donné que peu d'Américains lisent l'arabe. Pour beaucoup de ces vidéos, cela ne sera pas une indication suffisante étant donné que – probablement à dessein – ces vidéos imitent le format utilisé par les chaînes de télévision elles-mêmes. Par exemple, elles utilisent des bandes défilant lentement au bas de l'écran. Comme le logo de tels groupes est soit trop petit pour voir clairement, soit inconnu de la plupart des Américains, les éléments graphiques eux-mêmes donneront au téléspectateur l'impression que ce qu'il voit a été filmé directement par une chaîne de télévision en langue arabe légitime. Pour la même raison, le fait de laisser, comme certaines chaînes américaines le font, le logo de la source secondaire – souvent celui du Site Institute – n'est pas non plus une solution satisfaisante, parce que très peu de non-spécialistes savent que le Site Institute est une source de vidéos d'insurgés. Cependant, les chaînes de télévision ont parfois eu recours à une autre technique : elles laissent les éléments graphiques en place, ainsi que la bande son, mais elles en baissent le volume de façon que la voix du journaliste puisse être entendue par-dessus, ce qui est excellent parce que les sélections musicales qui accompagnent les images indiquent clairement que le reportage ne provient pas de médias conventionnels.

16. Ben Venzke, « Jihadi Master Video Guide (JMVG) v1.1 », 18 mai 2006, IntelCenter (Alexandria, Virginie), <www.intelcenter.com/JMVG-V1-1.pdf> (16 juin 2007).

17. Ils n'ont pas expliqué clairement à qui ils avaient parlé au sein de l'armée, disant simplement que : « L'armée dément. » Charles Osgood, « Al Jazeera Broadcasts Alleged Attack on U.S. Patrol », CBS Sunday Morning, 4 décembre 2005, via Lexis-Nexis Academic, <http://web.lexis-nexis.com.libproxy.lib.unc.edu/universe/document?_m=d6361356adb4a956c77a672563b8b3c2&_docnum=3&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=e2908a6a0b275e544c871e98b49f8a2e> (21 juillet 2007).

18. Interview du COL David Lapan, Directeur adjoint, Marine Public Affairs, 25 août 2006. À l'époque, le COL Lapan était le porte-parole officiel pour IIMEF Forward, et il aurait été au courant d'une enquête de NBC – et il est même probable que c'est lui qui s'en serait occupé directement.

19. Jim Maceda, « Al Jazeera Shows Video of Bombing in Iraq », *NBC Nightly News*, 3 décembre 2005, Lexis-Nexis Academic, <http://web.lexis-nexis.com.libproxy.lib.unc.edu/universe/document?_m=3c8ab0a9300bd83820d7ad88211cabf2&_docnum=2&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=4337f9e099c022a82b4ae983e419dacf> (20 juillet 2006).

20. Multi-National Force West, Public Affairs Office, Camp Fallujah, Irak, « Press Release #05-369, Terrorist Video Claiming to be Attack That Killed 10 Marines is False », 4 décembre 2005, <[www.iimefpublic.usmc.mil/public/InfolineMarines.nsf/DPSByID/DAC2D6A2B8AA3983C32570CD0038CA5A/\\$file/PRESS%20RELEASE_05-369.pdf](http://www.iimefpublic.usmc.mil/public/InfolineMarines.nsf/DPSByID/DAC2D6A2B8AA3983C32570CD0038CA5A/$file/PRESS%20RELEASE_05-369.pdf)> (6 juillet 2006).

21. Rhonda Schwartz et Maddy Sauer, « Dead U.S. Soldier in Anti-War Video 'Alive and Well' », Blotter, *ABCNews.com*, 8 janvier 2007, <http://blogs.abcnews.com/theblotter/2007/01/dead_us_Soldier.html>, 2 mars 2007.

22. LTC Edward Loomis, Division Public Affairs Officer, 101st Airborne Division, interview par l'auteur (par téléphone), 9 février 2007.

23. Ibid.

24. Ibid.

25. Lisa Myers, « Islamic Extremist Web Sites Using Fake Video Footage to Present an Anti-American View on the War in Iraq », *NBC Nightly News*, 7 juin 2007, via Lexis-Nexis Academic, <http://web.lexis-nexis.com.libproxy.lib.unc.edu/universe/document?_m=434fc9ce0ad82e9ec7d643895772474e&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=23056fe88ad2f6ceffa737ea43d6df04> (21 juillet 2007).

26. Lapan, interview par l'auteur.

27. Guild, interview par l'auteur.

28. Lapan, interview par l'auteur.

29. Kimmage et Rudolfo affirment cependant (*Iraqi Insurgent Media*, 2007) que les producteurs indépendants ont été découragés au moins par les groupes irakiens les plus importants.

30. MAJ Chris Smith, Officier en charge d'opérations, U.S. Army 10th Special Forces Group, (A), interview par l'auteur, 21 septembre 2006, Ft. Carson, Colorado.

31. Donald Rumsfeld, Secrétaire à la Défense, et Général Peter Pace, USMC, Président de l'État-major interarmes, briefing ordinaire du Département de la Défense, 28 mars 2006, Pentagon Briefing Room, Arlington, Virginie, Federal News Service, via Lexis-Nexis Academic, <http://web.lexis-nexis.com.libproxy.lib.unc.edu/universe/document?_m=6684e9e894ebb90d237a4b46ea8b3e29&_docnum=2&wchp=dGLzVtz-zSkVA&_md5=a434f3765a2017240b0c896072e6076f> (14 juillet 2007).

32. Ibid.

33. Jim Maceda, « More Bloodshed Expected as Elections Draw Closer in Iraq », 4 décembre 2005, *Sunday Today*, Lexis-Nexis Academic, <http://web.lexis-nexis.com.libproxy.lib.unc.edu/universe/document?_m=3c8ab0a9300bd83820d7ad88211cabf2&_docnum=1&wchp=dGLbVtz-zSkVA&_md5=19a2eedb52ba827a033a87f63bc88ef6> (20 juillet 2006).

34. Voir, par exemple, Cori Dauber, « The Shot Seen 'Round the World: The Impact of the Images of Mogadishu on American Military Operations », *Rhetoric and Public Affairs*, 4 (Hiver 2001): 653-88.

L'auteur voudrait remercier les personnes suivantes pour leur aide avec cet article. Le Colonel Stanley Taylor (en retraite) et Kenneth Tovo (qui était alors Colonel) ont été assez aimables pour me permettre de visiter Fort Carson afin de m'y entretenir avec des officiers du 10e Groupe des Forces spéciales (A). Le Commandant Mark McCann, qui était alors membre du 10e Groupe, a joué un rôle clé pour m'aider à organiser cette visite ; sa connaissance du sujet, et en particulier sa compréhension de l'importance de l'Opération Valhalla, m'ont été extrêmement précieuses. Le Colonel David Lapan, U.S. Marine Corps ; les Colonels Joseph Kilgore et William Darley (en retraite) ; et la Capitaine Karla S. Owen ont été assez aimables pour relire et commenter les versions préliminaires de cet article. Je me suis entretenue avec un certain nombre de personnes pour ce projet, soit en tête à tête, soit par téléphone, et cette recherche n'aurait tout simplement pas été possible s'ils n'avaient pas tous accepté de me consacrer du temps pour répondre à mes questions. Les recherches pour ce projet ont été rendues possibles par le Ken and Mary Lowe Faculty Excellence Fund du Department of Communication Studies de University of North Carolina.

La Création d'un Leader : Dwight D. Eisenhower

Colonel Robert C. Carroll, retraité de l'Armée des États-Unis

Ayant étudié pendant longtemps le concept de leadership, l'auteur a un souvenir personnel du « Général ». Son père, Paul T. Carroll, travailla pour Ike en 1945–48 au Pentagone, en 1951–52 à l'OTAN, et en 1953–54 à la Maison Blanche (les deux premières années de la présidence d'Ike). Quelques souvenirs de l'auteur sont présentés dans les pages suivantes.

Si les moulins de Dieu moulent lentement et très finement, les moulins du Ministère de la Guerre moulent pour rien.

—Dwight D. Eisenhower, *Celui que je Fus : Souvenirs de Guerre et de Paix.*

L'HISTOIRE DE LA vie de Dwight David Eisenhower comme général et président est bien connue. Moins connue est l'histoire de la façon dont Ike, en tant que jeune officier, fut affecté à des postes dégradants que beaucoup pourraient considérer comme des "culs de sac" de carrière mais qui plus tard lui rapportèrent beaucoup d'honneurs.

Cet essai biographique examine sa carrière formatrice sous forme d'analyse du parcours d'Ike, avec ses hauts (et ses bas) dans les grades. Ce document est écrit en vue de montrer comment on un devient leader, en particulier dans l'armée des États-unis. Ma conviction est qu'on ne naît pas leader, on le devient (mais ceci est un vieux débat). Pour aller plus loin dans cet argument, la vie d'Eisenhower nous montre que les grands leaders ne sont pas seulement créés, ils se créent eux-mêmes.

Voici donc l'histoire de la manière dont Ike a développé ses propres connaissances professionnelles et ses qualités de leader tout au



(NARA)

Le Général Dwight D. Eisenhower, Commandant en Chef des Alliés, dans son quartier général au théâtre des opérations européennes. Il porte l'insigne à 5 étoiles du grade nouvellement créé de Général de l'Armée, Février 1945.

long de sa carrière. Elle pourra éventuellement inspirer les officiers de l'armée recevant une affectation qui n'est pas traditionnellement reconnue comme la voie la plus sûre vers le plus haut grade.

1890–1911 : Les premières années (jusqu'à 20 ans)

David Dwight Eisenhower naquit à Denison, Texas, le 14 Octobre 1890. Sa mère inversa ses deux prénoms pour qu'il s'appelle Dwight

Le Colonel Robert C. Carroll, Retraité de l'Armée américaine est un conseiller en développement du leadership et en changement culturel corporatif. Le Colonel Carroll est titulaire

B.S. de l'Académie Militaire des États-unis, d'un M.A de Northwestern University et d'un M.P.A. d'Auburn University. Il est aussi diplômé de l'Air Force Command and Staff College.



NARA

Camping sur le fleuve Smoky Hill, en 1904 environ, Dwight devant au centre.

David, nom qu'il garda toute sa vie. La famille déménagea à Abilene, au Kansas, quelques années plus tard. Par ses parents, Ike était de tradition mennonite et témoin de Jéhovah, et ce fut inhabituel et difficile pour cette famille religieuse et pacifique de voir l'un de ses sept fils décider de devenir soldat.

À l'école, Ike brillait en mathématiques et en anglais, mais avait une passion particulière pour l'histoire, qu'il étudiait à la maison. Sa mère avait une grande bibliothèque qu'elle tenait sous clef, mais Ike trouva la clef. Il appréciait particulièrement l'histoire ancienne. L'étude des guerres puniques entre les Carthaginois et les Romains l'aidera plus tard en Afrique du Nord et en Italie durant la Seconde Guerre mondiale. Son héros était Hannibal, célèbre pour avoir traversé les Alpes avec ses éléphants,

Comme tout jeune homme postulant pour entrer à l'école militaire, Ike avait reçu une lettre d'un bureau d'un membre du congrès signée par un secrétaire. Cette signature l'avait tellement offensée que plus tard il refusa que quiconque signe son nom. À l'époque où Ike était Chef d'état major de l'Armée, mon père, qui était chargé de sa correspondance, comprit son style d'écriture ce qui rendit beaucoup plus facile la signature des centaines de lettres quotidiennes d'Ike.

ce qu'Ike réitérerait plus tard à sa propre manière. Il était un fin tireur au pistolet, habile avec ses poings et une vedette de baseball et de football. En d'autres termes, c'était un excellent candidat pour West Point.

1911–1915 : Cadet à West Point (20–24 ans)

Eisenhower entra dans l'Armée de Terre presque par hasard. Son meilleur ami, Swede Hazlett, l'avait convaincu de postuler dans les écoles militaires. À cette époque, il y avait juste un examen d'entrée à la fois pour l'Académie de Marine et l'Académie Militaire. Swede intégra Annapolis, tandis qu'Ike entra à West Point. Ike resta proche de Hazlett et continua à correspondre avec lui tout au long de leurs carrières. Lorsqu'il était président, il assista aux funérailles de ce capitaine de Marine en retraite ; une illustration de la manière dont Ike développait et conservait des amitiés éternelles.

À West Point, Ike était un bon joueur de football, jouant comme demi et arrière-ligne, et reconnu dans le *New York Herald* pour un «essai spectaculaire». En deuxième année, lors d'un match contre les champions nationaux universitaire de 1912, les Carlisle Indians, de Pennsylvanie, Ike plaqua le légendaire Jim Thorpe. Malheureusement, une blessure au genou empêcha Ike de jouer dans l'escouade les deux années suivantes et faillit lui coûter sa commission. Il était un excellent boxeur et portait le grade des couleurs de sergent. Excellent écrivain, Ike fut le 10^{ème} de sa classe en anglais de première année. Il fut diplômé à l'âge de 24 ans, 61^{ème} au niveau scolaire et 125^{ème} au niveau des démerités sur les 164 cadets de la promotion de 1915. C'était la promotion des vedettes : un cadet sur trois devint officier général. L'obtention du diplôme d'Ike intervint un an après le début de la Grande Guerre en Europe, mais à sa grande déception, il n'y participa pas.

1915–1916 : Sous-lieutenant (24–25 ans)

À Fort Sam Houston, au Texas, en plus de courtiser et d'épouser Mary (Mamie) Geneva Doud, Ike assumait les obligations courantes d'un nouveau lieutenant dans son régiment,

Mes parents reçurent Ike et Mamie chez nous en au moins une occasion dont je me rappelle, et je me souviens avoir regardé des westerns avec Ike et quelques autres "mômes" du personnel, tous en pyjama, y compris Ike. Plus tard, je fis une visite de courtoisie à Ike, à Gettysburg, à mon retour du Vietnam en 1967 en tant que capitaine. Je me souviens que je m'inquiétais de la façon de saluer et de me présenter à l'homme et que je me demandais si mes rubans étaient correctement placés. J'aurais dû lui demander de me parler de mon père. Je me souviens d'Ike tout simplement comme d'un gentleman agréable au sourire remarquable.

le 19^{ème} d'Infanterie. Selon les témoignages, il brillait également au poker. Celui qui allait devenir son beau-père mit fin à son désir de voler avec la section de l'aviation des Signal Corps, qui allait devenir les Air Corps, jugeant cette position « trop dangereuse ». (Cependant, alors qu'il était aux Philippines, en 1937, Ike prit des cours de vol et vola en solo.) Sa fascination précoce pour l'aviation était semblable à son intérêt ultérieur pour les blindés alors que ces deux moyens de guerre en étaient à leurs balbutiements.

Les paroles d'une ancienne chanson militaire "Benny Havens" "*Dans l'armée la sobriété existe, mais la promotion est très lente* " ne

Tout comme Ulysses S. Grant, qui était officier d'intendance pendant la guerre mexico-américaine, Ike acquit les leçons cruciales de logistique en tant qu'officier subalterne.

s'appliquaient *pas* à l'époque d'Ike. La sobriété existait peut-être (ce qui est peu probable), mais les promotions étaient très rapides: il fut promu au grade de premier lieutenant en 1916, capitaine en 1917, et major en 1918. Il est intéressant de noter que George S. Patton, de la promotion de West Point de 1909, et

sous-lieutenant pendant sept ans, fut également promu lieutenant, capitaine, et major aux cours des mêmes années qu'Ike. Ike et Patton furent également tous deux promus au grade de lieutenant-colonel en 1918.

1916–1917 : Sous - Lieutenant (25–26 ans)

Ike demanda à participer à l'expédition punitive, au Mexique, du général "Black Jack" Pershing, mais ne fut pas accepté. Ce n'est pas la dernière fois où il aura du mal à rejoindre « le son des canons ».

Son affectation en tant qu'inspecteur général au 7^{ème} Régiment d'Infanterie de l'Illinois, cantonné sous la tente au camp Wilson, près du Fort Sam Houston, donna à Ike l'occasion unique d'observer de visu les capacités et les limites des unités de la Garde Nationale. Avec l'assentiment du colonel du régiment, le jeune lieutenant Eisenhower devint pleinement responsable de la formation et de l'administration de l'ensemble du régiment.

Il occupa ensuite le poste de prévôt au Fort Sam Houston, le principal officier responsable de l'application de la loi, ce qui lui permit de découvrir les questions disciplinaires. Ensuite, Ike fut assigné en tant qu'officier logistique du 57^{ème} Régiment d'Infanterie, de nouveau à Camp Wilson. Le 57^{ème} régiment grandit d'un petit corps d'officiers sans casernement, ni tentes, ni équipement à un campement imposant de plus de 3000 soldats. Comme Ulysses S. Grant, qui était officier d'intendance durant la guerre américano-mexicaine, Ike assimila les leçons cruciales de la logistique, en tant qu'officier subalterne.

1917–1918: Capitaine (26–27 ans)

Ike créa un programme et enseigna aux candidats à la fonction d'officier d'infanterie en stationnement au Fort Oglethorpe, en Géorgie, et plus tard forma des lieutenants nouvellement stationnés à Fort Leavenworth, dans le Kansas. Bien que ces missions n'aient rien eu à voir avec les combats dans les tranchées en France, elles lui permirent non seulement de développer les caractéristiques essentielles exigées des jeunes officiers pour devenir des leader, mais aussi d'apprendre à les enseigner. Malgré sa contribution



NARA

Lieutenant Colonel Dwight D. Eisenhower, 1919

significative à l'effort de guerre, il ne pouvait pas s'empêcher de ressentir qu'il restait en marge du plus grand événement de sa vie susceptible de développer une carrière. Le capitaine Eisenhower se porta tellement de fois volontaire pour aller au combat pendant la Première Guerre mondiale qu'il en fut même réprimandé.

1918 : Commandant (27 ans)

Affecté au 65^{ème} corps d'Ingénieurs à Camp Meade, dans le Maryland, Ike faisait partie du 301^{ème} Bataillon de blindés, nouvellement formé. C'était sa première véritable expérience avec des chars. On lui demanda alors d'établir le Camp Colt, sur le champ de bataille de la Guerre civile de Gettysburg, en Pennsylvanie. Sous sa direction, le Camp Colt passa du stade de simple idée à un camp accueillant le corps des blindés naissant de l'Armée de Terre, soit environ 10 000 hommes. Nous pouvons imaginer que les leçons ainsi apprises portèrent des fruits immenses lors de l'organisation des zones de rassemblement en Grande-Bretagne, au cours de la période précédant le débarquement.

1918–1920 :

Lieutenant-Colonel (27–29 ans)

Ike fut promu au grade de lieutenant-colonel au Camp Colt le 14 octobre 1918 (le jour de son 28^{ème} anniversaire et seulement 3 ans après être sorti de West Point) avec l'ordre d'aller en Europe comme commandant des blindés. Moins d'un mois plus

tard, cet ordre de déploiement fut toutefois annulé en raison de l'armistice.

Ike connu une expérience à petite échelle, mais douloureuse, de ce que représente le retrait d'une armée entière. Il déplaça son unité à Fort Dix, dans le New Jersey, et démobilisa 80 pour cent des soldats avant d'emmener le reste des troupes régulières en train à Fort Benning, en Géorgie. Ike mit à profit cette expérience après la Seconde Guerre Mondiale, quand — en tant que chef d'état-major de l'Armée de Terre — il dirigea un retrait beaucoup plus massif.

En 1919, Ike eu une opportunité inhabituelle : il devint observateur pour un convoi motorisé transcontinental. Le premier jour, ils parcoururent seulement 47 miles (environ 75 km) en sept heures environ avec trois panes. La traversée entière des États-Unis prit plusieurs mois, faisant une moyenne de

Au sujet de sa santé en général, Ike était un très bon athlète au collège ; un officier robuste et en forme à Fort Sam Houston—il remporta un pari en grimant sur le hauban jusqu'au mât du drapeau, à la seule force des mains, sans utiliser les pieds ; et il était très bon cavalier et fit de la compétition au Panama. Ses photographies, même à la fin de sa vie, montrent un homme en pleine forme, bien qu'il ait été un fumeur acharné, particulièrement pendant la guerre. Il apprit à peindre, sur la suggestion de Churchill, pour l'aider à se relaxer, et développa plus tard un amour pour le golf.

Le Président Ike souffrit d'une crise cardiaque le 20 septembre 1955 alors qu'il était en vacances à Denver, dans le Colorado. Il se trouve que mon père avait été soigné un an et demi plus tôt d'une maladie de cœur et eut une crise cardiaque fatale en septembre 1954. Son docteur à l'Hôpital Walter Reed était Paul Dudley White. Quand Ike eut sa crise cardiaque un an plus tard, White était également son docteur. Pourvu de cette expérience et de cette relation, le docteur fut en mesure d'aider Ike à survivre à sa crise cardiaque. White est connu dans les milieux médicaux comme l'un des cardiologues éminents de son époque, célèbre, parmi d'autres réussites, pour avoir sauvé la vie d'Ike en le soignant par des moyens qui sont aujourd'hui pratique courante.

moins de 9,5 km/h. Ce précieux exercice appris à Ike comment gérer la tâche monumentale de coordination des mouvements de troupes et de ravitaillement pendant la Seconde Guerre Mondiale. Cela indiqua également probablement à Ike le besoin urgent du pays à disposer de meilleures voies à grande vitesse et inspira sans aucun doute le système des autoroutes interétatiques, qui porte le nom Eisenhower.

Les familles Patton et Eisenhower étaient voisines et les deux hommes devinrent de grands amis.

Ike servit ensuite au Camp Meade aux côtés du Colonel George S. Patton, qui fit partie de la promotion 1909 de West Point, après cinq ans passés dans l'institution. (Si vous ajoutez son année de "rat" à l'Institut militaire de Virginie, Patton mit en réalité six ans pour obtenir sa promotion pour être officier.) Patton avait terminé cinquième au pentathlon pendant les Jeux olympiques de 1912 et était un héros de combat. Ike respectait Patton et son expérience de combat avec des troupes blindées. Les familles Patton et Eisenhower étaient voisines et les deux hommes devinrent de grands amis, chacun appréciant fortement les connaissances militaires et historiques de l'autre.

À Meade, le Lieutenant-colonel Eisenhower commanda la brigade des blindés lourds (Mark VIII) tandis que le Colonel Patton commanda la brigade des blindés légers (Renault). Tous deux s'immergèrent dans la mécanique même de la guerre mécanisée, démontant leurs deux modèles de chars jusqu'au dernier boulon. Ensemble ils réalisèrent des essais avec les chars et développèrent de nouvelles idées sur la manière dont ils devaient être utilisés. S'éloignant de la sagesse traditionnelle du Ministère de la Guerre, ils pensaient qu'il valait mieux utiliser les chars pour créer des percées rapides que pour simplement soutenir l'infanterie à une vitesse de marche. Bien qu'il n'aient eu aucun moyen de le savoir à l'époque, cette affectation en temps

de paix allait conduire à une appréciation pour la guerre des blindés qui serait appliquée plus tard en Afrique du Nord et en Europe et créerait une amitié qui durerait toute la guerre, malgré quelques passages difficiles.

1920: retour au grade de Commandant (30 ans)

Lors de la dissolution des Tank Corps en 1920, Ike et Patton furent tous deux replacés au rang de capitaine, le 30 juin 1920, mais furent promus immédiatement au grade de major :: Patton le 1^{er} juillet 1920 et Ike le 2 juillet 1920. Patton resta major pendant les 14 années suivantes et Ike pendant les 16 années suivantes. Tragiquement, au cours de cette affectation au Camp Meade, la famille Eisenhower perdit son premier fils, Doud (Icky) Dwight, des suites de la scarlatine. Le jeune garçon mourut dans la chambre dans laquelle il avait été placé en quarantaine pendant qu'Ike l'observait par la fenêtre du porche. Cette tragédie hanta Ike jusqu'à sa mort.

Alors qu'ils étaient à Fort Meade, Patton et Ike passèrent une journée avec le Général de brigade Fox Conner, à présenter leurs opinions sur les chars et la guerre de blindés. Conner avait été l'officier opérations de Pershing pendant la Première Guerre Mondiale et était considéré comme l'un des cerveaux de l'Armée, aussi bien qu'un homme d'innovation. Jusque tard dans la soirée, Conner adressa la plupart de ses questions à Ike, qu'il considérait comme le plus perspicace des deux.

Conner fit suivre à Ike un programme de lecture intensif des plus grands penseurs du monde, dont Platon, Nietzsche et Shakespeare.

1922–1925 : toujours Major (31–34 ans)

En 1922, Conner a joué de son influence auprès de son ancien supérieur, le Général John J. Pershing, alors chef d'état-major de l'Armée (CSA), afin qu'Ike soit affecté comme son officier

supérieur (executive officer) à la 20^{ème} Brigade d'Infanterie au Camp Gaillard, au Panama. Mise à part une certaine expérience acquise aux côtés de Patton, Ike n'avait pas bénéficié de la présence d'un mentor jusqu'à son arrivée dans la Zone du Canal. C'est là qu'il trouva un maître. Plus tard dans sa carrière Ike profita d'individus tels que Pershing, MacArthur, Krueger, Marshall et Churchill. Mais Conner fut son premier mentor et le meilleur.

Au cours d'une période de trois ans, Conner fit suivre à Ike un programme de lecture intensif des plus grands penseurs du monde, y compris Platon, Nietzsche et Shakespeare. Ike lut les travaux de tous les grands auteurs militaires, en particulier *Mémoires*, de Grant et *De la Guerre*, de Clausewitz (trois fois). Conner a utilisé la méthode socratique pour développer l'appréciation d'Ike pour la philosophie, l'histoire, la tactique et la stratégie. Conner a aussi inculqué à Eisenhower la notion que le Traité de Versailles rendait une autre guerre inévitable et que ce prochain conflit serait à nouveau une guerre de coalition, mais dans laquelle les États-Unis joueraient un plus grand

Marshall était un véritable découvreur de talents. Il connut mon père, alors Capitaine, durant les Manoeuvres de Louisiane. En décembre 1944, malgré les violentes objections du commandant de division de mon père, le Chef d'état major de l'Armée Marshall demanda au Lieutenant Colonel Carroll de rentrer aux États-unis pour devenir officier chargé de l'information au Pentagone. Après 3½ ans de déploiement à l'étranger (Islande, Angleterre, et France), mon père eut la chance exceptionnelle de travailler pour trois Chefs d'état major de l'Armée successifs et historiques : Marshall, Eisenhower, et Bradley.

rôle. Ainsi au lieu de profiter des belles journées sous les tropiques embaumés du Panama à jouer au bridge et au polo, Ike reçut l'équivalent d'un diplôme universitaire avancé en stratégie et développa également une vision prémonitoire de ce qui se passerait environ 20 ans plus tard.

Le deuxième fils de la famille Eisenhower est né au Panama. John Sheldon Doud, accompagné du reste de sa promotion de West Point, recevrait son diplôme le jour même où son père était en train d'attaquer à

travers la Manche. Incommodée par la chaleur tropicale, les insectes et les chauves-souris, Mamie quitta provisoirement son mari, militaire/étudiant, pour aller rejoindre sa famille à Denver, avec John.

1925–1927 : toujours Commandant (34–36 ans)

À ce stade de sa carrière, Ike releva un remarquable défi politique avec l'aide de son mentor, Conner. Lorsqu'il était officier d'infanterie, Ike n'avait pas été choisi pour intégrer l'École d'Infanterie à Fort Benning, en Géorgie, ou la Command and General Staff School (C&GS) à Fort Leavenworth, dans le Kansas, mais avait au lieu de cela été affecté - contre son gré — à Meade. Pour surmonter ce léger revers, Conner organisa le transfert provisoire d'Ike du corps d'Infanterie au Corps d'Adjudant Général (AG) et lui obtint un poste de recruteur à Fort Logan, au Colorado. Ce travail était alors considéré comme fortement indésirable, mais il était près de la maison de ses beaux-parents, ce qui était bien pour son mariage. Et maintenant qu'Ike faisait partie du Corps d'AG, l'Adjudant général de l'Armée des États-Unis, guidé par Conner, l'envoya au C&GS en utilisant le contingent de cette branche.

Le Chef d'Infanterie dit personnellement à Ike que, du fait qu'il n'était pas allé à Benning, il n'était pas préparé et échouerait à Leavenworth. Mais Conner assura Ike qu'il y excellerait. Ike termina premier de la promotion de 1926 et son camarade d'étude, Leonard T. Gerow— qui deviendrait plus tard son supérieur dans les Plans de Guerre – termina deuxième. Lorsqu'on lui demanda d'approuver la demande d'Ike pour un poste couru d'enseignement au C&GS, le Chef de l'Infanterie opposa son refus. Au lieu de cela il affecta Ike, qui faisait à nouveau partie de l'Infanterie, à Fort Benning, comme entraîneur de football et commandant d'un bataillon d'infanterie, ce qui n'était peut-être pas la meilleure affectation pour le diplômé supérieur du C&GS qui avait commandé un bataillon de blindés environ huit ans plus tôt.

1927-1929 : toujours Major (36–38 ans)

Une fois de plus Fox Conner intervint dans la carrière d'Ike, le faisant affecter à la Commission des Monuments de Guerre Américains, en France.

Bien que cela puisse ressembler, en surface, à un autre écart par rapport à un « bon » plan de carrière, le président de la Commission était le Général des Armées John J. Pershing, récemment retraité. Ce poste donna l'occasion à Ike de

Ike allait atteindre les sommets sans avoir commandé aucune unité militaire supérieure à un bataillon et sans avoir commandé aucune unité au combat.

vivre en France avec sa famille et de parcourir les champs de bataille de la Première Guerre mondiale, découvrant ainsi de visu la guerre qu'il avait manquée et obtenant une expérience précieuse pour celle qu'il ferait bientôt.

En plus d'écrire un guide sur les champs de bataille américains en France, Ike rédigeait les discours de Pershing et l'aida à écrire ses mémoires. Bien que Pershing ait été réputé pour ne pas être un donneur d'ouvrages facile, il offrait parfois quelques éloges à Ike. Les Mémoires de Pershing, *Mes Souvenirs de Guerre*, remportèrent le Prix Pulitzer d'histoire en 1932.

Le Commandant Eisenhower impressionna tellement Pershing qu'il fut même autorisé à s'absenter parfois de son affectation à la Commission des Monuments pour se rendre au prestigieux Army War College, situé à l'époque à Fort McNair, à Washington, DC.

Mais l'évènement le plus fortuit de sa carrière fut peut-être de rencontrer George C. Marshall, alors lieutenant-colonel, et de faire bonne impression auprès de lui. Marshall avait travaillé pour Pershing en tant que planificateur au cours de la Première Guerre mondiale, en tant qu'aide de camp du Chef d'État Major des Armées, et en tant que conseiller principal à la Commission des Monuments. Ike était en présence de ce génie de l'organisation, qui multiplierait plus tard par quarante, sur une période de trois ans, le contingent de l'Armée de Terre et dont la capacité à reconnaître les talents transformerait Ike en célébrité.

Au cours de la Première Guerre mondiale, le Colonel Marshall avait été l'officier planification pour le Général de brigade Conner, qui était le chef des opérations (G3) pour le général Pershing, général de division du Corps Expéditionnaire Américain (AEF), en Europe. Ces trois hommes brillants influencèrent Ike de multiples manières. Et bientôt Ike allait rencontrer un autre homme remarquable, Douglas MacArthur, un héros de guerre très décoré (deux Distinguished Service Crosses, sept Silver Stars, une Distinguished Service Medal et deux Purple Hearts), qui n'était pas fasciné par les « gens de Chaumont », ces militaires qui ne se rendaient jamais au front, contrairement à lui, et qui tiraient leur nom de la ville où se trouvait le quartier général de l'AEF.

Pershing, Conner, Marshall et MacArthur ont un lien intéressant qui en dit long sur la politique intérieure de l'Armée des États-unis. En 1930, Pershing, Général en retraite des Armées recommanda que le Major Général Conner devienne le chef d'état major de l'Armée (CSA), mais le jeune MacArthur fut préféré à Conner. MacArthur et Marshall étaient vraiment des contemporains— MacArthur avait seulement onze mois de plus que Marshall, et Marshall fut nommé (de l'Institut militaire de Virginie), juste 16 mois avant MacArthur (de West Point). Mais en 1930, MacArthur, nove au promu, arborait quatre étoiles, tandis que Marshall ne portait que la feuille de chêne argentée de lieutenant-colonel. Marshall fut finalement nommé colonel en 1933, mais MacArthur refusa de le promouvoir au grade de général de brigade, et ce en dépit de la recommandation du Général Pershing. Ce n'est qu'un an après l'exceptionnellement longue présence (cinq ans) de MacArthur en tant que chef d'état major des armées, que Marshall fut finalement promu Général de brigade (1936). Conner prit sa retraite comme Major Général en 1938. Un an plus tard, Marshall passa de Général de brigade au poste à quatre étoiles de chef d'état major de l'armée. Cinq ans plus tard, en décembre 1944, le chef d'état major des armées Marshall, qui était alors le supérieur de MacArthur et d'Eisenhower, fut promu à cinq étoiles exactement deux jours avant MacArthur et quatre jours avant Ike.

1929–1933 : toujours Commandant (38-42 ans)

Eisenhower revint aux États-Unis au moment au tout début de la Grande Dépression. Il était officier supérieur auprès du sous-secrétaire de la guerre, réalisant, entre autres, une étude au sujet du niveau de préparation de l'industrie américaine à se convertir en une industrie de production militaire.

Plus tard, il devint assistant du Chef d'état major de l'Armée, MacArthur, qui, contrairement à d'autres durant la dépression, portait un grand intérêt à l'industrialisation. Ike écrivit pour MacArthur un plan détaillé sur la mobilisation de guerre de l'industrie américaine qui, des années plus tard, deviendrait le plan directeur du Président Roosevelt pour développer « l'arsenal de démocratie ». Une fois encore, une tâche apparemment hors norme allait devenir une excellente expérience pour le futur général qui retarderait l'invasion désirée de la France en 1943 jusqu'à ce que l'Amérique produise les armes à feu, les chars, les avions, les munitions, les péniches de débarquement, les brodequins et les rations K nécessaires.

Ike continua à servir MacArthur, travaillant sur des rapports pour le Congrès sur des sujets tels que la mécanisation, la mobilisation et le développement de la puissance aérienne. Ike

accompagna même son supérieur—portant une ceinture Sam Browne, un pantalon d'équitation, des bottes et des éperons— pour mener 600 fantassins et l'escadron de cavalerie de Patton depuis Fort Myer, en Virginie, traverser le Fleuve Anacostia jusqu'à Washington, D.C. afin de démobiliser environ 20.000 - vétérans de l'« Armée de réserve ».

Lorsque MacArthur quitta Washington D.C. pour devenir conseiller militaire en chef au Commonwealth des Philippines en 1935, il emmena Ike avec lui. Le Major Eisenhower n'avait pas vraiment son mot à dire concernant cette affectation, mais Mamie l'avait, et elle retarda son déménagement d'un an.

1936–1939 : Finalement, Lieutenant-colonel (45–48 ans)

Ike fut promu au grade de lieutenant-colonel en 1936 et une grande autorité lui fut déléguée afin de préparer les Philippines à une attaque qui aurait lieu beaucoup trop tôt, en 1941. Au cours de ses quatre ans passés à Manille, Ike remplit des tâches aussi bien diplomatiques que militaires et gagna le respect et l'admiration du Président philippin Quezon, tout comme il obtiendrait ceux d'autres chefs d'état dans les années suivantes.

Durant cette association proche de sept ans avec MacArthur, Ike gagna, auprès de ce maître politicien, brillant penseur, et « César américain » éloquent une expérience inestimable au niveau de la gestion de problèmes à grande échelle, de logistique à grande distance et d'individus à l'ego imposant; autant de leçons qui lui furent nécessaires pour appréhender ses futurs rôles.

1939–1940 : Lieutenant- colonel, puis Colonel (48–49 ans)

De retour aux États-Unis fin 1939, Ike aida à coordonner une énorme série de mouvements de troupes et d'exercices de formation pour les soldats récemment mobilisés et les unités de la Garde Nationale sur la côte ouest à Fort Ord, en Californie. Il se rendit ensuite à Fort Lewis, dans l'état de Washington, en qualité d'officier supérieur du 15^{ème} Régiment d'Infanterie, où il commanda également un bataillon. Ike



Le Général Dwight D. Eisenhower donnant l'Ordre du Jour, le 6 juin 1944.

allait atteindre les sommets sans avoir commandé aucune unité militaire supérieure à un bataillon et sans avoir commandé aucune unité en combat. Ses autres expériences militaires, en plus de

En 1950 Ike retira mon père du corps enseignant de CGSC afin qu'il l'accompagne à Paris, lorsqu'il devint le premier Commandant en Chef des forces alliées en Europe. Alors que mon père était au National War College à Fort McNair, Ike le fit appeler afin qu'il aille avec lui en Corée (Décembre 1952) puis qu'il vienne avec lui à la Maison Blanche (janvier 1953).

son propre caractère et de ses compétences, comblaient largement ce déficit, dont certains parlaient tellement. Des années plus tard, Ike rendrait visite au 15^{ème} Régiment d'Infanterie en Corée, en tant que Président élu.

Il connut une série impressionnante d'affectations —toutes sous le titre de « chef d'état-major »—, le dirigeant qui planifie et coordonne toutes les tâches en matière de personnel, renseignements, d'opérations et de logistique pour le commandant. En tant que lieutenant-colonel, il fut le premier chef d'état major de la 3^{ème} Division d'Infanterie, puis chef d'état major du 9^{ème} Corps, récemment activé, tous deux à Fort Lewis. (En 1940, Eisenhower postula pour que son bon ami le Général de brigade Patton serve dans le nouveau corps blindé, mais le Chef d'état major de l'Armée Marshall refusa).

En tant que nouveau colonel, Ike devint ensuite le chef d'état major de la 3^{ème} Armée à Fort Sam Houston, sous les ordres du Lieutenant Général Walter Krueger, un «mustang» : un ancien soldat de seconde classe qui porterait plus tard quatre étoiles. Au cours de l'été 1941, la 2^{ème} Armée fut « vaincue » de manière déterminante par la 3^e Armée au cours de l'exercice de formation rendu très public créé par Marshall, les Manœuvres de Louisiane, et Ike fut reconnu comme étant à l'origine des plans de bataille de Krueger.

1941–1942 : Général de Brigade (50–51 ans)

L'enchaînement rapide de postes de « chef d'état major » fut très bénéfique à Ike plus tard en

Afrique du Nord et en Europe pour comprendre les rôles et les fonctions des grandes unités de l'armée. Il reçut sa première étoile le 29 septembre 1941. Sept mois auparavant son ami proche Omar Bradley avait reçu la première étoile de la promotion 1915 de West Point, lorsque Marshall le propulsa de lieutenant-colonel à général de brigade et l'envoya du Ministère de la Guerre à Fort Benning en lui donnant l'ordre de former l'École des Candidats Officiers.

Cinq jours après Pearl Harbor, le Colonel Walter Bedell Smith, secrétaire de l'état major général du Ministère de la Guerre (qui serait plus tard le chef d'état major d'Ike durant toute la guerre), appela Ike à San Antonio pour l'informer que Marshall voulait qu'Ike se rende immédiatement à Washington, D.C. Marshall demanda en premier lieu à Ike d'établir la Stratégie du Pacifique. Quelques heures plus tard, Ike revint avec un plan précis. Il détermina que, puisque la Marine était momentanément paralysée dans le Pacifique, nous ne pouvions pas approvisionner correctement les Philippines le long de nos lignes de communication traditionnelles. Par conséquent, nous devons développer une base en Australie, protéger ces nouvelles lignes de communication et approvisionner ainsi les soldats américain et philippins par avion et par sous-marin, aussi longtemps que possible. Aucune garnison ne pouvait tenir si les Japonais attaquaient avec une force majeure, mais nous nous devons de faire tout ce qui était humainement possible. Eisenhower exposa ce qui suit, «Ils peuvent excuser l'échec, mais ils n'excuseront pas l'abandon.» Marshall fut d'accord et lui dit de mettre ce plan en œuvre.

Au cours des six mois suivants, Ike excella en matière de planification et de stratégie : il passa du poste de chef adjoint responsable de la défense du Pacifique, Division des Plans de Guerre (dirigée par Leonard Gerow), à celui de chef de la Division des Plans de Guerre, puis chef des opérations. Ike se plongea dans toutes les caractéristiques de la stratégie pour Marshall : le renseignements, les opérations spéciales, la logistique, la mobilisation et le financement. Et il apprit à entrer dans les plus petits détails des questions, une leçon qui serait inestimable lors des préparatifs du débarquement. Il se rendit souvent à la Maison

Blanche pour des réunions d'informations, sans jamais penser qu'il y retournerait dix ans plus tard. Marshall lui demanda de préparer pour le Président et l'ensemble des chefs d'état major un mémorandum présentant une stratégie incluant les alliés. Ike n'écrivit rien de nouveau,

Ike organisa la Maison Blanche conformément à un QG militaire, avec un chef d'état major et un secrétaire de cet état major. Mon père devint le premier secrétaire de l'état major de la Maison Blanche. Il entra à la Maison Blanche en tant que colonel et fut promu général de brigade six mois plus tard. Peu de temps après, il subit une crise cardiaque. Neuf mois plus tard, il eut une seconde crise cardiaque, cette fois fatale. Il fut remplacé par le Colonel Andrew J. Goodpaster, qui conserva ce poste pour le reste de la présidence d'Ike. (Plus tard, le Président Kennedy dissolut cette organisation, ce qui incita Ike à le qualifier de « chaos organisé ».)

mais il écrivit avec une clarté et une logique indiscutables. Ceci devint le plan de base de la guerre en Europe.

À la demande de Marshall, Ike rendit visite aux forces américaines au Royaume-Uni et revint avec de fortes critiques sur ces dernières. Marshall lui demanda d'écrire une directive au général de division du théâtre d'opérations européen. Lorsqu'il la remit à Marshall, Ike demanda au Chef d'état major de l'Armée de la lire avec soin car elle deviendrait la directive de guerre. Marshall la lut effectivement et, trois plus tard, remplaça le Général de division James E. Chaney par le Général de division Dwight D. Eisenhower.

1942 : Général de division (51 ans)

Le 25 juin 1942, Ike quitta le Pentagone pour toute la durée de la guerre. Marshall avait lancé la carrière de son protégé, malgré les objections de nombreuses personnes qui pensaient qu'il manquait d'expérience en matière de commandement. Par la suite, les accomplissements d'Ike furent légion, et la meilleure manière de présenter l'historique de sa promotion est peut-être d'indiquer la durée passée à chaque grade : colonel, six mois ; général de

brigade, cinq mois ; général de division, quatre mois ; général de corps d'armée, sept mois. Naturellement, c'était la guerre, mais passer du grade de lieutenant colonel à celui de général à quatre étoiles en vingt-trois mois n'en était pas moins un exploit remarquable.

Pour la plupart d'entre nous, les histoires les plus célèbres de la vie d'Ike commencent ici : il mena les forces alliées à la victoire en Europe, puis devint lui-même Chef d'état major de l'Armée, puis Président de Columbia University, puis premier commandant en chef des forces alliées en Europe, avant de finalement être élu Président des États-Unis. Finalement, il prit sa retraite dans une petite ferme à Gettysburg, en Virginie, là où il avait construit le Camp Colt en 1918. Il mourut à l'Hôpital Walter Reed le 28 mars 1969, à l'âge de 78 ans. La plupart des gens s'accordent à reconnaître que le tempérament, le caractère, les idées et les compétences d'Ike—si bien démontrés dans la dernière partie de sa vie—ont été façonnés au début de sa carrière.

Conclusion

Cette étude de cas portant sur la carrière d'Eisenhower illustre la manière unique dont l'Armée développe ses leaders. Aujourd'hui, tout comme au début du siècle dernier, l'Armée fait passer ses officiers d'une fonction à une autre dans différentes organisations à travers le monde, en anticipant qu'ils évalueront rapidement chaque situation unique et qu'ils agiront de manière déterminante, tout en gagnant une excellente expérience pouvant leur servir lors d'affectations plus importantes et plus exigeantes. Ainsi, une affectation que certains pourraient juger comme détournant un officier de sa trajectoire de carrière préférée vers le succès, pourrait en fait devenir le poste fondamental qui rendra cet officier qualifié et unique pour diriger à un plus haut niveau.

C'est ainsi que l'Armée crée ses officiers. C'est ainsi que les grands leaders se créent eux-mêmes. Comme l'écrit Ike dans son autobiographie, *Ce que je Fus*, "Chaque fois que je m'étais convaincu que mes supérieurs, par des erreurs bureaucratiques et le suivi de la tradition, m'avaient condamné à des postes ordinaires, le meilleur remède pour moi était de faire éclater ma colère en privé puis de me concentrer sur le travail à faire." **MR**

Opérations complexes en Afrique : formation en culture opérationnelle dans l'Armée française

Colonel Henri Boré, Retraité de l'Armée française



CARTE : « Afrique Centrale », *Annales de Géographie*, Tome IV, Paris 1895. (University of Texas Libraries) Scènes de la Chine et d'Hanoi pendant le second empire colonial français, publiées dans « *Le Monde Illustré* » en 1891.

ENVIROn 8000 SOLDATS français sont déployés à travers le monde, et leur manière de communiquer avec les populations et les organisations militaires étrangères est le résultat direct du mariage centenaire réussi entre l'ethno-anthropologie et l'expérience militaire française acquise aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles en Afrique, en Asie et en Europe.

La définition militaire française de la culture opérationnelle incorpore cette alliance : « La culture opérationnelle est la compréhension des normes culturelles, des croyances et des attitudes étrangères : il s'agit d'un guide pratique pertinent au niveau opérationnel, utilisé par les officiers généraux ainsi que par les commandants de groupes d'infanterie pour évoluer dans un terrain humain complexe. »¹

Les unités de l'Armée française déployées apprennent la culture d'un pays étranger en étudiant ses coutumes, son histoire, ses problèmes économiques, ses normes sociales et ses traditions. Cet angle anthropologique a été intégré au processus d'apprentissage militaire suite aux leçons apprises au cours de deux siècles de guerres contre des guérillas, ou ce que nous appelons aujourd'hui la guerre irrégulière ou « guerre hybride ».² L'expérience militaire française a conduit à deux principes contre-intuitifs :

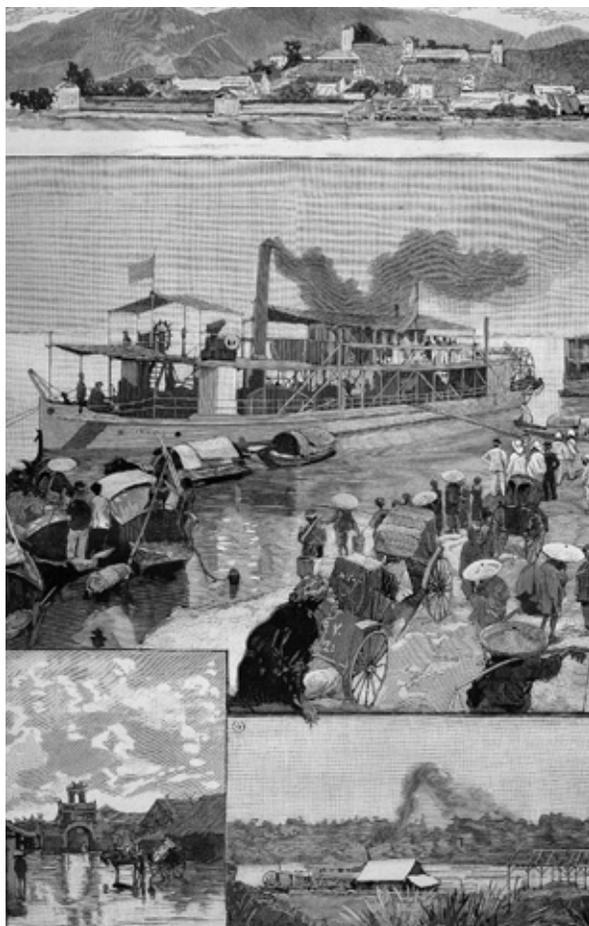
- Les dirigeants efficaces de petites unités de combat doivent être capables de penser comme des collecteurs de renseignements humains, des opérateurs de contre-propagande, des employés d'organisations non gouvernementales et des négociateurs.
- Le bataillon de combat représente la combinaison de l'éducation et de la formation culturelles opérationnelles pour des tâches complexes, militaires et non-militaires.

Concept français de Culture opérationnelle

L'ère coloniale a influencé le développement des concepts de culture opérationnelle tout au

Le Colonel Henri Boré a servi 28 ans dans l'Armée française, participant à de nombreuses opérations de contre-insurrection et de stabilisation. Après avoir pris sa retraite en 2003, il a organisé des séminaires pour la National Defense University, à Washington, D.C. Il a également formé et conseillé des commandants de bataillon

africains au Mali et au Sénégal par le biais du programme d'aide à la formation en opérations d'urgence en Afrique du Département d'État. Le Colonel Boré vit actuellement à Washington, D.C. et occupe le poste de directeur des programmes au Centre USMC pour l'Apprentissage Avancé de la Culture Opérationnelle.



Scènes de la Chine et d'Hanoi pendant le second empire colonial français, publiées dans « Le Monde Illustré » en 1891.

long du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle. Les campagnes coloniales s'étalant de 1862 à 1962 associaient études anthropologiques et plans d'action militaires stratégiques et tactiques.

Mariage des études anthropologiques et de la guerre irrégulière. Au cours de l'expansion coloniale en Afrique et en Indochine, durant la seconde moitié du 19^{ème} siècle, les officiers militaires français revenus des campagnes effectuées en Asie et Afrique se rendirent à Paris pour partager leurs observations et les leçons apprises avec une large audience de politiciens, journalistes, géographes et ethno-anthropologues.³ Un intérêt commun pour les populations inconnues conduisit ces penseurs militaires à partager leurs connaissances culturelles avec ces groupes. Des officiers coloniaux invitèrent des anthropologues à l'étranger et ces derniers les aidèrent à étudier la violence existant parmi les groupes n'appartenant pas à l'état.⁴ Cela constitua le fondement de la forte influence des études ethno-anthropologiques

sur l'Armée coloniale tout au long du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle. Les officiers comparaient leurs rapports écrits avec les observations des ethno-anthropologues en matière de style de vie, de coutumes, de structures sociales et de gouvernements tribaux des territoires inexplorés d'Afrique et d'Asie. En 1885, par exemple, le Capitaine Savorgnan de Brazza rentra à Paris avec des informations ethno-anthropologiques recueillies durant son exploration de l'Ogoue, du Congo, et des bassins Kouilou-Nari en Afrique centrale.⁵

Les anthropologues développèrent également leurs connaissances en matière de planification et d'exécution de campagnes militaires. Deux personnalités militaires coloniales françaises imposèrent ce processus : les Maréchaux Joseph Gallieni et Hubert Lyautey. En 1899, se basant sur 20 ans d'expériences de campagnes coloniales, ils établirent les premiers principes des opérations expéditionnaires qui furent ultérieurement intégrés dans la culture opérationnelle.⁶ Dans son oeuvre *Du Rôle Colonial de l'Armée*, Lyautey, alors devenu colonel, demanda la création d'une réserve d'unités demeurant en permanence à l'étranger afin de former du personnel et des dirigeants de petites unités dotés d'une expertise en matière de cultures et de langues étrangères, ainsi qu'en techniques de médiation et de négociation. Lyautey établit les conditions d'intégration de la culture opérationnelle aux concepts de guerre irrégulière.

Les campagnes expéditionnaires du Tonkin (1885-1897) et de Madagascar (1896-1900) servirent de laboratoires grandeur nature pour développer cette approche. Les unités, allant de la taille d'une compagnie à celle d'un peloton, agirent indépendamment pour prendre le contrôle de vastes zones d'opérations. Les capitaines, lieutenants et sergents apprirent que la clé de la réussite d'une mission reposait dans le rassemblement opportun de l'intelligence correcte.⁷

Les adversaires de l'armée française, dont la connaissance du terrain était supérieure, mais l'équipement, l'organisation et la puissance de feu étaient inférieurs, menaient souvent des guérillas.⁸ Les campagnes coloniales françaises étaient avant tout des opérations expéditionnaires dont la réussite dépendait du soutien de la population locale et des compétences des commandants

de pelotons d'infanterie en matière de recueil d'intelligence. Les commandants découvrirent qu'une perspective ethno-anthropologique constituait un outil efficace pour développer une conscience situationnelle. Celle-ci reste au cœur

...nous ne devons détruire qu'à la dernière extrémité.

du domaine culturel opérationnel français.

Dans *Du Rôle Colonial de l'Armée*, Lyautey note que les « capitaines, lieutenants et sergents doivent faire preuve d'excellence dans les secteurs tels que la politique locale, ainsi que le développement social, éducatif et économique de la population ».⁹ Les « instructions » de Gallieni durant la campagne de Madagascar en Mai 1898 mettaient l'accent sur ce qui aujourd'hui devenu un principe de base dans la guerre irrégulière moderne : « Il faut nous rappeler que, dans les luttes coloniales que nous impose trop souvent, malheureusement, l'insoumission des populations, nous ne devons détruire qu'à la dernière extrémité. Chaque fois que les incidents de guerre obligent l'un de nos officiers coloniaux à agir contre un village ou un centre habité, il ne doit pas perdre de vue que son premier soin sera de reconstruire le village, d'y créer immédiatement un marché et d'y établir une école.»¹⁰

La réussite ou l'échec des campagnes expéditionnaires dépendaient de deux facteurs liés aux dirigeants de petites unités :

- Leur connaissance de la population locale en matière de cultures, traditions, coutumes et langues.
- Leur compétence à mener des OCM (opérations civilo-militaires) et des opérations d'information.

A fin du 19^{ème} siècle, la culture opérationnelle faisait partie de chaque couche du processus de planification militaire, allant de la stratégie à la tactique. Les commandants intégraient les OCM et les opérations d'information aux ordres opérationnels des petites unités d'infanterie.

En 1906, l'influence de Lyautey et de Gallieni conduisit à créer un centre militaire pour les cultures étrangères qui intégrait les études anthropologiques dans les pratiques de guerres expéditionnaires ou irrégulières afin de préparer les officiers non commissionnés et les officiers déployés à l'autre bout de l'empire « à commander des avant-postes inaccessibles, à vivre avec les populations indigènes, [et] à travailler comme dirigeants de combats, diplomates et administrateurs politiques avec des zones de responsabilité aussi grandes que la moitié de la France ».¹¹ Dans de tels environnements, la connaissance culturelle des styles de vie des tribus et des clans, des organisations sociales du lignage familial et des liens de parenté permettaient d'atteindre un objectif

essentiel : évoluer avec succès dans un terrain humain complexe et parvenir à le contrôler.

L'École Militaire Spécialisée dans l'Outre-Mer et l'Étranger (EMSOME), créée il y a 102 ans et située dans la banlieue ouest de Paris, maintient et continue de développer les connaissances anthropologiques afin d'aider les officiers et les dirigeants à comprendre la complexité des interactions culturelles dans des régions et pays étrangers. Ainsi, les rapports de 1908 sur les groupes ethniques Touareg, Bambara et Dogon du Soudan français fournissent des informations sur les paramètres socioculturels du Mali en 2008.



Joseph Simon Gallieni (1849–1916)



Louis Hubert Gonzalve Lyautey (1854–1934)

Culture opérationnelle, ROHUM, OPSPSY et OCM. Les concepts de Gallieni et de Lyautey ont influencé de nombreux officiers durant la première moitié du 20^{ème} siècle, y compris le Colonel Roger Trinquier et le Lieutenant Colonel David Galula. L'Armée américaine étudie leurs écrits en profondeur depuis 2004.¹²

Avec le temps, la culture opérationnelle est devenue le ciment qui maintient ensemble de nombreuses tâches afférentes à la guerre irrégulière. Comme Trinquier et Galula l'ont noté, ces tâches comprennent les actions suivantes—

- Évaluer l'effet politique d'une action militaire.
- Soutenir la population.
- Cartographier l'insurrection.
- Dégager et contrôler des secteurs d'opérations pour « contenir » l'influence des insurgés.
- Se reposer sur un réseau d'unités d'infanteries mobiles et légères.
- Réaliser diverses tâches non militaires bénéficiant à la population locale.

Trinquier et Galula ont repris les principes déjà présentés un siècle auparavant par Gallieni et Lyautey. Pour Trinquier, « la condition sine qua non de la victoire dans la guerre moderne reste le soutien inconditionnel de la population », car « l'habitant dans sa maison constitue le centre du conflit ».¹³ Galula déclare que le contrôle de ce centre de gravité est « tout aussi nécessaire pour la contre-insurrection que pour l'insurrection »,

Après le 11 septembre, les principes intemporels de guerre irrégulière se sont de nouveau retrouvés sous les feux des projecteurs.

et nécessite que les dirigeants de petites unités soient formés à une grande diversité de tâches, allant du rassemblement de renseignements d'origine humaine (ROHUM) aux opérations psychologiques (OPSPSY) telles que la contre-propagande et les OCM.¹⁴

Les chefs de brigades et de pelotons de combat français ont fait appel à leurs connaissances sur les cultures locales pour mener à bien ces tâches. En Algérie, par exemple, ils passèrent beaucoup de temps à essayer de convaincre les insurgés potentiels que la politique pouvait remplacer les armes dans la bataille en cours pour le contrôle des ressources et du pouvoir. À la campagne, les commandants reçurent un fort soutien des chefs des villages avec qui ils étaient en excellents termes. (Ils partageaient le désir de garder le Front de Libération Nationale éloigné). Ainsi, la culture opérationnelle en France acquit une composante politique et idéologique forte, combinée aux études anthropologiques. Certains commandants de régiments et de compagnies ont intégré ce modèle dans leur formation au combat afin de préparer les dirigeants de brigades d'infanterie à être aussi compétents en OPSPSY et en ROHUM qu'ils l'étaient en tir.

En 1962, l'armée française commença à se faire discrète, suite aux guerres difficiles de la France en Indochine et en Algérie de la France, et les concepts de contre-insurrection, en tant qu'opérations psychologiques et de contre-propagande, disparurent de la terminologie et des programmes officiels. Après le 11 septembre 2001, les principes intemporels de guerre irrégulière se sont de nouveau retrouvés sous les feux des projecteurs. Aujourd'hui, OPSPSY, ROHUM, OCM, et opérations d'information définissent à nouveau le contenu des programmes de culture opérationnelle.

Le programme de culture opérationnelle de l'armée française examine les habitudes culturelles, coutumes traditionnelles, concepts sociaux et politiques, idées morales, codes d'honneur et façons de penser des sociétés étrangères. Une telle connaissance aide les commandants à identifier rapidement et exploiter les éléments psychologiques de faiblesse et de force des insurgés qu'ils combattent—ou combattront, ainsi que des forces locales qu'ils forment—ou formeront. De plus, comprendre les motivations des autorités locales et identifier les individus qui sont réellement en charge aident les commandants à établir et faire respecter les lignes de communication avec les dirigeants politiques, religieux et militaires locaux, et par conséquent à travailler « avec le mandarin, et non contre le mandarin », comme le recommandait Lyautey en 1899.¹⁵

De récentes opérations de contre-insurrection, de stabilité et soutien et de maintien de la paix en Afrique, en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan ont renforcé le modèle français d'intégration de l'anthropologie dans la planification et l'exécution des guerres irrégulières et ont aidé les commandants de bataillons à développer des programmes

...les connaissances acquises ne dépendent pas du grade, mais des missions, des tâches et des spécialités militaires.

d'instruction de culture opérationnelle destinés aux dirigeants de petites unités.

Culture opérationnelle pour les dirigeants de petites unités : commencer par gagner la confiance des gens

Les opérations de contre-guérillas du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle ont posé les bases de la doctrine de contre-insurrection moderne en intégrant ROHUM, OPSPSY et OCM dans un continuum commun de guerre. Comme l'a démontré Galula, la réussite vient souvent de bataillons d'armes combinées dont les dirigeants de brigades sont des opérateurs qui disposent d'un savoir-faire dans tous ces domaines.

L'histoire nous apprend que la destruction de l'ennemi n'est pas l'objectif stratégique des opérations de contre-insurrection. Comme le déclare Lyautey, « La raison d'être de nos opérations militaires coloniales est toujours et avant tout économique ». Le rôle d'un commandant colonial était de prendre le contrôle d'un territoire et de sa population afin d'intégrer la région dans l'empire français du point de vue idéologique, politique et économique. A cet égard, la population constituait le centre de gravité, même au grade de sergent. La connaissance de la culture des gens était capitale.

Au niveau opérationnel, les commandants coloniaux appliquaient la méthodologie désormais célèbre de la progression des « taches d'encre » ou « taches d'huile ». À partir de bases sécurisées,

de petites unités légères et mobiles se répandaient d'une base à l'autre sur le théâtre d'opérations jusqu'à ce qu'elles aient recouvert la région de bases et d'avant-postes inter-communicants, contrôlant ainsi progressivement chaque secteur. Les soldats devaient faire preuve d'un comportement culturel adéquat afin de gagner la confiance des tribus et des villages.

Au niveau de la compagnie et aux niveaux inférieurs, la manœuvre représentait l'élément tactique décisif. Les commandants de compagnies isolées et les dirigeants de sections et de groupes devaient prendre des initiatives cruciales et opportunes afin d'atteindre les objectifs stratégiques. Pour contrôler de vastes secteurs d'opérations, ils cherchaient à imposer un environnement stable et sûr en communiquant avec les villageois, en formant les milices locales et en contenant les forces ennemies hostiles, soit en employant la force, soit en menaçant de l'employer, soit en négociant. A Madagascar, en 1901 Lyautey ordonna de « commencer par gagner la confiance des gens ». « Chaque fois que nous rencontrons des groupes ethniques qui disposent d'une structure politique au sein d'institutions organisées, nous devons nous reposer sur eux et travailler avec eux ». ¹⁶ Une fois de plus, le principe général de l'expansion coloniale en Asie était de « travailler avec le mandarin, et non contre le mandarin ». ¹⁷ Cette politique nécessitait une connaissance approfondie des alliances et des pouvoirs locaux et régionaux. Les programmes de formation et d'éducation en matière de culture opérationnelle abordent ces principes de guerre irrégulière.

Le bataillon en tant que centre de combinaison de la formation en culture opérationnelle. Le domaine de la culture opérationnelle de l'Armée française repose principalement sur la combinaison de l'enseignement de l'EMSOME centré sur l'anthropologie et de son application au niveau des missions des bataillons d'armes de combat. Bien qu'EMSOME offre un répertoire central de connaissances culturelles, les connaissances s'étendent au niveau du bataillon d'armes de combat, le berceau de la culture expéditionnaire. De 1882 à 2007, plus de 120 ans de campagnes expéditionnaires ont alimenté la formation et l'éducation de la culture opérationnelle au 2^{ème} Régiment d'Infanterie de Marine et lui ont apporté



Soldats Français au Tchad, 2006.

une expertise culturelle unique.

EMSOME met l'accent sur le « et puis quoi » de la culture opérationnelle dans ses séminaires, tandis que les dirigeants de petites unités se transmettent leurs expériences au niveau du bataillon. Les connaissances acquises ne dépendent pas du grade mais des missions, des tâches et des spécialités militaires.

Comme précédemment indiqué, l'anthropologie pousse les programmes de culture opérationnelle précédant les déploiements à explorer la dynamique des tribus, des clans, des croyances traditionnelles et de la religion. La compréhension des valeurs morales et des codes d'honneur locaux aide les officiers et les soldats à négocier avec les puissantes autorités locales religieuses, politiques, tribales et administratives.

Ce programme est particulièrement unique en ce qu'il n'utilise aucun modèle d'approche. Chaque bataillon d'armes de combat dispose de l'autonomie nécessaire pour adapter la formation à son propre niveau d'expérience. L'objectif du programme est d'aider les commandants de compagnie à former leurs chefs de sections et de groupes. De plus, l'étude de la culture, de l'histoire, des questions économiques, des normes sociales et des traditions d'un pays permet d'aborder une question clé : qui sont les gens qui vivent dans notre zone d'opérations ? Les commandants de compagnies d'infanterie, les chefs de sections et les chefs de groupes apprennent la réponse à cette question lors de la formation précédant le déploiement, qui couvre :

- Le terrain humain.
- Les opérations de contre-insurrection.

- La formation des forces nationales et l'offre de conseils à ces dernières .

- La réalisation d'opérations civilo-militaires.
- Les commandants de bataillon peuvent facilement convertir chaque domaine en cours de deux heures durant leurs programmes d'instruction.

Cours 1. Explorer le terrain humain : une aptitude en armes de combat. Apprendre à explorer un terrain humain difficile est une aptitude en armes de combat qui nécessite plus de temps et d'énergie que d'apprendre à tirer avec une arme, à utiliser une boussole ou à conduire un camion. Par conséquent, le premier cours couvre les domaines traditionnels des études d'ethno anthropologie, par le biais d'une approche culturelle. Les officiers et les membres enrôlés suivent les mêmes cours de géographie humaine, d'histoire, de religion, de croyances traditionnelles, de valeurs morales, d'organisation sociale et politique, de structure familiale, de lignages de parenté, de défis économiques, de coutumes et de capacités et de coutumes sociales individuelles.

Les études mettent en évidence la complexité et les nuances de ces structures humaines et mettent en garde contre les simplifications excessives dans beaucoup d'approches de matrice occidentale. La formation relativise les concepts de propriété foncière, de lignage familial, de réseaux générationnels et de rivalités traditionnelles de pouvoir entre les clans. En outre, elle met en évidence l'influence politique des groupes ou sous-groupes ethniques. Les officiers et les militaires enrôlés apprennent les différences subtiles existant parmi le groupe du Teda du Nord, les Goranes et les Toubous. Ils étudient l'influence traditionnelle des clans Zaghawa, Tama et Bideyat dans la région du Wadai, dans l'est du Tchad aussi bien que les différences entre les nomades « noirs » du Sahara, les Tchadiens « Arabes » et le groupe Chari-Baguirmi.

Les équipes mobiles d'EMSOME fournissent une grande partie de cet enseignement. Toutefois, durant la formation précédant un déploiement, ils utilisent l'expertise disponible au sein même du bataillon d'armes de combat. Les officiers et les soldats ayant opéré dans le pays de déploiement réalisent des présentations supplémentaires, basées sur leurs propres expériences.



Formation des forces maliennes, 2006.

Les instructeurs apprennent également à leurs étudiants comment interagir avec les marchands ambulants, les imams locaux et les marabouts ; les façons de saluer ; les « codes » à respecter lors de réunions ; la manière d'identifier rapidement les familles les individus dominants dans un quartier ; la manière de comprendre la valeur sociale de la négociation avec les vendeurs sur les marchés ; la manière de négocier ; ainsi que la manière de respecter les règles d'hospitalité.

À ce stade, les chefs des petits groupes reçoivent un cours de langue de base de deux heures au cours duquel ils apprennent environ 50 phrases clés destinées à « briser la glace » et des chiffres. La compétence linguistique ne constitue cependant pas une priorité pour le commandant de bataillon. La maîtrise d'une langue étrangère exige des années d'études approfondies, associées à une immersion dans le pays et dépasse le cadre de la formation précédant un déploiement. Au lieu de cela, le bataillon d'armes de combat s'efforce davantage à enseigner aux officiers et aux soldats la façon d'utiliser un interprète.

Cours 2. Contre-insurrection et culture opérationnelle : conduite de tâches militaires et non militaires.

Ce cours, qui examine l'héritage de Lyautey et Galula, présente une orientation militaire, tout en couvrant un large éventail de tâches non militaires. Le personnel du bataillon joue un rôle important en transmettant ses connaissances sur un pays

spécifique. Leurs présentations s'ajoutent aux informations d'EMSOME, afin de traiter et de mettre à jour les sujets suivants :

- L'impact militaire de la géographie et du climat, l'accessibilité des routes et l'emplacement des aérodromes disponibles et des installations médicales fiables dans la zone d'opérations.

- Le niveau requis de préparation au combat (structure de la force de réaction rapide etc.)

- L'histoire des opérations de guérilla dans la région. (Quand ? Quelles tribus et quels clans ? Où ? Comment ?)

- L'histoire des plans d'actions de contre-guérilla dans la région,

le cas échéant.

Cours 3. Former et conseiller les unités étrangères. Ce cours prépare les chefs de sections et de groupes d'infanterie à exécuter des missions de formation et de conseils ad hoc auprès des forces nationales et des groupes armés non gouvernementaux. L'objectif du cours est d'apprendre aux officiers et aux soldats comment s'adapter aux cultures de leurs homologues. Il traite habituellement les thèmes suivants:

- L'histoire des conflits.
- Les traditions militaires spécifiques.
- Les relations civilo-militaires.
- Les types de recrutement et de ressources disponibles.
- Le niveau de formation et d'équipement disponible.
- Les types de forces et d'organisation.
- Les uniformes et les grades.
- Les questions de moral et d'esprit de corps.
- Les techniques de combat contre-guérilla
- La culture opérationnelle demeure le cœur du cours précédant un déploiement.

Cours 4. Opérations civilo-militaires. Ce cours fournit des informations détaillées sur le statut des OCM dans le secteur du bataillon. EMSOME met à jour les renseignements fournis par les rotations précédentes dans le pays, offrant ainsi au commandant de bataillon la conscience situationnelle du soutien dont à besoin la population

locale dans son futur secteur d'opérations : écoles à rénover, puits à creuser et ponts à réparer. Cela permet au commandant d'inclure deux ou trois OCM dans son ordre d'avertissement. Le nombre varie selon qu'il s'agit d'une opération de contre-insurrection, de stabilité et de soutien ou de maintien de la paix. L'ordre d'avertissement peut indiquer aux commandants de compagnies d'inclure des soldats qui sont qualifiés en tant que charpentiers, plombiers et électriciens. Un projet d'OCM est un mode d'action tactique critique pour « gagner la confiance des gens » dans le secteur des opérations. Après une rencontre avec les autorités locales dans le pays, le commandant intègre l'OCM dans l'ordre d'avertissement du bataillon. La compagnie accomplit ensuite la mission d'OCM sous la supervision du commandant du bataillon.

La compréhension culturelle comme processus à long terme.

L'Armée française a développé le concept de culture opérationnelle à partir de leçons apprises pendant plus de 100 ans de campagnes militaires coloniales. Ces opérations expéditionnaires contre-guérilla étaient semblables à ce que nous appelons de nos jours la guerre irrégulière. Trois générations d'officiers, d'officiers non-commissionnés et de militaires enrôlés ont appris de façon dure comment interagir avec les cultures étrangères afin de « gagner la confiance des gens ». L'expérience d'une génération a stimulé l'éducation et la formation expéditionnaires de la suivante.

La principale leçon apprise est que la compréhension culturelle opérationnelle est un processus à long terme. Pendant plus d'un siècle, le mariage des études ethno-anthropologiques et des expériences militaires a conduit au développement de normes culturelles que les chefs de petites unités suivent toujours aujourd'hui dans des opérations dans les Balkans, en Afghanistan et en Afrique.

L'histoire des opérations de contre-insurrection nous a appris que gagner le cœur et les esprits de la population et changer l'état d'esprit de l'adversaire importe toujours plus que la destruction physique de l'ennemi. La culture opérationnelle est une technique de combat qui est essentielle à la réussite d'une mission.

Comme beaucoup d'autres forces armées occidentales, l'armée française la considère comme le nerf de la guerre pour les unités de combat menant des guerres irrégulières. Pour tous les chefs de combat, des commandants aux chefs de groupes, la formation et l'enseignement en culture opérationnelle sont primordiaux pour réussir des missions tant militaires que non militaires dans un environnement étranger. Cette formation englobe des capacités allant de l'usage de la force restreinte à la médiation et la négociation. En bref, elle développe les capacités transversales nécessaires pour mener une guerre des quatre quartiers.¹⁸ En fin de compte, la formation en culture opérationnelle du commandant de bataillon est basée sur l'idée qu'il est plus important d'enseigner aux chefs et aux soldats la façon de penser et d'opérer dans un environnement étranger, que de leur enseigner seulement quoi en penser.**MR**

NOTES

1. Entretien avec le BG Philippe Roisin, ancien directeur de l'École Militaire Spécialisée dans l'Outre-Mer et l'Étranger (EMSOME), 12 Décembre 2006. Située dans la banlieue Ouest de Paris, l'EMSOME est l'École Militaire française spécialisée dans la formation et l'enseignement des unités et des individus étant déployés dans les territoires français d'outre mer et dans des lieux d'opérations à l'étranger.

2. LTG James N. Mattis et LTC Frank G. Hoffman, « Future Warfare: The Rise of Hybrid Wars », *Proceedings* 132, Mai 2006. La « guerre des quatre quartiers » est l'expansion par le LTG Mattis du concept de « guerre des trois quartiers » de Charles Krulak, ancien Commandant en chef du Corps des Marines. Le général Krulak a déclaré que l'unité expéditionnaire d'aujourd'hui doit être capable de se battre dans un quartier de la ville, de distribuer des approvisionnements humanitaires dans le quartier suivant, puis d'amener la paix entre des factions en guerre dans un autre quartier encore. À cette définition, « *Hybrid Wars* » ajoute la nécessité de mener des opérations d'informations efficaces.

3. Georges Balandier et Marc Ferro, « Au Temps des Colonies » *L'Histoire Seuil* (1984), 76.

4. André Le Révérend, *Lyautey*, (Paris: Fayard, 1983), 268.

5. Pierre Kalck, *Un explorateur au Centre de l'Afrique*, (L'Harmattan, 1993), 9.

6. Le « Rapport du Général Gallieni sur la Situation à Madagascar », par le Général Joseph Gallieni et « Du Rôle Colonial de l'Armée », par le Lieutenant Colonel Hubert Lyautey, un plaidoyer éclairé pour la création d'une armée coloniale, ont tous deux été publiés la même année, en 1899.

7. Général Joseph Gallieni, « Rapport sur la Situation à Madagascar », 1899.

8. Le Révérend, 228.

9. Raoul Girardet, *La Société Militaire de 1815 à nos jours*, (Perrin, 1998), 228

10. Gallieni [aucun numéro de page indiqué].

11. Le Révérend, 278.

12. David Galula, *Contre-insurrection, Théorie et Pratique* (Westport, CT, Praeger, 1964) et Roger Trinquier, *La Guerre moderne* (Londres et Dunod: Pall Mall Press, 1964)

13. Ibid., 8.

14. Galula, 74

15. Le Révérend, 203.

16. Ibid., 279.

17. Ibid., 278.

18. Mattis et Hoffman, *Proceedings* 132, Mai 2006.

Comment arrêter le génocide au Darfour et pourquoi c'est impossible

Enseigne de vaisseau Brendon J. Mills, U.S. Naval Academy



(AFP Photo, Albany Associates, Stuart Price)

Des soldats nigériens servant dans la Mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD) montent la garde durant une inspection dans le sud du Darfour le 10 mars 2008.

LE 25 AVRIL 2003, deux groupes rebelles, l'Armée de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité, ont attaqué l'aéroport d'El Fasher au Darfour, au Soudan, tuant 75 soldats du gouvernement soudanais et détruisant sept avions du gouvernement.¹ En réponse à cela, le gouvernement soudanais de Khartoum lança une campagne de contre-insurrection afin de mettre un terme à la rébellion au Darfour occidental par l'intermédiaire de milices soutenues par l'armée de terre et l'armée de l'air. À ce jour, quatre cent mille personnes sont mortes à cause de cette campagne de contre-insurrection et plus d'1,3 millions ont été déplacés.² Si un génocide se produisait aux États-Unis et touchait le même pourcentage de la population américaine, 20 millions d'Américains mourraient et 65 millions seraient déplacés.³

Le monde répondit à la violence au Darfour avec deux opérations. La première, la Mission de l'Union Africaine au Soudan (MUAS), débuta en 2004. La Mission de l'Union Africaine au Soudan se chargea initialement de surveiller l'application de l'accord d'Addis Abeba du 28 mai 2004, qui établissait un cessez-le-feu temporaire entre le gouvernement et l'Armée de Libération du Soudan. Toutefois, les deux parties violèrent ce cessez-le-feu et la MUAS resta en tant qu'observateur, incapable de stopper la violence.⁴ En 2005, la MUAS reçut un mandat plus large afin de protéger les civils au sol, mais les soldats africains qui composaient la force de maintien de la paix de la MUAS n'étaient pas assez nombreux et non qualifiés pour pouvoir mettre un terme au génocide.

La deuxième opération (l'opération actuelle) établie pour ramener la paix au Darfour, la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD), est sous la houlette à la fois des Nations Unies et de l'Union Africaine, cependant, tout comme la MUAS, elle ne dispose pas de la capacité d'arrêter le génocide. En juillet 2007, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a reconnu l'échec de la MUAS et passé la résolution 1769, qui autorisait l'établissement d'une force comprenant 24000 soldats pour le Darfour tout en définissant un mandat fort visant à protéger les civils présents sur place.⁵ Cette résolution n'a toutefois pas conduit à la paix au Darfour.

La principale raison expliquant le manque de succès de la MINUAD est que cette dernière, tout comme la MUAS, a uniquement à sa disposition des soldats africains de qualité limitée. Le gouvernement soudanais s'est

Brendon J. Mills est un enseigne de vaisseau première classe à la U.S. Naval Academy. Il a été stagiaire à la Defense

Intelligence Agency.

assuré qu'aucun soldat du occidental monde ne serait déployé au Darfour, refusant d'accepter la Résolution 1769 si elle ne comprenait pas un accord sur le statut des forces exigeant que les militaires occidentaux interviennent uniquement si les soldats africains ne le pouvaient pas.⁶ Le gouvernement soudanais a pu parvenir à cet accord parce que, comme l'a

...les États-Unis représentent le seul acteur capable de créer, au niveau de la force de maintien de la paix, les changements dont le Darfour a besoin pour connaître la paix.

écrit Lydia Polgreen, du *New York Times*, « Lors de l'organisation de précédentes missions (de maintien de la paix) de grande envergure au Congo, au Libéria et en Sierra Leone, les gouvernements centraux de ces pays s'étaient effondrés ou étaient si faibles qu'ils avaient peu d'autres choix que d'accepter les forces de maintien de la paix ».⁷

Malheureusement, en raison de ses réserves de pétrole et de ses relations avec des puissances mondiales, le gouvernement soudanais demeure relativement fort et peut revendiquer sa souveraineté et dicter la nature de la force de maintien de la paix déployée sur son territoire.⁸

Sans la participation d'une force militaire de grande qualité à ses opérations, la MINUAD ne peut pas réussir. Selon Polgreen :

Même les soldats stationnés [au Darfour], l'ancienne force de l'Union Africaine et les deux nouveaux bataillons [des forces de Nations Unies], manquent d'équipement essentiel, tels qu'un nombre suffisant d'hélicoptères et de véhicules de transport de personnel (blindés), pour mener à bien les tâches de maintien de la paix les plus rudimentaires.⁹ Certains soldats ont même dû acheter leur propre peinture pour repeindre leur casque vert avec la couleur bleue des Nations Unies.¹⁰

En outre, la MINUAD ne dispose ni du mandat ni des forces nécessaires pour mettre un terme aux opérations aériennes du gouvernement soudanais contre les civils. Tant qu'elle ne dispose pas de soldats correctement équipés et formés ou des moyens lui permettant d'arrêter les frappes aériennes contre les cibles civiles, la MINUAD continuera d'échouer ; il est clair que les opérations de maintien de la paix au Darfour doivent changer pour mettre un terme au génocide dans cette région.

Zone d'exclusion aérienne et maintien de la paix

En leur qualité de puissance prédominante dans le monde aux niveaux militaire et économique, les États-Unis représentent le seul acteur capable de créer, au niveau de la force de maintien de la paix, les changements dont le Darfour a besoin pour connaître la paix. Lors d'une élocution à la Naval Academy en 2007, Max Boot, chargé de recherche au Council on Foreign Relations, a conseillé d'envoyer Blackwater (désormais appelé « Xe »), la société militaire privée, au Darfour afin de mettre un terme au génocide pour le maigre prix de 40 millions USD.¹¹ Combiné à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour, l'envoi de contractuels militaires privés sur le terrain est une option viable pour une fin rapide et peu onéreuse du génocide. Les analyses des zones d'exclusion aérienne précédemment imposées au-dessus du nord et du sud de l'Iraq et les actions des sociétés militaires privées sud-africaines en Angola et en Sierra Leone suggèrent que les États-Unis pourraient mettre fin au génocide au Darfour en mettant en place une telle zone au-dessus du Darfour et en introduisant des contractuels militaires capables de multiplier la force de la MINUAD.

Au cours de l'opération « Provide Comfort » et des Opérations « Northern Watch » et « Southern Watch », les États-Unis ont prouvé l'importance de rôle joué par l'impossibilité de survol dans la lutte contre les crimes contre l'humanité soutenus par les États. Après la guerre du Golfe en 1991, le gouvernement iraquien de Saddam Hussein lança une campagne visant à contrôler la population kurde rebelle au nord de l'Iraq et la population shiite au sud de

l'Iraq, après la défaite de l'Iraq par les forces de coalition. Les militaires iraqiens utilisèrent des hélicoptères d'attaque dans les deux régions de manière extensive. Dans le nord de l'Iraq, les hélicoptères d'attaque employèrent du napalm et des armes chimiques sur les cibles civiles.¹² Les États-Unis répondirent avec l'opération « Provide Comfort » au nord, qui se développa en opération « Northern Watch » en 1996. Les États-Unis lancèrent l'opération « Southern Watch » dans le sud de l'Iraq en 1992.

Les États-Unis et ses alliés utilisèrent des avions de combat et de patrouille pour atteindre la supériorité aérienne et mettre un terme à la persécution aérienne des Kurdes et des Shiites par l'Iraq. L'opération « Northern Watch » maintint la supériorité aérienne au-dessus des régions kurdes au nord de l'Iraq de 1996 à 2003, à l'aide d'environ 50 avions de combat et de soutien.¹³ Si l'on se base sur le fait que l'U.S. Air Force avait plus de 2000 avions de combat à sa disposition, l'opération « Northern Watch » constituait un engagement qui a produit d'excellent résultats.¹⁴

...ces observations indiquent que l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour au moyen de l'aviation américaine serait une méthode facile et peu coûteuse pour mettre un terme à l'utilisation de l'aviation par le gouvernement soudanais contre les cibles civiles.

Le commandant Michael McKelvey affirme que les deux zones d'exclusion aérienne en Iraq ont conduit « à l'élimination de l'aviation iraquienne dans les deux zones d'opération, ... à

la fin de l'utilisation des moyens aériens contre les civils innocents et à un environnement adéquat pour d'autres actions militaires des alliés ».¹⁵

Ces observations indiquent que l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour au moyen de l'aviation américaine serait une méthode facile et peu coûteuse pour mettre un terme à l'utilisation de l'aviation par le gouvernement soudanais contre les cibles civiles.

Le gouvernement soudanais utilise des bombardiers et des hélicoptères d'attaque russes pour attaquer les cibles civiles au Darfour. Scott Straus, professeur assistant de sciences politiques à l'University of Wisconsin, décrit le rôle intégral rempli par les attaques aériennes : « L'armée de l'air soudanaise a participé à des attaques en bombardant des villages avant que les soldats et les milices lancent les attaques au sol. Il existe énormément de preuves que la milice, l'armée de terre et l'armée de l'air travaillent de manière coordonnée ».¹⁶

Brian Steidle, le personnage principal du livre et du documentaire intitulés *Le Diable Est Arrivé à Cheval* décrit avec force les frappes de l'armée de l'air soudanaise contre des cibles civiles : « Le GDS [gouvernement du Soudan] faisait parfois « tomber » des bombes en les envoyant en dehors des Antonovs ».¹⁷

D'autres rapports affirment que le GDS ciblait les civils en larguant des bombes de mortiers à partir de l'arrière des avions pendant qu'ils survolaient des villages ou qu'ils remplissaient des bidons de plus de 200 litres d'explosifs et d'éclats et les faisaient rouler en dehors des avions. Ce n'était pas une opération de haute technologie, mais c'était mortel.¹⁸ Ces tactiques, bien que rudimentaires, ont rempli les objectifs du gouvernement au Darfour, car, comme l'écrit Alan Kuperman, elles « parviennent à déclencher la terreur, ce qui force les gens à fuir leur village ».¹⁹

Comme précédemment mentionné, la Mission de Nations Unies au Soudan ne dispose ni de la capacité ni du mandat nécessaires pour arrêter l'utilisation par le gouvernement soudanais de l'aviation militaire contre les cibles civiles au Darfour; cependant, si les États-Unis établissaient une zone d'exclusion aérienne

au-dessus du Darfour, cet aspect aérien de la violence au Darfour s'arrêterait.²⁰ Les pilotes de l'armée de l'air soudanaise ne volerait pas contre des avions américains car, en leur qualité de mercenaires et de contractuels de l'ancienne armée de l'air soviétique, leur principale motivation, en tant que pilotes, est de gagner de l'argent, argent dont ils ne pourraient bien entendu pas profiter s'ils étaient tués.²¹ La simple présence d'avions américains au-dessus du Darfour convaincrerait ces pilotes de ne pas voler et mettrait un terme aux attaques aériennes contre les civils. Si les pilotes essayaient de défier la zone d'exclusion aérienne, les chasseurs américains pourraient facilement détruire leurs avions sans subir la moindre perte, comme cela a été le cas en Iraq pendant plus de dix ans.²²

Utilisations de contractuels militaires privés dans les forces de maintien de la paix

Une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour, ne suffirait toutefois pas à mettre un terme au génocide. Les zones d'exclusion aériennes ne peuvent pas arrêter à elles seules l'épuration ethnique, en particulier lorsque les forces au sol causent la majorité des atrocités. De tels conflits nécessitent l'inclusion d'éléments d'établissement de la paix au sol. McKelvey écrit :

La puissance aérienne présente des limites nettes dans le degré de contrôle qu'elle peut exercer sur un opposant. Le manque de forces au sol pour soutenir l'opération « Southern Watch » a fortement réduit la capacité à protéger les shiites au sol. . . . L'opération « Provide comfort », d'un autre côté, a employé avec succès des forces au sol et aériennes afin d'arrêter l'oppression des Kurdes dans le nord de l'Iraq.²³

Selon cette opinion, des éléments efficaces au sol demeurent une composante nécessaire à toute stratégie visant à stopper le génocide au Darfour.

Les contractuels militaires privés constituent une option rentable et viable dont disposent les décideurs pour amener des éléments efficaces au sol au Darfour afin d'arrêter le génocide. Le cas de la société militaire privée sud-africaine

Executive Outcomes (EO) en Angola et en Sierra Leone durant les années 90 fournit un exemple convaincant de la façon dont les contractuels peuvent faciliter l'arrêt de conflits africains de manière peu onéreuse et efficace. Executive Outcomes a été créée en 1989, alors que l'apartheid se terminait en Afrique du Sud. En raison des lois post-apartheid, un grand nombre de soldats des forces spéciales sud-africaines se sont retrouvés sans emploi et les fondateurs d'EO, eux-mêmes anciens soldats des forces spéciales sud-africaines, ont profité de cette situation sur le marché du travail pour créer la société. Les niveaux élevés de formation et d'expérience du personnel d'EO ont engendré la création d'une force de combat extrêmement efficace.²⁴

Executive Outcomes réalisa deux interventions extrêmement réussies en Afrique au cours des années 90 et servit de « multiplicateur de force » et de force de combat ayant conduit à la mise à terme de deux conflits qui n'étaient pas différent du génocide au Darfour. En Angola, Executive Outcomes combattit au nom du gouvernement angolais contre les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Executive Outcomes déploya sur le terrain environ 550 hommes et forma plus de 5000 soldats et 30 pilotes.²⁵ En moins d'un an, les forces angolaises formées par EO conduisirent les rebelles de l'UNITA, qui contrôlaient 85 pourcent des régions non urbaines de l'Angola en 1993, à signer le

Début 1996, 120 membres d'EO, soutenus par des hélicoptères d'attaque, bloquèrent une offensive forte...

Protocole de Lusaka en novembre 1994, pour mettre fin aux combats et faciliter la tenue de nouvelles élections.²⁶

En plus d'agir comme un multiplicateur de force, Executive Outcomes sécurisa des zones vitales pour le gouvernement et les unités



Photo AP - HO

Handsome Ndlovu, Steyn Marais et Renier van Der Merwe posent à côté d'un hélicoptère MI-8 de fabrication russe dans la province angolaise de Lunda Sul, fin 1994. Les trois hommes, tous soldats pour la société sud-africaine Executive Outcomes, ont été portés disparus par la société plusieurs jours après que cette photo a été prise et sont présumés avoir été tués par l'UNITA, le mouvement rebelle angolais.

soutenues par le gouvernement. Le personnel d'EO saisit plusieurs mines de diamants et installations pétrolifères aux forces rebelles, aidant ainsi à financer l'effort de guerre du gouvernement, tout en réduisant la capacité de l'UNITA à poursuivre sa rébellion.²⁷ Les pilotes d'EO fournirent un soutien aérien aux troupes gouvernementales au sol et au personnel de l'EO durant les combats. Les pilotes « appartenant à Ibis Air — dont EO était un actionnaire important — réalisèrent des missions de combat avec des MI-8, des MI-17 et des MiG 23 ».²⁸

Le succès d'Executive Outcomes comme multiplicateur de force et élément de combat fut obtenu à un coût relativement restreint, en comparaison à d'autres interventions humanitaires. Vines indique que « les activités d'EO en Angola coûtèrent 60 millions USD et engendrèrent 20 morts ». Ce faible prix a mené à une résolution de paix pour un conflit qui, à son apogée, tuait plus de 1000 personnes par jour.²⁹

Le Protocole de Lusaka ne dura cependant pas. En 1997, la guerre civile entre l'UNITA

et le gouvernement angolais recommença. Le Protocole de Lusaka ordonnait que Executive Outcomes quitte l'Angola, ce qui empêcha le gouvernement d'être capable de garantir une sécurité à long terme et de mettre un terme au conflit.³⁰

En Sierra Leone, Executive Outcomes fournit des services similaires et obtint des résultats similaires. Le Front Révolutionnaire Uni, lors d'une campagne de quatre ans contre le gouvernement, gagna le contrôle de la plus grande partie du pays, causant la perte de 15000 vies et le déplacement de 1,5 millions des 4 millions d'habitants du pays.³¹ La Sierra Leone engagea Executive Outcomes en mai 1995, comme multiplicateur de force, élément de combat et fournisseur de soutien aérien pour les 14000 membres de l'armée sierra-léonaise.³²

Tout comme en Angola, Executive Outcomes, accompagné des forces sierra-léonaises qu'elle forma, parvint à une réussite rapide et impressionnante contre le Front Révolutionnaire Uni. Vines décrit les opérations EO de la manière suivante :

L'avancement militaire d'[Executive Outcomes] (en Sierra Leone) fut rapide. Une fois encore, la société agit comme un multiplicateur de force fournissant des services techniques, des forces de combat et une formation limitée. Fin janvier 1996, les forces soutenues par [Executive Outcomes] avaient repris les mines de rutile et de bauxite sur la côte sud. . . [Executive Outcomes] affirme que seulement deux de ses employés furent tués durant ses opérations, qui durèrent un an et demi. Tout comme en Angola, un cessez-le-feu suivit, en novembre 1996.³³

Début 1996, 120 membres d'EO, soutenus par des hélicoptères d'attaque, bloquèrent une offensive forte contre la capitale de Freetown par les forces du Front Révolutionnaire Uni, en supériorité numérique, démontrant ainsi, plus fortement qu'en Angola, les qualités dont ils pouvaient faire preuve en tant que force de combat efficace contre des milices de piètre qualité.³⁴ En outre, les opérations d'EO en Sierra Leone coûtèrent la somme relativement pas élevée de 35 millions USD.³⁵

Ces interventions en Angola et en Sierra Leone fournissent un modèle de la manière dont une société privée militaire pourrait se déployer au Darfour et apporter de la stabilité à cette région. Littéralement «Diables à cheval» les janjawids sont une « cavalerie tribale arabe montant des chevaux et des chameaux et portant des fusils » payée sous forme de butins ; ils représentent donc l'option bon marché pour la contre-insurrection.³⁶ Le faible coût des janjawids signifie qu'ils constituent des unités de piètre qualité similaires au Front Révolutionnaire Uni ou à l'UNITA. Brian Steidle a affirmé que les forces soudanaises au Darfour et les janjawids « ne représentaient pas une entité bien structurée ou disciplinée ». En comparaison aux normes [militaires] occidentales, leurs capacités sont très restreintes ». ³⁷ Une société privée telle que Blackwater (Xe), DynCorp ou Sandline International pourrait se déployer au Darfour, utilisant le modèle de Executive Outcomes, et neutraliser de manière efficace les unités gouvernementales et les janjawids, inférieurs, sous la couverture d'une zone d'exclusion aérienne protégée par les États-Unis.

Au Darfour, une société privée pourrait agir efficacement en tant que multiplicateur de force pour la MINUAD en utilisant des hélicoptères, son propre personnel et des avions de surveillance afin de sécuriser les villages menacés et les camps de personnes déplacées dans le pays jusqu'à ce que des troupes de l'ONU puissent le faire efficacement par elles-mêmes. La zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour permettrait aux unités contractuelles d'utiliser des drones et des hélicoptères pour surveiller les villages et les camps en danger, de déplacer rapidement des unités au sol vers les zones attaquées par les janjawids, puis de déployer les éléments nécessaires, au sol et dans l'air, pour défendre le village ou le camp. Cet objectif pourrait requérir un nombre limité de contrats, puisque, comme l'a prouvé Executive Outcomes aux abords de Freetown contre le Front Révolutionnaire Uni, quelques contractuels hautement formés et compétents suffisent à vaincre un grand nombre de miliciens de piètre qualité. La capacité de déplacer des soldats avec des hélicoptères et de procéder à des missions de reconnaissance aériennes leur permettrait de couvrir de larges zones avec un nombre limité de soldats, puisque,



Photo AP, Marcelo Hernandez

Des milliers de personnes déplacées reçoivent de la nourriture dans un centre de secours en dehors de Kuito, en Angola, le 14 juin 2002. Près de 30 ans de guerre civile ont laissé la plupart du pays en ruines et les Nations Unies affirment que jusqu'à un demi million de personnes sont menacés de famine.

au lieu de défendre chaque village et chaque camp, ils pourraient surveiller les mouvements des janjawids et se rendre uniquement dans les zones que ces derniers attaquent.

Tandis que les éléments contractuels apportent de la sécurité aux villages et aux camps du Darfour, leur composante de multiplicateur de force pourrait former les soldats de la MINUAD afin qu'une force de stabilisation permanente demeure au Darfour en tant que force de maintien de la paix. Toutefois, pour que la paix puisse être maintenue, elle doit en premier lieu exister. Les éléments de combat contractuels pourraient fournir la force nécessaire pour amener la paix, puis les soldats de la MINUAD formés par la société privée pourraient prendre la relève afin de garantir la stabilité à long terme, évitant ainsi qu'une guerre civile ne recommence.

Même si les éléments de combat ne pouvaient pas pousser le gouvernement soudanais à signer un accord mettant un terme au génocide, la zone d'exclusion aérienne et les moyens contractuels pourraient rester en place pendant de nombreuses années étant donné leur faible coût. Si l'on se base sur le coût de Executive Outcomes en Angola et en Sierra Leone, le chiffre de 40 millions USD avancé par Boot serait probablement suffisant pour que des contractuels opèrent au Darfour pendant six mois.³⁸ Les États-Unis ont affecté 192,4 millions USD au Darfour en 2004.³⁹ L'ONU dispose actuellement de plus d'1,7 milliard USD destinés aux efforts de maintien de la paix au Darfour.⁴⁰ Le coût d'une société privée représenterait donc une somme relativement faible pour les États-Unis ou l'ONU, en particulier au vu du potentiel énorme des contractuels pour mettre un terme au génocide du Darfour.

Défis politiques

Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas établi de zone d'exclusion aérienne ni introduit de société privée au Darfour ? Il existe de nombreuses raisons à cela. Certaines personnes, certains gouvernements, certaines sociétés, la communauté internationale et l'armée américaine ne sont que quelques unes des sources de l'inaction en ce qui concerne le Darfour et disposent tous d'une raison différente de croire qu'une intervention des États-Unis est inacceptable.

Selon Samantha Power, l'une des plus grandes spécialistes des génocides, les États-Unis hésitent à intervenir pour arrêter des génocides principalement parce qu'il n'existe pas assez de pression politique nationale pour forcer les officiels élus et les dirigeants à agir. Ce n'est cependant pas le cas avec le Darfour. Dans son livre *"A Problem From Hell": America and the Age of Génocide*, couronné du Prix Pulitzer, Power écrit : « la véritable raison pour laquelle les États-Unis n'ont pas fait ce qu'ils pouvaient et ce qu'ils auraient dû faire pour stopper le génocide n'était pas un manque de connaissance ou d'influence, mais un manque de volonté ».⁴¹ Straus résume parfaitement l'idée de Power lorsqu'il déclare : « Pour gagner la bataille (contre le génocide), explique Power,

les constituants, la société civile, les décideurs d'opinions au sein de l'élite du gouvernement doivent exercer une pression sur les élus politiques afin que ces derniers créent la volonté politique nécessaire ».⁴²

Straus affirme qu'une forte coalition nationale pour une intervention au Darfour existe bel et bien, mais que d'autres sources freinent l'action de l'ONU. Dès le début du génocide au Darfour, des individus et des organisations choqués par cette tragédie ont formé un groupe d'intérêt divers et puissant. Straus écrit que la « coalition comprenait des chrétiens évangélistes, des afro-américains, des organisations des droits de l'homme, des groupes de juifs-américains et des officiels gouvernementaux ».⁴³ Ce groupe dispose d'une large influence politique. Les chrétiens évangélistes demeurent par exemple l'un des plus ferventes et loyales composantes du parti républicain, tandis que les afro-américains représentent l'une des plus avides et loyales composantes du parti démocrate. Malheureusement, comme l'explique Straus, « la pression nationale n'a pas été suffisante pour générer une politique concrète visant à mettre un terme au génocide ».⁴⁴ Straus indique que la Guerre contre le Terrorisme constitue un obstacle majeur à l'intervention des États-Unis au Darfour. En raison de l'engagement de ses soldats en Iraq et en Afghanistan et de son manque de crédibilité suite au lancement de la guerre en Iraq, les États-Unis ont du mal à rassembler le soutien international nécessaire pour intervenir.⁴⁵

Plus important encore, une série d'incidents impliquant des contractuels en Iraq a rendu leur envoi au Darfour politiquement et bureaucratiquement difficile. Le 16 septembre 2007, des employés de sécurité de Blackwater (Xe) ont tué sans raison 14 civils irakiens, créant une image de contractuels militaires à la gâchette rapide, avides d'argent, sans normes morales ni éthiques.⁴⁶ Suite à cela, la plupart des américains et des congressmen américains considèrent les contractuels militaires privés et les janjawids comme des entités similaires ; il est donc improbable que le Congrès déploie des combattants contractuels au Darfour.

Un deuxième incident impliquant la perte d'employés de Blackwater fin mars 2006 à

Fallujah, en Iraq, démontre que, bien qu'il ne s'agisse pas de militaires américains, la mort de contractuels peut présenter des ramifications politiques importantes et ramener à l'esprit ce qui s'était passé à Mogadiscio, en Somalie, dans

...en raison de l'importance énorme de la Guerre contre le Terrorisme, il est improbable que le Pentagone dépense des ressources et un temps précieux dans un effort qui ne pose pas de menace à la sécurité nationale américaine.

les années 90. Quatre contractuels de Blackwater qui traversaient Fallujah en voiture ont été attaqués, tués et mutilés. Leurs corps ont ensuite été traînés par une foule en colère à travers les rues de la ville iraquienne — une scène similaire à celle de Mogadiscio en 1993, qui a précipité la fin du dernier grand effort de maintien de la paix des États-Unis en Afrique.⁴⁷ En répercussion directe de cette tuerie, des Marines américains ont entamé l'opération « Vigilant Resolve ». ⁴⁸ Ainsi, les dirigeants américains ont dû utiliser la force militaire *en raison* de la présence de contractuels, bien qu'une des raisons principales pour utiliser ces derniers soit d'éviter d'engager des forces américaines au sol. Les crimes de Fallujah ont entaillé l'un des principaux avantages. Les États-Unis pourraient devoir retirer les contractuels militaires en raison de la pression politique nationale, comme le Président Clinton l'avait fait en Somalie, ou utiliser des forces militaires américaines pour stabiliser une situation dans laquelle des contractuels sont utilisés.

Il semble également improbable que l'armée américaine soutienne l'introduction de contractuels et l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne parce que le Pentagone ne veut pas abandonner son monopole de la

force militaire ou faire l'effort de planification bureaucratique nécessaire à la création d'une zone d'exclusion aérienne. Un officiel du gouvernement américain a indiqué que les contractuels seraient probablement retirés des rôles de combat en Iraq et en Afghanistan.⁴⁹ Le Pentagone ne soutiendra pas l'engagement de contractuels militaires pour accomplir des opérations de combat au Darfour.

Finalement, en raison de l'importance énorme de la Guerre contre le Terrorisme, il est improbable que le Pentagone dépense des ressources et un temps précieux dans un effort qui ne pose pas de menace à la sécurité nationale américaine. Power écrit : « Le gouvernement américain considérera probablement la prévention du génocide comme une tâche qu'il ne peut pas se permettre d'entreprendre tout en essayant de mieux protéger les américains ». ⁵⁰

En outre, 80 pourcents du pétrole du Soudan part en Chine et la Chine a besoin de ce pétrole pour soutenir son économie en expansion constante.⁵¹ Du fait de son implication économique au Soudan, il est improbable que la Chine soutienne un élément de maintien de la paix fort qui pourrait affaiblir le gouvernement soudanais. La Chine souhaite maintenir le statu quo au Soudan de manière à pouvoir continuer à acheter la plupart du pétrole du Soudan. Il est possible que la Chine fournisse une aide militaire importante au gouvernement soudanais afin de garantir ses contrats pétroliers, ce qui envenimerait encore davantage la situation au Darfour. La Chine pourrait utiliser son droit de veto au Conseil de Sécurité pour bloquer toute tentative américaine de donner une légitimité à la zone d'exclusion aérienne et à l'utilisation de contractuels par l'intermédiaire d'une Résolution du Conseil de Sécurité.

Les pays africains qui entourent le Soudan et dominent l'Union Africaine sont opposés à une intervention américaine au Darfour pour des raisons de souveraineté. Une intervention au Soudan violerait la souveraineté du pays, et plusieurs voisins du Soudan, tels que le Tchad et la Libye, qui ne brillent pas en matière de respect des droits de l'homme, pourraient avoir peur que les États-Unis les envahissent ensuite.⁵² Les pays plus petits disposant de ressources nationales

importantes pourraient également craindre, après l'invasion de l'Iraq, qu'une action similaire au Soudan puisse refléter un modèle de impérialisme américain. Straus écrit qu'il existe clairement une « suspicion internationale » qu'une « intervention humanitaire cacherait des intérêts matériels et stratégiques ».⁵³

Il semble improbable que les États-Unis ou tout autre pays envoie des mercenaires et imposent une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Darfour pour arrêter le génocide. Ainsi, le Darfour constitue un excellent exemple de la manière dont la volonté de faire « la bonne

chose » dans des relations internationales a moins d'importance qu'une variété d'éléments importants qui demeurent essentiels à la définition de la politique étrangère américaine.

L'objectif de la politique étrangère américaine n'est pas toujours de faire ce qui est moralement correct. La politique étrangère demeure une projection des intérêts nationaux d'un pays. Cette pierre angulaire de la politique étrangère américaine perdurera probablement et empêchera les États-Unis d'utiliser sa puissance économique et militaire pour mettre un terme aux génocides du 21^{ème} siècle. **MR**

NOTES

1. Samantha Power, "Dying in Darfur," *The New Yorker*, mai 2005.
2. Save Darfur, "Darfur Update—October 2007," <www.savedarfur.org/newsroom/policypapers/september_briefing_paper_the_genocide_in_darfur/> (27 mai 2009).
3. Pour une présentation plus générale du conflit au Darfour, voir le livre de Julie Flint et Alex De Waal, *Darfur: A Short History of a Long War* (London: Zed Books, 2006).
4. Brian Steidle, *Le Diabole Est Arrivé à Cheval*, DVD, dirigé par Ricki Stern et Anne Sundberg (London: Break Thru Films, 2007).
5. Résolution 1769 du Conseil de Sécurité de l'ONU, New York, 2007.
6. Résolution 1769 du Conseil de Sécurité de l'ONU.
7. Lydia Polgreen, "Peacekeeping in Darfur Hits More Obstacles," *The New York Times*, 24 mars 2008.
8. La Chine reçoit 80 pourcents du pétrole du Soudan, tandis que les États-Unis reçoivent le soutien du gouvernement soudanais dans la Guerre contre le Terrorisme.
9. Seuls 9000 des 24000 soldats mandatés par le Conseil de Sécurité avaient été déployés au Darfour en mars 2008.
10. Polgreen.
11. Max Boot a cité un contact à Blackwater comme source de la garantie de succès et du prix pour une telle entreprise.
12. Opération « Provide Comfort », <www.globalsecurity.org/military/ops/southern_watch.htm> (27 May 2009).
13. Opération « Northern Watch », <www.globalsecurity.org/military/ops/northern_watch.htm> (27 May 2009).
14. Unites States Air Force, « U.S. Air Force Combat Command Fact Sheet », <http://en.wikipedia.org/wiki/United_States_Air_Force> (27 mai 2009). Il s'agit du nombre d'avions de combat disponibles en 2008.
15. Commandant Michael V. McKelvey, « Air Power in MOOTW: A Critical Analysis of Using No-Fly Zones to Support National Objectives », Air Command and Staff College (non publié).
16. Scott Straus, « Rwanda and Darfur: A Comparative Analysis ». *Genocide Studies and Prevention* 1 (2006): 41-56.
17. Gouvernement du Soudan.
18. Brian Steidle et Gretchen Steidle Wallace, *The Devil Came on Horseback: Bearing Witness to the Genocide in Darfur* (New York: PublicAffairs, 2007), 161-62.
19. Alan J. Kuperman est professeur à MIT expert en génocides ; Alan J. Kuperman, « The Cases of Rwanda and Soudan », *The Newsletter of Foreign Policy Research Institute* 12 (2007).
20. Selon Nikolas Kristof, les États-Unis pourrait commencer à imposer immédiatement une zone d'exclusion aérienne à l'aide d'avions se trouvant sur des porte-avions, cependant des bases à long terme existent à Abache, au Tchad, et une base de l'U.S. Air Force existe déjà à Djibouti.
21. Steidle et Wallace, 196.
22. Articles sur les zones d'exclusion aérienne, <www.globalsecurity.org/cgi-bin/texis.cgi/webinator/search/?pr=default&order=r&query=no+fly+zone&submit=Submit> (27 mai 2009).
23. McKelvey, 10.
24. Guy Arnold, *Mercenaries: The Scourge of the Third World* (New York: St. Martin's Press Inc., 1999), 114-16.
25. Alex Vines, « The Privatization of Security in Africa » dans *The Privatization of Security in Africa*, ed. Greg Mills and John Stremmler (Johannesburg : South African Institute of International Affairs, 1999), 51.
26. Herbert M. Howe, « Private Security Forces and African Stability: The Case of Executive Outcomes », *Journal of Modern African Studies* 36-2 (1998), 311.
27. Vines, 51.
28. Ibid. Les MI-8 et les MI-17 sont des hélicoptères de fabrication russe modifiés pour des opérations de combat, tandis que les MiG 23 sont des chasseurs-bombardiers.
29. Howe, 325.
30. Vines, 52.
31. Howe, 313.
32. Vines, 52; Howe, 313.
33. Vines, 53.
34. Arnold, 118.
35. Vines, 52.
36. « Security and Foreign Forces: Soudan », *Jane's Online*, <http://www2.janes.com/WW/www_results.jsp> (27 May 2009).
37. Steidle et Wallace, 161.
38. Executive Outcomes n'avait pas besoin de payer ses armes, ses munitions, ses avions ou son carburant pendant ses opérations en Angola ou en Sierra Leone ; ses frais logistiques étaient donc minimaux. Toute société militaire privée au Darfour devrait se procurer elle-même cet équipement crucial, d'où les dépenses plus supérieures. En outre, le coût final serait également augmenté par le besoin d'un nombre plus élevé d'hélicoptères et de drones.
39. Power, « Dying in Darfur ».
40. Polgreen.
41. Samantha Power, « *A Problem From Hell* : America and the Age of Genocide » (New York: HarperCollins Books, 2002), 508.
42. Straus, 51.
43. Ibid.
44. Ibid, 52.
45. Ibid.
46. John M. Broder et David Johnston, « FBI Says Guards Killed 14 Iraqis Without Cause », *The New York Times*, 14 novembre 2007.
47. David Barstow, « Security Firm Says Its Workers Were Lured into Iraqi Ambush », *The New York Times*, 9 avril 2004.
48. Également connu comme la Première Bataille de Fallujah.
49. L'auteur a été informé de cette conversation au cours de sa présentation d'un Cours de Politique Étrangère Américaine à la U.S. Naval Academy. Le commentaire ne peut pas être confirmé et était probablement destiné à ne pas être attribué.
50. Power, « *A Problem From Hell* : America and the Age of Genocide », 512.
51. Steidle.
52. Bien qu'il s'inscrive dans les préceptes d'une version sous forme d'Intervention Humanitaire de la Théorie de la Guerre Juste, il existe un argument légitime selon lequel le fait que le gouvernement soudanais ait commis des crimes contre l'humanité signifie que le Soudan s'est déjà déchu de son droit de souveraineté au Darfour.
53. Straus, 53.

Intentions « malavisées » : la résistance à AFRICOM

Capitaine Moussa Diop Mboup, Armée sénégalaise,
Michael Mihalka, Ph.D. et
Commandant Douglas Lathrop, U.S. Army, à la retraite

« *Je pense que, en un certain sens, nous n'avons probablement pas fait le travail qui aurait été requis pour gagner le soutien nécessaire à AFRICOM.* »

—Secrétaire à la Défense Robert Gates, 13 juin 2008¹

L'IMPORTANCE DE L'AFRIQUE a nettement augmenté pendant que George W. Bush était Président. Le Président Bush a indiqué ce changement stratégique en termes dénués de toute ambiguïté : « L'Afrique est de plus en plus cruciale pour nos intérêts stratégiques. Nous avons constaté que les conditions existant de l'autre côté du monde peuvent avoir un impact direct sur notre propre sécurité. » Bush a plus que quadruplé l'aide envoyée à l'Afrique. Il a lancé de nombreux programmes qui aident l'Afrique, notamment le *Millennium Challenge Account*, le *President's Emergency Plan for AIDS Relief*, l'*Africa Education Initiative*, la *President's Malaria Initiative*, le *Congo Basin Forest Partnership* et l'Initiative to End Hunger in Africa. Sur le plan militaire, son plus grand accomplissement a été l'établissement d'un nouveau commandement, *Africa Command* (AFRICOM), qui est en train d'adopter un nouveau style de collaboration interagences

pour refléter la diversité des problèmes auxquels il est confronté, du terrorisme jusqu'au sida. Cependant, les Africains eux-mêmes voient AFRICOM avec scepticisme et méfiance.

La réaction des médias à AFRICOM dans l'ensemble de l'Afrique n'a pas été très favorable. À Johannesburg, le *Business Daily* a protesté : « L'expansion d'une base militaire géopolitique stratégique américaine sur le continent aggravera beaucoup des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée actuellement. »² *Le Reporter* à Alger a dit l'opinion suivante : « Les pays africains doivent tirer les conséquences des souffrances d'autres pays (Irak et Afghanistan). »³ Et Dalue Mbachu, un journaliste du Nigeria, s'est lamenté : « L'accroissement de la présence militaire des États-Unis en Afrique servira peut-être simplement à protéger des régimes impopulaires qui leur sont favorables, comme cela fut le cas pendant la Guerre froide, tandis que l'Afrique continue à sombrer plus profondément dans la pauvreté. »⁴ La blogosphère africaine a également réagi de façon très négative, considérant AFRICOM comme un tremplin pour une plus ample exploitation du continent par les États-Unis et de leur ingérence dans leurs affaires intérieures.⁵

Le Capitaine Moussa Diop Mboup est le officier d'état major responsable pour les opérations de maintien de la paix au Quartier Général des Forces Armées Sénégalaises, Division Formation et Organisation, à Dakar. Il est titulaire d'un mastère en Relations internationales de Webster University au Missouri et d'un MMAS de l'U.S. Command and Staff College.

Michael Mihalka, Ph.D., est actuellement professeur à la School for Advanced Military Studies. Il a effectué des présentations dans des universités en Ukraine, en Hongrie, en Slovaquie et en Roumanie. Le Professeur

Mihalka a obtenu son Doctorat en Science politique à l'University of Michigan.

Le Commandant Douglas Lathrop, U.S. Army, à la retraite, a passé la plus grande partie de sa carrière comme officier du service étranger pour la région Afrique subsaharienne. M. Lathrop est instructeur au U.S. Army Command and General Staff College. Il est titulaire de licences de Western Michigan University et de University of Saint Mary, et d'un Mastère en Affaires de sécurité nationale et d'Études africaines de la Naval Postgraduate School.



(Photo AP, Rebecca Blackwell)

Des travailleurs portuaires sénégalais font les préparatifs nécessaires en vue de l'arrivée du navire USS Fort McHenry dans le port de Dakar, Sénégal, le 5 novembre 2007. Les Africains craignent que l'Amérique n'ait certaines arrière-pensées en raison de sa lutte contre le terrorisme et de son désir de s'accaparer les ressources du continent.

De nombreux responsables africains n'ont rien eu de meilleur à dire. Abdullahi Alzubedi, l'ambassadeur libyen en Afrique du Sud, a déclaré à un journaliste :

Comment les États-Unis peuvent-ils diviser le monde en ses propres commandements militaires ? Cette tâche n'aurait-elle pas dû incomber aux Nations Unies ? Que se passerait-il si la Chine décidait également de créer son propre Commandement pour l'Afrique ? Est-ce que cela ne causerait pas un conflit sur le continent ?⁶

Seuls certains petits pays africains tels que le Liberia ont fait preuve d'enthousiasme pour le projet, en partie parce qu'ils pensent que les États-Unis feront efficacement contrepoids aux hégémonies régionales africaines.⁷ Il est d'ailleurs tout à fait vrai que ces pays à tendances hégémoniques, en particulier le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Algérie et la Libye, ont été dès le début des critiques bruyants du projet. Il existe des raisons variées pour lesquelles les Africains

résistent à l'implantation d'AFRICOM, et ces raisons ne sont pas les mêmes suivant la région, mais quatre raisons principales ressortent de l'analyse.

L'influence croissante de la Chine

L'influence croissante de la Chine donne aux Africains un choix et, au moins à court terme, ce pays semble présenter beaucoup plus d'avantages. Ceci a une importance considérable pour la politique africaine des États-Unis. Le continent africain est devenu l'un des principaux théâtres d'opérations pour la prochaine « Guerre froide » entre les États-Unis et la Chine. Par conséquent, la résistance à un engagement américain accru sur le continent est un précurseur de la compétition émergente portant sur le partage de zones d'influence. Dans cette compétition, la stratégie géopolitique opportuniste de la Chine est en train de permettre à ce pays de gagner les premiers rounds. (La Chine a poursuivi une stratégie similaire également couronnée de succès en Asie centrale.)⁸

La Russie aussi pourrait devenir un acteur. Gazprom, la société gazière russe, s'efforce actuellement de prendre le contrôle des champs de gaz naturel abandonnés par la Royal Dutch Shell au Nigeria.⁹ Plusieurs sociétés chinoises ont également exprimé de l'intérêt dans les champs de l'Ogoniland qui contiennent des réserves de gaz naturel estimées à 10 trillions de mètres cubes.

Les Africains et la plupart des journalistes refusent de croire les États-Unis malgré le fait que ces derniers ne cessent d'affirmer qu'AFRICOM n'a rien à voir avec la Chine. L'une des premières questions posées en juin 2008 à la Secrétaire d'État adjointe à la Défense pour la politique africaine de l'époque, Theresa Whelan, a été : « Pourquoi n'avez-vous pas mentionné la Chine dans votre briefing ? » Voici ce qu'elle a répondu alors :

Je n'en ai pas parlé pour une très bonne raison – parce que ceci n'est pas au sujet de la Chine. Tout le monde semble vouloir que ce soit au sujet de la Chine, et peut-être y a-t-il une certaine nostalgie de la Guerre froide, je ne sais pas. Mais ceci n'a rien à voir avec la Chine. Ceci concerne les intérêts des États-Unis en matière de sécurité en Afrique, dans le contexte plus large de la sécurité dans le monde. La Chine, c'est vrai, s'engage plus en Afrique, à la fois pour – principalement pour des raisons économiques. La Chine est intéressée par les ressources naturelles de l'Afrique, et elle souhaite pouvoir les

un pays capitaliste. Notre économie est construite sur le principe de la concurrence. Ce n'est donc pas vraiment un problème pour nous.¹⁰

Mais les Africains n'y croient pas vraiment, et beaucoup d'Américains sont également sceptiques à ce sujet.

Un briefing de 2007 dont tout le monde parle en Afrique liste quatre perceptions courantes des raisons pour lesquelles les États-Unis ont lancé le projet AFRICOM : les ressources naturelles de l'Afrique, son déficit démocratique, la présence croissante de la Chine et le terrorisme.¹¹ D'autres analystes sont encore plus francs : « Le Pentagone prétend que la seule raison d'être d'AFRICOM est d'intégrer la coordination et de 'construire les capacités des partenaires', mais la nouvelle structure a réellement pour objectifs de s'approprier des ressources naturelles, de contrer le terrorisme et de refouler l'influence chinoise. »¹²

La stratégie antiterroriste des États-Unis

Le continent africain n'est pas hostile à un rejet de la stratégie antiterroriste des États-Unis. La stratégie antiterroriste de ce pays a convaincu les pays africains de l'égoïsme des préoccupations des États-Unis concernant la sécurité en Afrique. La « Guerre contre le terrorisme » est devenue un sujet brûlant pour certains pays africains, en particulier ceux qui ont une population musulmane importante sur leur territoire, parce qu'ils en craignent les effets déstabilisateurs et le risque de radicalisation. De plus, certaines organisations de la société civile africaine, des activistes dans le domaine de la protection des droits de l'homme et certains partis politiques d'opposition dénoncent vigoureusement son impact négatif sur les droits civiques et les réformes démocratiques. Certaines organisations non gouvernementales estiment que la présence de troupes américaines sur le sol africain aura l'effet contraire de ce qui est espéré avec AFRICOM.

Le commandement AFRICOM est conçu pour apporter la stabilité à l'Afrique, mais seulement dans la mesure où cette stabilité est favorable aux intérêts des États-Unis. De nombreux Africains estiment qu'AFRICOM jouera en fait un rôle déstabilisateur pour le continent et fera courir de grands risques

...La Chine fournit aux pays africains une alternative qui, au moins à court terme, est beaucoup plus attrayante à de nombreux égards.

extraire pour son compte. Elle a également des intérêts dans divers marchés africains. Ceci ne nous pose aucun problème. Les États-Unis ne sont pas inquiets de cette compétition économique avec la Chine. Ce que je veux dire, c'est que nous sommes

pour les partenaires africains des États-Unis. Malgré tout ce qu'on peut dire actuellement sur l'aspect nouveau et innovateur de ce nouveau type d'engagement, il se peut qu'AFRICOM

La stratégie antiterroriste a convaincu les pays africains de l'égoïsme des que les problèmes de sécurité des États-Unis...

serve tout simplement à protéger les régimes impopulaires qui sont favorables aux États-Unis et à leurs intérêts pendant que l'Afrique s'enfonce encore plus dans la pauvreté, comme cela fut le cas pendant la Guerre froide.¹³

Les pays africains et les organisations régionales ont des points de vue similaires. La Communauté pour le Développement de l'Afrique australe (SADC), qui représente 14 pays de l'Afrique australe, a déclaré qu'aucun de ses membres n'accueillerait AFRICOM. Selon les termes du Ministre sud-africain de la Défense, Mosiuoa Lekota :

Lors de la réunion du Comité interétatique de la Défense et de la Sécurité qui a eu lieu à Dar es Salaam, les Ministres de la Défense et de la Sécurité de la SADC ont pris la décision de ne pas accepter d'accueillir AFRICOM dans leurs pays – et en particulier les forces armées [des États-Unis] – et ils recommandent aux pays frères de la région de faire de même.¹⁴

Il ajouta que les 53 membres de l'Union africaine ne devraient pas autoriser la présence de forces américaines, et au cas où ils le feraient, il seraient menacé que « les autres pays frères pourront refuser de coopérer avec [les pays qui autoriseraient une telle présence] dans d'autres domaines en plus de ce domaine particulier. »

Une analyse réalisée en 2007 par l'U.S. Army War College Strategic Studies Institute conclut que les efforts de lutte contre le terrorisme des États-Unis depuis 2001 en Afrique ont été contre-productifs :

Bien qu'ils aient été souvent couronnés de succès sur le plan tactique, ces efforts – contre les insurgés algériens en Afrique du Nord et contre un assortiment d'Islamistes en Somalie — n'ont pas été réellement bénéfiques pour les intérêts de sécurité des États-Unis et n'ont pas non plus réussi à stabiliser la situation dans les pays concernés. Cet échec peut être imputé en partie aux hypothèses erronées sur lesquelles la guerre contre le terrorisme s'est appuyée en Afrique. Les États-Unis ont basé leurs initiatives de lutte contre le terrorisme depuis le 11 septembre sur une politique d'« agrégation » dans le cadre de laquelle des insurrections localisées et sans liens les unes avec les autres ont été amalgamées en un ensemble effrayant, mais artificiellement monolithique. Des analyses erronées concernant la proportion non négligeable de Musulmans dans la population africaine et sa pauvreté accablante, le grand nombre de régions où règne l'anarchie et les pays ingouvernables ont contribué encore plus à présenter une image déformée de la menace terroriste provenant du continent.¹⁵

En d'autres termes, la lutte contre le terrorisme en Afrique a commencé à faire écho à la lutte contre le Communisme pendant la Guerre froide. Al-Qaeda est devenu le « croque-mitaine » de notre époque, tentant vainement de coordonner des efforts disparates de groupes éloignés les uns des autres dont les problèmes sont locaux. Les États-Unis n'ont pas encore tiré les leçons du fiasco de la Guerre du Vietnam.

Une apparence d'inutilité

AFRICOM a peut-être perdu toute valeur aux yeux de dirigeants africains qui auraient accueilli une assistance concrète et substantielle des États-Unis en matière de sécurité. Il ne fait aucun doute que la sécurité préoccupe toujours énormément l'Afrique, et qu'elle aurait pu constituer un formidable outil de marchandage d'autant plus crédible qu'il bénéficiait du soutien de la plus grande puissance militaire du monde. Cependant, son association avec une plate-forme irréalisable de démocratisation et de programmes humanitaires a gaspillé ce pouvoir de marchandage. Le résultat a

été une augmentation de la méfiance, de l'incrédulité et des préoccupations au sujet de la militarisation de la diplomatie américaine. Bien qu'AFRICOM souligne avec fierté sa structure multidisciplinaire, les dirigeants africains s'en méfient. Quel dirigeant africain pourrait accueillir une organisation militaire pour lui apprendre les règles de la démocratie et d'une bonne gouvernance ?

Un analyste estime que l'amalgame des idéaux démocratiques et de l'institution militaire a eu le pire résultat qui soit – pas de démocratie et pas de sécurité :

À la place d'une vision claire, les dirigeants américains ont présenté une image confuse d'une organisation ayant apparemment l'intention de combiner le développement économique et les activités de promotion d'une bonne gouvernance qui étaient jusque-là l'apanage des administrations civiles, avec des activités militaires. En raison des nombreux coups d'État dont a souffert le continent naguère, les Africains

ont tendance à regarder cette militarisation de l'espace civil avec une grande méfiance.¹⁶

Un autre analyste a un point de vue très similaire : « Les soldats ne pouvaient pas non plus créer les conditions dans lesquelles la démocratie pourrait se développer et s'épanouir. Beaucoup de choses qui ont été faites au nom de la démocratie ont causé la déstabilisation et la destruction pays hôte, un processus qui n'est pas facile à inverser. »¹⁷

La stratégie bilatérale initiale d'AFRICOM

La stratégie bilatérale initiale d'AFRICOM l'a empêcher de se faire accepter. Une évaluation plus complète de l'environnement diplomatique actuel du continent africain aurait permis aux architectes de cette organisation d'identifier deux éléments essentiels. Le premier est l'engagement du continent à la poursuite de l'intégration et sa préférence pour des mécanismes de sécurité collective comme moyen de réduire son instabilité. Le deuxième



DOD, TSGT Jeremy T. Lock

Le Général William E. Ward, de l'U.S. Army, commandant en chef de l'U.S. Africa Command, dans le cadre d'un entretien avec le Colonel Sam Kavuma, de l'Ugandan People's Defense Force, pendant une visite du district de Gulu en Ouganda, le 10 avril 2008.

élément, et c'est peut-être l'élément le plus crucial des deux, est le fait que l'orientation sécuritaire est dirigée par les grandes puissances à tendance hégémonique de la région – l'Afrique du Sud, le Nigeria et, dans une certaine mesure, la Libye – dont les politiques visent toutes à s'opposer à chaque ingérence de pays extérieurs à l'Afrique. L'Afrique du Sud, le Nigeria et la Libye ont exprimé l'opposition la plus forte à AFRICOM dans leurs « zones d'influence ». Une stratégie bien meilleure aurait pu consister à entamer un dialogue dès le début avec les structures régionales du continent et à solliciter leur engagement direct.

Il n'est pas question de nier que face à une résistance quasiment uniforme, AFRICOM a commencé à baisser le ton en ce qui concerne certaines de ses innovations principales. Les médias spéculent toujours que chaque pays visité par les dirigeants d'AFRICOM lors de leurs visites sur le continent servira de pays d'accueil pour AFRICOM, mais AFRICOM rejette toujours de telles allégations. Par exemple, lorsque le commandant en chef d'AFRICOM, le Général William E. Ward, s'est rendu en Ouganda en avril 2008, le responsable des relations publiques d'AFRICOM a affirmé : « Nous n'avons nullement l'intention de créer de nouvelles bases en Afrique, ou en Ouganda en particulier. »¹⁸ Le Maroc, l'Algérie et la Libye ont refusé tous les trois d'autoriser l'implantation d'une base américaine sur leurs territoires.¹⁹

En outre, AFRICOM a commencé à réduire l'importance qu'il accordait à l'origine à sa structure interinstitutionnelle et à ses programmes d'assistance humanitaire. Selon le commentaire récent d'un analyste, « Ils battent réellement la retraite sur le terrain de leur nature interinstitutionnelle. Ce qu'ils disent maintenant, c'est qu'ils fourniront des programmes militaires plus efficaces et plus productives. »²⁰

Ce redressement a commencé à porter des fruits. Le Gouvernement du Nigeria se montre désormais moins hostile à AFRICOM. Quand on lui a posé des questions sur le commandement, le Président du Nigeria a donné une réponse assez ambiguë, mais il a noté qu'AFRICOM avait pour objet la fourniture d'une assistance militaire traditionnelle. Le Ministre des Affaires étrangères du Nigeria a évoqué « AFRICOM 2 »,

impliquant que le Nigeria préférerait beaucoup un AFRICOM qui combattrait le terrorisme et renforcerait la capacité des armées africaines au vieil « AFRICOM 1 », par l'intermédiaire duquel les États-Unis étaient intervenus sur le continent sans même consulter les gouvernements locaux.²¹ De plus, il précisa que ceci augmenterait les chances du Nigeria d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le Général Ward a beaucoup fait pour dissiper cette réticence initiale. Par exemple, un ancien Président du Botswana, Festus Mogae, vient de déclarer son soutien à AFRICOM.²² Un commentateur ghanéen indiqua que son pays serait l'« hôte idéal » pour AFRICOM.²³ Néanmoins, les trois « grands » – la Libye, le Nigeria et l'Afrique du Sud – font toujours preuve de la même méfiance vis-à-vis d'AFRICOM. La notification selon laquelle le Président Barack Obama ne se rendrait pas au Nigeria lors de son voyage en Afrique a été interprétée en partie comme une rebuffade pour ce pays en raison de l'opposition de ce pays à AFRICOM.²⁴ Mary Yates, qui était alors l'adjointe du Commandant pour les relations civilo-militaires à AFRICOM, admit qu'AFRICOM « n'avait pas été lancé comme il aurait fallu. Et vous savez, lorsque vous travaillez en Afrique, il est important de consulter tout le monde. Il vaut mieux y aller et écouter, et prendre une dizaine de tasses de thé. Et cela n'a probablement pas eu lieu. »²⁵

Un échec en termes de relations publiques ?

Certains analystes ont jugé que la résistance initiale à AFRICOM tenait en grande partie à une mauvaise campagne de relations publiques. Brett Schaeffer, de la Heritage Foundation, estime que :

Étant donné que les États-Unis ont tellement hésité à annoncer les détails, cela a permis aux gens de suggérer toutes sortes de théories sur des conspirations imaginaires pour combler les lacunes de l'information, sans avoir de fondements valides sur lesquels baser leurs conclusions . . . Tout ce que les États-Unis peuvent faire, c'est d'expliquer clairement quel rôle ils envisagent pour AFRICOM – ce que je considère tout à fait positif.²⁶

Malgré tout, même une très bonne campagne de relations publiques ne suffira pas à convaincre

les puissances à tendances hégémoniques de la région que le regain d'intérêt des États-Unis pour l'Afrique n'aura pas des conséquences contraires à leurs intérêts. Et les Africains ne seront pas facilement convaincus par des affirmations des États-Unis selon lesquelles AFRICOM n'a pas pour objectif de s'opposer à l'influence chinoise (ou indienne, ou russe). Ils imaginent déjà une nouvelle version du « Partage de l'Afrique ». ²⁷ Pire encore, ils considèrent la rhétorique de l'idéalisme démocratique comme une version moderne du « fardeau de l'homme blanc » ou de sa mission civilisatrice. Le Gouvernement actuel des États-Unis peut avoir oublié la rhétorique avilissante du 19^e siècle, mais les Africains ne l'ont certainement pas oubliée. Certains d'entre eux comparent la réunion du G8 de 2006 qui a manifesté pour la première fois le récent intérêt des grandes puissances pour l'Afrique au Congrès de Berlin au 19^e siècle qui avait morcelé le continent. Aucun Africain n'avait participé à ce Congrès non plus.

Recommandations concernant la stratégie

Pour corriger ces erreurs initiales, les plans d'AFRICOM concernant sa stratégie d'implantation et ses communications stratégiques devraient inclure les processus suivants :

- Refondre la stratégie des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique dans un ensemble plus complet afin d'être plus cohérente et uniforme, et d'être plus axée sur le long terme. Il faudrait reconnaître plus ouvertement le rôle désormais important de l'Afrique dans la politique américaine et donner un nouvel élan politique pour la mobilisation des ressources et le développement d'une bureaucratie dédiée à cet objectif.

- Établir un cadre officiel de collaboration incluant AFRICOM, l'Union africaine et les Communautés économiques régionales, avec notamment des structures communes de planification et de coordination. Une reconnaissance officielle d'AFRICOM par le Conseil exécutif de l'Union africaine et ses antennes régionales constituerait un jalon d'importance cruciale. En échange, AFRICOM devrait renoncer à sa stratégie bilatérale habituelle et s'axer sur la collaboration avec les institutions continentales.

- Élaborer conjointement la stratégie d'AFRICOM avec les organes de sécurité collective du continent, tels que le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine et les structures des conseils économiques régionaux pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits. Négocier des protocoles d'entente avec ces structures.

- Redéfinir le concept d'AFRICOM et recentrer le commandement sur les questions de sécurité. Maintenir les programmes civils et humanitaires, ainsi que les efforts de libéralisation, sous l'égide du Département d'État et de l'U.S. Agency for International Development, qui ont déjà démontré leur efficacité à cet égard et jouissent de la confiance des Africains jusqu'au niveau des communautés locales. Ceci contribuerait aussi dans une très large mesure à apaiser les préoccupations des dirigeants africains au sujet d'une militarisation de la politique américaine en Afrique.

- Renforcer les ressources d'AFRICOM pour les programmes liés à la sécurité et exprimer l'engagement des États-Unis à fournir un soutien logistique et communiquer les informations nécessaires à l'appui des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine. En fonction des circonstances, tout particulièrement dans le contexte des missions du type Chapitre VII, le soutien apporté par AFRICOM à ces missions pourrait se traduire par un support aérien plus conséquent (pour les transports et comme appui aérien direct). La déclaration de mission du commandement indique fait que celui-ci adopte désormais une posture plus axée sur la sécurité, en mettant en valeur un « engagement de sécurité soutenu par l'intermédiaire de programmes d'assistance de sa structure militaire aux forces armées » et « d'autres opérations selon les besoins dans le but de promouvoir un environnement africain stable et sûr qui correspondrait aux buts de la politique étrangère américaine ». AFRICOM devrait accentuer cette réorientation et la consolider autour de mécanismes négociés de coopération et de plans communs dans le domaine de la sécurité.

- Saisir l'opportunité présentée par le renforcement actuel de l'UNAMID pour démontrer la résolution des États-Unis d'apporter son soutien aux initiatives de paix sur le continent grâce à un appui dans les domaines de la logistique et du renseignement.

• Axer l'assistance d'AFRICOM à la formation sur des programmes multilatéraux par le biais de la Force africaine en attente et de ses brigades régionales, et fournir cette assistance par des exercices au niveau du bataillon et de la brigade, des exercices de postes de commandement et on soutien pour les centres de formation à la paix bénéficiant de l'appui des États-Unis dans chaque région. Le Kofi Annan International Peace Training Center pourrait fournir de laboratoire intéressant pour ce concept. AFRICOM pourrait contribuer à augmenter la capacité du Centre avec de l'argent, des équipements et des instructeurs.

Recommandations concernant les communications stratégiques

Voici des recommandations on vue de communications qui permettraient d'amorcer un dialogue plus constructif :

• Engager les dirigeants politiques africains en leur expliquant la raison d'être réelle d'AFRICOM

afin d'éliminer leurs perceptions négatives contre le commandement. À cet égard, l'élaboration d'un document de synthèse sur la stratégie par les responsables au niveau politique serait utile pour clarifier les objectifs stratégiques des États-Unis. Il ne fait guère de doute que les pays africains comprendraient et peut-être accepteraient le droit légitime des États-Unis de poursuivre ses intérêts à l'échelle mondiale.

• Ouvrir un dialogue avec la société civile africaine, clarifier les objectifs du commandement et souligner ses avantages pour la sécurité et la stabilité du continent.

• Réduire la rhétorique antiterroriste et cibler les problèmes de sécurité qui concernent plus les Africains. Restaurer l'importance des problèmes de sécurité de l'Afrique parmi les priorités d'AFRICOM en matière de sécurité.

• Lancer des campagnes médiatiques sur l'ensemble du continent afin de souligner la nature bienveillante d'AFRICOM et la générosité de son programme d'assistance. **MR**

NOTES

1. « U.S. fails to find an African home for its new African Command », *World Tribune*, 13 juin 2008. <www.worldtribune.com/worldtribune/WTARC/2008/ss_military0236_06_13.asp> (16 juin 2008).

2. Michele Ruiters, « Why U.S.'s AFRICOM Will Hurt Africa », *Business Day* (Johannesburg), 14 février 2007 <<http://allafrica.com/stories/200702140349.html>> (25 mai 2008).

3. « Africa Command: Opportunity for Enhanced Engagement for the Militarization of U.S.-Africa Relations? » Déclaration de M. Wafula Okumu, Washington, DC, Commission des Affaires étrangères, Sous-commission Afrique et santé mondiale de la Chambre des Représentants des États-Unis, 110^e Congrès, Première session, 2 août 2007, 45.

4. Conn Hallinan, « Into Africa », *Foreign Policy in Focus*, 15 mars 2007, <www.fpif.org/fpifxt/4079> (25 mai 2008).

5. John Lieberhardt, « The groundswell of opposition to AFRICOM from African bloggers », <www.globalvoicesonline.org/2008/02/24/african-bloggers-the-groundswell-of-opposition-to-AFRICOM/> (28 mai 2008).

6. Deane-Peter Baker, « The Americans are Already Here », Institute for Security Studies (Pretoria), 16 août 2007. <www.iss.co.za/index.php?link_id=31&slink_id=4874&link_type=12&slink_type=12&tmpl_id=3> (25 mai 2008).

7. Juliana Taiwo, « Africa: Liberia Wants AFRICOM Sited on Continent », *This Day* (Lagos), 6 novembre 2007, <<http://allafrica.com/stories/200711060775.html>> (17 juin 2008).

8. Michael Mihalka, « Not Much of a Game: Security Dynamics in Central Asia », *China and Eurasia Forum Quarterly* 5, N° 2: (2007).

9. Chika Amanze-Nwachuku et Davidson Iriekpen, « Nigeria: Russian, Chinese Oil Firms Jostle for Ogoni », *This Day* (Lagos), 16 juin 2008, <<http://allafrica.com/stories/200806160005.html>> (17 juin 2008).

10. « Pentagon Africa Policy Chief Whelan Describes U.S. Objectives for Africa Command », Transcription, 18 février 2008, <www.AFRICOM.mil/getArticle.asp?art=1663> (18 juin 2008).

11. Derek S. Reveron, Professeur associé en Affaires de sécurité nationale à l'U.S. Naval War College, Briefing, 19 juillet 2007, <<http://africacommand.org/Documents/AFRICOMJuly19.pdf>> (18 juin 2008).

12. Daniel Volman et Beth Tuckey, « Militarizing Africa (Again) », *Foreign Policy In Focus*, 21 février 2008, <www.fpif.org/fpifxt/4997> (19 juin 2008).

13. Resist AFRICOM, <http://salsa.democracyinaction.org/o/1552/t/5734/content.jsp?content_KEY=3855> (19 juin 2008). Plusieurs ONG supportent ce site Web.

14. Shaun Benton, « Africa Opposed to U.S. Command Base—Lekota », *BuaNews* (Tshwane), 29 août 2007, <<http://allafrica.com/stories/200708290848.html>> (19 juin 2008).

15. Robert G. Berschinski, « Africom's Dilemma: The 'Global War on Terrorism,' 'Capacity Building,' Humanitarianism, and the Future of U.S. Security Policy in Africa », Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, Carlisle Barracks, Pennsylvanie, novembre 2007, <www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=827> (19 juin 2008).

16. Samuel Makinda, « Why AFRICOM Has Not Won Over Africans », *Africa Policy Forum*, 25 février 2008, <<http://forums.csis.org/africa/?p=72>> (19 juin 2008).

17. Ruiters.

18. Grace Matsiko, « Uganda: U.S. Rules Out AFRICOM Base in Country », *The Monitor* (Kampala), 11 avril 2008, <<http://allafrica.com/stories/200804110074.html>> (17 juin 2008).

19. Ibid.

20. Gordon Lubold, « Pentagon scales back AFRICOM ambitions », *Christian Science Monitor*, 16 mai 2008, <www.csmonitor.com/2008/0516/p03s03-usmi.html?page=1> (13 juin 2008).

21. Josiah Oluwale, « Nigeria Backpedals on AFRICOM », *The Punch*, 28 mai 2008.

22. The Botswana Guardian, 15 mai 2009.

23. Asare Otchere-Darko : « Obama's Visit: What's in it for us and U.S.? » <Ghanaweb.com>, 25 mai 2009.

24. Modupe Ogunbayo : « Obama Shuns Nigeria », *Newswatch* [Lagos], 25 mai 2009-1^{er} juin 2009, 28-30.

25. « Transcript: Yates Discusses Lessons Learned at U.S. Africa Command », 12 mai 2009, <www.africom.mil/getArticle.asp?art=3009> (2 juin 2009).

26. Daniel Gordon, « The controversy over AFRICOM », BBC News, 3 octobre 2007, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7026197.stm>> (17 juin 2008).

27. Obi Nwakanma, « AFRICOM—The Invasion of Africa », *Vanguard* (Lagos), 18 novembre 2007.

Comment tirer le meilleur parti possible de la liminalité pour réformer le secteur de la sécurité après un conflit

Commandant Louis P. Melancon, U.S. Army

LA SUITE DE n'importe quel conflit, il est vraisemblable que le besoin de réforme du secteur de la sécurité sera prioritaire dans le cadre général de la stabilité, de la sécurité, de la transition et de la reconstruction. Il est fort probable que certains aspects du secteur de la sécurité ne soient plus appropriés dans le contexte désiré à la fin du conflit. La réforme du secteur de la sécurité est une tâche complexe pouvant être affectée par des facteurs très variés. Elle devrait être abordée dans le contexte de systèmes de soutien et des politiques générales à l'échelle nationale (ou même multinationale si l'on se trouve dans le cadre d'une coalition). Les forces armées des États-Unis ont entrepris plusieurs missions visant à mettre en oeuvre une réforme du secteur de la sécurité par le biais d'opérations dans « le monde réel », et il se peut qu'elles aient à le faire à nouveau. Les États-Unis et bien d'autres pays n'ont pas tiré le meilleur parti possible de cette réforme (en particulier ce qui a trait à la partie militaire). Pourtant, l'effet de liminalité pourrait augmenter la viabilité des efforts de réforme, bien qu'il ne manque pas de soulever des questions éthiques.

Que signifie « Réforme du secteur de la sécurité » ?

Dans le cadre de cette discussion, la « Réforme du secteur de la sécurité » est conforme à la définition d'un « système de sécurité » qui est

utilisée par l'Organisation de la Coopération et du Développement Économique :

Les acteurs fondamentaux dans le secteur de la sécurité (par ex., les forces armées, la police, la gendarmerie, les gardes-frontières, les agents des douanes et de l'immigration, ainsi que les services de sécurité et du renseignement) ; les organismes de gestion et de supervision de la sécurité (par ex., les Ministères de la Défense et de l'Intérieur, les organismes de gestion financière et les commissions chargées d'examiner les plaintes du public) ; les institutions judiciaires et les organismes chargés de faire respecter les lois (par ex., le secteur de la Justice, les prisons, le Parquet, les systèmes judiciaires traditionnels) ; et les forces de sécurité agissant en dehors du cadre public ou légal (par ex., sociétés de sécurité privées, armées insurrectionnelles et milices privées).¹

Cette définition sera suffisante pour le « secteur de la sécurité », mais nous allons nous préoccuper ici des actions en rapport avec un nombre relativement limité d'acteurs fondamentaux – essentiellement les forces armées et la gendarmerie.

Le concept de « réforme » dans l'expression « réforme du secteur de la sécurité » est plus difficile à identifier précisément. Tout comme le secteur lui-même couvre des acteurs extrêmement divers, la réforme a pour objet de s'attaquer au problème d'un point de vue systémique. Certains facteurs sont assez évidents : il faut s'assurer

Le Commandant Louis P. Melancon, de l'U.S. Army, est le responsable des plans de renseignements pour la Joint IED Defeat Organization, Washington, D.C. Il est titulaire d'un B.A. (équivalent de la Licence) de l'University of Illinois ; d'un M.S. (équivalent d'un Master en Sciences) du Joint

Military Intelligence College, Washington, D.C. et d'un M.A. (équivalent d'un Master en Sciences humaines) du King's College, University of London. Il est également diplômé du Joint Service Command and Staff College au Royaume-Uni et a servi aux États-Unis, en Corée et en Irak.

que l'organisation incluant les acteurs fondamentaux est appropriée en matière de taille comme de fonction, que les acteurs fondamentaux sont bien contrôlés par le pouvoir civil, et que ce même pouvoir civil utilise son autorité de façon appropriée. La réforme est plus un processus qu'un objectif.² La réalisation de certaines conditions constitue un état final à atteindre. L'assistance d'acteurs extérieurs est requise dès le début, et les acteurs autochtones de l'État doivent également intervenir. Certains analystes estiment que le terme « réforme »

n'est pas le meilleur mot pour décrire le processus parce qu'il aurait une connotation péjorative.³ Cependant, aux fins de la présente discussion, l'hypothèse de travail est qu'un conflit a eu lieu ou est toujours en cours, et qu'au moins un acteur représenté par un État étranger, plus précisément les États-Unis, fournit son assistance dans le cadre du processus de réforme du secteur de la sécurité. Cette condition implique qu'il y a eu une défaillance d'un type ou d'un autre au sein du secteur de la sécurité autochtone, et que cette défaillance est la raison pour laquelle une réforme est nécessaire.

Voici les principaux thèmes dominants pour la réforme du secteur de la sécurité :

- Les relations entre le pouvoir civil et les forces armées, tout particulièrement en ce qui concerne le besoin de supervision démocratique du secteur de la sécurité.
- Le maintien de l'intérêt et de l'investissement des parties prenantes, essentiellement dans le cas des acteurs extérieurs.
- La restructuration des ressources et des capacités des acteurs fondamentaux.⁴

Il est important de surveiller de près les relations entre le pouvoir civil et les forces armées – la vision d'une junte militaire hors de contrôle au sein de la population d'un pays sous-développé vient immédiatement à l'esprit. Ou, pire encore, on peut imaginer la capitale d'un pays en flammes



Un policier irakien monte la garde pendant que les recrues attendent les consignes à l'école de police de Karbala, en Irak, le 5 avril 2009.

(U.S. Navy, Spécialiste de 2ème classe en communication de masse Kim Smith)

alors que l'armée se scinde en deux camps hostiles pendant une tentative de coup d'État. Néanmoins, la question du contrôle civil va bien au-delà de ces pièges à éviter. Une bonne gouvernance est le but – et ceci implique que le secteur de la sécurité ne doit pas être utilisé comme un instrument personnel pour appliquer un certain programme politique et pour s'accaparer le pouvoir de façon non démocratique.

Une réforme peut être nécessaire pour mettre fin à certaines tendances autoritaires ou pour créer un environnement dans lequel de telles tendances ne se développent pas. En bref, la réforme du secteur de la sécurité implique la transformation de la culture de certaines institutions – l'installation d'un certain éthos, ou sa modification en quelque chose d'acceptable et d'utile dans le contexte de l'environnement suivant la fin du conflit.⁵ Toutefois, il y a eu fort peu de discussions publiques sur la façon d'y parvenir ; l'emploi du terme « liminalité » peut contribuer à combler cette lacune.

Qu'est-ce que la liminalité ?

Bien que ce terme puisse sembler exotique, la liminalité est un phénomène familier – c'est tout simplement le rite de transition qui accompagne un changement dans l'état ou le statut d'une personne au sein d'une société. Victor Turner a identifié trois phases distinctes du processus :

la phase de séparation, la phase de seuil ou de marge et la phase de réintégration.⁶ La plupart des gens qui ont eu des expériences dans l'U.S. Army reconnaîtront déjà un processus liminaire – le processus de « militarisation de l'individu ».⁷ Lorsque de nouvelles recrues arrivent dans un bataillon d'accueil, elles passent par la phase de séparation, quittant le confort de leur foyer pour entrer dans l'inconnu et subir le rite de passage appelé « formation élémentaire au combat », qui est la phase de seuil. À l'issue de cette formation, les recrues ont le droit de porter le béret noir de l'Armée, et il y a une cérémonie de remise des galons. En ce sens, elles sont réintégrées dans la société, le changement de leur position et de leur statut étant identifié grâce à leur uniforme et leur nouveau chapeau (pour la société dans son ensemble, mais même au sein de l'armée en tant que composante de la société). La liminalité existe à chaque fois qu'il existe un certain changement de statut psychologique, et les institutions militaires dans le monde entier l'utilisent dans le cadre du processus visant à transformer les civils en soldats.

Bien que ce terme puisse sembler exotique, la liminalité est un phénomène familier – c'est tout simplement les rites de transition qui accompagnent un changement... au sein d'une société.

Il y a un autre aspect, plus subtil, de la liminalité. La liminalité repose dans les liens de la personne concernée, à la fois avant et après l'accomplissement du processus. Par exemple, avant de s'engager dans le processus liminaire de la formation élémentaire au combat, le nouveau Soldat a des liens avec sa famille, ses amis, sa communauté et son école, entre autres choses. Il y a aura une séparation – une coupure de ces liens –

au cours de la première phase, mais de nouveaux liens se formeront pendant la phase de seuil – des liens avec les autres recrues et l'armée dans son ensemble. Avec la réintégration, les anciens liens seront rétablis, quoique sous une forme quelque peu modifiée. À présent, le jeune Soldat a des liens plus étendus – ceux qui existaient au début du processus liminaire et ceux qui se sont formés pendant ce processus.

Le potentiel de la liminalité

Le potentiel de la liminalité entre en jeu si une organisation peut tirer parti intentionnellement du processus et ajuster ces liens avec la société, tout particulièrement les liens « préliminaires », en vue de la modification du comportement. Dans une société démocratique libérale, avec une armée de métier, l'ajustement pourrait être extrême au point de conduire à l'isolation des soldats par rapport à la société.⁸ Cette situation improbable suggère le potentiel de la liminalité pour faciliter la réforme du secteur de la sécurité en facilitant les changements culturels affectant les acteurs fondamentaux du secteur de la sécurité. En ajustant radicalement la culture de l'institution par de l'ingénierie sociale pour transformer les personnes qui en font partie, tout comme l'institution militaire américaine le fait, une organisation est en mesure d'ajuster ou de marginaliser les liens les moins constructifs. L'inculcation de codes et de slogans, et même d'associations politiques, est un exemple de la façon dont la liminalité peut être manipulée. Toutes les organisations font ceci dans une certaine mesure pour améliorer la vision de l'organisation dans son ensemble, et le point auquel cela devient sinistre peut constituer une embûche. Il serait utile d'examiner quelques exemples de réformes de la sécurité dans « le monde réel » afin de déterminer où la liminalité aurait pu avoir été utilisée de façon constructive. En l'absence de connaissance factuelle de l'impact que de telles actions auraient pu avoir, je ne vais pas effectuer une évaluation d'un tel impact mais me limiter à souligner les opportunités présentées.

Le Liberia et la Mission des Nations Unies au Liberia

En septembre 2003, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopta la Résolution 1509,

établissant la Mission des Nations Unies au Liberia et ordonnant, entre autres tâches, la réforme du secteur de la sécurité :

- « Aider le gouvernement de transition du Libéria à surveiller et restructurer la force de police du pays, conformément aux principes d'une police démocratique, mettre au point un programme de formation de la police civile et aider de toute autre manière à la formation de la police civile, en collaboration avec la CEDEAO, les organisations internationales et les États intéressés. »

- « Aider le gouvernement de transition à constituer de nouvelles forces armées libériennes restructurées, en collaboration avec la CEDEAO, les organisations internationales et les États intéressés. »⁹

Bien qu'il ne s'agisse pas ici de nier l'importance de la réforme de la police ou de l'administration judiciaire dans son ensemble – ou le rôle des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration – la tâche indiquée par le deuxième paragraphe est ce qui nous intéresse ici.

Après 14 années de guerre civile, un concept pour structurer les nouvelles forces armées du Liberia a été élaboré, et le recrutement des candidats et le contrôle de leurs antécédents a alors commencé. Des recrues ont été choisies dans tout le pays et dans tous les groupes ethniques. Celles qui ont été acceptées ont participé à un programme de formation de base initial, imitant quelque peu la formation de base de l'U.S. Army. Ce programme était censé durer 11 semaines, mais en raison de contraintes budgétaires il a été réduit à huit semaines après l'élimination des trois premières semaines consacrées à l'enseignement des droits humains, à l'éducation civique et à l'apprentissage des relations entre les soldats et les civils. La responsabilité de cette formation a été transférée à des unités permanentes et des organismes pédagogiques existants, tels que l'American Bar Association.¹⁰

Dans le contexte du Liberia, l'enseignement du respect des droits humains et des relations entre les soldats et les civils joue un grand rôle pour influencer la façon dont les forces armées se comporteront vis-à-vis du reste de la société, tout particulièrement à la suite d'une longue guerre civile lors de laquelle les violations des Droits de l'Homme ont été très répandues. Si de



UN Photo, Shima Roy

Membres de l'International Police Service de la Mission des Nations Unies au Liberia (UNMIL) lors du briefing quotidien au siège de l'UNMIL à Monrovia avant de gagner leurs patrouilles avec les officiers du Service de police du Liberia, le 7 janvier 2004.

tels cours avaient été inclus dans la formation de base initiale, il est vraisemblable que les valeurs que la Mission des Nations Unies au Liberia essayait d'inculquer auraient pris racine et auraient porté des fruits beaucoup plus tôt en conséquence des effets de la liminalité. Le changement culturel institutionnel se produit lorsque les nouveaux soldats traversent les passages des changements liminaires, et il aurait pu se produire dans ce contexte. Il n'y a pas de preuve que l'administration de cette formation au sein d'unités permanentes n'aurait pas donné les résultats escomptés, mais il semble qu'il faille plus de temps pour que le changement institutionnel se produise.

L'aspect plus subtil de la liminalité est également présent ici. Bien qu'il soit difficile de dire si moins de temps de formation entraîne une transition liminaire moins efficace, il est difficile d'affirmer que les efforts de la Mission ont visé spécifiquement à maximiser les effets de la liminalité. Beaucoup d'efforts ont été consacrés à s'assurer que toutes les parties du pays seraient représentées dans les forces armées, sur le plan géographique comme sur le plan ethnique. Il ne fait aucun doute que chaque recrue aurait des liens avec sa zone géographique, sa ville ou son village natal, et son identité ethnique ou tribale. Pour unifier des recrues d'origines tellement diverses il fallait bien entendu faire de grands efforts en vue de promouvoir une transformation culturelle,

mais ceci a également donné la possibilité d'affaiblir délibérément les liens préexistants et d'y substituer de nouveaux liens dans l'esprit des recrues. Certains de ces liens peuvent être associés aux lignes de faille de la société, le long desquelles de l'instabilité et de nouveaux conflits pourraient émerger à l'avenir. Il serait trop difficile de briser complètement ces liens chez les recrues, mais un affaiblissement délibéré de tels liens aurait le potentiel de renforcer l'institution des forces armées et limiter les risques qu'elle ne succombe à ces lignes de faille à l'avenir. Il semble donc bien que cette opportunité ait été gaspillée, à la fois dans le programme de formation de base original et dans le programme de formation élémentaire abrégé.

La liminalité remise en question : l'Irak

Le 23 mai 2003, l'Autorité provisoire de la coalition (APC) a publié une ordonnance appelée « Ordonnance N° 2 de l'APC » en vue de dissoudre le secteur de la sécurité irakienne.¹¹ Il n'est pas question en l'occurrence de discuter de la pertinence ou de l'inconvenance de cette décision, mais simplement de souligner qu'il s'agit d'un événement significatif qui serait susceptible d'impliquer la nécessité immédiate d'une réforme sur le secteur de la sécurité, dans la mesure où seul le statut des forces armées agissant en dehors du cadre public ou légal (principalement les milices politiques) est resté inchangé. Depuis 2003, un éventail de programmes de formation militaire ont été mis en place en Irak¹², mais leur structure et contenu n'ont été que très peu abordés, outre la longueur de la formation de base (soit un maximum de huit semaines, bien que cette période ait été réduite dans certaines circonstances).¹³ En revanche, de nombreux débats ont eu lieu sur le nombre de recrues en formation, sur les membres des forces de sécurité ayant reçu leur grade et entrant en fonction au sein d'une unité militaire, ou sur la pénurie

des jeunes recrues. Il est évident que la création de forces autochtones et le rétablissement d'un secteur de sécurité constituent des problèmes qu'il est urgent de résoudre. Par ailleurs, l'intégration rapide des forces agissant en dehors du cadre public ou légal dans le secteur de sécurité officiel pour les soldats ayant acquis une expérience solide sur le terrain est impérative.¹⁴ La pression relative à cette « autochtonisation » du secteur de la sécurité est compréhensible, mais une telle précipitation est susceptible d'influer sur le système de formation et pourrait compromettre la réussite à long terme de la mise en place de cette réforme du secteur de la sécurité.

En dépit de la courte durée de la formation des forces de sécurité irakiennes, la liminalité a persisté ; et pourtant, aucune mesure n'a été prise de la part des forces de coalition pour exploiter ce phénomène à bon escient. Tandis que l'accent a clairement été mis sur l'augmentation de l'effectif des forces, il ne s'agissait pas d'une alternative ; la liminalité persistera malgré tout. Les éléments qui sont mis en doute sont le nombre d'efforts réalisés en vue de maximiser l'impact de la liminalité et le but final de son impact.¹⁵ Une période plus longue serait certes utile, mais bien que la formation des recrues irakiennes ait été raccourcie, il existait cependant des possibilités.



Sergent Brendan Stephens de l'U.S. Army

Recrues de l'armée irakienne de la 39^e Brigade, 10^e Division, en train de nettoyer leurs armes au Centre de formation régional du Camp Ur, à Dhi Qar, en Irak, le 16 mai 2009.

Ceci ne signifie pas pour autant que des efforts visant à soutenir la situation liminale des recrues irakiennes auraient fait disparaître les problèmes auxquels faisaient face les forces de sécurité irakiennes : l'absentéisme, la mauvaise performance initiale sur le terrain et le rejet par les autres membres des forces de sécurité et par la population dans son ensemble.¹⁶

Cependant, on peut penser qu'une manipulation volontaire du phénomène liminal aurait pu aider à minimiser l'éventualité de tels événements. Tirer intentionnellement profit de la liminalité aurait peut-être permis d'établir une liaison positive entre les recrues et les forces de sécurité, et aurait pu affaiblir les liaisons pouvant être associées au tribalisme. Les forces irakiennes sont rattachées à des factions tribales, confessionnelles et politiques. Si ces alliances pouvaient être fragilisées avant que les individus ne soient intégrés à leurs unités, cela faciliterait le travail des tuteurs de coalition lorsqu'il s'agit de corriger les comportements indésirables.

Difficultés

Rétrospectivement, il est relativement facile d'identifier les cas où la liminalité, en tant que méthode d'ingénierie sociale, aurait pu être utilisée au cours du processus de réforme du secteur de la sécurité. Néanmoins, cela reste difficile dans les trois domaines suivants :

- Comprendre suffisamment l'état final dans son intégralité, ainsi que visualiser de manière relativement claire les points intermédiaires, concernant l'état dans lequel la réforme du secteur de la sécurité est mise en place. Pour ce faire, il est essentiel de déterminer une stratégie exhaustive et bien conçue auprès des dirigeants politiques qui décident d'entreprendre la réforme du secteur de la sécurité.
- Avoir des connaissances suffisantes sur le contexte local dans le cadre duquel s'inscrit la réforme du secteur de sécurité et disposer d'assez de temps pour prévoir un programme de formation intelligent permettant de tirer efficacement profit du phénomène liminal en direction des points intermédiaires et d'un état final global créé antérieurement.
- Disposer d'assez de temps et d'espace pour mener à bien une tactique organisée à la lumière des pressions existantes, notamment les

contraintes budgétaires (exemple du Libéria) ou une situation de forte insécurité (exemple de l'Irak).

En dépit de ces obstacles, peu de problèmes sont impossibles à résoudre. Si les dirigeants politiques décident de prêter assistance à un autre état dans le cadre de ses efforts en faveur de la réforme du secteur de la sécurité, alors tous ces facteurs peuvent survenir. Une stratégie complète

Tirer intentionnellement profit de la liminalité aurait peut-être permis d'établir une liaison positive entre les recrues et les forces de sécurité ...

peut être élaborée, le contexte politique et culturel peut être appréhendé pour la préparation d'un projet, et des ressources de base, tels que des fonds et du temps, peuvent être protégées. Mais les chances de réussite sont étroitement liées à l'hypothèse selon laquelle nous, en tant que nation, souhaitons réellement nous impliquer dans l'ingénierie sociale. On ne peut s'empêcher d'associer l'ingénierie sociale aux sinistres exemples de lavage de cerveau.

De sérieuses considérations éthiques doivent donc être prises en compte parallèlement à l'idée d'exploiter la liminalité dans le cadre de la réforme du secteur sécuritaire. Bien que la détermination de la mise en place de telles mesures ne dépende pas de l'armée, il incombe à celle-ci de comprendre les implications éthiques en jeu et de garantir que les responsables civils décisionnaires sont bien conscients des répercussions. En particulier, si le processus liminal contribue à établir un état final plus vaste pour la réforme du secteur de sécurité, alors un aspect de choix a été éliminé de la société ayant appliqué la réforme dans son ensemble. Une transformation culturelle devra être envisagée pour la société entière si la réforme du secteur de sécurité doit s'enraciner – une version moderne du Kéralisme (basé sur les principes de Kemal Atatürk dans la réforme de la Turquie) adaptée au contexte spécifique de la réforme du secteur de la sécurité.

Une telle politique donne lieu à deux dilemmes éthiques différents : l'impossibilité de choisir pour la société qui subit la transformation et les dommages éventuels que de telles actions peuvent entraîner pour les états prêtant assistance. Le fait que les objectifs impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité doivent assurer le contrôle par les civils des forces armées et la bonne gouvernance de manière démocratique repose certainement sur le fondement de l'autodétermination et de la possibilité de choisir. De même, si les décisions prises en matière de gouvernance ne sont pas sélectionnées librement, mais plutôt pour l'état par d'autres acteurs qui adhèrent déjà aux concepts de bonne gouvernance par le biais de procédures démocratiques, alors on commence déjà à parler de colonialisme. De telles positions peuvent ouvrir la voie à l'hypocrisie, à moins de déterminer avec soin la portée et l'ordre de ces actions. Heureusement, comme il a été mentionné ci-dessus, le fait de décider de poursuivre ou non ces activités est au-delà du pouvoir de l'armée. Toutefois, une conduite réfléchie et vigilante peut se révéler nécessaire.

La réforme du secteur de sécurité constitue un ensemble complexe de tâches et objectifs.

Seule, l'armée ne peut couvrir la totalité des domaines requis si l'on veut obtenir un programme réussi. Un concept global doit être défini avant de prêter assistance à un autre état par le biais d'une réforme du secteur de sécurité. En revanche, parmi les tâches et actions que les États-Unis peuvent exécuter sur le plan militaire, profiter des étapes liminales que constitue le recrutement de nouvelles forces de sécurité peut se montrer beaucoup plus efficace que dans le passé. La liminalité existe déjà, il faut simplement faire preuve de prudence pour l'orienter vers des directions qui pourraient permettre d'atteindre les objectifs désirés. Ces efforts ne suffiront pas à résoudre toutes les difficultés pouvant survenir, mais il ne manque que très peu de ressources supplémentaires – principalement du temps et de la réflexion – pour aider à régler tous ces problèmes un peu plus facilement. Ceci constitue effectivement les premières étapes de l'ingénierie sociale ; par conséquent les dangers y afférents se concrétisent. En résumé, s'il convient de décider d'exploiter la liminalité dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité, il faudra intégrer la précaution au programme. **MR**

NOTES

1. Organization for Economic Cooperation and Development (Organisation de coopération et de développement économiques), *OECD DAC Handbook on Security System Reform: Supporting Security and Justice*, édition 2007. Accessible en ligne à l'adresse : <www.oecd.org/dataoecd/43/25/38406485.pdf>, 7.

2. Theodor H. Winkler, « Keynote Paper: Managing Change. The Reform and Democratic Control of the Security Sector and International Order », Alan Bryden et Philipp Fluri, éditeurs, *Security Sector Reform: Institutions, Society and Good Governance* (Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 2003), 20.

3. Rocky Williams, « African Armed Forces and the Challenges of Security Sector Transformation », Albrecht Schnabel, et Hans-Georg Ehrhart, éditeurs, *Security Sector Reform and Post-Conflict Peacebuilding* (New York: United Nations University, 2005) 47.

4. L'analyse de cet article ne prétend pas être exhaustive, mais s'inscrit dans la lignée d'une population échantillon : Alan Bryden et Heiner Hanggi, éditeurs, *Reform and Reconstruction of the Security Sector* (Piscataway: Transaction, 2004) ; Albrecht Schnabel et Ehrhart, ainsi que de nombreuses publications du journal *Conflict, Security and Development*.

5. Williams, 48.

6. Victor Turner, *Dramas, Fields, and Metaphors: Symbolic Action in Human Society* (Ithaca: Cornell University Press, 1974), 231-70.

7. Carmen Slaybaugh, « Soldierization: Training an Army of One », série en quatre volumes de U.S. Army Training and Doctrine Command News Service.

8. Samuel P. Huntington, *The Soldier and the State* (Cambridge: Harvard University Press, 1967), 94-95.

9. Résolution 1509 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 19 septembre 2003. Accessible en ligne à l'adresse : <<http://unmil.org/documents/resolutions/reso1509.pdf>>.

10. Mark Malan, « Security Sector Reform in Liberia: Mixed Results from Humble Beginnings », U.S. Army Strategic Studies Institute, Carlisle, PA, 2008, 26-34.

11. Coalition Provisional Authority Order 2 (Ordonnance 2 de l'Autorité provisoire de coalition), « Dissolution of Entities », 23 mai 2003. Accessible en

ligne à l'adresse : <www.iraqcoalition.org/regulations/20030823_CPAORD_2_Dissolution_of_Entities_with_Annex_A.pdf>.

12. Les rapports trimestriels du Ministère de la Défense « Measuring Security and Stability in Iraq » constituent une excellente source et sont accessibles en ligne à l'adresse : <www.defenselink.mil/home/features/Iraq_Reports/Index.html>. En outre, Anthony Cordesman, *Iraqi Security Forces: A Strategy for Success* (Westport: Praeger Security International, 2006) et Anthony Cordesman, « Iraqi Force Development in 2006, Center for Strategic and International Studies », Washington, DC, 2006 fournissent un catalogue détaillé des effectifs des forces de sécurité irakiennes tout au long de la campagne.

13. Cordesman, *Iraqi Security Forces*, 169.

14. Coalition Provisional Authority Order 91 (Ordonnance 91 de l'Autorité provisoire de coalition), « Regulation of Armed Forces and Militias within Iraq », 2 juin 2004. Accessible en ligne à l'adresse : <www.cpa-iraq.org/regulations/20040607_CPAORD91_Regulation_of_Armed_Forces_and_Militias_within_Iraq.pdf>.

15. L'auteur a contacté Multi-National Security Transition Command-Iraq, l'organisation responsable du développement, de l'organisation, de la formation, de l'approvisionnement et du maintien des forces de sécurité irakiennes, à la recherche d'un programme d'instruction pour la formation de base de l'armée irakienne, en demandant que la demande soit traitée à l'aide de documents « standard » afin de ne pas surcharger ou distraire le personnel de leur mission de formation. Aucun renseignement n'a pu être fourni concernant le programme de formation de base. Il en a été de même lorsque l'auteur a contacté Combined Security Transition Command-Afghanistan, également spécialisé dans l'autochtonisation du secteur de sécurité, sous la même condition.

16. Voir Al Pessin, « US Proposing Increase in Target Number of Iraqi Security Forces », *Voice of America*, 31 octobre 2006 ; Cordesman, *Iraqi Security Forces*, 198-200. Cette citation spécifique renvoie à début 2005, bien que de nombreux articles et rapports sur le sujet puissent également être mentionnés pour n'importe quel moment donné ; et « Report of the Independent Commission on the Security Forces of Iraq », 6 septembre 2007, 109.

Terroristes : ni soldats, ni criminels

Amitai Etzioni



(AFP, Mark Wilson)

Le soleil se couche derrière le bâtiment de la Commissions dans lequel des responsables militaires américains ont tenu des audiences préliminaires pour quatre détenus accusés de conspiration pour commettre des crimes de guerre, Base navale de Guantanamo, Guantanamo Bay, Cuba, août 2004.

DANS LES HOSTILITÉS présentement en cours en Irak, en Afghanistan, dans certaines régions du Pakistan et ailleurs, depuis la Colombie jusqu'à la Corne de l'Afrique, des acteurs indépendants des États – en particulier, des terroristes et des insurgés qui agissent comme des terroristes – jouent un rôle beaucoup plus important que dans des conflits tels que la Première Guerre mondiale, la Deuxième Guerre mondiale et la Guerre de Corée. Lors de ces guerres entre États, les lois reconnues de la guerre, incorporées dans des documents tels que les Conventions de Genève, furent beaucoup plus respectées que dans les conflits contemporains. De nos jours, les armées conventionnelles qui s'efforcent de respecter les lois de la guerre sont désavantagées et subissent des pressions pour ne pas appliquer ces lois. Ces conditions suggèrent

qu'il est nécessaire de modifier ces lois et de les mettre à jour.

La modification des lois de la guerre ne serait pas sans précédent. La Première Convention de Genève, qui portait sur le traitement des blessés sur le champ de bataille, n'est entrée en vigueur qu'en 1864, depuis d'autres conventions ont été adoptées, et diverses lois de la guerre ont été modifiées. Il en est de même pour le « Droit international », auquel d'aucuns font référence comme s'il s'agissait d'un texte sans aucune ambiguïté gravé dans le marbre pour l'éternité, alors qu'il n'est ni clair, ni perpétuel. En réalité, même dans les sociétés démocratiques bien établies, les lois changent constamment. Par exemple, il n'y avait pas de droit constitutionnel de protection de la vie privée aux États-Unis avant 1965, et la façon dont nous interprétons

Amitai Etzioni est professeur de relations internationales à The George Washington University et auteur de Security

First: For a Muscular Moral Foreign Policy (Yale, 2007).

maintenant le 1^{er} Amendement (le droit à la liberté d'expression) n'a été développée que pendant les années 1920. Dans ces deux cas, aucune modification n'a été apportée au texte de la Constitution, mais de nouvelles interprétations furent utilisées pour mettre à jour la Constitution – en tant que document évolutif – pour tenir compte des préceptes normatifs qui avaient changé avec le temps. Par conséquent, il semblerait raisonnable de postuler que les nouvelles menaces à la sécurité qui sont posées désormais par des acteurs autres que les États – dont plusieurs sont actifs dans l'ensemble du monde, bénéficient du soutien de mouvements religieux extrémistes et ont potentiellement accès à des armes de destruction massive (ADM) – nécessitent des modifications dans les interprétations, sinon dans les textes mêmes, des lois de la guerre.

Un nouveau monde

Malheureusement, les partisans des deux grandes approches de la lutte contre le terrorisme campent sur leurs positions et s'opposent farouchement aux adaptations nécessaires. D'un côté, il y a ceux qui parlent d'une « guerre contre la terreur » impliquant que les terroristes devraient être traités comme des soldats qui, en vertu des lois actuelles de la guerre, peuvent être détenus sans avoir été inculpés ou jugés jusqu'à la fin de la guerre. De l'autre côté, il y a ceux qui souhaitent traiter les terroristes comme des criminels jouissant des mêmes droits et privilèges que ceux dont bénéficient les citoyens des sociétés démocratiques qui ont été accusés d'avoir commis des crimes, mais qui n'ont pas encore été condamnés. Ces deux approches, comme nous allons le voir ci-après, ont de graves inconvénients et, par conséquent, elles font clairement ressortir le besoin d'une troisième solution.

Les ambiguïtés qui sont associées à la caractérisation actuelle des terroristes sont illustrées par le problème suivant : devrait-on les inculper et les juger aux États-Unis comme des criminels de droit commun ? Il y aurait alors de fortes chances qu'ils soient acquittés. (Les rares terroristes qui ont été jugés par des tribunaux américains, même par des tribunaux connus pour être conservateurs, ont bénéficié de non-lieux. Comme l'ont fait remarquer Benjamin Wittes et Zaahira Wyne, de la Brookings Institution, jusqu'à

présent le tribunal fédéral *U.S. District Court* du District de Columbia s'est prononcé dans des affaires portant sur 29 détenus de Guantanamo dont les avocats avaient présenté pour eux des demandes d'Habeas Corpus – et dans 24 de ces cas, le tribunal a conclu que les prisonniers étaient détenus illégalement.) Devrions-nous continuer à les détenir jusqu'à la fin de la guerre ? Même si elle dure 100 ans ? Les renvoyer chez eux ? De nombreux pays refusent de les accepter, et une telle libération violerait le Droit international concernant le renvoi de prisonniers dans des pays où ils pourraient être exposés au risque de torture ou d'exécution. Les faire juger par des tribunaux militaires ? Les preuves contre eux – souvent obtenues sur le champ de bataille – ne satisfont fréquemment pas même les tribunaux les moins exigeants. (Wittes indique que les procureurs militaires ont estimé que même en vertu de la loi *Military Commissions Act*, ils ont au maximum assez de preuves pour inculper seulement 80 détenus de Guantanamo.)

L'effet de ces considérations, tout comme la confusion légale et normative qu'elles reflètent, est mieux compris par référence aux domaines du droit et de l'économie. Dans ces domaines, qui étudient les effets motivants et démotivants produits par les lois et politiques gouvernementales, il a été démontré qu'il est contraire à l'intérêt public de promulguer des lois et de concevoir des politiques qui, même si c'est involontairement, encouragent un comportement non désiré par le biais de structures d'incitation perverses. La confusion créée par le statut de ce que j'appelle des « combattants civils » ayant été capturés sur le champ de bataille en Afghanistan, en Irak et dans d'autres régions du monde – qui est illustrée par les difficultés éprouvées par les États-Unis quand il s'agit de décider ce qu'il convient de faire avec les prisonniers se trouvant actuellement à Guantanamo Bay – a produit toute une série de motivations perverses. En conséquence de cette confusion juridique générale, certains chefs d'unité sur le terrain, membres des Forces spéciales et agents de la CIA sont tentés de ne pas faire de prisonniers (ce qui en constitue l'effet indésirable le plus extrême) ; de transférer les terroristes à d'autres autorités qui ne sont pas limitées par les concepts juridiques américains, telles que l'armée afghane ou la police



CWO Philippe Chasse, U.S. Marine Corps

Un U.S. Marine du 3e Bataillon, 8e Régiment de Marine, et un agent de la Police nationale afghane assurent la sécurité à Delaram, Farah, Afghanistan, le 23 mars 2009.

irakienne ; ou de les envoyer dans des prisons secrètes (détention secrète extraordinaire) – le tout pour éviter d’avoir à les traiter soit comme des prisonniers de guerre, soit comme des suspects de droit commun ! En outre, certaines missions sont abandonnées parce que les risques de dommages collatéraux sont considérés exceptionnellement élevés alors que – comme nous allons le voir – certaines des victimes sont en réalité des civils qui se sont portés volontaires pour aider et servir les terroristes. En outre, en conséquence de la confusion, la réputation de l’Amérique en souffre, la légitimité de nos opérations est remise en question et l’opposition aux mesures de lutte contre le terrorisme augmente à l’intérieur des États-Unis. Il doit exister une meilleure façon de procéder.

Ni l’un, ni l’autre

Avant que je n’avance une troisième catégorie à laquelle les terroristes appartiennent et que je parle des implications de ce reclassement pour la façon dont ils devraient être traités pendant des conflits armés (en d’autres termes, quand ils sont capturés en train de combattre sur le champ de bataille) et après leur capture, je voudrais commencer par esquisser les principales raisons pour lesquelles ils ne devraient être traités ni comme des soldats, ni comme des criminels de droit commun. Ce faisant, je vais utiliser une définition commune des terroristes comme étant des personnes qui s’efforcent de faire peur à une population par des actes de violence afin d’aider à atteindre leurs objectifs politiques de manière secrète. En règle générale, les terroristes ne portent pas d’insignes

qui pourraient les identifier comme combattants, ils utilisent des stratagèmes très variés pour ne pas être distingués des civils non combattants et ils utilisent souvent des résidences ou des véhicules appartenant à des civils, ou des établissements publics tels que des écoles ou des lieux de culte, pour commettre leurs actions terroristes.

Les universitaires adorent les joutes intellectuelles sur les définitions sans tenir compte du fait que les limites de pratiquement toutes les définitions sont floues. Il est pourtant un aspect de cette définition qui devrait être mis au point dès le début. Plusieurs érudits affirment que les personnes concernées ne devraient être considérées comme des terroristes que si elles attaquent des civils non combattants ou si elles attaquent des combattants en se dissimulant comme des non-combattants ; si elles se limitent à attaquer ouvertement des combattants, elles ne devraient pas être considérées comme des terroristes. Une attaque sur des combattants sans dissimulation pourrait conférer à son auteur le statut de « combattant ennemi » (comme dans le cas d’une insurrection) auquel cas il ne pourrait pas être considéré comme un terroriste. Je suggère que l’on devrait beaucoup plus tenir compte du fait que les terroristes se font passer pour des civils non combattants dans le cadre de leur stratagème, ce qui est un élément crucial pour leur donner un avantage sur des armées conventionnelles et leur permet de confronter ces dernières avec un avantage de surprise qui compense leur infériorité en matière d’armement.

Après la bataille de Waterloo, il a été dit que Napoléon aurait demandé pourquoi il n’avait pas reçu de soutien de son artillerie. Le chef de son unité d’artillerie lui aurait répondu en mentionnant qu’il y avait six raisons : la première, commençant-il, est qu’il n’avait plus d’obus. Napoléon l’aurait alors interrompu - « Les cinq autres raisons ne m’intéressent pas. » De la même façon, les caractérisations des terroristes comme soldats ou comme criminels de droit commun ont de tels défauts qu’il n’est guère nécessaire de discuter de manière approfondie les raisons secondaires ou détaillées pour lesquelles aucune de ces deux catégories n’est applicable.

Les soldats sont des agents d’un État, qui peuvent être tenus responsables de leur conduite ; les États peuvent être découragés de violer les lois

de guerre de diverses façons : par des cajoleries, des promesses de récompenses ou des menaces de représailles. Par contre, la plupart des terroristes et des insurgés ne sont pas des agents d'un État,

...même les terroristes qui n'ont pas l'intention de commettre des attentats suicides sont souvent des fanatiques qui ne seront pas facilement dissuadés par les pénalités prévues par le code pénal du pays concerné.

et ils ne sont pas nécessairement membres d'une organisation donnant droit à l'application du statut de prisonnier de guerre dans le cadre du Droit international. Ils sont souvent actifs dans des parties du monde où aucun gouvernement n'exerce ses fonctions efficacement, ou ils sont soutenus par des gouvernements étrangers, mais seulement de façon indirecte, et il n'est donc souvent pas possible de déterminer s'ils se battent pour le compte de, disons, l'Iran, ou pour leur propre compte. Même quand ils sont affiliés à un État ou sont inclus dans un gouvernement de coalition, comme c'est le cas pour Hezbollah au Liban, le gouvernement national n'est souvent pas en mesure de contrôler leurs actions.

Le fait que les terroristes ne soient typiquement pas des agents d'un État identifiable est un problème particulièrement sérieux alors que nous sommes confrontés à ce qui est considéré en général comme la menace la plus grave à notre sécurité, à celle de nos alliés et à la paix dans le monde – l'utilisation d'armes de destruction massive par des terroristes. Bien que nous soyons plus en mesure qu'auparavant de remonter la filière de la dissémination en matière nucléaire, il est fort probable qu'en cas d'attaque nucléaire terroriste nous soyons pas in capables de déterminer où les terroristes ont acquis leurs armes et comment. (Leur ont-elles

été données directement ? Ont-ils donné des pots de vin pour les obtenir ou les ont-ils carrément volées au milieu de la nuit ?) Cette absence d'une « adresse de retour » et l'incapacité qui en résulte d'utiliser la dissuasion pour empêcher des attaques avec des armes de destruction massive par la menace de représailles seulement devraient nous convaincre qu'il faut reconnaître que les terroristes ne peuvent pas être traités comme des soldats.

De plus, la notion selon laquelle les terroristes peuvent être comparés à des soldats est basée sur l'hypothèse de travail erronée selon laquelle il existerait une ligne très claire les séparant des civils qui – et il existe un consensus général à ce sujet bien qu'il y ait parfois une différence entre la théorie et la pratique – ne devraient pas avoir à souffrir d'actions hostiles dans la mesure du possible. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le ciblage délibéré de civils (par opposition aux civils blessés en conséquence d'une action militaire stricto sensu, qui sont alors considérés comme des « dommages collatéraux »), par exemple à Londres, Dresde, Tokyo, Hiroshima et Nagasaki, fut considéré particulièrement troublant – étant donné que dans ces cas-là la différence entre cibles civiles et cibles militaires était claire et bien comprise, mais ignorée. Dans les conflits contemporains, dans lesquels des acteurs autres que des États jouent un rôle important, et croissant, il n'est pas toujours aussi facile de faire de telles distinctions.

Les terroristes tirent parti du flou entre soldats et civils en agissant comme des civils tant que cela leur est utile, et en déployant leurs armes et attaquant avant de retourner aussi vite que possible à leur statut de civils. Dans la mesure où les soldats et *Marines* américains respectent les lois traditionnelles de la guerre, ils sont souvent censés attendre que les civils s'affichent comme étant réellement des combattants avant de les engager, et même alors ils ne peuvent souvent pas réagir avec toute la force à leur disposition parce que les terroristes et les insurgés se cachent souvent dans des résidences civiles ou dans des lieux publics quand ils lancent leurs attaques. Les vrais soldats ne se cachent pas derrière les jupes – ou burqas – de civils, ou sous leurs lits, et ils n'utilisent pas leurs résidences, des écoles ou des lieux de culte pour y amasser des armes.

Les médias nous apprennent presque tous les jours que des soldats, avions ou drones américains ont tué un nombre « X » de combattants et un nombre « Y » de civils en Afghanistan, au Pakistan ou en Irak. Quand je lis ces nouvelles, je me demande comment les médias peuvent différencier entre les deux. Sur la base de ma propre expérience du combat rapproché, je pense que cette clarté est souvent manquante pendant le conflit (et qu'il n'est pas toujours possible de clarifier la situation après coup). Par conséquent, bien qu'il puisse parfois être possible pour les médias de faire de telles distinctions (en particulier s'ils pensent qu'ils peuvent s'appuyer valablement sur les déclarations de la population locale), il est souvent impossible de faire cette distinction quand on est au cœur de l'action. Une telle distinction ne peut donc pas servir de base pour les conflits au cours desquels les combattants agissent comme des civils et se cachent parmi les civils.

Pour résumer, la caractérisation des terroristes comme soldats entrave considérablement nos actions visant à assurer notre sécurité si nous respectons les lois de la guerre, et elle jette des doutes sur la légitimité de nos actions si nous ne les respectons pas. Nous perdons par conséquent souvent sur les deux tableaux à cet égard.

Les raisons pour lesquelles les terroristes ne devraient pas être traités comme des criminels de droit commun sont tout aussi convaincantes. La plus importante de ces raisons, qui à elle toute

... les terroristes ne devraient pas être plus traités comme des criminels de droit commun que comme des soldats. Ils représentent une catégorie à part ...

seule devrait permettre de rejeter toute suggestion de traiter les terroristes comme des criminels de droit commun, est le fait que la sécurité exige que le but le plus important à atteindre quand on confronte des terroristes soit d'*empêcher* les

attaques plutôt que de poursuivre les auteurs de tels actes en justice après la survenance de ces attaques. Ceci est particulièrement évident quand nous parlons de terroristes qui pourraient acquérir des armes de destruction massive. Ceci est tout aussi vrai dans le cas des nombreux terroristes qui sont prêts à commettre un attentat suicide

Il n'y aura pas de signature d'un traité de paix avec Bin Laden sur le pont d'un navire de guerre ...

pendant leur attaque, et qui, de toute évidence, ne peuvent donc pas être poursuivis en justice. Bien entendu, ils ne se préoccupent guère non plus de ce qui pourrait leur arriver après l'assaut. Enfin, même les terroristes qui n'ont pas l'intention de commettre des attentats suicides sont souvent des fanatiques qui ne seront pas facilement dissuadés par les pénalités prévues par le code pénal du pays concerné. Tous ces types de terroristes – ceux qui pourraient utiliser des ADM, les kamikazes et les « simples » fanatiques – doivent être empêchés de commettre leurs crimes plutôt que menacés de sanctions après de tels crimes, et ce n'est pas l'arsenal de sanctions de la justice criminelle de leur pays qui les en dissuadera.

Sans lien aucun avec le besoin de prévention, les forces de la police judiciaire ne se mettent généralement en mouvement qu'après qu'un criminel a agi – quand un cadavre est trouvé, quand une banque a été attaquée ou quand un enfant est enlevé. Dans l'ensemble, l'approche du droit pénal est rétrospective plutôt que prospective. Le principe fondamental du droit pénal est qu'une punition après le crime sert à dissuader la commission de crimes à l'avenir (pas pour résoudre le problème de la criminalité une fois pour toutes, mais pour maintenir ce problème à un niveau socialement acceptable). Il est vrai que, dans une certaine mesure, le droit pénal peut être modifié pour l'adapter au défi que posent les terroristes. Par exemple, il devrait être possible de tirer un meilleur parti des lois en vigueur actuellement pour agir contre les

individus qui s'engagent dans une conspiration pour commettre un crime – c'est-à-dire contre ceux qui sont prêts à passer à l'action. Cependant, de nombreux types d'actions préventives ne seraient pas possibles dans le cadre du droit pénal existant. Citons notamment les décisions qui consisteraient à surveiller, interroger ou même interner administrativement un grand nombre de personnes – sans avoir de soupçons précis sur des personnes précises. Dans de tels cas, le but serait de perturber la planification d'attaques *éventuelles* sans nécessairement inculper qui que ce soit pour quoi que ce soit, ou d'obtenir de vagues informations par le biais de ce qu'on appelle en droit pénal des « recherches à l'aveuglette ». Par exemple, en 2002-2003, le FBI invita 10 000 Américains d'origine irakienne pour des entretiens, sans accuser qui que ce soit d'être un terroriste ou de soutenir des terroristes. Si un service de police local décidait de faire la même chose (par exemple, demander à 10 000 membres d'un groupe ethnique ou racial quelconque de venir témoigner au commissariat municipal au sujet du trafic de stupéfiants dans leur quartier), on peut penser que cela provoquerait une véritable tempête politique. Des représentants des groupes concernés, les défenseurs des droits civiques et des dirigeants politiques connus se plaindraient en protestant contre ce profilage ethnique, et le commissaire de police qui aurait organisé cette action ne survivrait probablement que quelques jours à son poste. Tout ceci illustre le fait que les approches prospectives qui sont jugées nécessaires pour lutter contre le terrorisme ne sauraient être utilisées pour lutter contre la criminalité de droit commun, qui s'appuie beaucoup sur des approches rétrospectives.

L'application des procédures pénales normales rend également la prévention des attaques terroristes et la poursuite des terroristes capturés plus difficiles. En premier lieu, la collecte de preuves qui soient jugées convaincantes par un tribunal pénal ordinaire n'est souvent pas réaliste dans les zones de combat et les régions sans gouvernement effectif dans lesquelles de nombreux terroristes sont capturés. Et pour reprendre les termes de Matthew Waxman, professeur de droit à Columbia University, sur le plan pénal, la justice « favorise délibérément la défense de manière à ce que des innocents



Un agent de Police nationale afghane en sentinelle à un poste de garde sur la route conduisant à travers la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan au-dessous du point de contrôle 7 dans le district de Tirzaye de la province de Khowst en Afghanistan, le 27 mars 2007.

ne soient pas condamnés (ou qu'aussi peu que possible des innocents ne soient condamnés), mais l'enjeu beaucoup plus élevé de la lutte contre le terrorisme ne peut pas justifier la probabilité selon laquelle certains coupables pourraient être acquittés ».

De plus, la plupart des criminels violents agissent en tant qu'individus alors que la plupart des terroristes agissent en groupe. Par conséquent, les procédures pénales imposant le caractère public des arrestations et des raisons de telles arrestations, l'inculpation des suspects dans les 48 heures (ou délais comparables) et des procès publics rapides rendent toutes la lutte contre le terrorisme beaucoup plus difficile. La lutte contre le terrorisme nécessite du temps afin de capturer les autres membres de la cellule avant qu'ils ne se rendent compte qu'un des leurs a été appréhendé, afin de décoder les informations trouvées sur le suspect et afin d'empêcher d'autres attaques qui pourraient être en préparation. En outre, la sécurité exige que les autorités ne révèlent pas leurs techniques et leurs méthodes à d'autres terroristes, ce qui signifie qu'il n'est souvent pas possible de mettre les accusés face à face avec leurs accusateurs. (Imaginez qu'il faille faire comparaître un agent de la CIA ou un collaborateur musulman que nous sommes parvenus à placer à

un haut niveau dans le commandement iranien – afin qu’il fasse une déposition lors d’une audience ouverte au public pour expliquer comment il a appris que X, Y et Z sont membres d’une cellule dormante iranienne de terroristes aux États-Unis). En bref, les terroristes ne devraient pas être plus traités comme des criminels de droit commun que comme des soldats. Ils représentent une catégorie à part qui nécessite un traitement distinct.

La troisième voie

Si des règles distinctes pour engager les terroristes n’ont pas été élaborées, c’est en partie parce que les deux camps se sont fermement retranchés sur leurs préceptes légaux et normatifs basés sur les dichotomies respectives soldat/civil et criminel/innocent. En réalité, nous avons désespérément besoin d’un groupe de juristes de haut niveau *combiné à des gens qui ont une grande expérience de la guerre* pour élaborer de telles règles d’engagement. Je vais maintenant esquisser la sélection de directives préliminaires concernant les façons de confronter les terroristes pendant des conflits armés et lors de futures campagnes de lutte contre le terrorisme, ainsi que des façons de traiter les individus qui sont déjà en prison. Je suis loin d’être le seul à essayer de mettre au point cette position extrêmement impopulaire. Phillip Bobbitt, de Columbia University, s’est engagé hors des sentiers battus en publiant un livre de grande valeur intitulé *Terror and Consent: The Wars for the Twenty-First Century*, dans lequel il implore les décideurs de cesser de s’appuyer sur une réflexion légale et stratégique démodée en ce qui concerne les façons de confronter le terrorisme. Une étude beaucoup plus approfondie est présentée dans un livre exceptionnel intitulé *Law and the Long War* écrit par Benjamin Wittes, membre senior de la Brookings Institution. Tous les deux conviennent qu’il existe un besoin de préceptes légaux et normatifs distincts pour confronter les terroristes. (Le lecteur se demandera peut-être pourquoi je pense que cette troisième voie est très impopulaire malgré le fait que ces deux livres ont été extrêmement bien reçus par les critiques, tout comme mon essai beaucoup plus limité sur les façons de s’attaquer à ce problème dans le quotidien *The Financial Times* du 22 août 2007. J’ai tiré cette conclusion en notant que malgré la

réception extrêmement favorable de ces textes, ils ont, jusqu’à ce jour, été complètement ignorés par les décideurs, par la plupart des juristes érudits et, bien entendu, par les défenseurs des droits de l’homme et des droits individuels.)

Pour chacune des directives qui sont suggérées ci-dessous, il reste beaucoup de détails à approfondir, et il ne fait aucun doute que des critères additionnels sont nécessaires. Ces directives servent essentiellement à illustrer la troisième approche :

Les terroristes ont droit à certains droits humains fondamentaux. Par le simple fait qu’ils sont des êtres humains, les terroristes ont des droits fondamentaux. Même s’il est normal de traiter les terroristes comme des civils qui ont perdu le bénéfice de nombreux droits, certains droits fondamentaux doivent être considérés comme inviolables – même pour eux. Ils ne doivent pas être tués quand ils peuvent être détenus et emprisonnés sans risque pour la société, et ils ne doivent pas être torturés.¹ D’autres droits fondamentaux sont implicites dans l’examen qui suit ; par exemple, leur droit de ne pas être détenus indéfiniment et leur droit à un examen institutionnel de leur statut.

Autorité de détention spéciale. Les terroristes ne peuvent pas être détenus jusqu’à la fin de la guerre (de la façon dont les prisonniers de guerre peuvent l’être) parce que le conflit armé avec les terroristes durera peut-être cent ans, ou il diminuera peut-être progressivement d’intensité mais sans qu’une date de fin de conflit ne puisse être constatée. Il n’y aura pas de signature d’un traité de paix avec Bin Laden sur le pont d’un navire de guerre et, même si un tel traité était signé, il ne serait probablement pas respecté par d’autres groupes de terroristes. De plus, la détention de tout prisonnier sans réexamen de son statut pendant une période indéterminée est une violation grossière des droits fondamentaux de l’homme, surtout qu’il n’est pas très difficile de remédier à une telle situation. Le cas de chaque terroriste détenu devrait être soumis à réexamen périodiquement par un organisme spécial qui déterminerait s’il est possible de libérer ce terroriste sans danger pour la société ou si ses antécédents personnels justifient une poursuite de sa détention. Notez que bien que les médias aient consacré de nombreux commentaires à la

situation difficile des prisonniers, ils n'ont guère prêté attention à ceux des prisonniers qui ont été libérés qui ont ensuite commis des actes de terreur, notamment le meurtre de civils. Par exemple, Abdallah Saleh al-Ajmi, un ancien détenu de Guantanamo Bay, fut rapatrié à Kuwait dans le cadre d'un accord de transfert de prisonniers avec les États-Unis. Après un procès à Kuwait, al-Ajmi fut acquitté puis relâché. Environ deux ans après sa libération de Guantanamo, al-Ajmi

Une nouvelle ligne devrait être tracée entre les combattants civils et les civils non-combattants.

tua 13 soldats irakiens lors d'un attentat suicide.

Il ne faudrait pas non plus que les terroristes soient incarcérés pendant une période fixe, comme les criminels, en fonction de la gravité de leur attaque. La principale raison d'être de la détention est de les empêcher d'attaquer à nouveau, plutôt que de les punir pour leur crime. Ainsi, si le conflit entre Israël et les Palestiniens devait finalement être réglé et si l'accord de cessation des hostilités était mis en œuvre conformément à ses dispositions, les terroristes emprisonnés par Israël et par l'Autorité palestinienne pourraient être relâchés. L'inculpation de terroristes pour cause de crime dans les 48 heures de leur capture, faute de quoi ils devraient être relâchés, de la façon dont les criminels de droit commun sont traités aux États-Unis, n'est pas réaliste car ceci ne donne pas assez de temps pour prendre des mesures essentielles contre de possibles attaques terroristes. (Divers délais plus longs, mais pas des peines d'emprisonnement de durée illimitée, qui ont été fixés dans des sociétés démocratiques, constituent en quelque sorte des précédents. Par exemple, au R.-U., les personnes soupçonnées d'avoir commis un crime de droit commun sont habituellement mises en détention pendant 48 heures seulement avant d'être soit inculpées, soit relâchées, mais la législation permet maintenant le maintien des terroristes en détention jusqu'à 28 jours.)

Il reste beaucoup de problèmes associés à résoudre, notamment comment s'assurer que la détention préventive ne soit pas utilisée excessivement et quelles procédures devraient être employées pour déterminer qui peut être libéré. (À ce sujet, voir l'article de Matthew Waxman dans le *Journal of National Security Law and Policy*, « Administrative Detention of Terrorists: Why Detain, and Detain Whom? » [La détention administrative des terroristes : pourquoi détenir, et détenir qui ?])

Un tribunal pour la sécurité nationale. Neal Katyal, un juriste érudit très respecté qui est aussi le nouveau Représentant adjoint principal du Gouvernement auprès de la Cour suprême, est en faveur d'une autorité judiciaire séparée pour confronter le problème du terrorisme : un tribunal pour la sécurité nationale créé par le Congrès. À la différence d'une commission militaire, ce tribunal serait supervisé par des juges fédéraux nommés à vie, et les détenus auraient le droit de faire appel des décisions – des appels qui seraient alors examinés par un second groupe de juges fédéraux. Mais à la différence d'un tribunal civil, les détenus ne bénéficieraient pas de toutes les protections dont jouissent les personnes accusées de crimes de droit commun (par exemple, ils ne seraient pas autorisés à confronter leurs accusateurs si ceux-ci incluent, par exemple, des agents de la CIA dont l'identité ne peut être révélée), et le tribunal pour la sécurité nationale utiliserait également des normes différentes de celles des tribunaux civils pour l'admission des preuves (en acceptant notamment l'introduction de certains types de preuves par commune renommée).

Similairement, Wittes indique que, jusqu'à présent, les principales mesures prises aux États-Unis pour élaborer une position systématique vis-à-vis des terroristes capturés ont été adoptées par l'exécutif (diverses déclarations présidentielles, ainsi que des décrets et des « constatations ») et par les tribunaux (y compris des décisions telles que *Rasul c. Bush* et *Hamdan c. Rumsfeld*). Il n'aime pas cette approche et suggère au lieu de cela qu'il devrait incomber au Congrès de formuler une architecture juridique distincte pour gérer ce problème en autorisant la création d'un tribunal pour la sécurité nationale, avec des règles et des pratiques moins contraignantes que celle qui régissent les tribunaux civils, mais dans

lesquels les terroristes bénéficieraient de plus de droits et de protections que dans les tribunaux actuels (Combatant Status Review Tribunals).

Wittes souhaite également que les normes pour l'admission de preuves soient moins rigoureuses que pour les affaires criminelles civiles ; le tribunal devrait refuser d'admettre des confessions obtenues sous la torture, mais en dehors de cela des « éléments probants – même des preuves circonstanciées ou des preuves matérielles dont l'enchaînement ou le lien causal ne serait pas adéquat devant des tribunaux pénaux ordinaires – devraient être considérés suffisants ».²

Les terroristes ne doivent pas avoir accès à toutes les preuves amassées à leur insu la différence des personnes accusées de crimes de droit commun, si cela constitue un grand risque pour la sécurité. Même en ce qui concerne les preuves pouvant être révélées, je suggère de ne permettre aux terroristes que de choisir des avocats ayant un certificat de sécurité. (Ceci limiterait aussi considérablement le risque de voir certains avocats servir de conduit entre les terroristes détenus et leurs complices en liberté, comme cela fut le cas avec l'avocate Lynne Stewart.)

La nature particulière et les procédures possibles pour un tel tribunal pour la sécurité nationale devraient faire l'objet de discussions étant donné que des choix entre plusieurs variantes devraient être faits. Par exemple, je suggérerais de parler d'une Commission d'enquête en rapport avec la sécurité nationale pour souligner le fait qu'il ne s'agit pas d'un tribunal ordinaire. Toutefois, le point principal est incontestable : *les terroristes doivent être jugés en suivant des procédures différentes de celles qui sont utilisées pour juger les criminels de droit commun ou les soldats.*³

Surveillance des civils. L'un des outils les plus efficaces de la lutte contre le terrorisme consiste à identifier les attaquants avant qu'ils ne frappent. C'est là bien évidemment un élément essentiel d'une stratégie de prévention. La surveillance a un rôle majeur à jouer dans de tels efforts. Elle nécessite la permission d'utiliser des ordinateurs (qui ne « lisent » pas les messages et ne peuvent donc pas être accusés de porter atteinte à la vie privée des gens) pour contrôler les milliards de messages transmis par Internet aussi bien que par les lignes téléphoniques traditionnelles. La notion selon laquelle pour pouvoir conduire ce type de

surveillance le gouvernement devrait d'abord présenter ses éléments de preuves à un tribunal afin de prouver qu'il existe une cause probable pour soupçonner une personne précise – ce que nous faisons habituellement pour les criminels de droit commun – est tout à fait obsolète. Tous les messages qui passent par des espaces publics (à la différence, par exemple, de la protection de la vie privée donc chacun dispose dans son domicile) peuvent être inspectés dans le but d'identifier les personnes pouvant être raisonnablement soupçonnées de terrorisme, qui pourront alors être surveillées de plus près.

La notion selon laquelle on devrait traiter les citoyens américains et les ressortissants étrangers de manières différentes est également tout à fait dépassée. Je demande souvent aux défenseurs des droits civiques quand était la dernière fois qu'on leur a demandé leur passeport pour envoyer un courriel ou pour utiliser leur téléphone cellulaire. En d'autres termes, dans la plupart des cas il n'existe aucune façon de déterminer la nationalité des personnes qui communiquent par le biais de la technologie moderne. La méthode empirique utilisée traditionnellement par les autorités aux États-Unis, par exemple la *National Security Agency*, a été de présumer que si le message a son origine sur le territoire américain ou est envoyé à quelqu'un qui se trouve sur le territoire

... le fait que certains buts soient nobles et que d'autres soient abjects ne rend pas pour autant « bon » le moyen utilisé.

américain, l'une des personnes concernées serait américaine. Cette supposition produit des résultats absurdes, qui sont tous favorables aux terroristes. Par exemple, de nombreux messages (comme des courriels, des communications téléphoniques, des messages textuels) transmis entre de nombreuses régions du monde, comme de l'Amérique latine à l'Europe, passent numériquement par les États-Unis ; ces messages ne pourraient pas être

contrôlés selon la loi si cette règle était appliquée. Plus important encore, il est tout à fait possible que des terroristes se glissent parmi les plus de 50 millions de visiteurs qui viennent aux États-Unis chaque année, et que, avant qu'ils ne frappent, ces terroristes contactent leurs dirigeants dans d'autres pays, comme cela fut le cas des terroristes qui ont conduit les attaques du 11 septembre, ainsi que de ceux qui ont attaqué d'autres pays, comme le Royaume-Uni et l'Espagne. Ceci suggère que tous les messages doivent faire l'objet d'une inspection initiale dans le sens limité que les ordinateurs doivent pouvoir déterminer s'ils devraient être lus réellement ou examinés de plus près afin de voir s'ils contiennent des éléments troublants.

Une façon efficace de s'assurer que le Gouvernement n'abuse pas ce droit de surveillance du public serait de constituer une commission de contrôle qui examinerait périodiquement la façon dont les données sont recueillies et utilisées et qui publierait des rapports annuels sur ses constatations pour informer le public. Le fait que le *U.S. Department of Homeland Security* et l'*Office of the Director of National Intelligence* ont tous les deux des services chargés de contrôler le respect de la confidentialité est également un pas dans la bonne direction. Ce type de supervision est essentiellement une méthode de contrôle a posteriori, et il ne ralentit pas ainsi de façon absurde la collecte de l'information, ce qui serait le cas si chaque acte de surveillance devait être soumis à l'examen d'un tribunal spécial avant de pouvoir être entrepris. Une telle supervision permet de produire un équilibre adéquat entre l'autorisation donnée au Gouvernement de faire progresser la sécurité et le besoin de contrôler ses activités dans ce domaine.

Zones de conflit armé et combattants civils.

Les difficultés les plus grandes concernent le champ de bataille lui-même. Imaginez qu'un destroyer de l'*U.S. Navy* naviguant sur des eaux étrangères soit approché à grande vitesse par un bateau, ou qu'un camion approche à grande vitesse d'un poste de contrôle américain en Afghanistan. S'il s'agissait d'une guerre conventionnelle et si le bateau ou le camion transportait des soldats de l'autre côté et portait les insignes de l'armée contre laquelle nous combattons, il serait arrêté par un emploi non limité des armes disponibles (dans

la plupart des circonstances). Par contre, si ces véhicules n'ont pas de marques d'identification et ressemblent à des moyens de transport civils, et si leurs occupants portent des vêtements civils, la façon de confronter cette situation est très ambiguë, au moins en termes juridiques. Souvent, comme cela fut le cas pour l'*USS Cole* et à divers postes de contrôle en Afghanistan et en Irak, les terroristes disposent d'une marge de manœuvre bien supérieure que s'ils étaient des soldats d'une armée conventionnelle – au détriment de nos propres forces conventionnelles.

Selon les nouvelles règles d'engagement suggérées, les États-Unis et les autres pays qui s'efforcent d'empêcher des attaques terroristes dans une zone contestée, comme la région sud de l'Afghanistan ou une ville irakienne dans laquelle la sécurité n'est pas assurée, déclareraient que cette zone est une zone de conflit. Ceci permettrait d'avertir la population pour lui faire savoir que quiconque approchant les troupes ou des bâtiments ou postes occupés par ces troupes et semblant présenter un risque pour la sécurité sera exposé à une réaction appropriée des troupes. Ceci pourrait signifier par exemple que dans des sociétés telles que l'Irak où la plupart des hommes sont armés, il serait conseillé aux gens de ne pas entrer dans des zones de conflit, ou sinon de laisser leurs armes chez eux.

De telles zones de conflit armé pourraient également être déclarées autour des navires dans les eaux internationales. Si des bateaux qui se comportent de telle façon qu'une intention hostile de leur part est supposée entrent dans une telle zone (par exemple, à moins de 200 mètres d'un navire), ils recevraient un ordre de faire demi-tour ou de se rendre ; s'ils refusent et ignorent un coup de semonce, ils seront traités comme une force hostile. Dans ce cas, si ces bateaux sont occupés par des civils innocents qui vont pêcher à proximité de l'un de nos navires, il n'y aurait pas de victimes.

De plus, les civils qui exécutent des missions de nature paramilitaire ou qui apportent leur soutien à de telles missions – je les appelle des combattants civils, ce qui est la caractérisation appropriée des terroristes – seraient traités comme s'il s'agissait d'une force hostile. Par exemple, si des civils jouent le rôle d'agents de surveillance ou d'agents de renseignement, s'ils transportent

des munitions ou des armes de rechange, ou s'ils hébergent des terroristes – ils seront traités comme des terroristes. Une expérience mentale pourrait aider à cet égard. Supposons qu'une unité militaire américaine soit attaquée au mortier. Les forces américaines identifient une personne avec des jumelles sur un toit surplombant la zone des combats. Il a également un walkie-talkie. À mesure que les obus continuent de tomber, il devient apparent que quelqu'un donne du feedback aux attaquants et qu'ils visent de mieux en mieux. Si cette personne sur le toit portait l'uniforme d'un soldat, elle ne serait pas épargnée. Elle ne devrait pas être traitée différemment – dans une zone de conflit armé – simplement parce qu'elle porte des vêtements civils.

Ceci dit, les civils qui s'occupent de leurs propres affaires sans donner clairement de preuves ou l'impression qu'ils sont des combattants devraient être traités conformément aux normes traditionnelles, comme des personnes qui doivent être protégées des tirs des soldats dans la mesure du possible. Par exemple, le fait de tirer sur des femmes et des enfants (comme cela a été allégué dans un certain cas à Gaza), de tuer des civils à titre de vengeance (comme cela a été allégué à Haditha en Irak) ou de brûler un village (comme cela s'est passé à My Lai) constituerait une violation flagrante des nouvelles règles tout autant que des anciennes règles.

L'essentiel à retenir au-delà de ces points particuliers, qui pourront sans aucun doute être ajustés pour tenir compte des différences de circonstances, est que les terroristes, en agissant comme des civils innocents, mettent en danger la sécurité et les droits des vrais civils. Et que les civils qui sont en fait des combattants, même s'ils ne servent qu'à fournir un soutien logistique aux terroristes, renoncent ainsi implicitement à leurs droits de non-combattants. Ils forcent les forces de police et les armées conventionnelles cherchant à établir des conditions de sécurité basiques dans une zone de conflit à ne plus tenir compte de la ligne obsolescente qui consiste à traiter les soldats et les civils de façons différentes, alors que dans les conflits conventionnels il est tout à fait normal de tirer sur les premiers mais il faut épargner les seconds. *Une nouvelle ligne devrait être tracée entre les combattants civils et les civils non-combattants.* Ceci permettrait aux

forces de sécurité de confronter efficacement toutes les personnes qui portent des armes dans la zone de conflit armé, qui exécutent des missions de combat ou apportent leur appui logistique à de telles missions ou donnent l'impression de vouloir attaquer nos troupes ou les populations qu'elles s'efforcent de protéger.

Ceci n'entraînerait pas de changements de politiques aussi importants que l'on pourrait le croire au premier abord. Les diverses forces armées des États-Unis et celles d'autres pays, appliquent toutes un ensemble ou un autre de règles d'engagement en plus des lois de la guerre (mais les respectant). En général, ces règles d'engagement permettent aux troupes de prendre les mesures nécessaires pour assurer leur autodéfense. Par exemple, les règles d'engagement en vigueur pour l'*U.S. Army* stipulent : « Un chef d'unité a l'autorité et l'obligation d'employer tous les moyens nécessaires à sa disposition et de prendre toutes les mesures appropriées pour défendre son unité et les autres forces américaines dans le voisinage en cas d'action hostile ou de manifestation d'une intention hostile. »⁴ Cette règle peut être interprétée comme conférant le droit de se défendre contre des attaques de civils et elle n'est pas fondamentalement différente des règles d'engagement suggérées plus haut. Cependant, ces règles ne précisent pas exactement ce qui est impliqué par le concept d'autodéfense. Les directives additionnelles qui sont suggérées devraient donc être considérées comme cherchant à préciser ce que l'autodéfense nécessite, bien qu'il soit vrai qu'aucun ensemble de règles ne permettra jamais de couvrir toutes les permutations pouvant se produire dans des situations de combat. D'autres précédents pour l'approche esquissée ici peuvent être identifiés pendant les périodes durant lesquelles même des démocraties ont déclaré un état d'urgence ou l'application de la loi martiale. Par exemple, en avril 2004, pendant l'opération militaire américaine à Fallujah, l'armée diffusa des messages à la radio locale et distribua des tracts demandant aux résidents de rester chez eux.

Le concept introduisant la zone de conflit armé, qui aura peut-être besoin de beaucoup plus de délibérations permet de faire la différence entre combattants civils et civils non-combattants, afin de protéger les seconds et de confronter efficacement les premiers. Est-ce qu'il ne sera

pas contre-productif en matière de lutte contre le terrorisme parce qu'il aliénera peut-être la population civile ? Est-ce que la déclaration de zones de conflit armé risque de nous faire perdre la paix, même si elle nous aide à gagner le conflit armé ? En d'autres termes, est-ce que ces tactiques de lutte contre le terrorisme vont à l'encontre des objectifs stratégiques d'un conflit ? Ne serait-il pas préférable de développer l'économie, la société civile et la vie politique des régions concernées ?

Comme je l'ai montré en détail par ailleurs, si l'on ne parvient pas à établir en premier une sécurité élémentaire, le développement économique et social est impossible.⁵ Et les régimes qui n'assurent pas les conditions élémentaires de sécurité ne perdent pas seulement leur légitimité – ils perdent aussi toute crédibilité. Ensuite, il existe des limitations quant à ce qu'il est possible d'accomplir avec le développement économique et social.⁶ Pour réduire la corruption à des niveaux tolérables, pour élever les engagements nationaux à un niveau auquel ils sont considérés plus importants que les engagements tribaux, pour moderniser une économie et pour construire une société civile digne de ce nom, il faut des décennies et de nombreux milliards de dollars, au minimum. Gagner la confiance et la sympathie de la population (dans la mesure où cela est raisonnablement possible) est un objectif qui s'ajoute aux mesures de sécurité, mais la sécurité ne peut pas être basée sur cette confiance ou cette sympathie dans les régions où les terroristes sont bien implantés et où des parties importantes de la population civile sont des combattants.

Par-dessus tout, exiger que des civils qui prennent les armes contre nous soient traités comme des non-combattants jusqu'à ce qu'ils décident de montrer leurs vraies couleurs, et leur permettre de retrouver leur statut de civil chaque fois qu'ils jugent que cela leur est utile, impose plusieurs coûts. Les coûts les plus évidents sont les pertes de notre côté. Une telle approche peut également produire des motivations perverses pour des pays ayant des armées conventionnelles en leur permettant de ne pas respecter les règles grâce à des politiques secrètes basées sur le recours à des combattants civils, auquel cas il faudrait trouver des moyens de confronter ces derniers. L'élaboration de nouvelles règles pour

les conflits armés ne nous donnerait pas seulement un moyen plus efficace de confronter des acteurs violents qui ne sont pas des États reconnus – elle augmenterait également la légitimité de notre approche.

Les « Combattants de la liberté » de l'avenir ?

D'aucuns affirment que ceux que nous considérons comme des terroristes aujourd'hui seront considérés comme des « combattants de la liberté » demain – et il y a d'ores et déjà des gens qui les considèrent ainsi aujourd'hui. De la façon dont je vois les choses, le fait de tuer délibérément un être humain, ou même simplement de le terroriser, est un acte moralement repoussant. Il existe des cas dans lesquels cela est justifié, comme dans le cas d'autodéfense, ou même légal, comme quand un tribunal condamne un accusé à la peine capitale, ou quand le Président du pays ordonne à l'armée de défendre la nation. Cependant, rien de cela ne saurait rendre le fait de tuer ou de terroriser « bon » ; il nous faut toujours essayer de trouver des moyens d'accomplir un objectif sans avoir besoin de tuer ou de terroriser – par exemple, en utilisant des moyens non mortels tels que des armes paralysantes dans le cadre du maintien de l'ordre et en capturant des soldats ennemis et les considérant comme des prisonniers de guerre plutôt que de les tuer, à partir du moment où ils ne représentent plus de menace pour nous.

Bien que le fait de tuer ou de terroriser soit toujours moralement repoussant, il n'y a pas d'équivalence morale en rapport avec le but pour lequel il est utilisé. Les combattants qui utilisent de tels moyens pour renverser un gouvernement tyrannique (par exemple, les membres des réseaux de résistance en France qui luttèrent contre les Nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale) peuvent mériter notre soutien, tandis que ceux qui les emploient dans le but d'affaiblir une démocratie (par exemple, ceux qui ont attaqué les États-Unis le 11 septembre, et ceux qui ont attaqué l'Espagne et la Grande-Bretagne les années suivantes) – doivent être condamnés sans ambiguïté. *Cependant, le fait que certains buts soient nobles et que d'autres soient abjects ne rend pas pour autant « bon » le moyen violent utilisé.* Par conséquent, bien que tous les combattants ne soient pas créés égaux – et bien

que certains puissent effectivement devenir les « combattants de la liberté » de demain – aucun d’eux n’est engagé dans des efforts de changement de régime d’une façon que l’on devrait considérer moralement supérieure à des moyens non meurtriers.

Jusqu’où peut-on aller ?

Jusqu’à un certain point, ces mesures de lutte contre le terrorisme, ainsi que d’autres, pourraient être considérées simplement comme des modifications du droit pénal existant ou des variantes hybrides de ce droit et des lois de la guerre. Cependant, en raison de l’étendue et du nombre des différences en question, il ne serait pas faux de parler d’une approche distincte. Ceci est surtout évident quand nous reconnaissons que la prévention d’actes terroristes nécessite des interrogations et même la détention de certaines personnes qui n’ont pas encore violé de lois quelconques.

Les suggestions qui précèdent ne sont que des façons de lancer et d’encourager des explorations de cette troisième voie, une approche qui fait face à une résistance considérable des deux côtés du spectre politique. Elles sont loin de constituer un modèle complet qui pourrait être mis en œuvre dans le cadre d’une politique officielle en l’absence de délibérations et modifications additionnelles considérables. Par-dessus tout, pour que le traitement différentiel des terroristes soit complètement reconnu, celui-ci doit être accepté par le public des États-Unis et de ses alliés (une tâche assez difficile en elle-même) et aussi être considéré légitime par la population des autres pays du monde. Il nécessite donc des dialogues transnationaux et l’élaboration de nouvelles normes et conventions – comme une nouvelle Convention de Genève – ce qui, pour répéter ce qui a été indiqué plus haut, ne serait pas la première fois que ces conventions ont été altérées significativement.

En fin de compte, il se peut qu’il subsiste des différences quant à la détermination du point jusqu’auquel on peut aller pour prévenir des actes terroristes et de la meilleure façon de confronter les terroristes, mais tout le monde pourrait convenir qu’ils ne devraient être traités ni comme des criminels de droit commun, ni comme des soldats. Ce qui est important ici, ce n’est pas

de parvenir à des classifications conceptuelles parfaites, mais c’est de trouver des façons de préserver les institutions d’une société libre tout en la protégeant contre des attaques dévastatrices.

Derrière beaucoup de discussions du sujet en question – en particulier par des personnes qui ne savent pas ce que c’est que d’être dans une situation de combat – on peut trouver en filigrane une aspiration à une « guerre propre », une guerre au cours de laquelle aucun innocent n’est blessé, les dommages collatéraux sont réduits au minimum ou même peut-être évités complètement et les frappes ont la précision d’opérations chirurgicales. Ainsi, par exemple, divers observateurs ont fait objection à l’emploi de bombardements aériens au Kosovo – et récemment à celui des bombardiers et des drones en Afghanistan et au Pakistan – et ils ont suggéré de compter plus sur les troupes au sol, dans l’espoir que ces troupes pourront mieux faire la distinction entre civils et combattants.

De la façon dont je vois les choses, le même respect pour la vie humaine et pour les droits de l’homme nous conduit plus loin. Il faut reconnaître que, bien que certaines mesures puissent être prises pour protéger les civils non-combattants, en fin de compte il est vraisemblable que certains civils seront blessés ou tués. Par conséquent, la meilleure manière de minimiser les pertes civiles est d’épuiser tous les autres moyens possibles de gérer un conflit sans intervention armée – de faire encore plus d’efforts diplomatiques, d’ignorer les provocations, de chercher des médiateurs, de ne pas réagir prématurément et, dans la mesure du possible, d’éviter toute confrontation armée. La lutte armée cause des pertes humaines, c’est sa nature. Bien qu’elle puisse être contrôlée dans une certaine mesure, elle est tragique par nature et doit être évitée si possible. Cependant, quand un conflit armé est imposé par des gens qui commettent un attentat au cœur de notre pays, tuant des milliers de civils innocents qui travaillaient tranquillement à leur bureau, une réponse appropriée est nécessaire pour confronter les attaquants en tant que terroristes, et cette réponse ne doit pas être paralysée par des règles et préceptes dépassés. Le temps est venu de reconnaître que ceux qui abusent de leur statut civil en prétendant être des civils mais

qui agissent comme des terroristes renoncent implicitement aux bénéfices de nombreux des droits des vrais civils sans acquérir les privilèges dus aux soldats. *MR*

NOTES

1. Il reste à décider ce qui doit être considéré comme de la torture. La torture peut être définie de façon tellement vague que cela empêcherait l'emploi de la plupart des techniques d'interrogation – par exemple, si elle inclut l'interdiction d'humilier les détenus et si elle donne à ceux-ci le pouvoir de définir ce qui est humiliant – ou de façon tellement étroite que les simulacres de noyade et de nombreuses autres mesures cruelles seraient autorisées tant qu'ils n'entraînent pas

de défaillance polyviscérale. Il va sans dire que l'emploi des directives suggérées serait considérablement entravé si la définition de la torture n'était pas précisée. Un juste milieu serait désirable. .

2. Benjamin Wittes. *Law and the Long War* (New York: The Penguin Press, 2008) 165.

3. Et ils ne pourraient pas non plus être jugés comme soldats, étant donné que de nombreux éléments de preuve ne seraient pas admissibles non plus devant des commissions militaires.

4. Instruction du Président de l'État major interarmes, *Standing Rules of Engagement for U.S. Forces*, 15 janvier 2000, A-3.

5. Amitai Etzioni, *Security First: For a Muscular, Moral Foreign Policy* (New Haven, CT: Yale, 2007) ; Amitai Etzioni, *The Moral Dimension: Toward a New Economics* (New York: Free Press, 1988).

6. Amitai Etzioni, « Reconstruction: An Agenda » dans *Statebuilding and Intervention: Policies, Practices, and Paradigms*, éd., David Chandler (New York: Routledge Press, 2009) 101-21.

Voici le texte d'une lettre envoyée au Professeur Etzioni par un officier supérieur en Afghanistan en réponse directe à cet article. *Military Review* estime que cette lettre permet de mieux comprendre les questions soulevées dans la présentation du Professeur Etzioni.

Cher Professeur,

Je pense que le concept de zones de conflit armé est particulièrement utile. Je sais que nous avons fait des choses similaires de façon informelle, mais c'est en général par le biais d'une série de mesures ad hoc de contrôle de la population et des ressources telles que l'imposition d'un couvre-feu, l'annonce d'opérations psychologiques au sujet d'une politique d'armement restrictive, etc. Il ne fait aucun doute qu'il nous serait utile de disposer d'une série de mesures regroupées dans un ensemble de textes à employer pour une zone de conflit armé. Bien entendu, ces mesures pourraient être modifiées, mais en général il y aurait un ensemble de procédures bien établies. Je vais demander à un Juge avocat auprès du tribunal militaire compétent de réfléchir à cette idée et de déterminer s'il serait possible au moins d'établir une procédure que nous pourrions utiliser pendant notre déploiement.

L'ennemi dans le sud de l'Afghanistan ressemble essentiellement à une force de guérilla. Il emploie des tactiques terroristes – mais ces types de tactiques ont été introduits dans une large mesure par des combattants arabes et d'autres origines étrangères. (Les [insurgés] afghans ont une tradition d'utilisation de dispositifs explosifs improvisés, mais même pendant la guerre contre les Soviétiques ils les utilisaient surtout comme des mines tactiques traditionnelles ; les attentats suicides en Afghanistan sont une tactique récente.)

Les Afghans utilisent aussi des tactiques visant à intimider et à terroriser la population locale, mais il y a une différence d'approche et d'intention entre les brigands, les seigneurs de guerre et les Talibans. Mais en fin de compte, la plupart des combattants Taliban contre lesquels nous nous battons utilisent des tactiques et l'organisation d'unités d'infanterie et non celles de terroristes. C'est là un aspect essentiel de cette guerre dont nous devons également tenir compte pour affiner notre approche. Al Qaeda est une menace à l'échelle mondiale qui utilise des méthodes terroristes, et l'emploi de forces d'opérations spéciales pour attaquer et décapiter la direction de cette organisation peut être efficace. Par contre, les forces locales et régionales qui soutiennent Al Qaeda, telles que les Talibans, se battent dans le cadre d'une guérilla, et elles doivent être vaincues par des forces conventionnelles parce qu'il faut attaquer et détruire des formations, et pas simplement des dirigeants ou des réseaux. Les forces conventionnelles sont les seules organisations ayant les moyens de le faire.

Malheureusement, notre Armée n'a pas adopté de stratégie de lutte contre la guérilla et s'est axée au lieu de cela sur des opérations de stabilisation et sur l'idée selon laquelle la reconstruction (même dans les régions qui n'ont jamais été construites) aura de la valeur.

Military Review - CAC-Knowledge - US Army Combined Arms Center - Windows Internet Explorer

http://usacac.army.mil/CAC2/MilitaryReview/

Military Review - CAC-Knowledge - US Army Co...

About CAC | CAC Blog | CAC Products | CAC Intranet

CAC UNITED STATES ARMY COMBINED ARMS CENTER
Fort Leavenworth, Kansas

Schools and Centers CAC-K Knowledge CAC-CDID Capability Development Integration Directorate CAC-LD&E Leader Development and Education CAC-T Training ACU Army Civilian University Separate Organizations

CAC Home > Military Review

Military Review

2010 Deputy Writing Contest Information
Deadline Monday, June 28, 2010

Edição Brasileira
Setembro-Outubro 2009

2 Terroristas: Nem Soldados nem Criminosos

15 A Formação de um Líder: Dwight D. Eisenhower

26 Desafios Éticos nas Operações de Estabilidade

44 Irã e Venezuela: o "Eixo do Aborrecimento"

Military Review Readership Survey

New Blog Post on "Exploiting Insurgent Violence in Afghanistan - Blog about it now!!!"

Miss an article from 2009? Check this out!

Have you ever cited a Military Review article in something you have published?

Yes

No

Vote

[View Results](#)

[Share This](#)

Email Announcement Bulletin

Last Reviewed: February 3, 2010

Done Trusted sites | Protected Mode: Off 100%

<http://usacac.army.mil/CAC2/MilitaryReview/>